

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 2916

[C — 99/03517]

18 AOUT 1999. — Arrêté royal mettant en place un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la Bourse ou en dehors de celle-ci et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement et modifiant la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la Directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. La concurrence croissante entre les marchés, due, notamment, au passage à l'euro et au changement de dimension des marchés financiers européens soumet la place financière de Bruxelles à des défis considérables et a mené au projet de créer une structure intégrée rassemblant, sur la place de Bruxelles, les marchés d'actions, d'obligations et de produits assimilés (Bourse), les marchés de dérivés (Belfox), ainsi que les fonctions de compensation (Belfox et la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles), de liquidation et de conservation (C.I.K.).

La loi du 10 mars 1999 modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions — ci-après « la loi du 10 mars 1999 » — a constitué la première étape de ce processus d'intégration, notamment en modifiant la structure et les compétences des organes représentatifs de la S.B.V.M.B. (dont la dénomination commerciale est "B.X.S. ») et en prévoyant que celle-ci est une société anonyme.

Une deuxième étape du processus d'intégration a consisté à filialiser les sociétés Belfox s.c. et C.I.K. s.a., de manière à ce que la S.B.V.M.B. s.a. devienne la société faitière de la structure intégrée. Dans ce même cadre, la S.B.V.M.B. s.a. a été reconnue par l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la S.B.V.M.B. s.a. et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, pour organiser et administrer les marchés Belfox.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 2916

[C — 99/03517]

18 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit tot oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de Beurs georganiseerde markten en tot vaststelling van de regels inzake de inrichting en de werking ervan en tot wijziging van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. De toenemende concurrentie tussen de markten die, met name, het gevolg is van de omschakeling naar de euro en de gewijzigde omvang van de Europese financiële markten, plaatst het Brusselse financiële centrum voor aanzienlijke uitdagingen en heeft geleid tot de vorming van een geïntegreerde structuur die de markten van de aandelen, de obligaties en aanverwante producten (Beurs), de markten van de afgeleide producten (Belfox) alsook de functies van verrekening (Belfox en de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel), afwikkeling en bewaring (C.I.K.) op de Brusselse financiële plaats bijeenbrengt.

De wet van 10 maart 1999 tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen — hierna « de wet van 10 maart 1999 » — vormde de eerste fase van dit integratieproces, door inzonderheid de structuur en de bevoegdheden van de vertegenwoordigingsorganen van de E.B.V.B. (commerciële naam "B.X.S. ») te wijzigen en door te voorzien dat deze naamloze vennootschap is.

Een tweede fase van het integratieproces bestond in de "filialisering" van de vennootschappen Belfox c.v. en C.I.K. n.v., zodat de E.B.V.B. n.v. de overkoepelende vennootschap wordt van de geïntegreerde structuur. In ditzelfde kader kreeg de E.B.V.B. n.v. door het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de E.B.V.B. n.v. en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs, toestemming om de Belfox-markten in te richten en te besturen.

Ensuite, il est apparu opportun de procéder au regroupement de la compensation de l'ensemble des transactions faites sur les instruments financiers inscrits sur les marchés désormais organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que ces transactions aient lieu sur ou en dehors de ceux-ci. Il a, par contre, été décidé de proposer à votre Majesté d'opter pour la solution qui consiste à ce que la liquidation des transactions soit organisée dans une(des) entité(s) juridique(s) distincte(s) de celle appelée à gérer les opérations de compensation. Il s'agit là d'une des architectures pouvant être rencontrée à cet effet sur les différentes places financières européennes.

Il a dès lors été décidé de procéder à la transformation de la société coopérative Belfox s.c. auparavant chargée de la compensation des transactions sur les instruments financiers dérivés, en B.X.S.-Clearing s.a. et de lui confier également la compensation des transactions sur instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que ces transactions aient lieu sur ou en dehors de ceux-ci.

D'autre part, le mandat dévolu par la société coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après « la Coopérative de liquidation », lui sera retiré; la nouvelle entité offrant de meilleures garanties de sécurité et étant mieux adaptée à la complexité des transactions.

2. L'article 14, 1^o, de la loi du 6 avril 1995 oblige le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a. à proposer au Roi la mise en place d'un système de compensation et de liquidation, et d'en fixer les règles de fonctionnement et d'organisation.

L'arrêté qui est ce jour présenté à la signature de Votre Majesté a pour objet de vous proposer le système mis en place par la S.B.V.M.B. s.a. ainsi que ses règles de fonctionnement et d'organisation. Il est entendu que le présent arrêté ne porte en aucun cas préjudice à l'application de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres.

3. L'article 1^{er} a pour objet de définir certains termes utilisés par la suite dans le texte de l'arrêté royal. Il s'agit notamment de faire la distinction entre la compensation (clearing) et la liquidation (settlement) des transactions, afin d'éviter dans l'avenir toute confusion à ce sujet. Le présent arrêté royal a le mérite, pour la première fois dans un texte réglementaire, de décrire clairement les différentes opérations que l'on regroupe sous ces deux vocables.

Le terme « Couverture » permettant de garantir les risques découlant des positions y est également précisé. Ce que l'on entend par « Position » d'un membre y a aussi été explicité. Le jargon quotidiennement utilisé dans ces matières paraît à première vue évident mais mérite néanmoins d'être clairement précisé.

Les mots « Procédures particulières » sont également définis et ont pour objet de préciser les mesures que propose le conseil d'administration de l'organisme de compensation à l'approbation du Ministre des Finances, en cas de défaillance d'un des membres compensateurs. Ces mesures seront coulées sous la forme d'un arrêté ministériel et ne font évidemment pas obstacle à l'application de la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, qui prévoit les règles à mettre en place en droit interne en vue d'apporter une sécurité suffisante et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement, dans le cas d'une insolvabilité d'un participant.

Les termes « Règles d'organisation et de fonctionnement » sont définis de telle façon qu'il n'y a pas de confusion possible entre les procédures que peut prendre le conseil d'administration de l'organisme de compensation et qui doivent être respectées par les membres compensateurs et les règles qui seront déterminées dans le Règlement de la bourse, et contrôlées par l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. en vertu de l'article 19, 1^o, c), de la loi du 6 avril 1995 et qui visent essentiellement à s'assurer que les intermédiaires qui agissent directement ou indirectement sur les marchés aient pris les mesures qui s'imposent en vue de compenser ou de faire compenser les opérations sur instruments financiers qu'ils ont effectuées sur les marchés.

Enfin, la définition du mot « Transaction » permet de circonscrire le champ d'application du présent arrêté.

4. L'article 2 de l'arrêté royal a pour objet de fixer les principes minima auquel l'organisme de compensation doit obéir en vue d'être reconnu par le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a. et d'exercer, en toute sécurité, la compensation des transactions effectuées sur les marchés qu'elle organise ou en dehors de ceux-ci. Les règles d'organisation et de fonctionnement dudit organisme peuvent donc être plus strictes que lesdits principes. Ceux-ci tiennent compte des recommandations internationales en la matière édictées, notamment, par les

Vervolgens leek het opportuun de verrekening te bundelen van al de transacties op of buiten de voortaan door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten die er zijn opgenomen. Er werd daarentegen beslist aan Uwe Majesteit voor te stellen te opteren voor de oplossing die erin bestaat de afwikkeling van verrichtingen te organiseren in een of meer juridische entiteiten die verschillen van deze die de verrekening beheert. Het gaat hier om één van de architecturen die op de verschillende Europese financiële centra in aanmerking kan komen.

Er werd dan ook beslist de coöperatieve vennootschap Belfox c.v., die voordien belast was met de verrekening van de transacties in afgeleide financiële instrumenten, om te vormen tot B.X.S.-Clearing n.v. en haar tevens de verrekening toe te vertrouwen van de transacties op of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er zijn opgenomen.

Anderzijds zal het mandaat van de coöperatieve vennootschap tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, hierna « de Coöperatieve tot vereffening », worden ingetrokken; de nieuwe entiteit biedt betere veiligheids garanties en is beter aangepast aan de complexiteit van de transacties.

2. Artikel 14, 1^o, van de wet van 6 april 1995 verplicht de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v. aan de Koning de oprichting voor te stellen van een verrekenings- en afwikkelingsstelsel en er de werkings- en inrichtingsregels van vast te stellen.

Het besluit dat heden aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel U het door de E.B.V.B. n.v. opgerichte stelsel voor te stellen alsook de werkings- en inrichtingsregels ervan. Dit besluit doet in geen geval afbreuk aan de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels.

3. Artikel 1 heeft tot doel bepaalde termen te omschrijven die in de tekst van het koninklijk besluit voorkomen. Er moet namelijk een onderscheid worden gemaakt tussen de verrekening (clearing) en de afwikkeling (settlement) van transacties, teneinde in de toekomst elke verwarring hieromtrent te vermijden. De verdiende van dit koninklijk besluit is dat voor de eerste keer in een reglementaire tekst de diverse verrichtingen die onder beide termen vallen duidelijk worden omschreven.

Ook het begrip « Dekking » ter garantie van de risico's die voortvloeien uit de posities wordt erin verklaard. Tevens wordt uitgelegd wat verstaan wordt onder een « Positie » van een lid. Het dagelijkse gebruikte jargon in deze materie lijkt op het eerste zicht evident, maar dient toch duidelijk te worden uitgelegd.

De woorden « Bijzondere procedures » worden er eveneens in gedefinieerd. Ze sommen de maatregelen op die de raad van bestuur van het verrekeningsorganisme voorlegt aan de goedkeuring van de Minister van Financiën ingeval van een tekortkoming van één van de leden-verrekenaars. Deze maatregelen worden in de vorm gegoten van een ministerieel besluit en vormen uiteraard geen belemmering voor de toepassing van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen, die de regels vaststelt die in het interne recht moeten worden aangebracht teneinde voldoende zekerheid te bieden en de goede werking van de betalingssystemen te waarborgen in geval van insolvabiliteit van een deelnemer.

De begrippen « Inrichtings- en werkingsregels » werden zo gedefinieerd dat er geen verwarring mogelijk is tussen de procedures die de raad van bestuur van het verrekeningsorganisme kan opleggen en die moeten worden nageleefd door de leden-verrekenaars en de regels die zullen worden bepaald in het Beursreglement en waarop wordt toegezien door de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. krachtens artikel 19, 1^o, c), van de wet van 6 april 1995. Deze regels hebben hoofdzakelijk tot doel er zich van te vergewissen dat de bemiddelaars, die rechtstreeks of onrechtstreeks op de markten handelen, de nodige maatregelen hebben genomen om de verrichtingen in financiële instrumenten, die ze op de markten hebben uitgevoerd, te verrekenen of te laten verrekenen.

Met de definitie van het woord « Transactie », ten slotte, wordt het toepassingsgebied van dit besluit afgebakend.

4. Artikel 2 van het koninklijk besluit heeft tot doel de minimumbeginselen vast te stellen die het verrekeningsorganisme moet volgen om te worden erkend door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v. en in alle veiligheid de verrekening uit te voeren van de transacties op of buiten de door haar ingerichte markten. De inrichtings- en werkingsregels van het beoogde organisme kunnen dus strikter zijn dan die beginselen. Ze houden rekening met de internationale aanbevelingen terzake zoals die, onder andere, blijken uit de verslagen van de Groep

rapports du Groupe des 10 à Bâle, les recommandations de l'Organisation Internationale des Commissions de valeurs (OICV) en matière de régulation financière et les discussions au sein du Forum of European Securities Commissions (FESCO), à savoir :

- une distinction claire entre les membres des marchés et les membres de l'organisme de compensation,
- l'interpositionnement et la gestion des positions par une contrepartie centrale permettant de garantir les risques découlant d'une telle activité,
- la mise en place de procédures de mesures et de gestion des risques,
- l'utilisation d'un système de liquidation « Delivery Versus Payment » (D.V.P.) intégré, c'est-à-dire sans intervention manuelle, et
- la gestion des situations de Défaillances des membres.

5. L'article 3 de l'arrêté royal permet à l'organisme de compensation de proposer au Ministre des Finances les règles relatives à son organisation, son fonctionnement, aux conditions et procédures d'admission des membres compensateurs et leurs obligations ainsi que les procédures à mettre en place en cas de défaillance de ceux-ci. Ces règles prendront la forme d'un règlement approuvé par arrêté ministériel.

Afin de lui donner toute la souplesse de décision dont il a besoin dans l'exercice de ses missions, il est prévu dans l'alinéa 2 de l'article 3 que l'organisme de compensation pourra préciser ces différents points dans des procédures ou circulaires qu'il prendra en exécution dudit règlement.

6. L'article 4 de l'arrêté fixe les conditions minimales pour devenir membre de l'organisme de compensation. Ces conditions sont suffisamment larges pour permettre l'admission de membres belges ou étrangers. L'alinéa 3 de cet article précise que le conseil d'administration de l'organisme peut prendre des mesures de suspension ou d'exclusion d'un membre qui ne remplit plus les conditions d'admission ou qui ne respecte pas ses obligations. Le conseil d'administration doit, dans ce cas, informer immédiatement l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. pour qu'elle puisse, dans ce cas, prendre les mesures qui s'imposent au niveau des membres des marchés.

7. L'article 5 de l'arrêté royal permet à l'organisme de compenser, le cas échéant, d'autres opérations sur instruments financiers non inscrits, conclus sur ou en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a.

8. Conformément à l'article 2, § 5, de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, l'article 6 de l'arrêté a pour objet de radier l'organisme visé à l'article 2, § 1^{er}, b), 5^e, de la liste des systèmes de règlement-titres visé par ladite loi.

9. Le contrôle prudentiel de la Commission bancaire et financière tel qu'il est organisé dans l'article 7 de l'arrêté s'inspire très largement du contrôle exercé par cette dernière sur les organismes bancaires et sur les entreprises d'investissement. Il s'inspire également du contrôle qu'exerçait la Commission bancaire et financière sur les activités de compensation (clearing) de Belfox s.c. Dans l'état actuel des textes, ce contrôle porte sur les activités de l'organisme de compensation, de manière à permettre de vérifier sa bonne et saine gestion et de s'assurer en permanence que les risques qu'il a pris sont acceptables pour les investisseurs et que les engagements qu'il a souscrits ne mettent pas en danger sa solvabilité. Il renforcera enfin la crédibilité internationale de l'organisme de compensation.

10. L'article 8 de l'arrêté vise, conformément à l'article 14, 1^{er}, de la loi du 6 avril 1995, à désigner le ou les organisme(s) de liquidation agréé(s) par la S.B.V.M.B. s.a. pour liquider les transactions sur instruments financiers et précise qu'il(s) doi(ven)t respecter les recommandations internationales visés notamment dans les rapports mentionnés au point 4.

11. De la même façon que l'article 5 permet à l'organisme de compensation d'intervenir pour des instruments financiers qui ne sont pas inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., l'article 9 de l'arrêté octroie cette faculté à(aux) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8.

12. Conformément à l'article 6 de la loi du 6 avril 1995, l'article 10 de l'arrêté prévoit que les organismes de compensation et de liquidation visés par l'arrêté sont soumis au contrôle de tutelle du Ministre des Finances par le biais du Commissaire de gouvernement près de la S.B.V.M.B. s.a., pour autant que ces organismes soient des filiales de la S.B.V.M.B. s.a.

van 10 te Bazel, de aanbevelingen inzake financiële regulering van de International Organisation of Securities Commission (IOSCO) en de discussies in het Forum of European Securities Commissions (FESCO), namelijk :

- een duidelijk onderscheid tussen de leden van de markten en de leden van het verrekeningsorganisme,
- de interpositionering en het beheer van de posities door een centrale tegenpartij waardoor de risico's voortvloeiend uit dergelijke activiteit kunnen worden gegarandeerd,
- de invoering van procedures voor het berekenen en beheren van de risico's,
- het gebruik van een geïntegreerd afwikkelingsstelsel « Delivery Versus Payment » (D.V.P.), dit wil zeggen zonder manuele tussenkomst, en
- het beheer van de Tekortkomingen van de leden.

5. Artikel 3 van het koninklijk besluit laat het verrekeningsorganisme toe aan de Minister van Financiën de regels voor te stellen met betrekking tot zijn inrichting, zijn werking, de toelatingsvoorwaarden en -procedures van de leden-verrekenaars en hun verplichtingen alsook de te hanteren procedures indien deze leden-verrekenaars tekortschieten. Die regels nemen de vorm aan van een door ministerieel besluit goedgekeurd reglement.

Teneinde het verrekeningsorganisme al de soepelheid van besluitneming te bieden die het nodig heeft voor de uitvoering van zijn taken, voorziet lid 2 van artikel 3 dat het verrekeningsorganisme die verschillende punten kan verduidelijken in procedures of rondschrijvens die het uitvaardigt in uitvoering van het reglement.

6. Artikel 4 van het besluit bepaalt de minimumvoorwaarden om lid te kunnen worden van het verrekeningsorganisme. Die voorwaarden zijn voldoende ruim om zowel de toelating van Belgische als van buitenlandse leden mogelijk te maken. Lid 3 van dit artikel preciseert dat de raad van bestuur van het organisme een lid dat niet meer voldoet aan de toetredingsvoorwaarden of zijn verplichtingen niet naleeft, kan schorsen of uitsluiten. In dit geval moet de raad van bestuur onmiddellijk de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. verwittigen zodat deze de nodige maatregelen kan treffen voor de leden van de markten.

7. Artikel 5 van het koninklijk besluit stelt het verrekeningsorganisme in staat om eventueel ook verrichtingen te verrekenen afgesloten op of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen.

8. Overeenkomstig artikel 2, § 5, van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingsystemen, heeft artikel 6 van dit besluit tot doel het in artikel 2, § 1, b), 5^e, bedoelde organisme schrappen van de lijst van effectenafwikkelingsystemen beoogd door die wet.

9. De prudentiële controle van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, zoals geregeld in artikel 7 van het besluit, is in ruime mate geïnspireerd op haar controle op de bankinstellingen en de beleggingsondernemingen. Ze is tevens ingegeven door de controle die de Commissie voor het Bank- en Financieuzen uitoefende op de verrekeningsactiviteiten (clearing) van Belfox c.v. In de huidige stand van de teksten slaat deze controle alleen op de activiteiten van het verrekeningsorganisme, om het mogelijk te maken zijn correcte en gezonde beheer na te gaan en er zich constant van te vergewissen dat de risico's die het genomen heeft aanvaardbaar zijn voor de beleggers en de aangegane verbintenissen zijn solventie niet in het gedrang brengt. De controle zal, ten slotte, de internationale geloofwaardigheid van het verrekeningsorganisme versterken.

10. Artikel 8 van het besluit heeft tot doel, overeenkomstig artikel 14, 1^{er}, van de wet van 6 april 1995, het of de afwikkelingsorganisme(n) aan te duiden aan wie de E.B.V.B. n.v. de vergunning geeft om transacties in financiële instrumenten af te wikkelen en preciseert dat dit (deze) organisme(n) de internationale aanbevelingen moet(en) naleven als inzonderheid beoogd in onder punt 4 vermelde verslagen.

11. Net zoals artikel 5 het verrekeningsorganisme toelaat ook op te treden voor financiële instrumenten die niet zijn opgenomen op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, kent artikel 9 diezelfde mogelijkheid toe aan het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n).

12. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 6 april 1995 bepaalt artikel 10 van het besluit dat de in het besluit beoogde verrekenings- en afwikkelingsorganismen onder de voogdijcontrole van de Minister van Financiën vallen door toedoen van de Regeringscommissaris bij de E.B.V.B. n.v., voor zover die organismen dochterondernemingen zijn van de E.B.V.B. n.v.

13. L'article 11 permet à l'organisme de compensation de faire usage des procédures en vigueur auprès de Belfox pour la compensation des transactions sur dérivés et de la Coopérative de liquidation pour les transactions sur les marchés cash, tant que les nouvelles procédures appelées à les remplacer le plus rapidement possible, ne sont pas encore rédigées en raison de contraintes de temps.

14. Les articles 12 et suivants règlent le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à B.X.S.-Clearing tant en ce qui concerne les coopérateurs de celle-ci, qui deviennent automatiquement et de plein droit membres de l'organisme de compensation, qu'en matière de couvertures et de positions de ceux-ci qui sont transférées de plein droit.

15. Enfin, il est prévu à l'article 15, alinéa 1^{er}, que la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal est le 20 août 1999.

L'alinéa 2 a pour objet de faire coïncider la date du transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à l'organisme de compensation avec la date d'entrée en vigueur des dispositions transitoires du Titre VI, qui organisent certaines modalités pratiques de ce transfert. Cet alinéa prévoit, dès lors, qu'au cas où ledit transfert ne pourrait avoir lieu - pour quelque raison que ce soit - à la date du 20 août, les dispositions transitoires du Titre VI viendraient à s'appliquer le jour effectif de ce transfert fixé par le Conseil d'administration, de la S.B.V.M.B. s.a., conformément à l'article 14, 1^o, de la loi du 6 avril 1995.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

18 AOUT 1999. — Arrêté royal mettant en place un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la Bourse ou en dehors de celle-ci et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement et modifiant la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la Directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, modifiée par les lois des 30 janvier 1996 et 10 mars 1999 (dénommée ci-après «la loi du 6 avril 1995»), notamment ses articles 9, alinéa 9 et 14, 1^o;

Vu la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, notamment son article 2;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 10 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1999 relatif à la transformation de la société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles en société anonyme et portant diverses dispositions transitoires;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la S.B.V.M.B. s.a et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options;

Vu l'avis du conseil d'administration de la S.B.V.M.B.;

Vu l'avis de l'autorité de marché de la S.B.V.M.B.;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1^{er}, remplacées par la loi du 4 juillet 1989 et modifiées par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il a été décidé, d'une part, de rassembler, sur la place de Bruxelles, les marchés d'actions, d'obligations et de produits assimilés (Bourse) et les marchés de dérivés (Belfox), et, d'autre part, les fonctions de compensation auparavant exercées par Belfox s.c. (dérivés) et la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après «la Coopérative de liquidation» (cash);

13. Artikel 11 staat het verrekeningsorganisme toe gebruik te maken van de procedures van kracht bij Belfox voor de verrekening van transacties in afgeleide instrumenten en bij de Coöperatieve tot vereffening voor de transacties op de cashmarkten, zolang de nieuwe procedures, die deze zo snel mogelijk moeten vervangen, nog niet zijn opgesteld om reden van tijdsgebrek.

14. De artikelen 12 en volgende regelen de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening naar B.X.S.-Clearing, zowel wat haar vennoten betreft, die automatisch en van rechtswege lid worden van het verrekeningsorganisme, alsook wat hun dekkingen en posities betreft, die van rechtswege worden overgedragen.

15. Ten slotte bepaalt artikel 15, lid 1, dat de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit 20 augustus 1999.

Het tweede lid heeft tot doel de datum van de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening aan het verrekeningsorganisme te laten samenvallen met de datum van inwerkingtreding van de overgangsbepalingen van Titel VI, die bepaalde praktische modaliteiten van de overdracht regelen. Dit lid voorziet dus dat ingeval de overdracht niet zou kunnen plaatsvinden - om welke redenen ook - op datum van 20 augustus, de overgangsbepalingen van Titel VI in werking treden op de effectieve dag van de overdracht, die wordt vastgesteld door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v., overeenkomstig artikel 14, 1^o, van de wet van 6 april 1999.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

18 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit tot oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de beurs georganiseerde markten, en tot vaststelling van de regels inzake de inrichting en de werking ervan en tot wijziging van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, gewijzigd door de wetten van 30 januari 1996 en 10 maart 1999 (hierna «de wet van 6 april 1995»), inzonderheid op de artikelen 9, negende lid en 14, 1^o;

Gelet op de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 10 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot omvorming van de Effectenbeursvennootschap van Brussel in een naamloze vennootschap en houdende sommige overgangsbepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de E.B.V.B. n.v. en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de E.B.V.B.;

Gelet op het advies van de marktautoriteit van de E.B.V.B.;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er beslist werd, enerzijds, de markten van de aandelen, de obligaties en aanverwante producten (Beurs) en de markten van de afgeleide producten (Belfox) en, anderzijds, de voordien door Belfox c.v. (afgeleide producten) en door de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, hierna «de Coöperatieve tot vereffening» (cash), uitgeoefende verrekeningsfuncties op de Brusselse plaats bijeen te brengen;

Considérant qu'il a été décidé de procéder à ce regroupement au sein de société Belfox s.c., - auparavant et encore à ce jour chargée de la compensation des transactions sur les instruments financiers dérivés - transformée en B.X.S.-Clearing s.a.; Qu'à la même occasion, l'objet social de B.X.S.-Clearing a été étendu; Que dans ce cadre le mandat octroyé par l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. à la Coopérative de liquidation lui sera retiré et sera transféré à B.X.S.-Clearing;

Considérant que ledit regroupement nécessite, notamment, le transfert des montants affectés en garantie des engagements des membres de la Coopérative de liquidation à B.X.S.-Clearing;

Considérant que ces engagements sont pour l'essentiel, représentés par des parts de coopérateurs de catégorie B de la Coopérative de liquidation; Que la quasi-totalité des coopérateurs ont donc demandé, le 30 juin 1999, le retrait partiel et dès lors le remboursement de leurs parts de catégorie B; Que ce remboursement permettra de libérer effectivement le montant des garanties et de les réaffecter auprès de B.X.S.-Clearing, et ce, dès l'entrée en vigueur du présent arrêté;

Considérant qu'à partir du 17 août 1999, date de l'assemblée générale ordinaire de la Coopérative de liquidation, il devra être procédé au remboursement effectif des parts de catégorie B;

Considérant qu'il s'ensuivra pour la Coopérative de liquidation une réduction de son capital; Qu'en outre, la structure de la nouvelle entité est mieux adaptée à la complexité des transactions sur instruments financiers;

Considérant, par ailleurs, que le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation vers B.X.S.-Clearing précité est en principe prévu pour le 20 août 1999, date qui correspond à un vendredi - veille d'un week-end au cours duquel tout problème opérationnel éventuel peut être réglé - qui se situe dans la première moitié d'une quinzaine du marché à terme lors de laquelle les risques opérationnels et financiers sont plus limités;

Considérant que dans le cadre de ce transfert les dispositions transitoires du présent arrêté sont essentielles puisqu'elles sont préalables au bon fonctionnement de la structure intégrée mise en place, tant au niveau de l'admission des membres qu'au niveau du respect, par ceux-ci, de procédures de compensation;

Qu'il convient dès lors d'adopter sans tarder le présent arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Arrête :

TITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Aux fins du présent arrêté et des règles et procédures prises en exécution de celui-ci, il y a lieu d'entendre par :

1° Compensation : activité de l'organisme de compensation, qui regroupe au moins les opérations suivantes :

Enregistrement des Transactions et calcul des Positions,

Mesure du risque pour chaque Position,

Fixation et appel des couvertures auprès des Membres compensateurs, en fonction du risque mesuré,

Garantie de bonne fin des Positions en se portant contrepartie du Membre compensateur de l'acheteur et celui du vendeur,

Gestion des procédures de Défaillances des Membres compensateurs,

Détermination et transmission des instructions de liquidation à (aux) l'organisme(s) de liquidation;

2° Couverture : les instruments financiers, fonds et/ou garanties exigés par l'organisme de compensation, pour couvrir les risques qu'il a calculés sur les Positions et dont il précise la composition et la méthode de calcul dans les règles et procédures visées à l'article 3;

3° Défaillance : situation dans laquelle se trouve un Membre compensateur qui :

n'a pas respecté ses obligations de Couverture des risques calculés par l'organisme de compensation, dans le délai et selon les modalités établis par ce dernier,

n'a pas respecté ses obligations de livraison et/ou de paiement dans le cadre de la Liquidation,

fait l'objet d'une procédure de saisie, de concordat, de faillite, de liquidation ou de toute autre procédure similaire; il en est de même en cas d'insolvabilité notoire.

Overwegende dat er beslist werd tot die groepering over te gaan binnen de vennootschap Belfox c.v. - voordien en nog steeds belast met de verrekening van de transacties in afgeleide financiële instrumenten - omgevormd tot B.X.S.-Clearing n.v.; Dat bij die gelegenheid het maatschappelijke doel van B.X.S.-Clearing werd uitgebreid; Dat in dit kader het door de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. aan de Coöperatieve tot vereffening toegekende mandaat zal worden ingetrokken en overgedragen aan B.X.S.-Clearing;

Overwegende dat die groepering gepaard gaat met de overdracht aan B.X.S.-Clearing van de bedragen neergelegd als garantie van de verbintenissen van de leden van de Coöperatieve tot vereffening;

Overwegende dat die verbintenissen hoofdzakelijk zijn vertegenwoordigd door deelbewijzen categorie B van de Coöperatieve tot vereffening; Dat dus bijna alle coöperanten op 30 juni 1999 de gedeeltelijke opname hebben gevraagd en derhalve de terugbetaling van hun deelbewijzen categorie B; Dat die terugbetaling het mogelijk zal maken het bedrag van de garanties werkelijk vrij te maken en over te maken aan B.X.S.-Clearing, en dit na de inwerkingtreding van dit besluit;

Overwegende dat er vanaf 17 augustus 1999, datum van de gewone algemene vergadering van de Coöperatieve tot vereffening, zal worden overgegaan tot de effectieve terugbetaling van de deelbewijzen categorie B;

Overwegende dat hierdoor het kapitaal van de Coöperatieve tot vereffening zal verminderen; Dat bovendien de structuur van de nieuwe entiteit meer aangepast is aan de complexiteit van transacties in financiële instrumenten;

Overwegende, daarenboven, dat bovenvermelde operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening naar B.X.S.-Clearing in principe voorzien is op 20 augustus 1999, een vrijdag - vooravond van een weekend tijdens welk een eventueel operationeel probleem kan worden verholpen - die valt in de eerste helft van een quinzaine op de termijnmarkt wanneer de operationele en financiële risico's kleiner zijn;

Overwegende dat in het kader van deze overdracht, de overgangsbepalingen van dit besluit onontbeerlijk zijn voor de goede werking van de ingevoerde geïntegreerde structuur, zowel op het vlak van de toelating van de leden als op het vlak van de naleving door deze van verrekeningsprocedures;

Dat het dan ook nodig is dit besluit onverwijld goed te keuren;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Besluit :

TITEL I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en van de regels en procedures met toepassing ervan wordt verstaan onder :

1° Verrekening : activiteit van het verrekeningsorganisme, dat minstens volgende verrichtingen omvat :

De Registratie van de Transacties en de berekening van de Posities,

Het berekenen van het risico voor iedere Positie,

De vaststelling en het opvragen van de dekkingen bij de Leden-verrekenaars, op grond van het berekende risico,

De garantie van goede afloop van de Posities door zich als tegenpartij op te stellen van het Lid-verrekenaar van de koper en van deze van de verkoper,

Het beheer van de procedures voor Tekortkomingen van de Leden-verrekenaars,

de bepaling en het verzenden van afwikkelingsinstructies naar het (de) afwikkelingsorganisme(n);

2° Dekking : de door het verrekenings-organisme vereiste financiële instrumenten, gelden en/of garanties om de risico's te dekken die het op de Posities heeft berekend en waarvan het de samenstelling en de berekeningsmethode preciseert in de in artikel 3 beoogde regels en procedures;

3° Tekortkoming : situatie waarin een Lid-verrekenaar zich bevindt dat :

de Dekkingsverplichtingen van de door het verrekeningsorganisme berekende risico's niet heeft nageleefd binnen de termijn en op de wijze opgelegd door het organisme,

de leverings- en/of betalingsverplichtingen in het kader van de Afwikkeling niet heeft nageleefd,

onderworpen is aan een procedure in verband met een beslag, een akkoord, een faillissement, een vereffening of elke andere gelijkaardige procedure; dit geldt ook voor het kennelijke onvermogen;

4° Enregistrement des Transactions : prise en compte des Transactions par l'organisme de compensation, soit de façon automatique si la Transaction a lieu régulièrement sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., soit à la demande des parties si la Transaction a lieu en dehors de ces marchés et après accord de l'organisme de compensation;

5° Liquidation : opération par laquelle le ou les organisme(s) de liquidation assure(nt) le transfert des instruments financiers et le règlement en espèces, entre les comptes de l'acheteur et du vendeur;

6° Membre compensateur : toute personne physique ou morale, de droit belge ou étranger, qui est admise comme membre de l'organisme de compensation, conformément à l'article 4, et qui peut intervenir, en tant que contrepartie, dans l'opération de Compensation. Le Membre compensateur Individuel intervient en son nom et pour le compte de ses propres Transactions et celles de ses clients. Le Membre compensateur Général peut, en outre, intervenir pour les Transactions propres des membres des marchés et celles de leurs clients;

7° Position : solde obtenu par l'organisme de compensation, après avoir compensé, par compte, l'ensemble des Transactions exécutées sur un même instrument financier et ayant une même date supposée de liquidation;

8° Procédures particulières : ensemble de mesures telles que la clôture des Positions détenues pour compte propre ou le transfert des Positions des clients vers d'autres Membres compensateurs, prises à l'égard du Membre compensateur en cas de Défaillance de celui-ci, sans préjudice de la loi du 28 avril 1999 transposant en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Ces mesures sont fixées dans le règlement que l'organisme de compensation soumet à l'approbation du Ministre des Finances et détaillées dans les procédures visées à l'article 3;

9° Règles d'organisation et de fonctionnement de l'organisme de compensation : les règles et procédures visées au Chapitre Ier du Titre II du présent arrêté, à l'exclusion des règles prévues dans le Règlement de la Bourse de la S.B.V.M.B. s.a. et qui font l'objet du contrôle de l'autorité de marché conformément à l'article 19, 1°, c) de la loi du 6 avril 1995;

10° Transaction : achat, vente et autres opérations exécutées sur les instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., que cette exécution ait lieu sur ou en dehors de ceux-ci.

TITRE II. — *L'organisme de compensation*

Chapitre Ier. — *Règles d'organisation et de fonctionnement de l'organisme de compensation*

Art. 2. L'organisme désigné par la S.B.V.M.B. s.a. pour compenser les Transactions, exécute, au moins, les opérations suivantes telles qu'elles sont définies, le cas échéant, par les standards internationaux en la matière :

1° organiser une structure adéquate des comptes de ses Membres compensateurs telle que définie dans les règles et procédures visées à l'article 3,

2° procéder de façon automatisée à l'Enregistrement des Transactions régulièrement conclues,

3° calculer les Positions pour chaque Membre compensateur et chaque compte,

4° s'interposer entre le Membre compensateur de l'acheteur et celui du vendeur en tant que contrepartie directe et assurer, ainsi, la bonne fin des Positions. Cette garantie de bonne fin assure à l'acheteur la délivrance des instruments financiers achetés ou, le cas échéant, d'une indemnité compensatoire en contrepartie des instruments financiers achetés et non livrés, et, au vendeur, le versement d'espèces, en contrepartie de la livraison des instruments financiers vendus,

5° mesurer quotidiennement les risques relatifs aux Positions,

6° réclamer, au Membre compensateur, le versement des couvertures minimales des risques visés au point précédent, dans les délais, selon les modalités et les formes qu'il détermine,

7° mettre en place des Procédures particulières en cas de Défaillance des Membres compensateurs,

8° déterminer et transmettre les instructions de liquidation à (aux) l'organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8.

L'organisme de compensation visé à l'alinéa 1^{er} doit, en outre, disposer d'un capital et des ressources financières suffisants pour assurer pleinement les risques liés aux opérations visées audit alinéa.

4° Registratie van de Transacties : het in rekening nemen van de Transacties door het verrekeningsorganisme, hetzij automatisch indien de Transactie regelmatig plaatsvindt op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, hetzij op aanvraag van de partijen indien de Transactie plaatsvindt buiten deze markten en na aanvaarding van het verrekenings-organisme;

5° Afwikkeling : verrichting waarbij het (de) afwikkelingsorganisme(n) instaat(n) voor de overdracht van financiële instrumenten en voor de betaling in speciën, tussen de rekeningen van de koper en de verkoper;

6° Lid-verrekenaar : elke natuurlijke of rechtspersoon naar Belgisch of buitenlands recht, die is opgenomen als lid van het verrekeningsorganisme overeenkomstig artikel 4 en die bij de Verrekening kan optreden als tegenpartij. Het Lid Individuele-verrekenaar treedt op in eigen naam en voor rekening van zijn eigen Transacties en deze van zijn cliënten. Het Lid Algemene-verrekenaar kan daarenboven ook optreden voor de eigen Transacties van de leden van de markt en deze van hun cliënten;

7° Positie : het door het verrekeningsorganisme verkregen saldo na de verrekening, per rekening, van al de Transacties in éénzelfde financieel instrument en met éénzelfde vermoedelijke afwikkelingsdatum;

8° Bijzondere procedures : al de maatregelen, zoals het sluiten van Posities bijgehouden voor eigen rekening of de transfer van Posities van cliënten naar andere Leden-verrekenaars, genomen ten aanzien van het Lid-verrekenaar in geval van een Tekortkoming door deze, onverminderd de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EEG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen. Deze maatregelen worden bepaald in het reglement dat het verrekeningsorganisme aan de goedkeuring van de Minister van Financiën voorlegt en opgenomen in de in artikel 3 beoogde procedures;

9° Inrichtings- en werkingsregels van het verrekeningsorganisme : de regels en procedures als beoogd in Hoofdstuk I van Titel II van dit besluit, met uitzondering van de regels die voorzien zijn in het Beursreglement van de E.B.V.B. n.v. en die onder het toezicht vallen van de marktautoriteit overeenkomstig artikel 19, 1°, c) van de wet van 6 april 1995;

10° Transactie : aankoop-, verkoop- en andere verrichtingen uitgevoerd binnen of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten, in financiële instrumenten opgenomen op die markten.

TITEL II. — *Het verrekeningsorganisme*

Hoofdstuk I. — *Inrichtings- en werkingsregels van het verrekeningsorganisme*

Art. 2. Het door de E.B.V.B. n.v. aangeduide organisme om Transacties te verrekenen, voert minstens de volgende verrichtingen uit, zoals, desgevallend, bepaald door de internationale normen terzake :

1° een adequate structuur van de rekeningen van zijn Leden-verrekenaars inrichten als bepaald in de in artikel 3 beoogde regels en procedures,

2° overgaan tot de automatische Registratie van de regelmatig afgesloten Transacties,

3° de Posities berekenen voor elk Lid-verrekenaar en voor elke rekening,

4° zich als rechtstreekse tegenpartij opstellen tussen het Lid-verrekenaar van de koper en deze van de verkoper en zo de goede afloop van de Posities garanderen. Die garantie van goede afloop waarborgt aan de koper de levering van de financiële instrumenten of, in voorkomend geval, een compenserende vergoeding voor de gekochte en niet-geleverde financiële instrumenten, en aan de verkoper de storting in speciën voor de levering van de verkochte financiële instrumenten,

5° dagelijks de risico's met betrekking tot de Posities berekenen,

6° van het Lid-verrekenaar de storting vorderen van de minimale dekkingen voor de in het vorige punt beoogde risico's, binnen de termijn, op de wijze en in de vorm die het bepaalt,

7° bijzondere procedures invoeren in geval van Tekortkoming van de Leden-verrekenaars,

8° de afwikkelingsinstructies vaststellen en verzenden naar het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n).

Het in het eerste lid beoogde verrekeningsorganisme moet bovendien over voldoende kapitaal en financiële middelen beschikken om de aan de in dat lid beoogde verrichtingen verbonden risico's volledig te kunnen waarborgen.

Art. 3. Sans préjudice des compétences de l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a., le Conseil d'administration de l'organisme de compensation visé à l'article 2 propose à l'approbation du Ministre des Finances, les règles relatives, notamment :

- a) à son organisation,
- b) à son fonctionnement, tout en respectant les principes visés à l'article 2,
- c) aux conditions et procédure d'admission, de suspension et d'exclusion des Membres compensateurs,
- d) aux obligations des Membres compensateurs,
- e) aux Procédures particulières.

Le Conseil d'administration de l'organisme de compensation visé à l'article 2 fixe les procédures prises en exécution du présent arrêté et du règlement visé à l'alinéa 1^{er}. Les Membres compensateurs s'engagent à respecter lesdites procédures par la signature d'une convention d'adhésion.

Chapitre II. — Admission des Membres compensateurs

Art. 4. Est admis comme Membre compensateur, celui qui remplit les conditions et respecte la procédure d'admission déterminées par le Conseil d'administration de l'organisme de compensation et qu'il a précisées dans les règles et procédures visées à l'article 3.

Ces conditions sont, notamment, les suivantes :

- a) avoir une structure financière adaptée et remplir les exigences de solvabilité fixées par l'organisme de compensation,
- b) être en mesure d'assurer le bon déroulement de ses activités, en disposant, notamment, des compétences professionnelles nécessaires,
- c) souscrire au nombre d'actions déterminé par les statuts de la S.B.V.M.B. s.a.,
- d) être en conformité avec les lois et règlements qui lui sont applicables,
- e) s'engager à respecter les règles et procédures visées à l'article 3 en signant la convention d'adhésion.

Le Membre compensateur qui ne respecte pas ses obligations peut être suspendu ou exclu par le Conseil d'administration de l'organisme visé à l'article 2. Dans ce cas, il transmet immédiatement sa décision à l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. pour que celle-ci puisse faire usage de ses compétences visées à l'article 19, 1^o, c) de la loi du 6 avril 1995.

Chapitre III. — Compensation d'autres opérations sur instruments financiers

Art. 5. § 1^{er}. Conformément à l'article 9, alinéa 9 de la loi du 6 avril 1995, l'organisme de compensation visé à l'article 2 est désigné par Nous comme pouvant compenser les opérations conclues en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. et portant sur des instruments financiers qui n'y sont pas inscrits.

§ 2. Le même organisme de compensation peut également compenser les opérations portant sur des instruments financiers négociés sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., sans y être inscrits.

§ 3. Dans les cas visés aux §§ 1^{er} et 2, les dispositions de l'article 2 du présent arrêté sont d'application.

Chapitre IV. — Modification de l'article 2 de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer, en droit belge, la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998

Art. 6. L'article 2, § 1^{er}, b), 5^o de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer en droit belge la directive 98/26/CEE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, est abrogé.

Chapitre V. — Contrôle de l'organisme de compensation

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 8 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, l'organisme de compensation visé à l'article 2 est soumis au contrôle de la Commission bancaire et financière en ce qui concerne sa situation financière et son organisation comptable et administrative. Elle veillera, notamment, à ce que la condition visée à l'article 2, alinéa 2 est bien remplie.

Son contrôle s'étend à la mise en place et l'application des règles et procédures visées à l'article 3.

Art. 3. Onverminderd de bevoegdheden van de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v., legt de Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme aan de goedkeuring van de Minister van Financiën de regels voor aangaande :

- a) zijn inrichting,
- b) zijn werking, met inachtneming van de beginselen beoogd in artikel 2,
- c) de voorwaarden en de procedure tot toelating, schorsing en uitsluiting van de Leden-verrekenaars,
- d) de verplichtingen van de Leden-verrekenaars,
- e) de Bijzondere procedures.

De Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme stelt de procedures vast die worden genomen in uitvoering van dit besluit en het in lid 1 bedoelde reglement. De Leden-verrekenaars verbinden zich ertoe deze procedures na te leven door de ondertekening van een lidmaatschaps-overeenkomst.

Hoofdstuk II. — Toelating van de Leden-verrekenaars

Art. 4. Wordt toegelaten als Lid-verrekenaar, diegene die de door de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme vastgestelde voorwaarden vervult en de toelatingsprocedure naleeft, zoals die vermeld staan in de in artikel 3 vermelde regels en procedures.

Die voorwaarden zijn inzonderheid de volgende :

- a) over een aangepaste financiële structuur beschikken en voldoen aan de door het verrekeningsorganisme vastgestelde solvabiliteitsvereisten,
- b) in staat zijn het goede verloop van zijn activiteiten te waarborgen door, inzonderheid, over de nodige professionele bekwaamheden te beschikken,
- c) inschrijven op het aantal aandelen vastgesteld in de statuten van de E.B.V.B. n.v.,
- d) aan de op hem van toepassing zijnde wetten en reglementen voldoen,
- e) zich ertoe verbinden de in artikel 3 beoogde regels en procedures na te leven door de lidmaatschapsovereenkomst te ondertekenen.

Het Lid-verrekenaar dat niet voldoet aan zijn verplichtingen kan door de Raad van Bestuur van het in artikel 2 beoogde organisme worden geschorst of uitgesloten. In dat geval maakt het organisme zijn beslissing onmiddellijk over aan de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v., zodat deze gebruik kan maken van haar in artikel 19, 1^o, c) beoogde bevoegdheden.

Hoofdstuk III. — Verrekening van andere verrichtingen in financiële instrumenten

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 9, negende lid, van de wet van 6 april 1995 wordt het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme door Ons aangeduid om de verrichtingen afgesloten buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen te kunnen verrekenen.

§ 2. Hetzelfde verrekeningsorganisme kan tevens de verrichtingen verrekenen in financiële instrumenten die worden verhandeld op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten zonder er te zijn opgenomen.

§ 3. In de in §§ 1 en 2 beoogde gevallen zijn de bepalingen van artikel 2 van dit besluit van toepassing.

Hoofdstuk IV. — Wijziging van artikel 2 van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998

Art. 6. Artikel 2, § 1, b), 5^o van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting in Belgisch recht van richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen wordt opgeheven.

Hoofdstuk V. — Toezicht op het verrekeningsorganisme

Art. 7. § 1. Onverminderd artikel 8 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, is het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme wat zijn financiële toestand, zijn boekhoudkundige en administratieve organisatie betreft, onderworpen aan het toezicht van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Ze ziet er met name op toe of de in artikel 2, tweede lid, beoogde voorwaarde wel degelijk vervuld is.

Ze controleert ook de invoering en de toepassing van de in artikel 3 beoogde regels en procedures.

§ 2. Ce contrôle doit être effectué de manière à ne pas entraver le cours normal des activités de l'organisme de compensation. Pour l'exécution de cette mission de contrôle, la Commission bancaire et financière peut se faire communiquer toutes informations et tous documents y relatifs. Elle peut en prendre connaissance et copie sur place et peut procéder à des enquêtes et expertises.

L'organisme de compensation visé à l'article 2 communique annuellement ses comptes annuels à la Commission bancaire et financière. Celle-ci peut exiger la communication d'autres données chiffrées relatives aux activités dudit organisme.

Dans l'exercice de cette mission de contrôle, la Commission bancaire et financière peut demander au commissaire-reviseur de lui faire rapport. Celui-ci est tenu de l'informer immédiatement des lacunes graves, des irrégularités et des infractions qu'il aurait constatées.

L'information visée à l'alinéa précédent est également immédiatement portée à la connaissance du Conseil d'administration de l'organisme de compensation et du Conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a.

§ 3. Lorsque la Commission bancaire et financière constate que l'organisme de compensation n'a pas mis en place les règles et procédures visées à l'article 3 ou ne les applique pas, que sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements ou que son organisation administrative ou comptable présente des lacunes graves, il doit y être remédié dans le délai fixé par la Commission bancaire et financière. Le Ministre des Finances est tenu au courant de sa décision.

Si, au terme du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, il n'a pas été remédié à la situation, la Commission bancaire et financière saisit le Ministre des Finances. Elle informe le Conseil d'administration de l'organisme de compensation ainsi que le Conseil d'administration et l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. de sa décision. Dans ce cas, le Ministre des Finances peut prendre toutes les mesures qui s'imposent pour régulariser la situation et, notamment, ordonner la modification des procédures visées à l'article 3, soumettre l'exercice des activités de l'organisme à des conditions qu'il définit, suspendre celles-ci, en tout ou en partie ou les interdire, ordonner le remplacement d'un ou plusieurs administrateurs de l'organisme ou désigner un ou plusieurs administrateurs provisoires. Le Ministre des Finances informe le Conseil d'Administration de l'organisme de compensation, le Conseil d'administration et l'autorité de marché de la S.B.V.M.B. s.a. ainsi que la Commission bancaire et financière, de sa décision.

TITRE III. — *Le(s) organisme(s) de liquidation*

Art. 8. Le ou les organismes désigné(s) par la S.B.V.M.B. s.a. pour liquider les Transactions, doit(vent) respecter les standards internationaux en la matière ainsi que les instructions qui lui(leur) sont transmises par l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Les relations entre l'organisme de compensation et le(s) organisme(s) de liquidation sont fixées contractuellement.

Art. 9. § 1^{er}. Conformément à l'article 9, alinéa 9 de la loi du 6 avril 1995, le(s) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8 est(sont) désigné(s) par Nous comme pouvant liquider les opérations conclues en dehors des marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. et portant sur des instruments financiers qui n'y sont pas inscrits.

§ 2. Le(s) même(s) organisme(s) de liquidation peut(vent) également liquider les opérations portant sur des instruments financiers négociés sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a., sans y être inscrits.

TITRE IV. — *Contrôle de l'organisme de compensation et de(s) l'organisme(s) de liquidation*

Art. 10. L'organisme de compensation visé à l'article 2 du présent arrêté et l'(les) organisme(s) de liquidation visé(s) à l'article 8 du présent arrêté ainsi qu'à l'article 6 de la loi du 6 avril 1995, sont soumis au contrôle du Ministre des Finances, à l'intervention du Commissaire du gouvernement auprès de la S.B.V.M.B. s.a.

TITRE V. — *Dispositions transitoires générales*

Art. 11. Jusqu'à la rédaction des règles et procédures visées à l'article 3, les dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi du 6 avril 1995 relatifs aux missions de compensation et de liquidation de Belfox et, en particulier, l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, l'arrêté ministériel du 23 mars 1996 portant approbation du règlement de bourse de la Bourse belge des Futures et Options, et l'arrêté ministériel du 9 avril 1996 portant approbation du règlement du

§ 2. Deze controle moet zodanig worden verricht dat het normale verloop van de werkzaamheden van het verrekeningsorganisme niet in het gedrang wordt gebracht. Voor de uitvoering van haar toezichhoudende opdracht, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen alle informatie en alle documenten met betrekking daartoe opvragen. Zij kan er ter plaatse kennis in een afschrift van nemen en mag onderzoeken en expertises uitvoeren.

Het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme deelt aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen jaarlijks zijn jaarrekening mee. Deze kan ook de mededeling van andere cijfergegevens met betrekking tot de activiteiten van het organisme eisen.

In de uitoefening van haar toezichhoudende opdracht, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de commissaris-revisor vragen haar verslag uit te brengen. De commissaris-revisor dient de Commissie onmiddellijk in te lichten over ernstige leemten, onregelmatigheden of inbreuken die hij zou vaststellen.

De in het vorige lid bedoelde informatie wordt eveneens onmiddellijk ter kennis gebracht van de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme en van de Raad van Bestuur van de E.B.V.B. n.v.

§ 3. Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vaststelt dat het verrekeningsorganisme de in artikel 3 beoogde regels en procedures niet heeft ingevoerd of toegepast, dat de financiële toestand niet voldoende waarborgen biedt voor de goede afloop van zijn verbintenissen of dat zijn administratieve of boekhoudkundige organisatie ernstige leemten vertoont, moet die toestand worden verholpen binnen de termijn die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vaststelt. De Minister van Financiën wordt op de hoogte gebracht van haar beslissing.

Indien na afloop van de in het eerste lid bedoelde termijn de toestand niet is verholpen, legt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de zaak voor aan de Minister van Financiën. Ze brengt de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme alsook de Raad van Bestuur en de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. op de hoogte van haar beslissing. In dat geval kan de Minister van Financiën alle maatregelen treffen om de toestand te regulariseren en, inzonderheid, bevelen tot de wijziging van de in artikel 3 beoogde procedures, de uitoefening van de werkzaamheden van het organisme aan door hem bepaalde voorwaarden onderwerpen, deze geheel of ten dele schorsen dan wel verbieden, de vervanging gelasten van een of meerdere bestuurders van het organisme of een of meerdere voorlopige bestuurders aanstellen. De Minister van Financiën brengt de Raad van Bestuur van het verrekeningsorganisme, de Raad van Bestuur en de marktautoriteit van de E.B.V.B. n.v. alsook de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op de hoogte van zijn beslissing.

TITEL III. — *Het (de) afwikkelingsorganisme(n)*

Art. 8. Het of de door de E.B.V.B. n.v. aangeduide organisme(n) om de Transacties af te wikkelen, dient(en) de internationale normen terzake na te leven alsook de instructies die het(zij) ontvangt(en) van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

De betrekkingen tussen het verrekeningsorganisme en het (de) afwikkelingsorganisme(n) worden contractueel vastgelegd.

Art. 9. § 1. Overeenkomstig artikel 9, negende lid, van de wet van 6 april 1995 wordt(en) het (de) in artikel 8 beoogde afwikkelingsorganisme(n) door Ons aangeduid om de verrichtingen afgesloten buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten die er niet zijn opgenomen te kunnen afwikkelen.

§ 2. Het(de)zelfde afwikkelingsorganisme(n) kan (kunnen) tevens de verrichtingen afwikkelen in financiële instrumenten die worden verhandeld op de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten zonder er te zijn opgenomen.

TITEL IV. — *Toezicht op het verrekeningsorganisme en op het(de) afwikkelingsorganisme(n)*

Art. 10. Het in artikel 2 van dit besluit beoogde verrekeningsorganisme en het(de) in artikel 8 van dit besluit beoogde afwikkelingsorganisme(n), alsook door artikel 6 van de wet van 6 april 1995, worden onderworpen aan het toezicht van de Minister van Financiën, door toedoen van de Regeringscommissaris bij de E.B.V.B. n.v.

TITEL V. — *Algemene overgangsbepalingen*

Art. 11. Tot en met de opstelling van de in artikel 3 beoogde regels en procedures blijven de bepalingen van de in uitvoering van de wet van 6 april 1995 genomen besluiten met betrekking tot de verrekenings- en afwikkelingstaken van Belfox en, in het bijzonder, het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs, het ministerieel besluit van 23 maart 1996 tot goedkeuring van het beursreglement van de Belgische Future- en Optiebeurs en het ministerieel besluit van 9 april 1996 tot

marché de la Bourse belge des Futures et Options, et les décisions ou procédures prises en exécution de ces textes, restent d'application, sauf dans la mesure où leurs dispositions seraient en contradiction avec les dispositions de la loi du 6 avril 1995 ou deviendraient caduques ou désuètes par l'effet de celles-ci, et sans préjudice des règles transitoires prévues dans l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif à la reconnaissance de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles et modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et des Options.

Les mêmes règles s'appliquent *mutatis mutandis* au règlement d'ordre intérieur établi, par le Conseil d'Administration de la Coopérative de liquidation des marchés de la Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, ci-après «la Coopérative de liquidation», sur base de l'article 20 de ses statuts, et à toutes ses décisions.

TITRE VI. — Dispositions transitoires particulières, à la suite du retrait du mandat octroyé par l'autorité de marché, à la Coopérative de liquidation, pour compenser les Transactions sur instruments financiers inscrits sur les marchés organisés par la S.B.V.M.B. s.a. que cette Transaction ait lieu sur ou en dehors de ceux-ci

Art. 12. Les coopérateurs de la Coopérative de liquidation, à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., deviennent, automatiquement et de plein droit, membres de l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Sans préjudice de l'article 11, lesdits associés bénéficient d'une période de 9 mois pour respecter les procédures visées à l'article 3.

Art. 13. Les Positions enregistrées dans les comptes des coopérateurs de la Coopérative de liquidation à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., sont de plein droit transférées à l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Art. 14. Les couvertures détenues par les coopérateurs de la Coopérative de liquidation à l'exception de la S.B.V.M.B. s.a. et de la C.I.K., sont de plein droit transférées à l'organisme de compensation visé à l'article 2.

Tant que la Coopérative de liquidation n'est pas mise en liquidation et qu'il n'est pas procédé au remboursement total des parts B, celle-ci pourra déposer, pour chacun de ses associés individuellement, en fonction de la contre-valeur de leurs parts B remboursées ou non et pour couvrir les risques liés à leurs Positions respectives, des garanties auprès de l'organisme visé à l'article 2 dont la nature et la forme sont agréés par lui.

Si la couverture ainsi constituée est insuffisante, l'organisme visé à l'article 2 pourra réclamer auprès du Membre compensateur concerné, le versement d'une couverture complémentaire.

Le dépôt de garantie visé à l'alinéa 2 fera l'objet d'une convention spécifique entre la Coopérative de liquidation et l'organisme visé à l'article 2.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 20 août 1999.

Le cas échéant, les dispositions du Titre VI entrent en vigueur le jour fixé par le conseil d'administration de la S.B.V.M.B. s.a., en vertu de l'article 14, 1° de la loi du 6 avril 1995, pour le transfert opérationnel des activités de la Coopérative de liquidation à l'organisme de compensation visé à l'article 2, si cette date ne coïncide pas avec celle visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 18 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

goedkeuring van het marktreglement van de Belgische Future- en Optiebeurs alsook de in uitvoering van deze teksten genomen beslissingen of procedures van toepassing, behalve wanneer hun bepalingen in tegenspraak zouden zijn met de bepalingen van de wet van 6 april 1995 of zouden vervallen of in onbruik geraken tengevolge van die bepalingen, en onverminderd de overgangsregels voorzien in het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de erkenning van de Effectenbeursvennootschap van Brussel en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs.

Dezelfde regels zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het huishoudelijk reglement opgesteld door de Raad van Bestuur van de Coöperatieve tot vereffening van de markten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, hierna «de Coöperatieve tot vereffening», op basis van artikel 20 van haar statuten, en op al haar beslissingen.

TITEL VI. — Bijzondere overgangsbepalingen ten gevolge van de intrekking van het door de marktautoriteit aan de Coöperatieve tot vereffening toegekende mandaat om de Transacties binnen of buiten de door de E.B.V.B. n.v. ingerichte markten in financiële instrumenten opgenomen op die markten te verrekenen

Art. 12. De vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden automatisch en van rechtswege lid van het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

Onverminderd artikel 11 beschikken de vennoten over een periode van 9 maanden om de in artikel 3 bedoelde procedures na te leven.

Art. 13. De Posities geregistreerd in de rekeningen van de vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden van rechtswege overgedragen naar het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

Art. 14. De dekkingen in handen van de vennoten van de Coöperatieve tot vereffening, met uitzondering van de E.B.V.B. n.v. en de C.I.K., worden van rechtswege overgedragen naar het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme.

Zolang de Coöperatieve tot vereffening niet in vereffening is gesteld en er niet is overgegaan tot de volledige terugbetaling van de deelbewijzen B, kan ze voor elke vennoot afzonderlijk, op basis van de tegenwaarde van zijn al dan niet terugbetaalde deelbewijzen B en om de aan zijn respectieve Posities verbonden risico's te dekken, garanties neerleggen bij het in artikel 2 beoogde organisme dat de aard en de vorm ervan goedkeurt.

Indien de aldus neergelegde dekking onvoldoende is, kan het in artikel 2 beoogde organisme van het betrokken Lid-verrekenaar een bijkomende dekking eisen.

De neerlegging van de in het tweede lid bedoelde garantie maakt het onderwerp uit van een specifieke overeenkomst tussen de Coöperatieve tot vereffening en het in artikel 2 beoogde organisme.

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 15. Dit koninklijk besluit heeft uitwerking met ingang van 20 augustus 1999.

De bepalingen van Titel VI treden, desgevallend, in werking op de dag vastgesteld door de raad van bestuur van de E.B.V.B. n.v., krachtens artikel 14, 1° van de wet van 6 april 1995, voor de operationele overdracht van de activiteiten van de Coöperatieve tot vereffening aan het in artikel 2 beoogde verrekeningsorganisme, indien die datum niet overeenkomt met deze beoogd in lid 1.

Art. 16. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 18 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2917

[C — 99/22158]

19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal déterminant la quote-part de la Belgique pour 1998 au « Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 et la loi du 5 juillet 1998 contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998, notamment programme 26.58.1;

Vu la loi du 26 septembre 1988 portant approbation de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, et des annexes I et II, faites à Vienne le 22 mars 1985;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'Arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 et 58;

Vu l'Arrêté royal du 7 août 1995 fixant certaines attributions ministérielles relatives au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, notamment l'art. 5;

Vu l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 22;

Considérant que l'exécution et la mise en œuvre de la Convention ont été rendues possibles grâce aux moyens financiers fournis par le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et grâce aux contributions volontaires des parties participantes;

Considérant qu'il convient que toutes les Parties à la Convention participent dans les frais d'application de ladite Convention, y compris les dépenses de fonctionnement du secrétariat liées à cette convention;

Considérant qu'à la première réunion de la Conférence des Parties (réunion du PNUE du 26-28 avril 1989 à Helsinki) la Conférence a arrêté et adopté par consensus les règles financières devant régir la mise en œuvre de la Convention à partir de 1990;

Considérant qu'à la quatrième réunion de la Conférence des Parties (réunion du PNEU des 25 et 27 novembre 1996 à San José, Costa Rica) la Conférence a adopté par consensus un budget de 382.342 US \$ afin de financer l'exécution de leurs activités en 1998 (décision IV/5 point 4);

Considérant que pour la Belgique la Convention prend effet à partir du 15 janvier 1989 et que les activités prévues doivent être financées en 1998;

Considérant l'importance de la protection de la couche d'ozone et les mesures appropriées à prendre pour la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets néfastes résultant des modifications de la couche d'ozone;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 6 novembre 1998;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant en francs belges équivalant à 3.831 US \$ à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 58.16.35.53. (Programme 26.58.1.) du budget du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1998, est alloué au « Fonds d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone » (Programme des Nations Unies pour l'environnement) à titre de contribution belge pour 1998 (FUND 1030 BEL), et sera versé au compte suivant :

« UNEP Trust Fund Account n° 001-1-507001

International Agencies Banking

Chase Manhattan Bank

270 Park Avenue

New York NY 10017, USA ».

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2917

[C — 99/22158]

19 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de Belgische bijdrage voor 1998 aan het « Trustfonds voor de financiering van de tenuitvoerlegging van het Verdrag van Wenen ter bescherming van de ozonlaag »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 en de wet van 5 juli 1998 houdende tweede aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1998, inzonderheid programma 26.58.1;

Gelet op de wet van 26 september 1988 houdende goedkeuring van het Verdrag van Wenen ter bescherming van de ozonlaag, en van de bijlagen I en II, opgemaakt te Wenen op 22 maart 1985;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het Koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 en 58;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 augustus 1995 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden met betrekking tot het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, inzonderheid art. 5;

Gelet op de Koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid artikel 22;

Overwegende dat de uitvoering en de inwerkingstelling van het Verdrag mogelijk zijn gemaakt door de financiële middelen verschaft door het Secretariaat van het Milieuprogramma van de Verenigde Naties (UNEP) en door vrijwillige bijdragen van toetredende partijen;

Overwegende dat het aan alle Partijen bij het Verdrag toekomt de kosten voor de tenuitvoerlegging van het Verdrag, m.i.v. de middelen voor het functioneren van het secretariaat, die met dit Verdrag verband houden, te helpen dragen;

Overwegende dat op de eerste vergadering van de Conferentie der Partijen (UNEP - vergadering van 26-28 april 1989 te Helsinki) de Conferentie bij consensus de financiële regelen voor de tenuitvoerlegging van het Verdrag vanaf 1990 vastgesteld en aanvaard heeft;

Overwegende dat op de vierde vergadering van de Conferentie der Partijen (UNEP-vergadering van 25 en 27 november 1996 te San José, Costa Rica) de Conferentie bij consensus een budget van 382.342 US \$ aannam om de uitvoering van hun werkzaamheden in 1998 te financieren (beslissing IV/5 punt 4);

Overwegende dat het Verdrag voor België bindend is vanaf 15 januari 1989 en de geplande activiteiten in 1998 dienen bekostigd te worden;

Overwegende het belang van de bescherming van de ozonlaag en het treffen van passende maatregelen voor de bescherming van de gezondheid van de mens en van het milieu tegen schadelijke gevolgen voortvloeiend uit de veranderingen van de ozonlaag;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën d.d. 6 november 1998;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag ten belope van de omzetwaarde in Belgische munt van 3.831 US \$ aan te rekenen ten laste van het op basisallocatie 58.16.35.53 (Programma 26.58.1.) van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1998 uitgetrokken krediet, wordt aan het « Trustfonds voor de financiering van de tenuitvoerlegging van het Verdrag van Wenen ter bescherming van de ozonlaag » (Milieuprogramma van de Verenigde Naties) » verleend als Belgische bijdrage voor 1998 (FUND 1030 BEL), en zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

« UNEP Trust Fund Account n° 001-1-507001

International Agencies Banking

Chase Manhattan Bank

270 Park Avenue

New York NY 10017, USA ».

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 99 — 2918

[C — 99/22157]

24 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal déterminant la quote-part de la Belgique pour 1998 au « Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 et la loi du 5 juillet 1998 contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998, notamment programme 26.58.1;

Vu la loi du 6 août 1993 portant approbation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et des Annexes I, II, III, IV, V-A, V-B et VI, faites à Bâle, le 22 mars 1989;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 et 58;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1995 fixant certaines attributions ministérielles relatives au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, notamment l'art. 5;

Vu l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment les articles 9 et 22;

Considérant qu'il convient que toutes les parties à la Convention apportent l'appui financier nécessaire à la mise en œuvre de ladite Convention et au fonctionnement régulier du Secrétariat;

Considérant qu'à la première réunion de la Conférence des Parties [réunion du PNUE du 3-4 décembre 1992 à Piriapolis (Uruguay)] la Conférence a arrêté et adopté par consensus le règlement intérieur de leurs réunions (décision I/1), les mécanismes pour la mise en œuvre de la Convention (décision I/2) et les arrangements institutionnels et financiers (décision I/7);

Considérant que la Conférence a d'ailleurs décidé que les contributions des Parties au budget de la Convention et de son secrétariat doivent être calculées sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU ajusté de façon à ce qu'aucune contribution ne dépasse 25 % du total et aussi bien qu'aucune contribution n'est exigible dans le cas où le barème des quotes-parts des N.U. prévoit une contribution inférieure à 0,1 %;

Considérant qu'à la troisième réunion de la Conférence des Parties (réunion du PNUE du 18-22 septembre 1995 à Genève, Suisse) la Conférence a adopté par consensus, afin de financer l'exécution de leurs activités en 1998, un budget de 4 069 740 US \$ (dont 2 940 449 US \$ sont à couvrir par les cotes d'échelles déterminées; cf. décision III/28 point II 8 + annexe II et doc. UNEP/CHW.3L.4 point II.h + annexe II;

Considérant que pour la Belgique la Convention prend effet à partir du 30 janvier 1994 et que les activités prévus doivent être financées en 1998;

Considérant la menace croissante que représentent pour la vie la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux et leurs mouvements transfrontières;

Considérant que les problèmes ne peuvent être résolus que par une coopération internationale satisfaisante et qu'à cet effet le Secrétariat de la Convention constitue l'un des instruments;

N. 99 — 2918

[C — 99/157]

24 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de Belgische bijdrage voor 1998 aan het « Trustfonds voor het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 en de wet van 5 juli 1998 houdende tweede aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1998, inzonderheid programma 26.58.1;

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 houdende goedkeuring van het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, en van de Bijlagen I, II, III, IV, V-A, V-B en VI, opgemaakt te Bazel, op 22 maart 1989;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het Koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 en 58;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 augustus 1995 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden met betrekking tot het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, inzonderheid art. 5;

Gelet op het Koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid de artikels 9 en 22;

Overwegende dat het aan alle Partijen bij het Verdrag toekomt de nodige financiële steun te leveren voor de toepassing van het Verdrag en voor het regelmatig functioneren van het Secretariaat;

Overwegende dat op de eerste vergadering van de Conferentie der Partijen [UNEP-vergadering van 3-4 december 1992 te Piriapolis (Uruguay)] de Conferentie bij consensus het huishoudelijke reglement voor hun vergaderingen (beslissing I/1), de mechanismen voor de tenuitvoerlegging van het Verdrag (beslissing I/2) en de institutionele en financiële regelingen (beslissing I/7) vastgesteld en aanvaard heeft;

Overwegende dat de Conferentie bovendien beslist heeft dat de bijdragen van de Partijen aan de begroting van het Verdrag en zijn secretariaat berekend dienen te worden op basis van de aanslagschaal van de Verenigde Naties, aangepast op de wijze dat geen enkele bijdrage 25 % overschrijdt van het totaal en er tevens geen enkele bijdrage verschuldigd is in het geval dat de aanslagschaal van de Verenigde Naties een bijdrage bepaalt kleiner dan 0,1 %;

Overwegende dat op de derde vergadering van de Conferentie der Partijen (UNEP-vergadering van 18-22 september 1995 te Genève, Zwitserland) de Conferentie, om de uitvoering van hun werkzaamheden in 1998 te financieren, bij consensus een budget van 4 069 740 US \$ aannam (waarvan 2 940 449 US \$ te dekken door de vastgestelde aanslagschalen; cf. beslissing III/28 punt II 8 + bijlage II en doc UNEP/CHW.3L.4 punt II h + bijlage II;

Overwegende dat het Verdrag voor België bindend is vanaf 30 januari 1994 en de geplande activiteiten in 1998 dienen bekostigd te worden;

Overwegende dat de toenemende complexiteit en de ontwikkeling van de productie van gevaarlijke afvalstoffen en hun grensoverschrijdende overbrengingen een groeiende bedreiging voor het leven uitmaken;

Overwegende dat de problemen slechts kunnen opgelost worden door een bevredigende internationale samenwerking en dat uit dat oogpunt het Secretariaat van het Verdrag een van de instrumenten ervan uitmaakt;

Vu la circulaire du Premier Ministre et du Vice - Premier Ministre et Ministre du Budget du 27 juin 1995, troisième alinéa;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 19 novembre 1998;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant en francs belges équivalant à 41 137 US \$ à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 58.16.35.53. (Programme 26.58.1) du budget du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1998, est alloué au « Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination » (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) à titre de contribution belge pour 1998 (FUND 3060 BEL), et sera versé au compte suivant : « UNEP Trust Fund Account n° 001-1-507001 International Agencies Banking Chase Manhattan Bank, 270 Park Avenue New York, NY 10017, USA ».

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Gelet op de omzendbrief van de Eerste Minister en de Vice- Eerste Minister en Minister van Begroting van 27 juni 1995, derde alinea;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën d.d. 19 november 1998;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag ten belope van de omzetwaarde in Belgische munt van 41 137 US \$ aan te rekenen ten laste van het op basisallocatie 58.16.35.53 (Programma 26.58.1) van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1998 uitgetrokken krediet, wordt aan het « Trustfonds voor het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan » (Milieuprogramma van de Verenigde Naties) verleend als Belgische bijdrage voor 1998 (FUND 3060 BEL), en zal gestort worden op het volgende rekeningnummer : « UNEP Trust Fund Account n° 001-1-507001 International Agencies Banking Chase Manhattan Bank, 270 Park Avenue New York, NY 10017, USA ».

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 99 — 2919

[C — 99/22159]

23 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal déterminant la quote-part de la Belgique pour 1998 au « Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 et la loi du 5 juillet 1998 contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998, notamment programme 26.58.1;

Vu la loi du 11 mai 1995 portant approbation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et des annexes I et II, faites à New-York le 9 mai 1992;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 et 58;

Vu l'Arrêté royal du 7 août 1995 fixant certaines attributions ministérielles relatives au Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement, notamment l'art. 5;

Vu l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment les articles 9 et 22;

Considérant le décret du 19 avril 1995 portant approbation - en ce qui concerne la Communauté flamande et la Région flamande - de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et des annexes I et II, signées à New-York le 9 mai 1992;

Considérant le décret de la Communauté française du 27 mars 1995 portant assentiment à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et aux annexes I et II, faites à New-York, le 9 mai 1992;

Considérant le décret de la Région wallonne du 16 février 1995 portant approbation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, faite à New-York le 9 mai 1992;

Considérant le décret de la Communauté germanophone du 15 juin 1994 portant assentiment à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques conclue à New-York le 9 mai 1992 et à ses Annexes I et II;

Considérant l'ordonnance du 27 avril 1995 portant assentiment - en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale - de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux Annexes I et II, faites à New-York le 9 mai 1992;

Considérant qu'il convient que toutes les parties à la Convention apportent l'appui financier nécessaire à la mise en oeuvre de la dite Convention et au fonctionnement régulier du secrétariat;

N. 99 — 2919

[C — 99/22159]

23 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de Belgische bijdrage voor 1998 aan het « Trustfonds voor het basisbudget van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 en de wet van 5 juli 1998 houdende tweede aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1998, inzonderheid programma 26.58.1;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en Bijlagen I en II, gedaan te New-York op 9 mei 1992;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 en 58;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 augustus 1995 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden met betrekking tot het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het Koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid de artikels 9 en 22;

Overwegende het decreet van 19 april 1995 houdende goedkeuring - wat de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest betreft - van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en van de bijlagen I en II, ondertekend in New-York op 9 mei 1992;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1995 houdende toestemming in het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en in de bijlagen I en II, ondertekend in New-York op 9 mei 1992;

Overwegende het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, gedaan te New-York op 9 mei 1992;

Overwegende het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 15 juni 1994 houdende goedkeuring van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, ondertekend in New-York op 9 mei 1992, en van de bijlagen I en II;

Overwegende de ordonnantie van 27 april 1995 houdende instemming - wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft - met het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en met de bijlagen I en II, gedaan te New-York op 9 mei 1992;

Overwegende dat het aan alle Partijen bij het Verdrag toekomt de nodige financiële steun te leveren voor de toepassing van het Verdrag en voor het regelmatig functioneren van het Secretariaat;

Considérant qu'à la première réunion de la Conférence des Parties (réunion des NU du 28 mars au 7 avril 1995 à Berlin) la Conférence a adopté des procédures financières pour la Conférence des Parties, ses organes subsidiaires, et le secrétariat comme indiquée à l'annexe I de la décision 15/CP.1;

Considérant qu'à la quatrième réunion de la Conférence des Parties (réunion des NU du 2 au 13 novembre 1998 à Buenos Aires) la Conférence a amendé le paragraphe 7 (a) de l'annexe I de la décision 15/CP.1 de ces procédures financières (décision 17/CP.4, IV.16);

Considérant que la Conférence a de plus adopté par consensus l'échelle indicative mentionnée à l'annexe de la décision 17/CP.4, IV.14 comme base des contributions des Parties au budget de la Convention pour les années 1998 et 1999;

Considérant que cette échelle indicative, basée sur un barème des quotes-parts des NU comme adopté de temps en temps par l'Assemblée générale, est adaptée pour l'exercice biennal 1998-1999 de façon à ce qu'aucune Partie ne paie moins que 0,001% du total, qu'aucune contribution ne dépasse 25 % du total et qu'aucune contribution d'une Partie des moins développées ne supporte plus que 0,01 % du total (décision 17/CP.4, IV. 15);

Considérant qu'à la troisième réunion de la Conférence des Parties (réunion des NU du 1 au 11 décembre 1997 à Kyoto) la Conférence a adopté par consensus un budget total net des ressources de 19 570 700 US \$ pour l'exercice biennal 1998-1999 (décision 15/CP.3, 1 + tableau 1) et a demandé au responsable du secrétariat de faire rapport concernant les ressources et les nécessités budgétaires ainsi que de faire des propositions relatives à tout ajustement nécessaire au Budget de la Convention 1998-1999 (décision 15/CP.3, 4 + 9 et doc. FCCC/CP/1998/1 Item 2 - II 7 b (ii) 115-116);

Considérant qu'à sa huitième session (réunion du SBI du 2 au 12 juin 1998 à Bonn) l'Organe subsidiaire de mise en œuvre a confirmé la proposition - du Secrétaire exécutif de la Convention-cadre sur les changements climatiques - de redistribution des moyens financiers approuvés pour des activités ayant trait au Protocole de Kyoto (impondérables post Kyoto) et a autorisé le Secrétaire exécutif d'utiliser le nouveau barème indicatif pour notifier aux Parties les contributions à payer en 1998-1999, tenant compte des estimations révisées de 8 757 700 US \$ pour 1998 et 10 813 100 US \$ pour 1999 -et que ces décisions ont été maintenues par les Parties lors de leur quatrième conférence (doc. FCCC/SBI/1998/6 X, A.72, C.76 + doc. FCCC/SBI/1998/4 II C, IV et tableau 1 + doc. FCCC/CP/1998/1 II 7 + doc. FCCC/CP/1998/16/Ad.d. 1 Decision. 17/CP.4 + communication officielle UNFCCC du 30 septembre 1998 et note AZB/cbc du 16 décembre 1998);

Considérant que pour la Belgique la Convention prend effet à partir du 15 avril 1996 et que les activités prévues doivent être financées en 1998;

Considérant l'importance de préserver le système climatique pour les générations présentes et futures et de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique;

Vu la circulaire du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget du 27 juin 1995, troisième alinéa;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 21 décembre 1998.

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant en francs belges équivalant à 92 481 US \$ à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 58.16.35.53 (Programme 26.58.1) du budget du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1998 est alloué au « Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Compte FC » à titre de contribution belge pour 1998, et sera versé au compte suivant :

Account n°CO-590160.1,
United Nations General Fund,
Swiss Bank Corporation,
Case postale 2770,
1211 Genève 2
Switzerland

Overwegende dat op de eerste vergadering van de Conferentie der Partijen (UN-vergadering van 28 maart tot 7 april 1995 te Berlijn) de Conferentie de financiële procedures voor de Conferentie van de Partijen, haar hulporganen en haar secretariaat, zoals vermeld in annex I van de beslissing 15/CP.1 aanvaard heeft;

Overwegende dat op de vierde vergadering van de Conferentie der Partijen (UN-vergadering van 2 tot 13 november 1998 te Buenos Aires) de Conferentie paragraaf 7 (a) van annex I van de beslissing 15/CP.1 van deze financiële procedures geamendeerd heeft (beslissing 17/CP.4, IV.16);

Overwegende dat de Conferentie bovendien de indicatieve schaal vermeld in annex van de beslissing 17/CP.4, IV.14 bij consensus aanvaard heeft als basis voor de bijdragen van de Partijen aan het Verdragsbudget voor de jaren 1998 en 1999;

Overwegende dat deze indicatieve schaal, gebaseerd op een aanslag-schaal van de Verenigde Naties zoals van tijd tot tijd aanvaard door de Algemene Vergadering, voor het tweejarig tijdperk 1998-1999 aangepast wordt op die wijze dat géén enkele Partij minder dan 0,001 % van het totaal betaald, dat géén enkele bijdrage 25 % van het totaal overschrijdt en dat géén enkele bijdrage van een minst ontwikkelde Partij méér dan 0,01 % van het totaal bedraagt (beslissing 17/CP.4, IV.15);

Overwegende dat op de derde vergadering van de Conferentie der Partijen (UN-vergadering van 1 tot 11 december 1997 te Kyoto) de Conferentie bij consensus een totaal netto inkomstenbudget van 19 570 700 US \$ aannam voor het tweejarig tijdperk 1998-1999 (beslissing 15/CP.3, 1 + tabel 1) en het hoofd van het Secretariaat verzocht om verslag uit te brengen i.v.m. de inkomsten en budget-benodigdheden alsmede om voorstellen te doen m.b.t. iedere benodigde aanpassing aan het Verdragsbudget 1998-1999 (beslissing 15/CP.3, 4 + 9 en doc. FCCC/CP/1998/1- Item 2 -II 7 b (ii) 115-116);

Overwegende dat op haar achtste zitting (SBI- zitting van 2 tot 12 juni 1998 te Bonn) het Hulporgaan inzake de uitvoering de - door de Uitvoerende Secretaris van het Raamverdrag inzake klimaatwijziging - voorgestelde herverdeling van de geldmiddelen goedgekeurd voor de activiteiten met betrekking tot het Kyoto protocol (onvoorziene uitgaven na Kyoto) bevestigd heeft en de uitvoerende secretaris gemachtigd heeft de nieuwe indicatieve aanslag-schaal te gebruiken voor de notificatie aan de Partijen van de te betalen bijdragen 1998-1999, rekening houdend met de herziene ramingen van 8 757 700 US \$ voor 1998 en 10 813 100 US \$ voor 1999 en deze beslissingen door de Partijen gehandhaafd -werden tijdens hun vierde vergadering (doc. FCCC/SBI/1998/6 X, A.72, C.76 + doc. FCCC/SBI/1998/4 II C, IV en tabel 1 + doc. FCCC/CP/1998/1 Item 2 -II 7 + doc. FCCC/CP/1998/16/Ad.d. 1 Beslissing 17/CP.4.+officiële mededeling UNFCCC van 30 september 1998 en nota AZB/cbc van 16 december 1998);

Overwegende dat het Verdrag voor België bindend is vanaf 15 april 1996 en de geplande activiteiten in 1998 dienen bekostigd te worden;

Overwegende het belang het klimaatsysteem te beschermen ten behoeve van de huidige en de toekomstige generaties en het bewerkstelligen van een stabilisering van de concentraties van broeikasgassen in de atmosfeer op een niveau waarop elke gevaarlijke antropogene verstoring van het klimaatsysteem wordt voorkomen;

Gelet op de omzendbrief van de Eerste Minister en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting van 27 juni 1995, derde alinea;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën d.d. 21 december 1998.

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag ten belope van de omzetwaarde in Belgische munt van 92 481 US \$ aan te rekenen ten laste van het op basisallocatie 58.16.35.53 (programma 26.58.1) van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1998 uitgetrokken krediet, wordt aan het « Trustfonds voor het basisbudget van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, Rekening FC » verleend als Belgische bijdrage voor 1998 en zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

Account n°CO-590160.1,
United Nations General Fund,
Swiss Bank Corporation,
Case postale 2770,
1211 Genève 2
Switzerland

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 99 — 2920

[C — 99/22156]

23 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal déterminant la quote-part de la Belgique pour 1998 au "Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention sur la diversité biologique"

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 et la loi du 5 juillet 1998 contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998, notamment programme 26.58.1;

Vu la loi du 11 mai 1995 portant approbation de la Convention sur la diversité biologique, et des Annexes I et II, faites à Rio de Janeiro le 5 juin 1992;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'Arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 et 58;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1995 fixant certaines attributions ministérielles relatives au Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement, notamment l'article 5;

Vu l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment les articles 9 et 22;

Considérant le décret du 19 mars 1996 portant approbation - en ce qui concerne la Communauté flamande et la Région flamande - de la Convention relative à la diversité biologique, ainsi que des annexes I et II, signées à Rio de Janeiro le 5 juin 1992;

Considérant le décret de la Communauté française du 27 mars 1995 portant assentiment à la Convention sur la diversité biologique, et à ses annexes I et II, faites à Rio de Janeiro, le 5 juin 1992;

Considérant le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 portant assentiment à la Convention des Nations-Unies du 9 mai 1992 sur la diversité biologique;

Considérant le décret de la Communauté germanophone du 5 février 1996 portant assentiment à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992, et aux annexes I et II;

Considérant l'ordonnance du 25 avril 1996 portant assentiment - en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale - à la Convention sur la diversité biologique, faite à Rio de Janeiro le 5 juin 1992;

Considérant qu'il convient que toutes les Parties à la Convention apportent l'appui financier nécessaire à la mise en œuvre de la dite Convention et au fonctionnement régulier du secrétariat;

Considérant qu'à la première réunion de la Conférence des Parties (réunion du PNUE du 28 novembre au 9 décembre 1994 à Nassau, Bahamas) la Conférence a adopté des dispositions financières pour la gestion du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique y compris les tâches du Secrétariat (à l'exclusion des paragraphes 4 et 16 - cf. décision I/6 partie I point 1 et annexe I et partie II points 3 et 4) ainsi que les règles de procédures relatives aux conférences des Parties (à l'exclusion de la disposition 40 paragraphe 1);

Considérant que l'échelle de contribution pour 1998 est basée sur le barème des N.U. pour la répartition des dépenses des Nations Unies adaptée de façon à ce qu'aucune contribution ne dépasse 25 % du total et qu'aucune contribution d'une Partie des moins développées ne supporte plus de 0,01% du total (décision II/20 point 10, 11 et 12 prise par la Conférence des Parties lors de leur deuxième réunion du 6-17 novembre 1995 à Jakarta, Indonésie et décision III/ points 1 et 2 et décision III/24 point 3 prises par la Conférence des Parties lors de leur troisième réunion du 4-15 novembre 1996 à Buenos Aires, Argentine + agenda item 5 point 67/70 et décision IV/17 point 8,10 et tableau 5 prise par la Conférence des parties lors de leur quatrième réunion du 4-15 mai 1998 à Bratislava, république de Slovaquie);

N. 99 — 2920

[C — 99/22156]

23 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de Belgische bijdrage voor 1998 aan het "Trustfonds voor het basisbudget van het Verdrag inzake biologische diversiteit"

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 en de wet van 5 juli 1998 houdende tweede aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1998, inzonderheid programma 26.58.1;

Gelet op de wet van 11 mei 1995 houdende goedkeuring van het Verdrag inzake biologische diversiteit, en Bijlagen I en II, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 en 58;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 augustus 1995 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden met betrekking tot het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het Koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid de artikels 9 en 22;

Overwegende het decreet van 19 maart 1996 houdende goedkeuring - wat de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest betreft - van het Verdrag inzake biologische diversiteit en van de bijlagen I en II, ondertekend te Rio de Janeiro op 5 juni 1992;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1995 houdende toestemming in het Verdrag inzake biologische diversiteit en in de bijlagen I en II ervan, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992;

Overwegende het decreet van het Waalse Gewest van 6 april 1995 tot goedkeuring van het Verdrag van de Verenigde Naties van 9 mei 1992 inzake biologische diversiteit;

Overwegende het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 5 februari 1996 houdende goedkeuring van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake biologische diversiteit, ondertekend te Rio de Janeiro op 5 juni 1992, en van de Bijlagen I en II;

Overwegende de ordonnantie van 25 april 1996 houdende instemming - wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft - met het Verdrag inzake biologische diversiteit, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992;

Overwegende dat het aan alle Partijen bij het Verdrag toekomt de nodige financiële steun te leveren voor de toepassing van het Verdrag en voor het regelmatig functioneren van het secretariaat;

Overwegende dat de Conferentie van de Partijen op hun eerste vergadering (UNEP-vergadering van 28 november tot 9 december 1994 te Nassau, Bahamas) de financiële regels voor het beheer van het Trustfonds inzake biologische diversiteit m.i.v. de taken van het Secretariaat aanvaard heeft (met uitzondering van de paragrafen 4 en 16 - cf. beslissing I/6 deel I punt 1 mét bijlage I en deel II punten 3 en 4) alsmede de procedureregels i.v.m. de vergaderingen van de Partijen (met uitzondering van bepaling 40 paragraaf 1);

Overwegende dat de bijdrageschaal 1998 gebaseerd is op de V.N.-aanslagschaal voor de verdeling van de uitgaven van de Verenigde Naties aangepast op die wijze dat géén enkele bijdrage 25 % van het totaal overschrijdt en dat géén enkele bijdrage van een minst ontwikkelde Partij méér bedraagt dan 0,01 % van het totaal (beslissing II/20 punten 10, 11 en 12 genomen door de Conferentie van de Partijen op hun tweede vergadering van 6-17 november 1995 te Jakarta, Indonesië en beslissing III/1 punten 1 en 2 én beslissing III/24 punt 3 genomen door de Conferentie van de Partijen op hun derde vergadering van 4-15 november 1996 te Buenos Aires, Argentinië + agenda item 5 punten 67/70 en beslissing IV/17 punten 8, 10 en tabel 5 genomen door de Conferentie van de Partijen op hun vierde vergadering van 4-15 mei 1998 te Bratislava, Republiek Slovaquie);

Considérant que le budget de base pour 1998 a été approuvé lors de la troisième réunion de la Conférence des Parties pour un montant de 4 765 208 US \$ (décision III/24 point 1 et annexe A et son appendice);

Considérant que pour la Belgique la Convention prend effet à partir du 20 février 1997 et que la Belgique doit contribuer aux activités prévues en 1998 conformément au rapport trimestriel du secrétaire exécutif sur l'administration de la Convention sur la diversité biologique du 20 novembre 1998 (cf. Doc. UNEP/CBD/QU/3 Partie III B point 18, annexe II point 27/30 et annexe VII + note FUND 5080 du 10 août 1998);

Considérant la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique;

Considérant l'importance de la diversité biologique pour l'évolution et pour la préservation des systèmes qui entretiennent la biosphère;

Considérant que la diversité biologique doit être conservée et utilisée durablement au profit des générations présentes et futures;

Vu la circulaire du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget du 27 juin 1995, troisième alinéa;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 23 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant en francs belges équivalant à 69 948 US \$ à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 58.16.35.53 (Programme 26.58.1) du budget du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1998 est alloué au "Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention sur la diversité biologique" (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) à titre de contribution belge pour 1998 (FUND 5080 BEL), et sera versé au compte suivant :

UNEP Trust Fund Account
N° 001-1-507001
International Agencies Banking
Chase Manhattan Bank
270 Park Avenue, 43 rd floor
New York, N.Y. 10017

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Overwegende dat het basisbudget voor 1998 op de derde vergadering van de Conferentie der Partijen goedgekeurd werd t.b.v. 4 765 208 US \$ (beslissing III/24 punt 1 met bijlage A en zijn appendix);

Overwegende dat het Verdrag voor België bindend is vanaf 20 februari 1997 en België dient tussen te komen in de geplande activiteiten 1998 in overeenstemming met het trimestriële rapport d.d. 20 november 1998 van de uitvoerende secretaris over het beheer van het verdrag inzake biologische diversiteit (cf. Doc. UNEP/CBD/QR/3 Deel III B punt 18, bijlage II punt 27/30 en bijlage VII + nota FUND 5080 van 10 augustus 1998);

Overwegende de intrinsieke waarde van de biologische diversiteit en van de waarde van de biologische diversiteit en de bestanddelen daarvan in ecologisch, genetisch, sociaal, economisch, wetenschappelijk, educatief, cultureel, recreatief en esthetisch opzicht;

Overwegende het belang van de biologische diversiteit voor de evolutie en het behoud van de systemen die de biosfeer in stand houden;

Overwegende dat de biologische diversiteit dient behouden en duurzaam gebruikt te worden ten behoeve van de huidige en toekomstige generaties;

Gelet op de omzendbrief van de Eerste Minister en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting van 27 juni 1995, derde alinea;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën d.d. 23 december 1998;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag ten belope van de omzetwaarde in Belgische munt van 69.948 US \$ aan te rekenen ten laste van het op basisallocatie 58.16.35.53 (Programma 26.58.1) van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1998 uitgetrokken krediet, wordt aan het "Trustfonds voor het basisbudget van het Verdrag inzake biologische diversiteit" (Milieuprogramma van de Verenigde Naties) verleend als Belgische bijdrage voor 1998 (FUND 5080 BEL) en zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

UNEP Trust Fund Account
N° 001-1-507001
International Agencies Banking
Chase Manhattan Bank
270 Park Avenue, 43 rd floor
New York N.Y. 10017

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 99 — 2921

[99/22814]

3 JUIN 1999. — Arrêté royal fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour l'année 1999

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, donné le 22 septembre 1998;

N. 99 — 2921

[99/22814]

3 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor het jaar 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gegeven op 22 september 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1999, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale, visé à l'article 35, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, est, à titre provisionnel, fixé à 424 122 173 FB pour l'année 1999.

Ce montant sera augmenté ou diminué, en fonction du montant des dépenses réelles de la Banque-carrefour et du montant des autres ressources visées par ledit article 35 afférents aux périodes considérées, dont il devra finalement représenter la différence, selon les modalités fixées à l'article 4.

Art. 2. Le montant visé à l'article 1^{er} de la participation globale des institutions publiques de sécurité sociale, visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

1° l'Office national de sécurité sociale : 326 574 073 FB;

2° l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants 42 415 217 FB;

3° l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 50 894 661 FB;

4° l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 4 241 222 FB.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1^{er} sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, par quarts trimestriels provisionnels.

Ces versements sont effectués au plus tard le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre 1999.

Toutefois, la Banque-carrefour de la sécurité sociale peut, moyennant préavis d'un mois, demander à une ou à plusieurs des institutions visées à l'alinéa 1^{er} :

a) d'effectuer un versement anticipé d'un ou de plusieurs de ces quarts provisionnels, pour couvrir des dépenses particulières;

b) de ne pas effectuer le versement d'un quart provisionnel ou de n'en effectuer qu'un versement partiel, dont elle détermine le montant.

Art. 3. Dans la mesure où le montant visé à l'article 1^{er}, alinéa 1° devient au cours de l'année budgétaire, inférieur au montant des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources éventuelles, la participation de l'Office national de sécurité sociale est augmentée provisoirement à due concurrence, par décision de son comité de gestion, sur proposition du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 4. La présentation des comptes annuels de la Banque-carrefour de la sécurité sociale à son comité de gestion doit s'accompagner d'un décompte de régularisation des montants visés aux articles 1^{er} à 3, qui doit être approuvé par ce comité de gestion.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 15 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1999 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijld moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en zodat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurievooruitzichten dienovereenkomstig kunnen opmaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 35, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt provisioneel vastgelegd op 424 122 173 frank voor het jaar 1999.

Dit bedrag zal vermeerderd of verminderd worden in functie van het bedrag van de reële uitgaven van de kruispuntbank en het bedrag van de overige inkomsten bedoeld in het hogervermeld artikel 35 m.b.t. de beschouwde periodes, waarvan het uiteindelijk het verschil zal dienen uit te maken, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 4.

Art. 2. Het in artikel 1 bedoeld bedrag van de globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2°, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hierna vermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten dienovereenkomstig moet verhoogd worden :

1° de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 326 574 073 frank;

2° het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 42 415 217 frank;

3° de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 50 894 661 frank;

4° de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 4 241 222 frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid per provisionele trimestriële vierden gestort.

Deze stortingen moeten uiterlijk 15 januari, 15 april, 15 juli en 15 oktober 1999 verricht worden.

De kruispuntbank van de sociale zekerheid kan echter, mits een voorafgaande kennisgeving van één maand, aan één of meerdere van de in het eerste lid bedoelde instellingen vragen om :

a) een vervroegde storting te verrichten van één of meerdere van deze provisionele vierden, ten einde bijzondere uitgaven te dekken;

b) de storting van een provisionele vierde niet te verrichten of alleen een gedeeltelijke storting ervan te verrichten, waarvan zij het bedrag bepaalt.

Art. 3. In de mate dat het in artikel 1, eerste lid bedoelde bedrag tijdens het begrotingsjaar kleiner wordt dan het bedrag van de uitgaven van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, rekening gehouden met de andere mogelijke inkomsten, wordt de bijdrage van de Rijksdienst voor sociale zekerheid voorlopig dienovereenkomstig verhoogd, bij beslissing van zijn beheerscomité, op voorstel van het beheerscomité van de kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 4. De overlegging van de jaarlijkse rekeningen van de kruispuntbank van de sociale zekerheid aan haar beheerscomité moet gepaard gaan met een regulariseringsafrekening van de in artikelen 1 tot 3 bedoelde bedragen, die door dit beheerscomité moet goedgekeurd worden.

Les différences ainsi constatées sont régularisées sur base des pourcentages respectifs que représentent les montants visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, par rapport au montant visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{os}.

Le solde négatif à charge d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; le versement de régularisation est effectué au profit de cette dernière au plus tard dans les trente jours à dater de cette communication.

Le solde positif au profit d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; ce solde est alors déduit du plus prochain paiement à effectuer par cette institution en vertu de l'article 2 ou lui est à sa demande, remboursé, totalement ou partiellement, par la Banque-carrefour.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 6. Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des pensions, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre de la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

De aldus vastgesteld verschillen worden geregulariseerd op basis van de onderlinge percentages die de in artikel 2, eerste lid, bedoelde bedragen vertegenwoordigen t.o.v. het in artikel 1 eerste lid bedoeld bedrag.

Het negatieve saldo ten laste van een in artikel 2, eerst elid bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; de regularisering wordt ten bate van laatstgenoemde gestort binnen de dertig dagen te rekenen vanaf deze mededeling.

Het positieve saldo ten gunste van een in artikel 2, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de kruispuntbank medegedeeld; dit saldo wordt dan afgetrokken van de eerstkomende betaling door deze instelling te verrichten krachtens artikel 2 of wordt haar, op haar aanvraag, geheel of gedeeltelijk terugbetaald door de Kruispuntbank.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 6. Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te 3 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister vna Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 2922

[C — 99/22788]

**16 JUIN 1999. — Arrêté royal
relatif à l'évaluation de la pratique médicale**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35 undecies inséré par la Loi du 29 avril 1996 et remplacé par la Loi du 10 décembre 1997;

Vu la concertation du 7 septembre 1998 au "Comité de concertation", visé dans l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 1997;

Vu la délibération en Conseil des Ministres du 11 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

N. 99 — 2922

[C — 99/22788]

**16 JUNI 1999. — Koninklijk besluit
betreffende de evaluatie van de medische praktijkvoering**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35 undecies, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996 en vervangen bij de wet van 10 december 1997;

Gelet op het overleg van 7 september 1998 in het "Overlegcomité", bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsvereniging van de artsen en de verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad op 11 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre chargé de la Santé publique et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Par "peer review", on entend, au sens du présent arrêté, un examen critique par des médecins de la qualité de leurs prestations des soins et, notamment, lorsqu'il existe des critères objectifs et représentatifs d'une pratique acceptable et adéquate, une évaluation de leur performance par rapport à ces critères.

Cet examen est mené par un nombre suffisant de praticiens, de la même discipline ou de disciplines suffisamment proches.

§ 2. Par "entretien de la compétence professionnelle", on entend, au sens du présent arrêté, la participation de praticiens à des activités, qui visent à améliorer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs compétences et à rendre plus efficiente et efficace leur pratique quotidienne.

Art. 2. Les médecins spécialistes et généralistes prennent part au système d'évaluation "peer review" et d'entretien de la compétence professionnelle, tel que décrit à l'article 1^{er}.

Art. 3. Les organes qui gèrent l'évaluation et l'entretien de la compétence professionnelle sont :

1^o la section des médecins du Conseil supérieur des professions de la Santé, visée à l'arrêté royal du 16 juin 1999 relatif à la section médecins du Conseil Supérieur des professions de la santé. La mission de cette section, dans le cadre de cet arrêté, est de préciser les objectifs et de déterminer les critères auxquels l'organisation du peer review et du maintien de la qualification professionnelle doit satisfaire, la rédaction des recommandations pour une bonne pratique, ainsi que l'évaluation de l'organisation du peer review et du maintien de la qualification professionnelle;

2^o le groupe de direction de l'accréditation, institué auprès de l'Institut national d'assurance maladie et invalidité. La mission de ce groupe de direction est d'organiser le peer review et le maintien de la qualification professionnelle, y compris l'agrément des activités y relatives, conformément aux objectifs et aux critères tels que, défini au 1^o. Le groupe de direction de l'accréditation communique à la section des médecins du Conseil supérieur des professions de santé toute information utile en vue de l'évaluation telle que prévue au 1^o.

Art. 4. Le Ministre chargé de la Santé publique et le Ministre qui a les Affaires Sociales dans leurs attributions, désignent chacun un représentant au "Groupe de direction de l'accréditation".

Dans le cadre des options politiques de ces ministres en matière d'évaluation et d'entretien de la compétence professionnelle ainsi que de règles de bonne pratique, ils ont un droit d'initiative et ils peuvent, lorsque des décisions du groupe de direction de l'accréditation ne sont pas conformes à ces options politiques, signifier leur réserve. Dans ce cas, le sujet est transmis au "Comité de concertation" visé à l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs.

Art. 5. Notre Ministre chargé de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

La Ministre de Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 2 februari 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister belast met Volksgezondheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. In de zin van dit besluit wordt onder "peer review" verstaan, een kritisch onderzoek door artsen van de kwaliteit van hun zorgverstrekking en inzonderheid, wanneer objectieve en representatieve criteria van een aanvaardbare en adequate praktijkvoering bestaan, een evaluatie van de performantie ervan met betrekking tot deze criteria.

Dit onderzoek wordt verricht door een voldoende aantal beoefenaars van dezelfde discipline of van voldoende aanverwante disciplines.

§ 2. In de zin van dit besluit wordt onder "het onderhouden van de professionele bekwaamheid" verstaan, de deelneming van beoefenaars aan activiteiten, die bedoeld zijn om hun kennis, hun attitudes en hun bekwaamheid te verbeteren en om de dagelijkse praktijkvoering efficiënter en doelmatiger te maken.

Art. 2. Geneesheren-specialisten en huisartsen nemen deel aan het evaluatiesysteem "peer review" en aan het onderhouden van de professionele bekwaamheid zoals omschreven in artikel 1.

Art. 3. De organen die de evaluatie en het onderhouden van de professionele bekwaamheid beheren zijn :

1^o de afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen, bedoeld in het koninklijk besluit van 16 juni 1999 betreffende de afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen. De opdracht van deze afdeling, in het kader van dit besluit, is het preciseren van de doelstellingen en het vaststellen van de criteria waaraan de organisatie van de peer review en van het onderhouden van de professionele bekwaamheid moet beantwoorden, het opstellen van aanbevelingen van goede praktijkvoering, alsook de evaluatie van de organisatie van de peer review en van het onderhouden van de professionele bekwaamheid;

2^o de stuurgroep accreditering, opgericht bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering. De opdracht van deze stuurgroep, in het kader van dit besluit, is het organiseren van de peer review en van het onderhouden van de professionele bekwaamheid, met inbegrip van het erkennen van de activiteiten in dat verband, conform de doelstellingen en de criteria zoals bedoeld in 1^o. De Stuurgroep accreditering deelt aan de afdeling artsen van de Hoge Raad voor Gezondheidsberoepen alle nuttige informatie mee met het oog op de evaluatie bedoeld in 1^o.

Art. 4. De Minister belast met Volksgezondheid en de Minister die de Sociale Zaken in hun bevoegdheid hebben duiden elk twee vertegenwoordigers aan in de "Stuurgroep Accreditering".

In het kader van de beleidsopties van deze Ministers inzake de evaluatie en het onderhouden van de professionele bekwaamheid, en de regels van goede praktijk, hebben zij een recht van initiatief, en kunnen zij, wanneer de beslissingen van de Stuurgroep Accreditering niet conform zijn aan deze beleidsopties, voorbehoud aantekenen. In dit laatste geval wordt de materie doorgestuurd naar het "Overlegcomité", bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsvereniging van de artsen en de verzekeringsinstellingen.

Art. 5. Onze Minister belast met Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 2923

[C — 99/22786]

16 JUIN 1999. — Arrêté royal relatif à la section médecins du Conseil supérieur des professions de la santé

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales et notamment l'article 35terdecies, inséré par la loi du 10 décembre 1997, modifié par la loi du 16 avril 1998;

Vu la concertation du 7 septembre 1998 du "Comité de concertation", visé à l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 18 septembre 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 11 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre chargé de la Santé publique et de Notre Ministre des Affaires sociales et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sein du Conseil supérieur des professions de la santé, visé à l'article 35terdecies de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, il est créé une section médecins.

Art. 2. § 1^{er}. La section se compose comme suit :

1° trois membres et trois suppléants désignés par le Ministre chargé de la Santé publique;

2° trois membres et trois suppléants désignés par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;

3° six membres et six suppléants désignés par le collège intermutualiste;

4° six membres et six suppléants désignés par les organisations professionnelles représentatives des médecins;

5° six membres et six suppléants désignés par les facultés de médecine et par les organisations scientifiques médicales.

§ 2. Les membres visés ci-dessus ont voix délibérative.

§ 3. Les membres, le président et le secrétaire sont nommés par Nous pour une durée de quatre années et le mandat est deux fois renouvelable.

§ 4. Les membres sont tous experts dans le domaine de l'activité médicale, soit comme médecin, soit comme personne possédant des qualifications généralement reconnues concernant les aspects sociologiques et économiques de l'activité médicale.

§ 5. Entre les membres médecins visés au § 1, 1°, 2°, 4° et 5°, il doit y avoir chaque fois autant de médecins-spécialistes que de généralistes.

Art. 3. Le président de la section est un médecin-fonctionnaire, nommé par Nous sur proposition du Ministre chargé de la Santé publique. Le secrétariat de la section est assuré par un fonctionnaire de l'Institut national d'assurance maladie invalidité, nommé par Nous sur proposition du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions. Le président et le secrétaire siègent sans voix délibérative.

Art. 4. § 1^{er}. La section médecins du Conseil supérieur des professions de Santé peut créer des groupes de travail chargés d'une mission déterminée. Ces groupes de travail se composent de membres de la section parmi lesquels participent au minimum les membres visés à l'art. 2, § 1, 3°, 4° et 5° et, éventuellement, d'experts étrangers à la section.

N. 99 — 2923

[C — 99/22786]

16 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35terdecies, ingevoegd bij de wet van 10 december 1997, gewijzigd bij de wet van 16 april 1998;

Gelet op het overleg van 7 september 1998 van het "Overlegcomité" bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsverenigingen van de artsen en de verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 18 september 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 11 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 9 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister belast met Volksgezondheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen, bedoeld in art. 35terdecies van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, wordt een afdeling artsen opgericht.

Art. 2. § 1. De afdeling is samengesteld als volgt :

1° drie leden en drie plaatsvervangers aangewezen door de Minister belast met Volksgezondheid;

2° drie leden en drie plaatsvervangers aangewezen door de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft;

3° zes leden en zes plaatsvervangers aangewezen door het intermutualistisch college;

4° zes leden en zes plaatsvervangers aangewezen door de representatieve beroepsverenigingen van de artsen;

5° zes leden en zes plaatsvervangers aangewezen door faculteiten geneeskunde en door de wetenschappelijke geneeskundige verenigingen.

§ 2. De hierboven vermelde leden zijn stemgerechtigd.

§ 3. De leden worden door Ons benoemd voor een duur van vier jaar en het lidmaatschap is tweemaal hernieuwbaar.

§ 4. De leden zijn allen deskundig op het terrein van de medische activiteit, hetzij als arts, hetzij als persoon met een algemeen erkende bekwaamheid inzake de sociologische en de economische aspecten van de medische activiteit.

§ 5. Onder de leden-artsen bedoeld in § 1, 1°, 2°, 4° en 5° dienen er telkens evenveel geneesheren-specialisten als huisartsen te zijn.

Art. 3. De voorzitter van de afdeling is een geneesheer-ambtenaar die door Ons wordt benoemd op voordracht van de Minister belast met de Volksgezondheid. Het secretariaat van de afdeling wordt waargenomen door een ambtenaar van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, door Ons benoemd op voordracht van de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft. De voorzitter en de secretaris hebben zitting zonder stemrecht.

Art. 4. § 1. De afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen kan werkgroepen oprichten belast met een welbepaalde opdracht. Deze werkgroepen zijn samengesteld uit leden van de afdeling waarbij steeds minstens leden bedoeld in art. 2, § 1, 3°, 4° en 5° deelnemen en eventueel uit deskundigen die niet tot de afdeling behoren.

§ 2. Il peut recourir au soutien permanent d'une cellule constituée de membres de l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, constituée par le Ministre chargé de la Santé.

§ 3. Il peut recourir au soutien d'une cellule chargée de l'évaluation de la qualité des prestations médicales et constituée au sein du Conseil supérieur d'Hygiène auprès du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

§ 4. Il peut recourir au Conseil scientifique, visé à l'article 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ou à ses sections.

§ 5. Il peut faire appel respectivement aux associations scientifiques de médecins spécialistes et de médecins généralistes ainsi qu'aux universités.

§ 6. Dans le cadre de ses travaux, la section peut faire appel à des experts externes, non-membres.

Art. 5. La section peut demander, par l'intermédiaire du Ministre chargé de la Santé publique ou du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, de disposer en vue de remplir les missions visées à l'art. 6, § 2, des données anonymes en possession du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ainsi que des institutions qui en relèvent.

Art. 6. § 1^{er}. En ce qui concerne l'organisation de la pratique médicale et la qualité des soins, la section a pour mission de signaler les problèmes et, le cas échéant, de formuler des avis à l'intention du Ministre chargé de la Santé publique, du Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, du Comité de concertation visé à l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs, du groupe de direction de l'accréditation, visé à l'arrêté royal du 16 juin 1999 relatif à l'évaluation de la pratique médicale, et à l'intention de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

§ 2. La section assure plus particulièrement les missions suivantes :

1. Formuler des options générales et fournir un soutien scientifique en ce qui concerne l'organisation et la méthodologie de l'évaluation de la pratique médicale et du système de l'accréditation.

2. Elaborer des recommandations en matière de pratique médicale.

La section se fonde notamment sur les informations qui lui sont transmises à ce sujet par les structures chargées de l'évaluation de la pratique médicale, visées à l'article 3, 2^o, de l'arrêté royal précité du 16 juin 1999 relatif à l'évaluation de la pratique médicale.

3. Formuler des avis relatifs aux différents aspects de la pratique médicale, notamment en ce qui concerne le dossier médical général, le dossier médical, l'organisation et l'agrément des différentes formes de collaboration entre médecins (entre autres les pratiques de groupe, les associations et autres types d'associations), la définition du rôle des médecins spécialistes et des médecins généralistes ainsi que les accords de collaboration entre ceux-ci, et le rôle de la première ligne dans le système des soins de santé.

§ 3. Les missions de la section comme prévues dans les §§ 1 et 2 ne peuvent porter préjudice aux dispositions relatives à l'évaluation qualitative de l'activité médicale dans les hôpitaux visé par art. 15 de la loi coordonnée sur les hôpitaux du 7 août 1987 modifié par la loi du 29 avril 1996.

§ 4. Si aucun consensus n'est atteint les avis contiennent les points de vue de la minorité et de la majorité.

Art. 7. Les dépenses de la section médecins du Conseil supérieur des Professions de Santé et de ses groupes de travail sont à charge de l'Etat.

§ 2. Hij kan permanent een beroep doen op de steun van een cel, samengesteld uit leden van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur, opgericht door de Minister belast met de Volksgezondheid.

§ 3. Hij kan een beroep doen op de steun van een cel die belast is met de kwaliteitsevaluatie van de medische prestaties en die opgericht is in de schoot van de Hoge Gezondheidsraad bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

§ 4. Hij kan beroep doen op de wetenschappelijke raad, bedoeld in artikel 19 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, of de afdelingen ervan.

§ 5. Hij kan een beroep doen op de wetenschappelijke verenigingen voor respectievelijk geneesheren-specialisten en huisartsen en op de universiteiten.

§ 6. De afdeling kan een beroep doen op deskundigen, niet-leden, bij zijn werkzaamheden.

Art. 5. De afdeling kan, door bemiddeling van de Minister belast met Volksgezondheid of van de Minister die Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft, vragen om over anonieme gegevens te beschikken met het oog op het vervullen van de opdrachten vermeld in art. 6, § 2 die in het bezit zijn van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en de instellingen die eronder ressorteren.

Art. 6. § 1. De afdeling heeft, met betrekking tot de organisatie van de medische praktijkvoering en de kwaliteit van de zorgverstrekking, als opdracht de problemen te signaleren en in voorkomend geval adviezen te verstrekken aan de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft, het Overlegcomité, bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsverenigingen van de artsen en de verzekeringsinstellingen, de Stuurgroep Accreditering, bedoeld in het koninklijk besluit van 16 juni 1999 betreffende de evaluatie van de medische praktijkvoering, en aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 2. De afdeling heeft inzonderheid de volgende opdrachten :

1. Algemene opties te formuleren en wetenschappelijke ondersteuning te verstrekken inzake de organisatie en de methodologie van de evaluatie van de medische praktijk en van het systeem van accreditering.

2. Aanbevelingen op te stellen inzake de medische praktijk.

De afdeling baseert zich inzonderheid op de informatie die aan haar terzake wordt overgemaakt door de structuren die belast zijn met de evaluatie van de medische praktijkvoering, bedoeld in artikel 3, 2^o, van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 16 juni 1999 betreffende de evaluatie van de medische praktijkvoering.

3. Adviezen te verstrekken met betrekking tot de diverse aspecten van de medische praktijk, meer bepaald inzake het Algemeen Medisch Dossier; het medisch dossier, de organisatie en de erkenning van diverse samenwerkingsmogelijkheden tussen artsen (onder andere de groepspraktijken, de associaties en andere vormen van samenwerking), de rolomschrijving en de taakafspraken tussen geneesheren-specialisten en huisartsen en de rol van de eerste lijn in het systeem van de gezondheidszorg.

§ 3. De opdrachten van de afdeling zoals bepaald in de §§ 1 en 2 doen geen afbreuk aan de bepalingen inzake de kwalitatieve toetsing van de medische activiteit in de ziekenhuizen voorzien bij art. 15 van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen van 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 29 april 1996.

§ 4. Indien geen éénstemmigheid wordt bereikt bevatten de adviezen zowel de minderheids- als meerderheidsstandpunten.

Art. 7. De uitgaven van de afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen en van zijn werkgroepen komen ten laste van het Rijk.

Ces dépenses comprennent les frais de transport et de séjour, les jetons de présence alloués aux membres de la section ou des groupes de travail qui ont été créés par cette instance, les honoraires et frais dus aux experts internes et externes ainsi que toutes autres dépenses autorisées par le Ministre chargé de la Santé publique ou par son délégué, sur proposition de la section.

Art. 8. Le président et les membres de la section ou des groupes de travail ainsi que les experts externes ont droit :

1° à un jeton de présence, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille. Les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de transport, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de transport;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, les membres non fonctionnaires de la section ou des groupes de travail sont assimilés aux agents titulaires d'un grade dans un des rangs 15 à 17.

Art. 9. Notre Ministre chargé de la Santé publique et Notre Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Die uitgaven omvatten de reis- en verblijfkosten, de presentiegelden van de leden van de afdeling of van de leden van de werkgroepen die door deze instelling zijn opgericht, de honoraria en kosten van de deskundigen en van de externe experts en alle andere uitgaven die, op voorstel van de afdeling, door de Minister belast met Volksgezondheid of van zijn gemachtigde zijn toegelaten.

Art. 8. De voorzitter en de leden van de afdeling of van de werkgroepen alsmede de externe experts hebben recht op :

1° een presentiegeld, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en het Gezin afhangen. De leden die ambtenaar zijn kunnen alleen aanspraak erop maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2° de terugbetaling van de reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° de terugbetaling van de verblijfskosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964, tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel van de ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden van de afdeling of van de werkgroepen die geen ambtenaar zijn gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad bekleden van rang 15 tot 17.

Art. 9. Onze Minister belast met Volksgezondheid en Onze Minister die de Sociale Zaken in zijn bevoegdheid heeft, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 2924

[C — 99/22787]

**16 JUIN 1999. — Arrêté royal
relatif aux associations et accords de collaboration**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35duodecies, inséré par la Loi du 29 avril 1996, remplacé par la Loi du 10 décembre 1997 et modifié par la Loi du 16 avril 1998;

Vu la concertation du 7 septembre 1998 au Comité de concertation visé à l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs;

Vu l'avis de Inspection des Finances, donné le 28 janvier 1997;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 11 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

N. 99 — 2924

[C — 99/22787]

**16 JUNI 1999. — Koninklijk besluit
betreffende de associaties en samenwerkingsverbanden**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35duodecies, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, vervangen bij de wet van 10 december 1997 en gewijzigd bij de wet van 16 april 1998;

Gelet op het overleg van 7 september 1998 in het Overlegcomité bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsverenigingen van de artsen en de verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 11 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 2 februari 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre chargé de la Santé publique et de Notre Ministre des Affaires sociales et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux médecins spécialistes et généralistes.

Art. 2. § 1^{er}. Il faut entendre par "Association" une collaboration convenue sur une base volontaire entre :

— un médecin généraliste établi et un médecin généraliste agréé depuis 5 ans au maximum ou qui a été médecin coopérant;

— un médecin spécialiste établi et un médecin spécialiste agréé depuis 5 ans au maximum ou qui a été médecin coopérant.

§ 2. Les médecins spécialistes collaborant au sein d'une association appartiennent à des disciplines médicales apparentées.

§ 3. Le jeune médecin spécialiste ou généraliste associé, visé au § 1^{er} article, doit exercer l'activité médicale, au moins à temps partiel, dans le cadre de l'association.

§ 4. 1° Le Roi peut, après avis du "Conseil Supérieur des professions de la santé-section médecins" visé à l'arrêté royal 16 juin 1999 relatif à la section médecins du Conseil Supérieur des professions de la santé, mettre au point les notions "disciplines médicales apparentées" visées au § 2 et "à temps partiel" visée au § 3.

2° Ces avis du Conseil Supérieur des professions de la santé-section médecins sont aussi soumises au "Comité de concertation" visé à l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs.

§ 5. Le Roi détermine sur proposition de la Commission nationale médico-mutualiste les divers aspects de la relation entre les médecins qui font partie de l'association.

§ 6. Les médecins plus âgés qui ont constitué une association communiquent la création, les médecins concernés, l'implantation du cabinet et sa dissolution éventuelle au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement - Service Art de guérir et l'Institut national d'assurance maladie - invalidité.

Art. 3. § 1^{er}. Par "Accord de collaboration" entre médecins spécialistes ou entre médecins généralistes, il faut entendre une forme de collaboration convenue sur une base volontaire qui concerne notamment la continuité des soins, la concertation médicale permanente, les médecins concernés ayant chacun un cabinet individuel.

§ 2. Le "Conseil Supérieur des professions de la Santé-section médecins" mentionné ci-dessus peut préciser les modalités de l'accord de collaboration.

§ 3. Les propositions visées au §2 sont soumises au "Comité de concertation" mentionné ci-dessus et doivent être validées par le Ministre chargé de la Santé publique.

Art. 4. Notre Ministre chargé de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Op de voordracht van Onze Minister belast met Volksgezondheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op geneesheren-specialisten en huisartsen.

Art. 2. § 1. Onder "Associatie" wordt verstaan een vrijwillig overeengekomen samenwerking tussen :

— een gevestigde huisarts en een huisarts die maximum 5 jaar erkend is of die een arts-coöperant is geweest;

— een gevestigde geneesheer-specialist en een geneesheer-specialist die maximum 5 jaar erkend is of die een arts-coöperant is geweest.

§ 2. De in een associatie samenwerkende geneesheren-specialisten behoren tot aanverwante medische disciplines.

§ 3. De geassocieerde jongere geneesheer-specialist of huisarts bedoeld in § 1 is verplicht om de medische activiteit tenminste deeltijds uit te oefenen in het kader van de associatie.

§ 4. 1° De Koning kan, na advies van de "Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen-afdeling artsen", bedoeld in het koninklijk besluit van 16 juni 1999 betreffende de afdeling artsen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen, de begrippen "aanverwante medische disciplines" bedoeld in § 1, en "deeltijds" zoals bedoeld in § 3 preciseren.

2° Deze adviezen van de Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen-afdeling artsen worden ook voorgelegd aan het Overlegcomité, bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsverenigingen van de artsen en de verzekeringsinstellingen.

§ 5. De Koning bepaalt op voorstel van de Nationale Commissie "Artsen-Ziekenfondsen" de diverse aspecten van de relatie tussen de artsen die deel uitmaken van de associatie.

§ 6. De oudere geneesheren die een associatie zijn aangegaan melden de oprichting, de betrokken geneesheren, de locatie van de praktijk, en de eventuele ontbinding aan het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, dienst Geneeskundepraktijk en aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Art. 3. § 1. Onder een "Samenwerkingsverband" tussen geneesheren-specialisten of tussen huisartsen wordt verstaan een vrijwillig aangegane samenwerking die o.a. betrekking heeft op continuïteit van de zorgenverstrekking, permanentie, medisch overleg, en waarbij de betrokken geneesheren ieder een individueel kabinet hebben.

§ 2. De bovengenoemde "Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen-afdeling artsen" kan de modaliteiten voor het samenwerkingsverband nader bepalen.

§ 3. De in §2 beoogde voorstellen worden voorgelegd aan het bovengenoemde Overlegcomité en dienen bekrachtigd te worden door de Minister belast met Volksgezondheid.

Art. 4. Onze Minister belast met Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 99 — 2925

[C — 98/00734]

26 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de dispositions légales et réglementaires modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande de

- l'arrêté royal du 15 février 1990 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 12 septembre 1990 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 10 avril 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 5 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 8 octobre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 30 décembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,
- l'arrêté royal du 31 décembre 1992 réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques par l'Office national des pensions et modifiant certaines dispositions relatives aux pensions des travailleurs salariés, au revenu garanti aux personnes âgées et au régime de capitalisation individuelle,

- l'arrêté royal du 13 octobre 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées,

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 à 8 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande de :

- l'arrêté royal du 15 février 1990 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 12 septembre 1990 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 10 avril 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 5 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 8 octobre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 30 décembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;
- l'arrêté royal du 31 décembre 1992 réglant l'utilisation des informations du Registre national des personnes physiques par l'Office national des pensions et modifiant certaines dispositions relatives aux pensions des travailleurs salariés, au revenu garanti aux personnes âgées et au régime de capitalisation individuelle;
- l'arrêté royal du 13 octobre 1997 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 2925

[C — 98/00734]

26 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van wettelijke en reglementaire bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling van

- het koninklijk besluit van 15 februari 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 12 september 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 10 april 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 5 juli 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 8 oktober 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 30 december 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
 - het koninklijk besluit van 31 december 1992 tot regeling van het gebruik van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen door de Rijksdienst voor pensioenen en tot wijziging van sommige bepalingen inzake de werknemerspensioenen, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het individueel kapitalisatiestelsel,
 - het koninklijk besluit van 13 oktober 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,
- opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;
- Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 tot 8 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling van :

- het koninklijk besluit van 15 februari 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 12 september 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 10 april 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 5 juli 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 8 oktober 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 30 december 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;
- het koninklijk besluit van 31 december 1992 tot regeling van het gebruik van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen door de Rijksdienst voor pensioenen en tot wijziging van sommige bepalingen inzake de werknemerspensioenen, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het individueel kapitalisatiestelsel;
- het koninklijk besluit van 13 oktober 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 1 - Annexe 1

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

15. FEBRUAR 1990 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 513 vom 27. März 1987 zur Abschaffung der Nationalen Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionskasse und zur Neuorganisation des Landesamtes für Pensionen zugunsten von Lohnempfängern, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und Unseres Staatssekretärs für Pensionen,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 1 Nr. 4 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 1 Nr. 5 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 29. April 1969, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 9. Januar 1976, werden die Wörter «Landesamt für Pensionen zugunsten von Lohnempfängern» durch das Wort «Landespensionsamt» ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 55 Absatz 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 werden die Wörter «und an die Nationale Kasse gesandt» gestrichen.

Art. 4 - Die Wörter «die Kasse» und «der Kasse» werden in folgenden Artikeln des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 durch die Wörter «das Amt» beziehungsweise «dem Amt» ersetzt:

- Artikel 56 § 1 Absatz 1,
- Artikel 59 Absatz 3, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 8. August 1986,
- Artikel 60 Absatz 1, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. November 1970,
- Artikel 61 Absatz 2, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. November 1970,
- Artikel 62, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. November 1970.

Art. 5 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 15. Februar 1990

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen
A. VAN DER BIEST

Der Staatssekretär für Pensionen
Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 2 - Annexe 2

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

12. SEPTEMBER 1990 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 10 Absatz 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, insbesondere des Artikels 49;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß vermieden werden muß, daß die Anwendung von Artikel 7 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands ungünstige Auswirkungen für Empfänger eines garantierten Einkommens für Betagte hat, das vor dem 1. Oktober 1990 einsetzt;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und Unseres Staatssekretärs für Pensionen,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Ein Artikel 49ter mit folgendem Wortlaut wird in den Königlichen Erlaß vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte eingefügt:

«Art. 49ter - Für den Empfänger einer Ruhestandspension für Lohnempfänger, die wegen Vorzeitigkeit um mehr als 10 Prozent gekürzt worden ist und in Anwendung von Artikel 7 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands erhöht wird, ist der Betrag der Pension, der von einem vor dem 1. Oktober 1990 einsetzenden garantierten Einkommen abzuziehen ist, auf den Betrag festgelegt, den man erhält durch Addition

1. von 90 Prozent des Betrags am 30. September 1990 der in Artikel 49 Nr. 1 erwähnten Ruhestandspension für Lohnempfänger vor Anwendung von Artikel 7 des vorerwähnten Gesetzes vom 20. Juli 1990

2. und dem Betrag, um den diese Ruhestandspension in Anwendung des vorerwähnten Artikels 7 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 am 1. Oktober 1990 effektiv erhöht wird.

Die in Absatz 1 Nr. 1 und Nr. 2 erwähnten Beträge unterliegen weiter den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden.»

Art. 2 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Oktober 1990 in Kraft.

Art. 3 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 12. September 1990

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen
G. MOTTARD

Der Staatssekretär für Pensionen
Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 3 - Annexe 3

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

10. APRIL 1991 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 10 Absatz 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, insbesondere des Artikels 49;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß vermieden werden muß, daß die Anwendung einiger Bestimmungen von Artikel 183 des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, aufgrund dessen ab dem 1. Juli 1991 die vierte Phase des Fünfjahresplanes zur Gleichsetzung der Mindestpension für Selbständige mit dem Betrag des garantierten Einkommens für Betagte verwirklicht wird, für bestimmte Empfänger eines garantierten Einkommens für Betagte, das vor dem 1. Juli 1991 eingesetzt hat, Nachteile mit sich bringt;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und Unseres Staatssekretärs für Pensionen,
Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Ein Artikel 49^{quater} mit folgendem Wortlaut wird in den Königlichen Erlaß vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte eingefügt:

«Art. 49^{quater} - § 1 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 49 Nr. 1 wird ab dem 1. Juli 1991 für die Berechnung eines garantierten Einkommens, das einem Empfänger einer wegen Vorzeitigkeit gekürzten Ruhestandspension für Lohnempfänger, Ruhestandspension oder Mindestruhestandspension für Selbständige vor dem 1. Juli 1991 bewilligt wurde, ein Betrag berücksichtigt, der der Summe entspricht:

1. des in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrags
2. und des Wertes - am 30. Juni 1991 - der Differenz zwischen dem in Artikel 49 Nr. 1 erwähnten Betrag und dem in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrag, unbeschadet der Anwendung von § 4.

§ 2 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 49 Nr. 1 wird ab dem Monat nach Einsetzen des garantierten Einkommens für die Berechnung dieses Einkommens, das einem Empfänger einer wegen Vorzeitigkeit gekürzten Ruhestandspension für Lohnempfänger, Ruhestandspension oder Mindestruhestandspension für Selbständige zum erstenmal frühestens am 1. Juli 1991 bewilligt wird, ein Betrag berücksichtigt, der der Summe entspricht:

1. des in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrags
2. und des Wertes - am ursprünglichen Datum des Einsetzens des garantierten Einkommens - der Differenz zwischen dem in Artikel 49 Nr. 1 erwähnten Betrag und dem in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrag, unbeschadet der Anwendung von § 4.

§ 3 - Wird das Anrecht auf garantiertes Einkommen der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Empfänger frühestens ab dem 1. Juli 1991 revidiert, wird in Abweichung von Artikel 49 Nr. 1 für die Berechnung des garantierten Einkommens ab dem Monat, in dem der neue Beschluß einsetzt, ein Betrag berücksichtigt, der der Summe entspricht:

1. des in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrags
2. und des Wertes - am Datum des Einsetzens des neuen Beschlusses - der Differenz zwischen dem in Artikel 49 Nr. 1 erwähnten Betrag und dem in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Betrag, unbeschadet der Anwendung von § 4.

§ 4 - Die in den vorhergehenden Paragraphen erwähnten Beträge unterliegen weiter den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden.»

Art. 2 - In Artikel 49^{ter} Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 12. September 1990, werden zwischen dem Wort «ist» und den Wörtern «der Betrag der Pension» die Wörter «für den Zeitraum vom 1. Oktober 1990 bis zum 31. Dezember 1990» eingefügt.

Art. 3 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Oktober 1990 in Kraft.

Art. 4 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 10. April 1991

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen
G. MOTTARD

Der Staatssekretär für Pensionen
Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 4 - Annexe 4

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

5. JULI 1991 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. April 1991 zur Abänderung des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß die Anwendung des Gesetzes vom 10. April 1991 zur Abänderung des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, das hinsichtlich der Gewährung des garantierten Einkommens ab dem 1. Juli 1991 Auswirkung hat, eine sofortige Anpassung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte erfordert;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und Unseres Staatssekretärs für Pensionen,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 9. Januar 1976 und 15. Februar 1990, wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2. unter «Minister»: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Pensionen gehören,

2. Nummer 5 wird Nummer 4.

3. Eine neue Nummer 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«5. unter «Hauptwohrt»: den Begriff, so wie er in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen vorkommt.»

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter «tatsächlichen Wohnort» durch das Wort «Hauptwohrt» ersetzt.

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - War der verstorbene Ehepartner zum Zeitpunkt seines Todes nicht Empfänger des garantierten Einkommens für Betagte und hatte er einen diesbezüglichen Antrag gestellt, für den noch kein Verwaltungsbeschluß gefaßt worden war oder für den der gefaßte Beschluß erst nach seinem Tod Auswirkungen gehabt hätte, wird davon ausgegangen, daß der Antrag vom hinterbliebenen Ehepartner, der weder von Tisch und Bett getrennt ist noch im Sinne von Artikel 67 tatsächlich getrennt lebt, am Todestag eingereicht worden ist, insofern er am Todestag seines Ehepartners das Alter von 65 oder 60 Jahren erreicht hat, je nachdem, ob es sich um einen Mann oder um eine Frau handelt, oder dieses Alter im Jahr nach dem Tod des Ehepartners erreicht.»

Art. 4 - Artikel 21 § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 17. Juni 1971, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Unter «Haushaltsvorstand» im Sinne von § 1 versteht man:

1. den Antragsteller, der denselben Hauptwohntort wie sein Ehepartner hat,
2. den Antragsteller, der tatsächlich getrennt ist und dessen Ehepartner einen Teil des garantierten Einkommens bezieht,
3. den Antragsteller, der mindestens ein Kind zu Lasten hat, unter der Bedingung, daß dieses Kind kein Anrecht auf das garantierte Einkommen geltend machen kann.

Als zu Lasten des Antragstellers gilt für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes das zu seinem Haushalt gehörende Kind, dessen persönliche Existenzmittel jährlich 25 000 F nicht überschreiten.»

Art. 5 - In Artikel 58 desselben Erlasses werden die Wörter «verheirateten Mannes, der mit seiner Ehefrau zusammenlebt» durch die Wörter «Antragstellers, der mit seinem Ehepartner zusammenlebt» ersetzt.

Art. 6 - Kapitel VIII desselben Erlasses, das die Artikel 67 bis 73 umfaßt und durch die Königlichen Erlasse vom 17. Juni 1971, 10. Juli 1973, 27. Dezember 1973 und 9. Januar 1976 abgeändert wurde, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL VIII - *Festlegung der Rechte der tatsächlich getrennt lebenden Ehepartner*

Art. 67 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter «tatsächlicher Trennung» die Lage, die entsteht:

- a) wenn die Ehepartner verschiedene Hauptwohntorte haben, was durch die Eintragung im Bevölkerungsregister festgestellt wird,
- b) in Ermangelung einer getrennten Eintragung im Bevölkerungsregister, wenn einer der Ehepartner in einem Gefängnis inhaftiert, in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft oder in einem Arbeitshaus interniert oder Gegenstand einer Schutzmaßnahme ist, die in Artikel 2 des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken vorgesehen ist.

Art. 68 - Der tatsächlich getrennt lebende Ehepartner kann Anspruch auf einen Teil des seinem Ehepartner gewährten garantierten Einkommens erheben, insofern er die in Artikel 63 vorgesehene Bedingung in bezug auf den Wohnort erfüllt.

Art. 69 - Dem tatsächlich getrennt lebenden Ehepartner wird die Hälfte des garantierten Einkommens ausgezahlt.

Art. 70 - Versäumt einer der Ehepartner es, seine Rechte auf das garantierte Einkommen geltend zu machen, kann der andere Ehepartner an seiner Stelle einen Antrag auf garantiertes Einkommen einreichen, damit ihm der ihm aufgrund des vorliegenden Kapitels zustehende Teil des garantierten Einkommens ausgezahlt wird.

Art. 71 - Wenn das garantierte Einkommen einem der Ehepartner in Anwendung der Artikel 64 oder 65 oder aufgrund der Tatsache, daß die in Artikel 63 vorgesehene Bedingung in bezug auf den Wohnort nicht mehr erfüllt ist, nicht mehr ausgezahlt wird, wird dem anderen Ehepartner der ihm aufgrund des vorliegenden Kapitels zustehende Teil ausgezahlt.

Art. 72 - Die Anwendung der Artikel 67 bis 69 erfolgt von Amts wegen:

- a) wenn einer der Ehepartner zum Zeitpunkt der Trennung das garantierte Einkommen bezieht,
- b) wenn die Trennung eintritt zwischen dem Tag, an dem der Verwaltungsbeschluß oder die gerichtliche Entscheidung notifiziert wird, und dem Tag, an dem das garantierte Einkommen eines der Ehepartner einsetzt,
- c) wenn die Trennung zu einem Zeitpunkt eintritt, an dem der von einem der Ehepartner gestellte Antrag auf garantiertes Einkommen bei einer administrativen oder gerichtlichen Instanz anhängig ist,
- d) wenn zu dem Zeitpunkt, an dem einer der Ehepartner seinen Antrag auf garantiertes Einkommen einreicht, der andere Ehepartner bereits eine Ruhestandspension als Lohnempfänger oder Selbständiger oder das garantierte Einkommen bezieht oder wenn ein diesbezüglicher Antrag bei einer administrativen oder gerichtlichen Instanz anhängig ist,
- e) wenn einer der Ehepartner sich in einer der in Artikel 67 Buchstabe b) erwähnten Lagen befindet, selbst wenn diese vor Einreichen des Antrags bestand.

In den im vorhergehenden Absatz erwähnten Fällen setzt der Teil des getrennt lebenden Ehepartners am ersten Tag des Monats nach dem Monat der tatsächlichen Trennung und frühestens an dem Datum, an dem das garantierte Einkommen des Ehepartners einsetzt, ein.

Art. 73 - Die Anwendung des Artikels 70 und der Artikel 67 bis 69 in den Fällen, die nicht in Artikel 72 erwähnt sind, setzt voraus, daß der getrennt lebende Ehepartner einen Antrag in den in Kapitel II vorgesehenen Formen einreicht.

Der Antrag des tatsächlich getrennt lebenden Ehepartners setzt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Einreichung ein.

Ein von dem tatsächlich getrennt lebenden Ehepartner im Rahmen der Pensionsregelung für Lohnempfänger oder der Pensionsregelung für Selbständige gültig eingereichter Antrag oder eine Untersuchung von Amts wegen der Rechte des tatsächlich getrennt lebenden Ehepartners im Rahmen dieser Regelungen gilt als Antrag im Sinne von Absatz 1, außer wenn sich herausstellt, daß die in Artikel 10 des Gesetzes erwähnten Vorteile die Gewährung des garantierten Einkommens verhindern.»

Art. 7 - Die Bestimmungen von Artikel 69 Absatz 2 und 3, so wie sie vor ihrer Abänderung durch den vorliegenden Erlaß lauteten, bleiben anwendbar, wenn der tatsächlich getrennt lebende Ehepartner die Anwendung von Artikel 2 § 3 Absatz 1 des Gesetzes, so wie er vor seiner Aufhebung durch das Gesetz vom 5. Januar 1976 lautete, zu seinen Gunsten erhalten hat.

Art. 8 - Vorliegender Erlaß wird wirksam mit 1. Juli 1991.

Art. 9 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 5. Juli 1991

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen
G. MOTTARD

Der Staatssekretär für Pensionen
Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 5 - Annexe 5

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

8. OKTOBER 1991 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1991 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen, insbesondere des Titels III Kapitel I;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß die Anwendung der das garantierte Einkommen für Betagte betreffenden Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Juli 1991 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen eine sofortige Anpassung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte erfordert;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 16. September 1991;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und Unseres Staatssekretärs für Pensionen

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 2 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 12. Juli 1976 und 1. Dezember 1978, wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 21 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. Juni 1971 und 5. Juli 1991, wird der Betrag «25 000» durch den Betrag «90 000» ersetzt.

Art. 3 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 22 - Die in Artikel 4 § 2 Nr. 4 des Gesetzes erwähnten Renten werden bis zu einem Betrag von 1 300 F oder 300 F befreit, je nachdem ob es sich um eine Rente handelt, die dem Versicherten selbst oder, im Falle seines Todes, einer anderen Person ausgezahlt wird.

Die Anwendung des vorhergehenden Absatzes erfolgt für jeden Rentenempfänger auf den Gesamtbetrag seiner Renten.»

Art. 4 - Artikel 25 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 26 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter «bei den in Artikel 14 des Gesetzes erwähnten Behörden» durch die Wörter «beim Amt» ersetzt.

Art. 6 - Artikel 32 Absatz 2 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Königlichen Erlaß vom 17. Juni 1971, wird in folgender Fassung wieder aufgenommen:

«Bewegliche Vermögenswerte werden jedoch befreit, wenn ihr Gesamtwert 100 000 F nicht überschreitet.»

Art. 7 - Artikel 45 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. Juni 1971 und 9. Januar 1976, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 45 - Im Falle der entgeltlichen Abtretung eines unbeweglichen Gutes und unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 44 wird für die Anwendung von Artikel 42 ein jährlicher Abzug von 80 000 F oder 64 000 F auf den Verkaufswert des Gutes angewandt, je nachdem, ob der Antragsteller im Sinne von Artikel 21 § 2 Haushaltsvorstand ist oder nicht, insofern es sich um das Wohnhaus des Antragstellers oder seines Ehepartners handelt und weder der Antragsteller noch sein Ehepartner ein anderes bebautes unbewegliches Gut besitzt.

Der abzugsfähige Betrag wird im Verhältnis zu der Anzahl Monate berechnet, die zwischen dem Ersten des Monats nach dem Datum der Abtretung und dem Zeitpunkt liegt, an dem das garantierte Einkommen einsetzt.

Ist der Antragsteller nicht länger Haushaltsvorstand im Sinne von Artikel 21 § 2 oder wird er Haushaltsvorstand, entspricht der abzugsfähige Betrag für die Anwendung von Absatz 1:

- einem Zwölftel von 80 000 F für jeden Monat, während dessen der Antragsteller Haushaltsvorstand im Sinne von Artikel 21 § 2 ist,

- einem Zwölftel von 64 000 F für jeden anderen Monat.

Art. 8 - Artikel 48 Absatz 1 desselben Königlichen Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. März 1979 und 10. April 1984, wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Betrag des garantierten Einkommens für Betagte wird um einen Betrag gekürzt, der 90 Prozent der in Artikel 10 Absatz 1 des Gesetzes erwähnten Leistungen entspricht, die gegebenenfalls um die in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Alimente gekürzt worden sind.»

Art. 9 - In Artikel 49^{quater} desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. April 1991, werden die Wörter «Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes» jedesmal durch die Wörter «Artikel 10 Absatz 3 des Gesetzes» ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 52 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter «Artikel 14 Absatz 2» durch die Wörter «Artikel 14 § 2» ersetzt.

Art. 11 - Artikel 54 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 9. Januar 1976, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 54 - § 1 - Das Amt faßt von Amts wegen einen neuen Beschluß:

1. wenn es Kenntnis von einem neuen Sachverhalt oder einer Änderung in bezug auf die Existenzmittel erlangt, die eine Verminderung des garantierten Einkommens zur Folge haben.

Der neue Beschluß wird am Ersten des Monats nach dem Datum wirksam, an dem dieser Sachverhalt oder diese Änderung eine Auswirkung auf die gewährten Rechte hat,

2. wenn festgestellt wird, daß der Verwaltungsbeschluß eine Unregelmäßigkeit oder einen materiellen Irrtum aufweist.

Das Amt faßt einen neuen Beschluß mit Wirkung ab dem Datum des Einsetzens des berichtigten Beschlusses.

Unbeschadet der Anwendung von § 2 des vorliegenden Artikels oder von Artikel 21 des Gesetzes vom 13. Juni 1966 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Arbeiter, Angestellte, unter belgischer Flagge fahrende Seeleute, Bergarbeiter und freiwillig Versicherte wird der neue Beschluß jedoch am Ersten des Monats nach der Notifizierung wirksam, sofern der Irrtum bei der Verwaltung liegt und das Anrecht auf Leistung geringer ist als das ursprünglich zuerkannte Anrecht,

3. wenn festgestellt wird, daß bei Ausführung des Verwaltungsbeschlusses eine Unregelmäßigkeit oder ein materieller Irrtum begangen worden ist.

Das Amt behebt die Unregelmäßigkeit oder den materiellen Irrtum.

Unbeschadet der Anwendung von § 2 des vorliegenden Artikels oder von Artikel 21 des Gesetzes vom 13. Juni 1966 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Arbeiter, Angestellte, unter belgischer Flagge fahrende Seeleute, Bergarbeiter und freiwillig Versicherte wird die Berichtigung jedoch am Ersten des Monats nach der Notifizierung wirksam, sofern der Irrtum bei der Verwaltung liegt und das Anrecht auf Leistung geringer ist als das zu Unrecht ausgezahlte Anrecht,

4. wenn die Zahlung des garantierten Einkommens ausgesetzt werden muß, weil der in Artikel 2 § 1 Absatz 2 des Gesetzes erwähnte Betrag dem Ehepartner gewährt wird.

Der Aussetzungsbeschluß wird am selben Datum wie der Beschluß zur Gewährung des garantierten Einkommens an den Ehepartner wirksam.

§ 2 - Das Amt kann den Verwaltungsbeschluß rückgängig machen und binnen der Frist für die Einreichung einer Klageschrift vor dem Arbeitsgericht oder, wenn eine Klageschrift eingereicht worden ist, bis zur Schließung der Verhandlungen einen neuen Beschluß fassen, wenn:

a) am Datum des Einsetzens des garantierten Einkommens das Anrecht durch eine Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung abgeändert worden ist,

b) ein neuer Sachverhalt oder neue Beweiselemente, die eine Auswirkung auf das Anrecht des Antragstellers haben, im Laufe des Verfahrens geltend gemacht werden,

c) festgestellt wird, daß der Verwaltungsbeschluß eine Unregelmäßigkeit oder einen materiellen Irrtum aufweist.

Art. 12 - Artikel 55 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. Februar 1990, wird aufgehoben.

Art. 13 - Artikel 56 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. Februar 1990, wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 67 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 5. Juli 1991, werden die Wörter «des vorliegenden Kapitels» durch die Wörter «der Artikel 2 § 1, 4 § 1 Absatz 3 und 18 des Gesetzes» ersetzt.

Art. 15 - Die Bestimmungen von Artikel 45 desselben Erlasses, so wie sie vor ihrer Abänderung durch Artikel 7 des vorliegenden Artikels lauteten, bleiben anwendbar, wenn ein garantiertes Einkommen, das vor dem 1. Januar 1992 eingesetzt hat, von Amts wegen infolge einer Änderung der Vorteile, die in Artikel 10 Absatz 1 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte erwähnt sind, revidiert wird.

Art. 16 - Vorliegender Erlaß wird wirksam mit 1. Juli 1991, mit Ausnahme der Artikel 2, 6, 7 und 15, die am 1. Januar 1992 in Kraft treten.

Art. 17 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 8. Oktober 1991

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

G. MOTTARD

Der Staatssekretär für Pensionen

Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 6 - Annexe 6

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

30. DEZEMBER 1991 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 1 § 2;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß eine korrekte und einheitliche Anwendung der Bedingung in bezug auf den Wohnort im Rahmen des garantierten Einkommens für Betagte eine sofortige Definition des Begriffes «tatsächlicher Wohnort», der durch das Gesetz vom 20. Juli 1991 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen eingeführt worden ist, erfordert;

Auf Vorschlag Unserer im Rat versammelten Minister,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 63 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 63 - Es wird davon ausgegangen, daß ein Empfänger, der seinen Hauptwohntort in Belgien hat und sich ständig und tatsächlich in Belgien aufhält, den in Artikel 1 § 2 des Gesetzes erwähnten tatsächlichen Wohnort in Belgien hat.

Im Hinblick auf die Zahlung des garantierten Einkommens wird einem ständigen und tatsächlichen Aufenthalt in Belgien gleichgesetzt:

1. ein Aufenthalt im Ausland von weniger als 90 aufeinanderfolgenden oder nicht aufeinanderfolgenden Tagen pro Kalenderjahr,
2. ein Aufenthalt im Ausland von 90 oder mehr aufeinanderfolgenden oder nicht aufeinanderfolgenden Tagen pro Kalenderjahr infolge einer zufälligen und vorübergehenden Aufnahme in einem Krankenhaus oder einer anderen Pflegeeinrichtung,
3. ein Aufenthalt im Ausland von 90 oder mehr aufeinanderfolgenden oder nicht aufeinanderfolgenden Tagen pro Kalenderjahr, unter der Bedingung, daß außergewöhnliche Umstände diesen Aufenthalt rechtfertigen und der Minister ihn erlaubt hat.

Ist die in Absatz 2 Nr. 1 erwähnte Periode überschritten und unbeschadet der Bestimmungen desselben Absatzes 2 Nr. 2 und 3, wird die Auszahlung für jeden Monat, in dem der Empfänger sich nicht ununterbrochen in Belgien aufhält, ausgesetzt.

Der Empfänger des garantierten Einkommens, der das Königreich verläßt, ist verpflichtet, den Minister davon in Kenntnis zu setzen und die voraussichtliche Dauer seines Aufenthalts im Ausland anzugeben.»

Art. 2 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Art. 3 - Unser Minister der Pensionen und Unser Staatssekretär für Pensionen sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 30. Dezember 1991

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

G. MOTTARD

Der Staatssekretär für Pensionen

Frau L. DETIEGE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 7 - Annexe 7

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

31. DEZEMBER 1992 — Königlicher Erlaß zur Regelung der Verwendung der Informationen aus dem Nationalregister der natürlichen Personen durch das Landespensionsamt und zur Abänderung bestimmter Bestimmungen in bezug auf die Pensionen der Lohnempfänger, das garantierte Einkommen für Betagte und das System der individuellen Kapitalbildung

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. Dezember 1969, das Gesetz vom 5. Juni 1970, den Königlichen Erlaß vom 17. Juni 1971, das Gesetz vom 27. Juli 1971, den Königlichen Erlaß vom 8. November 1971, das Gesetz vom 6. Juli 1973, den Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1973, den Königlichen Erlaß vom 22. Dezember 1975, die Gesetze vom 5. Januar 1976 und 22. Dezember 1977, den Königlichen Erlaß Nr. 7 vom 23. Oktober 1978, die Gesetze vom 8. August 1980 und 4. Mai 1981, den Königlichen Erlaß Nr. 417 vom 16. Juli 1986, die Königlichen Erlasse vom 15. Februar und 24. Oktober 1990 und die Gesetze vom 29. Dezember 1990, 10. April und 20. Juli 1991;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Mai 1971 zur Vereinheitlichung und Harmonisierung der im Rahmen der Gesetze über die Versicherung im Hinblick auf das Alter und den vorzeitigen Tod eingeführten Kapitalisierungssysteme, insbesondere der Artikel 9 und 11, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Februar 1981;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands, insbesondere des Artikels 1 § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger, insbesondere der Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 19. März 1990, und 31 Absatz 1 Nr. 1 bis 4 und Absatz 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1967 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger, insbesondere des Artikels 4, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 4. Dezember 1990, des Artikels 5 § 1, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Mai 1976, 19. März und 4. Dezember 1990, des Artikels 16, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 4. Dezember 1990, des Artikels 72, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 8. August 1986 und 19. März 1990, des Artikels 73, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. November 1970, 30. März 1981 und 19. März 1990, und des Artikels 74 § 1 Nr. 4, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 21. Mai 1991;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, insbesondere des Artikels 57, des Artikels 58, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 5. Juli 1991, des Artikels 59, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 8. August 1986 und 15. Februar 1990, des Artikels 60, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. November 1970 und 15. Februar 1990, des Artikels 61, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. November 1970 und 15. Februar 1990, des Artikels 62, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. November 1970 und 15. Februar 1990, und des Artikels 67 Buchstabe a), abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1991;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. September 1971 zur Ausführung von Kapitel I des Gesetzes vom 28. Mai 1971 zur Vereinheitlichung und Harmonisierung der im Rahmen der Gesetze über die Versicherung im Hinblick auf das Alter und den vorzeitigen Tod eingeführten Kapitalisierungssysteme, insbesondere der Artikel 1, 3 und 4, des Artikels 7, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 8. August 1986, des Artikels 8, des Artikels 9bis, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 9. Oktober 1981, der Artikel 10, 11, 12 und 19;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Dezember 1990 zur Ausführung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands und zur Abänderung einiger Bestimmungen in bezug auf die Lohnempfängerpensionen, insbesondere des Artikels 2 Nr. 1;

Aufgrund des vorerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967, insbesondere des Artikels 54 Absatz 3;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die nötigen Abänderungen in der Regelung, die auf Lohnempfängerpensionen und übrige Leistungen anwendbar ist, unverzüglich angebracht werden müssen, um einerseits Maßnahmen gleicher Art wie die für die anderen Zweige der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger vorgesehenen Maßnahmen darin einzufügen und andererseits die Sozialversicherten durch die Nutzung der Möglichkeiten, die das an die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit geknüpfte Netzwerk bietet, von bestimmten Verpflichtungen zu befreien;

In der Erwägung, daß die betroffenen Verwaltungen über die notwendige Frist verfügen können müssen, um adäquate Organisationsmaßnahmen zu treffen;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

(...)

KAPITEL II — *Garantiertes Einkommen für Betagte*

Art. 10 - Artikel 57 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Zusendung von Schriftstücken an den Betreffenden und Ausführung von Zahlungen an den Empfänger eines garantierten Einkommens erfolgen an ihrem Hauptwohnort.

Von dieser Verpflichtung kann jedoch auf schriftlichen Antrag, den der Betreffende an das Landespensionsamt richtet, abgewichen werden.»

Art. 11 - Artikel 58 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 5. Juli 1991, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 58 - Umfaßt die Auszahlung rückständige Beträge eines garantierten Einkommens zugunsten eines Empfängers, der denselben Hauptwohnort wie sein Ehepartner hat und mit diesem zusammenlebt, wird die Postscheckanweisung auf den Namen beider Ehepartner ausgestellt.»

Art. 12 - Artikel 59 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 8. August 1986 und 15. Februar 1990, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die in Absatz 2 erwähnten rückständigen Beträge werden den in diesem Absatz unter Nr. 1 erwähnten Berechtigten von Amts wegen ausgezahlt. Die anderen Berechtigten, die die Auszahlung von fälligen, einem verstorbenen Empfänger nicht ausgezahlten rückständigen Beträgen zu ihren Gunsten verlangen, müssen unmittelbar beim Landespensionsamt einen Antrag einreichen. Der datierte und unterzeichnete Antrag muß auf einem Formular, das dem vom Minister gebilligten Muster entspricht, gestellt werden. Der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Verstorbene seinen Hauptwohnort hatte, oder der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Verstorbene mit einer der in Absatz 2 Nr. 2 erwähnten Personen zusammenwohnte, bescheinigt die Richtigkeit der auf diesem Formular angegebenen Auskünfte und zeichnet es gegen. Die in Absatz 2 Nr. 3 und 4 erwähnten Personen können den Antrag vom Bürgermeister ihres Hauptwohnortes unterzeichnen lassen.»

2. In Absatz 5 werden die Wörter «eingetragen war» durch die Wörter «seinen Hauptwohnort hatte» ersetzt.

Art. 13 - Kapitel VII Abschnitt 2 desselben Erlasses, dessen Überschrift «Aufgaben der Gemeindeverwaltungen» lautet und der die Artikel 60 bis 62 umfaßt, wird aufgehoben.

Art. 14 - Artikel 67 Buchstabe a) desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1991, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«a) wenn die Ehepartner verschiedene Hauptwohnorte haben; diese werden anhand der Eintragungen in den Bevölkerungsregistern oder anhand der in Artikel 18ter des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1967 erwähnten Erkennungskarte festgestellt.»

(...)

KAPITEL IV — *Schlußbestimmungen*

Art. 25 - Vorliegender Erlaß tritt am ersten Tag des sechsten Monats nach dem Monat, in dem er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird, in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 1 bis 3, 15 bis 17 und 19 bis 24, die am ersten Tag des Monats nach dieser Veröffentlichung in Kraft treten.

Art. 26 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Motril, den 31. Dezember 1992

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

F. WILLOCKX

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 8 - Annexe 8

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT

13. OKTOBER 1997 — Königlicher Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 10, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juli 1991;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, insbesondere des Artikels 48, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. März 1979, 10. April 1984 und 8. Oktober 1991, und des Artikels 49;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 2. Juli 1997;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 9. Juli 1997;

Aufgrund des Beschlusses des Ministerrates vom 25. Juli 1997, mit dem das Gutachten innerhalb einer Frist von einem Monat erbeten wird;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 8. September 1997, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 1 der am 12. Juli 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, ersetzt durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 48 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. März 1979, 10. April 1984 und 8. Oktober 1991, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 48 - Unbeschadet der Anwendung von Artikel 49 wird der Betrag des garantierten Einkommens um einen Betrag gekürzt, der 90 Prozent der in Artikel 10 Absatz 1 des Gesetzes erwähnten Leistungen entspricht, die gegebenenfalls um die in Artikel 10 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Alimente gekürzt worden sind.

In Abweichung von Absatz 1 wird der Betrag des garantierten Einkommens für Betagte jedoch um den vollen, in Artikel 49 Absatz 2 erwähnten Betrag gekürzt, insofern diese Pension tatsächlich und zum erstenmal vor dem 1. Januar 1987 eingesetzt hat. Die Anwendung dieser Bestimmung darf jedoch nicht nachteiliger sein als die Anwendung von Absatz 1.

Das zu Lasten der Pensionsregelung für Lohnempfänger ausgezahlte Urlaubsgeld und zusätzliche Urlaubsgeld und die zu Lasten der Pensionsregelung für Selbständige ausgezahlte Sonderbeihilfe für Selbständige werden jedoch nicht vom garantierten Einkommen abgezogen.

Für Ehepartner, die von Tisch und Bett getrennt sind oder tatsächlich getrennt leben seit mehr als zehn Jahren, werden nur die persönlichen Pensionen berücksichtigt, die der Betreffende entweder für sich selbst und/oder als tatsächlich getrennt lebender Ehepartner erhalten hat.»

Art. 2 - Artikel 49 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 49 - Für die Anwendung von Artikel 10 des Gesetzes wird der Betrag berücksichtigt, der gezahlt worden wäre vor Reduzierung oder Aussetzung der in Absatz 1 dieses Artikels 10 erwähnten Leistung:

1. die wegen Vorzeitigkeit reduziert worden ist,
2. die wegen Eintreibung eines zu Unrecht gezahlten Betrags gekürzt wird,
3. deren Auszahlung als Sanktion ausgesetzt wird,
4. die um die Rente reduziert worden ist, die im Rahmen der Rechtsvorschriften über die Pensionen für Selbständige gebildet worden ist.

Wenn die in Nr. 1 des vorhergehenden Absatzes erwähnte reduzierte Leistung tatsächlich und zum erstenmal vor dem 1. Januar 1987 eingesetzt hat, wird sie um einen Betrag erhöht, der der Hälfte der Differenz entspricht zwischen:

- dem Betrag der nicht wegen Vorzeitigkeit gekürzten Leistung und
- dem tatsächlich ausgezahlten Betrag, der in Artikel 10 Absatz 3 des Gesetzes erwähnt ist.

Die Anwendung von Absatz 2 und von Artikel 48 Absatz 2 darf nicht zur Folge haben, daß der Gesamtbetrag der Leistungen, die Empfängern eines garantierten Einkommens zuerkannt werden, reduziert wird.»

Art. 3 - In Artikel 49^{quater} werden die Wörter «Artikel 49 Nr. 1» jedesmal durch die Wörter «Artikel 49 Absatz 1 Nr. 1» ersetzt.

Art. 4 - Die Untersuchung des Anrechts auf garantiertes Einkommen in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses wird vorgenommen:

a) von Amts wegen für Personen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses tatsächlich ein garantiertes Einkommen für Betagte beziehen;

b) auf Antrag, wie vorgesehen in Artikel 11 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte.

Dieser Antrag wird am ersten Tag des Monats nach dem Monat wirksam, in dem er eingereicht worden ist; wird er vor dem 1. Januar 1998 eingereicht, wird er am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses und frühestens am Datum des Einsetzens des garantierten Einkommens wirksam.

Art. 5 - Vorliegender Erlaß wird wirksam mit 1. Juli 1997.

Art. 6 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 13. Oktober 1997

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Volksgesundheit und der Pensionen
M. COLLA

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 2926

[C — 98/00775]

15 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juin 1998 établissant les modèles des avis et notifications visés par les articles 433 et 434 du Code des impôts sur les revenus en matière d'impositions provinciales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juin 1998 établissant les modèles des avis et notifications visés par les articles 433 et 434 du Code des impôts sur les revenus en matière d'impositions provinciales, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 juin 1998 établissant les modèles des avis et notifications visés par les articles 433 et 434 du Code des impôts sur les revenus en matière d'impositions provinciales.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 2926

[C — 98/00775]

15 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juni 1998 houdende vaststelling van de modellen van berichten en kennisgevingen die bedoeld worden in de artikelen 433 en 434 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake provinciebelastingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juni 1998 houdende vaststelling van de modellen van berichten en kennisgevingen die bedoeld worden in de artikelen 433 en 434 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake provinciebelastingen, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 juni 1998 houdende vaststelling van de modellen van berichten en kennisgevingen die bedoeld worden in de artikelen 433 en 434 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake provinciebelastingen.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN

12. JUNI 1998 — Königlicher Erlaß zur Festlegung der Muster der Bekanntmachungen und Notifikationen, die in den Artikeln 433 und 434 des Einkommensteuergesetzbuches in Sachen Provinzialsteuern erwähnt werden

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Artikels 108 der Verfassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern, insbesondere des Artikels 12;

In der Erwägung, daß die Artikel 433 bis 435 des Einkommensteuergesetzbuches durch Artikel 12 des vorerwähnten Gesetzes vom 24. Dezember 1996 auf die Provinzialsteuern für anwendbar erklärt werden;

Daß es daher notwendig ist, die Muster festzulegen für die Bekanntmachungen, die Notare an die mit der Einziehung von Provinzialsteuern beauftragten Einnnehmer richten müssen, bevor sie die Veräußerung einer Immobilie oder deren Verwendung zur Hypothekenbestellung beurkunden, sowie für die Antworten, die vorerwähnte Einnnehmer auf diese Bekanntmachungen geben müssen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Notare die Bestimmungen, die die Rechtsgrundlage des vorliegenden Erlasses bilden, seit dem 1. Januar 1998 anwenden müssen;

Daß durch Gesetzesbestimmungen zwingende Fristen für die notarielle Beurkundung von Eigentumsübertragungen oder Verwendungen von Immobilien, Schiffen oder Booten zur Hypothekenbestellung festgelegt sind;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Die Bekanntmachungen, die Notare, welche ersucht werden, die Veräußerung einer Immobilie, eines Schiffes oder eines Bootes oder deren Verwendung zur Hypothekenbestellung zu beurkunden, an die mit der Einziehung der Provinzialsteuern beauftragten Einnahmer richten müssen, sowie die Antworten, die letztere den Notaren geben müssen, werden gemäß den in den Anlagen I bis III des vorliegenden Erlasses bestimmten Mustern erstellt.

Art. 2 - Vorliegender Erlaß wird wirksam mit 1. Januar 1998.

Art. 3 - Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 12. Juni 1998

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

L. TOBBACK

Anlage 1 - S. 1

MINISTERIUM DES INNERN

Provinzialeinnehmer

Name, Eigenschaft, Adresse und Rufnummer
des Absenders

BEKANNTMACHUNG, ZUGESANDT IN AUSFÜHRUNG VON ARTIKEL 12 DES GESETZES VOM 24. DEZEMBER 1996 ÜBER DIE FESTLEGUNG UND DIE EINTREIBUNG DER PROVINZIAL- UND GEMEINDESTEUERN MIT VERWEIS AUF ARTIKEL 433 DES EINKOMMENSTEUERGESETZBUCHES 1992

....., den 19..

I. ANGABEN ZUM EIGENTÜMER ODER NIESSBRAUCHER (1)

II. ANGABEN ZU DEN BETREFFENDEN GÜTERN (2)

III. ART DES VORGESEHENEN URKUNDE:

(1) und (2) SIEHE HINWEISE AUF DER RÜCKSEITE

Anlage 1 - S. 2

HINWEISE ZU DEN VERMERKEN

(1) Name, Vornamen, Adresse, Geburtsort und -datum. Wenn es sich um eine juristische Person handelt, Bezeichnung und Adresse des Gesellschafts- oder des Hauptverwaltungssitzes und Gründungsdatum sowie Name und Eigenschaft des Vertreters angeben.

(2) Wenn es sich um eine Immobilie handelt, Art, Straße, Nummer, Gemeinde und, wenn möglich, Artikel der Katastermutterrolle, Flur und Katasternummer(n) sowie Fläche angeben.

Handelt es sich um ein Schiff oder ein Boot, sind Name, Bauort und -datum, Abmessungen, Tonnage, Motor und Eintragungsnummer beim Hypothekenamt anzugeben.

Anlage 1 - S. 3

FAKULTATIVE AUSKÜNFTE

Der Unterzeichnete haftet nicht für nachstehend erteilte Auskünfte.

A. Höhe des Preises und der Kosten (bei Veräußerungen) oder der Hypothekenbestellung:

.....

B. Schätzung des Verkaufswertes des Gutes:

C. Katasterlage des Gutes:

.....

D. Hypothekenlage des Gutes:

.....

.....

.....

.....

Anlage 1 - S. 4

MINISTERIUM DES INNERN

Provinzialeinnehmer

Name, Eigenschaft, Adresse und Rufnummer des Absenders

BEAKNNTMACHUNG, ZUGESANDT IN AUSFÜHRUNG VON ARTIKEL 12 DES GESETZES VOM 24. DEZEMBER 1996 ÜBER DIE FESTLEGUNG UND DIE EINTREIBUNG DER PROVINZIAL- UND GEMEINDESTEUERN MIT VERWEIS AUF ARTIKEL 433 DES EINKOMMENSTEUERGESETZBUCHES 1992

....., den 19..

I. ANGABEN ZUM EIGENTÜMER ODER NIESSBRAUCHER (1)

II. ANGABEN ZU DEN BETREFFENDEN GÜTERN (2)

III. ART DER VORGESEHENEN URKUNDE

(1) und (2) SIEHE HINWEISE AUF DER RÜCKSEITE

ANWENDUNG VON ARTIKEL 12 DES GESETZES VOM
24. DECEMBER 1996 ÜBER DIE FESTLEGUNG UND DIE
EINTREIBUNG DER PROVINZIAL- UND GEMEINDE-
STEUERN MIT VERWEIS AUF ARTIKEL 433 DES EIN-
KOMMENSTEUERGESETZBUCHES 1992

Frankierung

Einschreiben

AN DEN PROVINZIALEINNEHMER VON:

.....
.....
.....

erste Falte

ABSENDER:

.....
.....
.....

zweite Falte

Gesehen, um Unserem Erlaß vom 12. Juni 1998 beigefügt zu werden.

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

L. TOBBACK

Anlage 2

MINISTERIUM DES INNERN
 PROVINZIALEINNEHMER VON

.....

Per Einschreiben zu versenden

Anwendung von Artikel 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern mit Verweis auf Artikel 434 des Einkommensteuergesetzbuches 1992

Nr. des Sonderregisters

Zu erkennendes Konto

Nr.

Betrifft Ihre Bekanntmachung vom..... 19....., Bezugszeichen, die mir in Anwendung von Artikel 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern mit Verweis auf Artikel 433 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 zugesandt worden ist.

STEUERPFLICHTIGER (vollständige Personalien und Adresse):

Steuern, für die eine gesetzliche Hypothek eingetragen wurde oder werden könnte							
Laufende Nummer	Steuerjahr	Artikel der Rolle	Art der Steuern	Betrag			Total
				der Steuern	der Verzugszinsen	der Verfolgungskosten	
1	2	3	4	5	6	7	8

Für die unter der (den) Nummer(n)..... der Kolonne 1 obenstehender Tabelle vermerkte(n) Steuer(n) ist die Eintragung der gesetzlichen Hypothek schon vorgenommen worden.

Ab der in Ihrer vorerwähnten Bekanntmachung vom..... 19.... vorgesehenen Beurkundung gilt vorliegende Notifikation bis in Höhe der in Kolonne 8 obenstehender Tabelle vermerkten Beträge als Drittpfändung in Ihrer Hand der Geldsummen und Werte, die aufgrund besagter Urkunde in Ihrem Besitz sind.

.....den 19.....
 Der Provinzialeinnehmer

Gesehen, um Unserem Erlaß vom 12. Juni 1998 beigefügt zu werden.

ALBERT
 Von Königs wegen:
 Der Minister des Innern
 L. TOBBACK

MINISTERIUM DES INNERN

PROVINZIALEINNEHMER

Einschreiben

R.D.

Dringend

Herrn
.....
.....
.....

zweite Falte

ABSENDER
.....
.....
.....

erste Falte

Anlage 3 - S. 2

Name, Eigenschaft und Anschrift
des Absenders

MINISTERIUM DES INNERN

PROVINZIALEINNEHMER

Bezugszeichen:

INFORMATION AUFGRUND VON ARTIKEL 12 DES
GESETZES VOM 24. DEZEMBER 1996 ÜBER DIE
FESTLEGUNG UND DIE EINTREIBUNG DER PRO-
VINZIAL -UND GEMEINDESTEUERN MIT VERWEIS
AUF ARTIKEL 435 DES EINKOMMENSTEUERGESETZ-
BUCHES 1992

....., den 19...

I. Bezug: Ihre Notifikation (Art. 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern mit Verweis auf Artikel 434 des Einkommensteuergesetzbuches 1992)

vom....., Nr....., infolge unserer Bekanntmachung (Artikel 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 mit Verweis auf Artikel 433 des Einkommensteuergesetzbuches 1992)
vom....., Bezugszeichen :.....

II. Information: Urkunde bezüglich, ausgefertigt am

Höhe der Hypothekenbestellung: (1)

Höhe des Preises (Veräußerungsart): (1)

Franken: (2)

.....

Vollständige Personalien und Adresse des Hypothekengläubigers oder des Erwerbers:

.....

.....

Gesamtbetrag der Geldsummen, die

a) den eingetragenen Gläubigern (Provinzialeinnehmer einbegriffen) geschuldet werden:.....;

b) den Pfändungsgläubigern (Provinzialeinnehmer einbegriffen) geschuldet werden:

.....

Die Geldsummen und Werte, in deren Besitz wir aufgrund dieser Urkunde sind und die durch vorerwähnte Notifikation gepfändet wurden, belaufen sich auf: (2) Franken.

III. Kataster- und Hypothekenlage (laut Auszug aus der Katastermutterrolle und Bescheinigung durch den Leiter des Hypothekenamtes)

Anlage 3, S. 3

IMMOBILIEN: Katasterlage (vor Ausfertigung der in Punkt II erwähnten Urkunde)				Gemeinde:				
				Artikel der Katastermutterrolle:				
Lage der Güter, Straße und Nummer, Weiler oder Flurname	Verweis auf die Katasterpläne		Art der Güter	Fläche jeder Parzelle			Steuerbares Einkommen	
	Flur	Nr. der Parzellen		ha	a	ca	Unbebaut	Bebaut

SCHIFFE ODER BOOTE

Name	Bauort und -datum	Abmessungen	Tonnage	Motor	Im Hypothekenamt eingetragen

HYPOTHEKENLAGE (Immobilien - Schiffe oder Boote) (vor Ausfertigung der in Punkt II erwähnten Urkunde)

Laufende Nummer	Höhe der Hypotheken (Hauptbetrag und Nebenleistungen)	Eintragungsdatum	Begünstigter
			Provinzialeinnehmer in (1) (3)

Unterschrift

 Note

(1) Unzutreffendes streichen

(2) Ausschreiben

(3) Hypotheken, die aufgenommen oder zugestanden wurden als Garantie für Provinzialsteuern

Anlage 3 - S. 4

ANWENDUNG VON ARTIKEL 12 DES GESETZES
VOM 24. DEZEMBER 1996 ÜBER DIE FESTLEGUNG
UND DIE EINTREIBUNG DER PROVINZIAL-UND
GEMEINDESTEUERN MIT VERWEIS AUF ARTI-
KEL 435 DES STEUEREINKOMMENGESETZBU-
CHES 1992

Frankierung

Einschreiben

AN DEN HERRN PROVINZIALEINNEHMER

von

in

.....

zweite Falte

ABSENDER:

.....

.....

erste Falte

Gesehen, um Unserem Erlaß vom 12. Juni 1998 beigelegt zu werden.

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern
L. TOBBACK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 15 décembre 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 december 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2927

[S - C - 99/29351]

30 NOVEMBRE 1998. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération du 12 avril 1995 entre la Communauté française et la Communauté germanophone est ratifié.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 novembre 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone

La Communauté française, représentée par Mme Laurette Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
et

La Communauté germanophone, représentée par M. Joseph Maraite, ministre-président du Gouvernement de la Communauté germanophone, ministre des Finances, de la Santé, de la Famille et des Seniors, du Sport, du Tourisme, des Relations internationales et des Monuments et Sites,

Vu les articles 127, 128 et 130 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi du 8 août 1988 et la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55, § 3, et l'article 55bis inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Considérant que les relations amicales entre les deux Communautés doivent trouver une expression dans un accord formel de coopération qui règle les rapports officiels entre les institutions de deux parties;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports dans le respect mutuel et profite à la population et aux institutions des deux Communautés;

Considérant qu'il existe un accord de coopération entre les deux Communautés datant du 21 juin 1984 et qu'il s'impose de le remplacer par un texte nouveau, qui tient compte des dernières réformes institutionnelles;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,
Ont conclu ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord porte sur toutes les matières qui relèvent communément des compétences respectives des deux Communautés.

Art. 2. Les Gouvernements des deux Communautés s'engagent à encourager la coopération sous toutes ses formes, entre autres par le biais de leurs services administratifs et organismes d'intérêt public.

Ils favorisent les contacts et les initiatives communes entre institutions privées et publiques des deux Communautés.

Art. 3. Par l'intermédiaire de leurs administrations, les Gouvernements organisent un échange d'informations et de documentation sur demande d'une partie.

Art. 4. Dans les limites de leurs possibilités, les administrateurs se prêtent assistance mutuelle, sur demande d'une partie.

Des fonctionnaires dirigeants ou agents spécialisés et des experts d'une partie peuvent être invités et consultés par l'autre partie.

Art. 5. Chaque Communauté aura accès aux institutions et activités de l'autre partie dans le respect des décisions de planning et de réservation de la Communauté d'accueil.

Art. 6. Les deux Communautés favorisent les contacts et les échanges entre les organes consultatifs des deux parties.

Art. 7. Les deux Communautés favorisent la connaissance réciproque de leur culture et de leur langue.

Art. 8. Chaque Communauté peut proposer aux élèves, étudiants, enseignants et chercheurs de l'autre Communauté des bourses d'études et des stages.

CHAPITRE II. — *Accords particuliers*

Art. 9. Des accords seront conclus entre les instances compétentes des deux parties pour régler la coopération, notamment dans les matières suivantes :

- enseignement,
- aide à la jeunesse,
- enfance,
- promotion de la santé,
- culture, audiovisuel et sports,
- gestion du centre « Worriken ».

CHAPITRE III. — *Commission de coopération et coordination de l'application*

Art. 10. Outre les compétences qui lui sont attribuées par l'article 55, § 3, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, la commission de coopération créée par l'article 55, § 3, de la loi précitée veille à l'application du présent accord et coordonne les activités. La commission fait régulièrement rapport aux ministres concernés des deux Gouvernements.

Art. 11. Chaque Gouvernement désigne parmi ses représentants à la commission de coopération un délégué, qui est chargé de la coordination permanente des activités.

Art. 12. Les ministres-présidents des deux Gouvernements se réunissent une fois par an au moins. Ils arrêtent le rapport annuel de la Commission de coopération et le programme de coopération de l'année suivante et les soumettent pour approbation à leur Gouvernement respectif.

Art. 13. Chaque année, les Gouvernements font à leur Conseil respectif rapport de l'état de la coopération.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pécuniaires*

Art. 14. La participation aux manifestations et rencontres organisées par une Communauté peut être subordonnée au paiement d'un droit d'accès dont le montant ne peut être supérieur à celui demandé aux participants de la Communauté organisatrice.

Art. 15. Chaque Communauté inscrira à son budget annuel des dépenses un crédit destiné à contribuer au financement des activités prévues au présent accord.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. La convention entre la Communauté française et la Communauté germanophone du 21 juin 1984 est abrogée.

Art. 17. Le présent accord est conclu en deux versions originales, l'une française, l'autre allemande.

Art. 18. Le présent accord entre en vigueur après l'approbation par les deux Conseils de Communauté au jour de la publication du dernier des deux décrets d'approbation au *Moniteur belge*.

Eupen, le 12 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre des Finances, de la Santé, de la Famille et des Seniors, du Sport, du Tourisme,
des Relations internationales et des Monuments et Sites,
J. MARAITE

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,
B. GENTGES

Le Ministre des Médias, de la Formation des adultes, de la Politique des Handicapés,
de l'Aide sociale et de la Reconversion professionnelle,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 208, n° 1. — Amendement, n° 208, n° 2. — Rapport, n° 208, n° 3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 novembre 1998.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2927

[C — 99/29351]

30 NOVEMBER 1998. — Decreet houdende toestemming in het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 12 april 1995 tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap wordt bekrachtigd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 november 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGH

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap

Tussen

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door Mevrouw Laurette Onkelinx, Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met de ambtenarenzaken, het kindewelzijn en de gezondheidspromotie,
en

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Joseph Maraite, Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme, Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,

Gelet op de artikelen 127, 128 en 130 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92 *bis*, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55, § 3, en artikel 55 *bis*, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;

Overwegende dat de vriendschappelijke betrekkingen tussen de twee Gemeenschappen tot uiting moeten komen in een uitdrukkelijk samenwerkingsakkoord, dat de officiële betrekkingen tussen de instellingen van beide partijen regelt;

Overwegende dat een dergelijk akkoord tot de versteviging van de banden, met wederzijdse eerbiediging, bijdraagt en de bevolking en instellingen van beide Gemeenschappen ten goede komt;

Overwegende dat beide Gemeenschappen een samenwerkingsakkoord op 21 juni 1984 hebben gesloten en dat dit akkoord door een nieuwe tekst dient te worden vervangen, die met de laatste hervorming der instellingen rekening houdt;

Erop bedacht hun betrekkingen harmonieus te regelen met eerbiediging van de federale getrouwheid,

Is overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op alle aangelegenheden die gezamenlijk behoren tot de respectieve bevoegdheden van beide Gemeenschappen.

Art. 2. De Regeringen van beide Gemeenschappen verbinden er zich toe de samenwerking in alle vormen, inzonderheid via hun administratieve diensten en instellingen van openbaar nut, aan te moedigen.

Ze bevorderen de contacten en gemeenschappelijke initiatieven tussen de private en openbare instellingen van beide Gemeenschappen.

Art. 3. Via hun administraties, organiseren de Regeringen een uitwisseling van informatie en documentatie op aanvraag van één van de partijen.

Art. 4. Binnen de perken van hun middelen, verlenen de administrateurs, op aanvraag van één van de partijen, wederzijdse bijstand.

De leidende ambtenaren of gespecialiseerde ambtenaren en deskundigen van één van de partijen kunnen door de andere partij worden uitgenodigd en geraadpleegd.

Art. 5. Elke Gemeenschap heeft toegang tot de instellingen en activiteiten van de andere partij, met inachtneming van de beslissingen inzake planning en reservering bij de ontvangende Gemeenschap.

Art. 6. Beide Gemeenschappen bevorderen de contacten en de uitwisseling tussen de adviesorganen van beide partijen.

Art. 7. Beide Gemeenschappen bevorderen de wederzijdse kennis van hun cultuur en hun taal.

Art. 8. Elke Gemeenschap kan aan de leerlingen, studenten, leraars en vorsers van de andere Gemeenschap studiebeurzen en stages aanbieden.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere akkoorden*

Art. 9. Er zullen akkoorden worden gesloten tussen de bevoegde instanties van beide partijen om de samenwerking inzonderheid in de volgende aangelegenheden te regelen :

- onderwijs,
- hulpverlening aan de jeugd,
- kind,
- gezondheidspromotie,
- cultuur, audiovisuele sector en sport,
- beheer van het centrum « Worriken ».

HOOFDSTUK III. — *Samenwerkingscommissie en coördinatie van de toepassing*

Art. 10. Naast de bevoegdheden die haar worden toegewezen bij artikel 55, § 3, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, zorgt de bij artikel 55, § 3, van voormelde wet opgerichte samenwerkingscommissie voor de toepassing van dit akkoord en coördineert ze de activiteiten. De commissie brengt regelmatig verslag uit bij de betrokken ministers van beide Regeringen.

Art. 11. Elke Regering wijst onder haar vertegenwoordigers bij de samenwerkingscommissie een afgevaardigde aan, die belast wordt met de permanente samenwerking van de activiteiten.

Art. 12. De ministers-presidenten van beide Regeringen vergaderen ten minste een keer per jaar. Ze stellen het jaarverslag van de samenwerkingscommissie en het samenwerkingsprogramma van het volgende jaar op en leggen die aan hun Regering ter goedkeuring voor.

Art. 13. Elk jaar brengen de Regeringen aan hun respectieve Raad verslag uit over de stand van de samenwerking.

HOOFDSTUK IV. — *Geldelijke bepalingen*

Art. 14. Het deelnemen aan de door een Gemeenschap georganiseerde manifestaties en ontmoetingen kan afhankelijk worden gemaakt van de betaling van een toegangsrecht waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan het bedrag dat van de deelnemers van de organiserende Gemeenschap wordt geëist.

Art. 15. Elke Gemeenschap trekt op haar jaarlijkse uitgavenbegroting een krediet uit dat bestemd is om bij te dragen in de financiering van de activiteiten bedoeld in dit akkoord.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap van 21 juni 1984 wordt opgeheven.

Art. 17. Dit akkoord wordt gesloten in twee originele versies : een Franse versie en een Duitse versie.

Art. 18. Dit akkoord treedt in werking, na goedkeuring door de Raden van beide Gemeenschappen, de dag waarop het laatste van de twee goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 12 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme,
Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,
J. MARAITE

De Minister van Onderwijs, Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

De Minister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid, Sociale Hulp en Beroepsomscholing,
K.-H. LAMBERTZ

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 208, nr. 1. — Amendement, nr. 208, nr. 2. — Verslag, nr. 208, nr. 3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 november 1998.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

—
MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 99 — 2928

[C - 99/33022]

12. JANUAR 1999 — Erlass des Ministers zur Ausführung der Artikel 4, § 2, und 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung

Der Minister zuständig für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 06. Juli und 18. Juli 1990, 05. Mai 1993, 16. Juli 1993 und 30. Dezember 1993;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung, insbesondere der Artikel 4, § 2 und 5;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten zuständig für den Haushalt vom 17. Juni 1998;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Regelung der Unterzeichnung der Rechtsakte der Regierung,

Beschließt:

Artikel 1. Die in Artikel 4, § 2, des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen für die Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung angesprochenen Höchstgrenzen werden für das gesamte Jahr 1999 wie folgt festgelegt:

- für den Präsidenten des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung:

1000 Kilometer pro Jahr.

Art. 2. Die in Artikel 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen für die Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung angesprochene Unkostenpauschale wird für das gesamte Jahr 1999 wie folgt festgelegt:

- für den Präsidenten des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung:

5.000,- BF pro Jahr.

Art. 3. Vorliegender Erlass tritt rückwirkend am 1. Januar 1999 in Kraft.

Eupen, den 12. Januar 1999.

K.H. LAMBERTZ

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 99 — 2928

[C - 99/33022]

12 JANVIER 1999. — Arrêté du ministre portant exécution des articles 4, § 2, et 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers (Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers), du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'éducation populaire et la formation des adultes

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par les lois des 6 juillet 1990, 18 juillet 1990, 5 mai 1993, 16 juillet 1993 et 30 décembre 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers (Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers), du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, notamment les articles 4, § 2, et 5;

Vu l'accord du Président, compétent en matière de Budget, donné le 17 juin 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 juin 1995 relatif au transfert de pouvoirs de décision aux Ministres;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 juin 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 juin 1995 réglant la signature des actes juridiques du Gouvernement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour toute l'année 1999, le kilométrage maximum visé à l'article 4, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers (Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers), du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, est fixé comme suit :

- pour le Président du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes : 1000 km par an.

Art. 2. Pour toute l'année 1999, le forfait visé à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers (Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers), du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, est fixé comme suit :

- pour le Président du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes : 5000 F par an.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1999.

Eupen, le 12 janvier 1999.

K.-H. LAMBERTZ

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2928

[C — 99/33022]

12 JANUARI 1999. — Besluit van de minister tot uitvoering van de artikelen 4, § 2, en 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het "Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers" (het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers), van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 30 december 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 26 september 1985 houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het "Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers" (het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers), van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 5;

Gelet op het akkoord van de President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 17 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende overdracht van beslissingsbevoegdheden aan de Ministers;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende regeling van de ondertekening van de rechtshandelingen van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Voor het hele jaar 1999 wordt de maximale grens van het aantal kilometers bedoeld in artikel 4, § 2 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het "Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers" (het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers), van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen : 1000 kilometer per jaar.

Art. 2. Voor het hele jaar 1999 wordt het forfait bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het "Jugendschutzkomitee des Gerichtsbezirks Verviers" (het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers), van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen : 5000 frank per jaar.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met terugwerkende kracht op 1 januari 1999.

Eupen, 12 januari 1999.

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,
K.-H. LAMBERTZ



D. 99 — 2929

[C — 99/33026]

27. JANUAR 1999 — Erlass des Ministers zur Ausführung der Artikel 4, § 2, und 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der Deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung

Der Minister, zuständig für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 06. Juli 1990, 18. Juli 1990, 05. Mai 1993, 16. Juli 1993 und 30. Dezember 1993;

Aufgrund des Dekretes vom 17. Juni 1998 zur Festlegung des Haushaltsplanes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1999;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder, sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen der Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung, insbesondere der Artikel 4, § 2, und 5;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 28. Juni 1995 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister;

Aufgrund des Einverständnisses des Vorsitzenden zuständig für Haushaltsangelegenheiten, vom 27/01/1999,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in Artikel 4, § 2 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder, sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen für die Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung angesprochenen Höchstgrenzen werden für das gesamte Jahr 1999 wie folgt festgelegt:

- für den Präsidenten des Rates der deutschsprachigen Jugend:

2.000 Kilometer pro Jahr;

Art. 2 - Die in Artikel 5 des Erlasses der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 26. September 1985 zur Festlegung der Anwesenheitsgelder, sowie zur allgemeinen Regelung der Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen für die Mitglieder des Jugendschutzkomitees des Gerichtsbezirks Verviers, des Rates der deutschsprachigen Jugend und des Rates für Volks- und Erwachsenenbildung angesprochenen Unkostenpauschale wird für das gesamte Jahr 1999 wie folgt festgelegt:

- für den Präsidenten des Rates der deutschsprachigen Jugend:

2.000,- Franken pro Jahr;

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt rückwirkend am 01. Januar 1999 in Kraft.

Eupen, den 27. Januar 1999.

K.-H. LAMBERTZ

TRADUCTION

F. 99 — 2929

[C - 99/33026]

27 JANVIER 1999. — Arrêté du ministre portant exécution des articles 4, § 2, et 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Comité de Protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers, du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par les lois des 6 juillet 1990, 18 juillet 1990, 5 mai 1993, 16 juillet 1993 et 30 décembre 1993;

Vu le décret du 17 juin 1998 contenant le budget général des dépenses de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres du Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers, du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, notamment les articles 4, § 2, et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 juin 1995 relatif au transfert de pouvoirs de décision aux Ministres;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 juin 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres;

Vu l'accord du Président, compétent en matière de Budget, donné le 27 janvier 1999;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour toute l'année 1999, le kilométrage maximum visé à l'article 4, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers, du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, est fixé comme suit :

- pour le Président du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande :

2000 km par an.

Art. 2. Pour toute l'année 1999, le forfait visé à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 26 septembre 1985 fixant les jetons de présence et portant réglementation générale des indemnités de parcours et de séjour pour les membres Comité de protection de la Jeunesse de l'arrondissement judiciaire de Verviers, du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande et du Conseil pour l'Éducation populaire et la Formation des Adultes, est fixé comme suit :

- pour le Président du Conseil de la Jeunesse d'expression allemande :

2000 F par an.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1999.

Eupen, le 27 janvier 1999

K.-H. LAMBERTZ

VERTALING

N. 99 — 2929

[C - 99/33026]

27 JANUARI 1999. — Besluit van de minister tot uitvoering van de artikelen 4, § 2, en 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor volwassenen

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 30 december 1993;

Gelet op het decreet van 17 juni 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 26 september 1985 houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 5;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende overdracht van beslissingsbevoegdheden aan de Ministers;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers;

Gelet op het akkoord van de President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 27 januari 1999,

Besluit :

Artikel 1. Voor het hele jaar 1999 wordt de maximale grens van het aantal kilometers bedoeld in artikel 4, § 2 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Duitstalige Jeugdraad :

2000 kilometer per jaar.

Art. 2. Voor het hele jaar 1999 wordt het forfait bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Duitstalige Jeugdraad :

2000 frank per jaar.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met terugwerkende kracht op 1 januari 1999.

Eupen, 27 januari 1999

K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2930

[C - 99/27669]

10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts modifiés de la Société wallonne du Logement et fixant son capital minimum

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment l'article 86, § 3 et § 5;

Vu la décision de l'assemblée générale de la Société wallonne du Logement, en date du 10 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le capital minimum de la Société wallonne du Logement est fixé à un million deux cent cinquante mille francs.

Art. 2. Les statuts de la Société wallonne du Logement, tels qu'ils sont modifiés dans l'acte de son assemblée générale du 10 mai 1999 et ci-après reproduits sont approuvés.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté ministériel du 30 novembre 1993 et par l'arrêté ministériel du 16 octobre 1995 est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 10 mai 1999.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ANNEXE

Statuts de la Société wallonne du Logement

CHAPITRE I. — *Constitution — Siège — Objet et durée de la Société*

Article 1^{er}. La Société wallonne du Logement est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique, qui prend la forme d'une société anonyme.

Sans perdre son caractère civil, elle est régie, pour tout ce qui n'est pas prévu par le Code wallon du Logement et ses statuts, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sous réserve de ce qui est dit ci-après à l'article quarante-trois.

Sous réserve des dispositions du Code wallon du logement, la Société est soumise à l'ensemble des dispositions fixées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en ce qui concerne les organismes B visés à l'article 1^{er} de ladite loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Son siège est établi à Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2. La Société wallonne a pour objet :

1. D'agréer, de conseiller et de contrôler les sociétés de logement de service public et est chargée :
 - de susciter l'activité et le fonctionnement cohérent des sociétés de logement de service public dans toutes les communes, notamment par l'élaboration du programme global visé à l'article 141 du Code wallon du Logement;
 - d'inciter les sociétés de logement de service public à collaborer tant entre elles qu'avec d'autres partenaires locaux;
 - de mettre à leur disposition les moyens nécessaires à la réalisation de leur objet social;
 - d'évaluer périodiquement l'activité des sociétés de logement de service public;
 - de traiter les demandes et plaintes relatives aux sociétés de logement de service public;
 - de traiter les recours des comités consultatifs des locataires et des propriétaires;
 - de recenser les candidatures de locataires d'un logement géré par les sociétés de logement de service public et de promouvoir les initiatives visant à éviter les demandes multiples, au moins sur le territoire d'une commune;
2. De participer à la mise en œuvre du droit au logement et est chargée de :
 - acquérir, construire, restructurer, réhabiliter, adapter, démolir et gérer des logements individuels ou collectifs répondant à des caractéristiques techniques et économiques fixées par le Gouvernement;
 - céder et acquérir des droits réels sur des logements individuels ou collectifs répondant à des caractéristiques techniques et économiques fixées par le Gouvernement;
 - constituer les réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat, les rétrocéder aux sociétés de logement de service public agréées, les vendre par parcelles, ou accorder sur ceux-ci des droits réels, au besoin en imposant aux bénéficiaires des servitudes pour le maintien de l'aspect et de l'agencement fonctionnel des ensembles;
 - stimuler des initiatives en ce sens auprès des sociétés de logement de service public, coordonner, encourager les initiatives menées en partenariat avec d'autres acteurs publics et privés;
 - accorder à des personnes physiques des prêts hypothécaires pour l'achat, la construction, la restructuration ou la réhabilitation de logements, ou pour le remboursement de dettes hypothécaires et financer les primes d'assurance-vie destinées à couvrir les emprunteurs;
 - accorder aux sociétés de logement de service public les aides visées aux articles 54 à 77 du Code wallon du Logement;
3. De soutenir les sociétés de logement de service public, les pouvoirs locaux et les régies communales autonomes par une assistance technique et financière. A cette fin, la société peut autoriser la conclusion de conventions par les sociétés de logement de service public avec tout pouvoir local ou régie communale autonome qui possède un parc immobilier, afin de prendre en charge la gestion et l'entretien de ce parc. Elle est habilitée à se substituer aux sociétés de logement de service public qui ne sont pas en mesure d'exercer cette fonction.
4. De promouvoir l'expérimentation et la recherche en matière de logement;
5. De proposer au Gouvernement des politiques nouvelles ou de donner son avis sur les politiques qui visent notamment à accroître les synergies avec la politique communale du logement et le partenariat des sociétés de logement de service public avec d'autres acteurs du secteur public, privé et avec le monde associatif.
6. D'exercer toute autre mission ayant un rapport direct avec celles visées ci-dessus, moyennant accord du Gouvernement.

Art. 3. La Société exerce ses missions, visées à l'article 2, selon les priorités et les orientations définies dans le contrat de gestion passé entre elle et le Gouvernement.

Art. 4. Dans le respect de l'article 91 du Code wallon du Logement, la société garantit le remboursement des prêts qu'elle a consentis par l'assurance sur la vie.

A cet effet, elle participe à la constitution et à la gestion d'une société filiale.

Art. 5. En vue de la réalisation de ses missions, la société peut acquérir et donner en location tout terrain ou bâtiment, ou transférer un droit réel sur celle-ci.

Les bâtiments construits, acquis, pris ou mis en location par la Société, sont affectés en ordre principal au logement.

La Société procède directement ou autorise les sociétés de logement de service public à procéder à l'équipement en voirie, égouts, éclairage public, réseau de distribution d'eau, abords communs d'ensembles de bâtiments acquis ou construits par elle ou par les sociétés de logement de service public ou de terrains équipés par elles, ainsi qu'à la mise en place d'installations d'intérêt collectif faisant partie intégrante de l'ensemble, ou finance le coût de telles opérations.

La Société est habilitée à poursuivre l'expropriation d'un immeuble bâti ou non bâti préalablement déclaré d'utilité publique par le Gouvernement.

Art. 6. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la Société peut participer à la création et à la gestion d'organismes ou de sociétés dont l'objet social concourt à la mise en œuvre et à la coordination de la politique régionale du logement.

Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société est également autorisée à assurer le financement ou le préfinancement des dépenses desdits organismes ou sociétés ou à mettre à leur disposition les moyens nécessaires à la réalisation de leur objet.

Art. 7. La durée de la Société est illimitée et prend cours le huit mai mil neuf cent quatre-vingt-cinq. Sa dissolution ne peut être prononcée que par un décret qui réglera le mode et les conditions de sa liquidation.

CHAPITRE II. — *Capital social — Emprunts et obligations — Placements*

Art. 8. Le capital initial de la Société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs. Il est représenté par mille actions de mille deux cent cinquante francs chacune.

Ces mille actions sont souscrites par les comparants ainsi qu'il suit :

1. La Région wallonne : cinq cent quatre-vingt-neuf;
2. La province de Hainaut : cent nonante-huit;
3. La province de Liège : nonante-neuf;
4. La province de Namur : quarante-huit;
5. La province de Luxembourg : quarante-cinq;
6. La province de Brabant wallon : vingt et une.

Les comparants déclarent qu'a été effectué le versement en numéraire de l'intégralité de chacune des actions souscrites et que le montant de ces versements s'élevant ensemble à la somme de un million deux cent cinquante mille francs s'est trouvé à la disposition de la société.

Art. 9. Le capital social peut être majoré, moyennant accord préalable du Gouvernement, par des souscriptions d'actions indivisibles de mille deux cent cinquante francs faites par la Région et les provinces mentionnées à l'article huit des présents statuts.

Art 10. Le montant non acquitté des nouvelles souscriptions est versé aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée à la poste.

Art. 11. Les actionnaires ne sont tenus des engagements de la Société qu'à concurrence du montant de leur souscription.

Art. 12. Les actions, même entièrement libérées, sont nominatives et inaliénables.

Art. 13. Les fonds disponibles de la Société wallonne peuvent être utilisés à l'achat de valeurs créées ou garanties par la Région; ils peuvent aussi être placés temporairement en dépôt ou en compte courant dans les établissements publics ou les banques désignés par le conseil d'administration avec approbation du Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Administration — Direction et surveillance*

I. Le conseil d'administration

Art. 14. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil composé de vingt-trois membres nommés et révoqués par le Conseil régional wallon :

- seize administrateurs présentés sur une liste double par le Gouvernement;
- un administrateur présenté sur une liste double par le Gouvernement de la Communauté germanophone;
- six administrateurs présentés sur une liste double par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 2. Le conseil d'administration désigne dans son sein un président et trois vice-présidents.

Le président et les trois vice-présidents ne peuvent exercer la fonction de président, de directeur-gérant ou d'administrateur d'une société de logement de service public.

§ 3. Le mandat d'administrateur s'achève de plein droit lorsque son titulaire atteint l'âge de soixante-sept ans. Il est d'une durée de six ans et est renouvelable.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, le nouvel administrateur désigné poursuit le mandat de son prédécesseur jusqu'au terme de celui-ci.

Le nombre d'administrateurs autorisés à cumuler leur mandat avec celui d'administrateur d'une société de logement de service public est limité à six.

Le mandat d'administrateur est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une société de logement de service public.

§ 4. Le directeur général et le directeur général adjoint siègent au conseil d'administration avec voix consultative et assurent le secrétariat des réunions. Ils sont assistés pour l'exécution matérielle de cette tâche par un greffier.

Les commissaires du Gouvernement et l'observateur du Gouvernement siègent également au conseil avec voix consultative.

En outre, le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, ou en cas d'empêchement, l'inspecteur général de la Division du Logement, siège au conseil avec voix consultative.

§ 5. Le conseil d'administration peut créer en son sein des Commissions.

Art. 15. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils sont responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion, notamment de l'outrepassement des pouvoirs, tel qu'il résulte de l'objet social et des présents statuts.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de l'un des vice-présidents.

Il doit être réuni lorsque cinq administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Elles sont présidées par le président du conseil et, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des vice-présidents ou, à leur défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Art. 17. § 1^{er}. Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents. En cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2. Il est interdit aux administrateurs de la société d'être présents aux délibérations relatives à des objets à propos desquels ils ont un intérêt personnel et direct, leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct ou, quand ils sont administrateurs, leur société a un intérêt direct.

Cette interdiction ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

§ 3. Les administrateurs ne peuvent prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés par la Société.

Art. 18. Si, après convocation régulière, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre d'administrateurs présents, sur les objets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 19. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de la société.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président, le directeur général et le directeur général adjoint ou par leurs remplaçants.

Art. 20. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une rémunération composée, par tiers, d'un émolument fixe, d'un jeton de présence et d'indemnités de séjour.

Art. 21. § 1^{er}. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux réservés à l'assemblée générale. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société.

§ 2. Il assure la promotion de la création de sociétés de logement de service public, il les agréee conformément aux conditions, critères et modalités fixés par le Gouvernement.

Il approuve les statuts des sociétés de logement de service public et leurs modifications ainsi que la mise en liquidation des sociétés de logement de service public.

§ 3. Il assure le respect de la législation, de la réglementation, de leurs statuts et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice de sa tutelle sur les sociétés agréées.

§ 4. Il traite les demandes et les plaintes des sociétés de logement de service public.

§ 5. Il traite les recours des comités consultatifs des locataires et des propriétaires.

§ 6. Il se prononce dans les soixante jours sur les recours relatifs aux décisions de tutelle prises par le directeur général et le directeur général adjoint.

§ 7. Il soumet annuellement pour approbation au Gouvernement, les programmes d'investissement pluriannuels de la Société.

§ 8. Il acquiert et donne en location tout terrain ou bâtiment ou transfère un droit réel sur ceux-ci.

§ 9. Il exerce un droit de rachat sur les immeubles sur lesquels la Société ou ses sociétés agréées ont concédé un droit réel lorsque ces immeubles n'ont pas été construits dans les délais et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 10. Il émet, contracte et gère des emprunts garantis par la Région wallonne moyennant l'autorisation du Gouvernement et dans les conditions déterminées par celui-ci.

Il communique au Gouvernement tout renseignement relatif à ces emprunts et aux placements des avoirs et des disponibilités de la Société.

Il fournit des garanties pour sûreté des engagements contractés et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle.

§ 11. Relativement au budget et aux comptes de la société, il remplit les obligations énumérées à l'article 41.

§ 12. Il reçoit toutes les sommes et valeurs revenant à la Société ou les fait percevoir par ses représentants

§ 13. Il fait des propositions au Gouvernement quant au cadre et au statut du personnel, en ce compris les fonctionnaires dirigeants.

Il nomme les agents dans la limite du nombre d'emplois disponibles au cadre, les suspend et les révoque. Il fixe leur salaire, traitement, gratification et, s'il y a lieu, le montant de leur cautionnement.

§ 14. Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Société, il autorise toutes les actions en justice; il renonce à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires.

§ 15. Il poursuit des expropriations pour cause d'utilité publique en vue de la réalisation de sa mission.

§ 16. Il autorise les sociétés agréées à emprunter, à aliéner leurs biens immobiliers, à les hypothéquer ou à céder à des tiers les garanties qu'elles possèdent.

Il autorise les sociétés agréées à recevoir des dons et des legs, à acquérir ou à transférer des droits réels sur tout immeuble bâti ou non bâti, à les donner en location et à affecter des biens immobiliers aux nécessités de leur administration.

§ 17. Il présente au Gouvernement un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion, au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte et le transmet dans le mois suivant au Conseil régional wallon.

§ 18. Il soumet au Gouvernement des propositions de modifications aux décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer, tout avis sur les textes en vigueur ou en projet concernant les matières dont traite la Société ainsi que sur les politiques futures à mener.

§ 19. Il établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 22. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses administrateurs, ainsi qu'au directeur général.

En accord avec le conseil d'administration, le Directeur général et le directeur général adjoint se répartissent les compétences.

Art. 23. § 1^{er}. Il est institué, auprès du conseil d'administration, un comité de coordination des actionnaires, chargé de développer les synergies entre l'action des provinces, de la Région et de la Société et de donner son avis d'initiative ou sur les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

§ 2. Le comité de coordination des actionnaires est composé :

1° d'un représentant de chacune des provinces, actionnaire, nommé et révoqué par l'assemblée générale;

2° de deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement.

§ 3. En cas de vacance d'une place de membre du comité, visée au § 2, 1°, il y est pourvu par l'assemblée générale à sa première réunion.

Celui qui est appelé à remplacer un membre visé au § 2, 1°, avant l'expiration du mandat confié à ce dernier, achève le mandat interrompu.

§ 4. Il est alloué aux membres de ce comité un jeton de présence identique à celui qui est alloué aux administrateurs en application de l'article 20.

Les frais de fonctionnement et de secrétariat du comité sont à charge de la Société.

§ 5. Une fois par an, le comité fait rapport de ses activités au conseil d'administration.

II. Direction

Art. 24. La Société wallonne est dirigée par un directeur général, assisté d'un directeur général adjoint, nommés, suspendus ou révoqués par le Gouvernement qui fixe leur traitement initial.

Les fonctions de directeur général et de directeur général adjoint sont incompatibles avec celles de président, d'administrateur ou de directeur-gérant d'une société de logement de service public agréée par la Société.

En cas d'absence du directeur général, c'est le directeur général adjoint qui remplit ses fonctions. En cas d'absence de ce dernier, c'est le fonctionnaire le plus élevé en rang qui le remplace.

Art. 25. § 1^{er}. Outre les délégations fixées par le conseil d'administration, le directeur général et le directeur général adjoint sont chargés d'exécuter les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale sans devoir justifier vis-à-vis des tiers d'une autorisation ou d'un pouvoir spécial.

Ils assurent la gestion journalière et représentent la Société dans tous les actes y relatifs, en ce compris dans les actions judiciaires.

§ 2. Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs afférents à la gestion journalière à des agents de la Société.

§ 3. Ils exercent la tutelle sur les sociétés de logement de service public à propos des actes visés aux articles 161, 163, § 1^{er}, 1° et 6°, et 164 du Code wallon du Logement.

§ 4. Ils délivrent les copies et extraits des procès-verbaux du conseil, du comité de gestion financière et de l'assemblée générale.

Ils signent tous chèques, virement et quittances.

§ 5. Ils donnent la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte constate la libération du débiteur et, moyennant autorisation préalable du conseil d'administration, ils donnent la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte ne constate pas la libération du débiteur, des transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société ou d'aucun paiement. Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer ces pouvoirs à des agents de la société, revêtus du grade de directeur ou d'un grade plus élevé.

§ 6. Ils dirigent et contrôlent les agents de la Société.

§ 7. Les actions judiciaires sont exercées à leur poursuite et à leur diligence.

Art. 26. Le directeur général assure la tâche de greffier lors des séances du conseil d'administration. A cette fin, il peut être assisté par un agent de la société.

III. Contrôle et surveillance

Art. 27. § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement sur présentation respectivement du Ministre qui a le Logement dans ses attributions et du Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

§ 2. Un observateur désigné par le Gouvernement est également chargé du suivi du contrat de gestion.

§ 3. Chaque semestre, l'observateur transmet un rapport au Gouvernement sur l'exécution du contrat de gestion par la Société.

§ 4. Les fonctions de commissaire et d'observateur ne sont cumulables ni avec celles de président, administrateur ou directeur-gérant d'une société de logement de service public, ni avec celle de membre du personnel de la Société.

Art. 28. § 1^{er}. Il est institué un comité de gestion financière composé de :

1° trois administrateurs désignés par le conseil d'administration de la Société;

2° deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein de la Division de la Trésorerie, du Budget, des Finances et de la Comptabilité départementale et de l'Inspection des Finances;

3° un représentant de la Cour des comptes;

4° les réviseurs visés à l'article 29;

5° les commissaires et l'observateur du Gouvernement;

6° le directeur général et le directeur général adjoint de la Société;

7° deux experts en matière budgétaire et financière représentant les provinces, désignés par le Gouvernement sur la proposition des provinces;

8° trois représentants des provinces non encore représentées en vertu du 7° du présent alinéa, désignés par celles-ci.

§ 2. Le comité de gestion financière élit en son sein un président et un secrétaire, lesquels signent les procès-verbaux.

Le comité se réunit trimestriellement.

Pour le surplus, les articles 16, 17, 18 et 19 des présents statuts sont applicables *mutatis mutandis* aux réunions du Comité de gestion financière.

§ 3. Le comité de gestion financière donne son avis d'initiative ou sur les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

Une fois l'an, le comité de gestion financière fait rapport de ses activités à l'assemblée générale.

Il est alloué aux personnes visées au § 1^{er} du présent article, un jeton de présence identique à celui qui est alloué aux administrateurs en application de l'article 20.

Art. 29. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs réviseurs auprès de la Société wallonne; ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les réviseurs sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à la Société ou dont celle-ci a l'usage de la gestion.

Les réviseurs adressent au Gouvernement et aux organes directeurs de la Société un rapport sur la situation active et passive, ainsi que sur les résultats d'exploitation, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan, du compte de profits et pertes ou du compte annuel. Ils lui signalent, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et, en général, toute situation susceptible de compromettre la solvabilité et la liquidité de la Société.

La rémunération des réviseurs, à charge de la Société, est fixée par l'assemblée générale.

Art. 30. Les commissaires du Gouvernement et l'observateur du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Ils prennent connaissance de toute pièce utile à l'exercice de leur mission.

CHAPITRE IV. — *Assemblée générale*

Art. 31. L'assemblée générale se compose des actionnaires, des administrateurs, des commissaires du Gouvernement, de l'observateur du Gouvernement, du directeur général et du directeur général adjoint.

Seuls les actionnaires peuvent prendre part au vote.

Chaque associé ne peut se faire représenter que par un seul délégué, ce dernier dispose d'autant de voix que son mandant possède d'actions. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie des actions souscrites ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée générale.

Art. 32. Il est tenu chaque année, le trente avril au plus tard, une assemblée générale des actionnaires.

Art. 33. L'assemblée générale reçoit communication du rapport du conseil d'administration.

Elle statue sur les conclusions de ces rapports ainsi que sur le projet de bilan.

Art. 34. Sous réserve de l'approbation des comptes par le Gouvernement, elle donne aux administrateurs décharge de leur gestion.

Art. 35. Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, à la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital.

Art. 36. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettre recommandée à la poste au moins huit jours avant la date de celle-ci.

L'assemblée ne peut statuer que sur les points portés à l'ordre du jour.

Art. 37. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par l'un des vice-présidents.

Un délégué des actionnaires est désigné comme scrutateur.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre de leurs actions est signée par chacun des représentants des actionnaires à leur entrée à la réunion.

Art. 38. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actions représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, en cas de parité, la proposition est rejetée.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur des propositions de modifications des statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les convocations mentionnent cet objet et si les membres présents à la réunion représentent la moitié du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation régulière est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représenté par les actionnaires présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit pas les trois quarts des voix émises.

Toute proposition de modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Gouvernement.

Art. 39. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les présidents, le scrutateur, les membres du conseil d'administration, pour autant qu'ils soient présents, par le Directeur général ainsi que par les représentants d'actionnaires qui le demandent.

CHAPITRE V. — *Ressources — Budgets — Comptes et bilans*

Art. 40. Les moyens financiers de la Société sont les suivants :

1° les subventions et les crédits inscrits au budget régional;

2° les ressources liées à ses activités;

3° le produit des emprunts qu'elle est autorisée à émettre, à contracter ou à gérer, selon les modalités visées à l'article 21, § 10;

4° les dons et legs.

Art. 41. § 1^{er}. Le conseil d'administration établit annuellement son budget et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce budget, ventilé par activité, est communiqué au Gouvernement pour le trente avril de l'année qui précède l'exercice auquel il se rapporte.

§ 2. Dans les limites fixées par le Gouvernement, le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de la Société, sauf s'il s'agit de dépenses fondées sur un principe nouveau que le budget de l'année précédente ne contenait pas.

§ 3. Les transferts de crédits entre activités ainsi que les dépassements de crédits pour une même activité portés au budget de la Société sont soumis à l'autorisation du Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés entraînent une intervention financière de la Région supérieure à l'intervention prévue initialement dans le budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par l'inscription d'un crédit correspondant dans le budget des dépenses de la Région.

§ 4. Le conseil d'administration dresse au plus tard pour le trente avril de l'année qui suit l'exercice considéré, le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'une situation active et passive au trente et un décembre de l'année considérée.

§ 5. Les comptes de la Société sont arrêtés par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration et sont approuvés par le Gouvernement.

Le conseil d'administration transmet au Gouvernement des situations périodiques ainsi qu'un rapport annuel sur son activité, au plus tard le premier juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 42. Le conseil d'administration est autorisé à utiliser les excédents des exercices antérieurs générés par la gestion de ses dotations en capital moyennant l'autorisation du Gouvernement.

Art. 43. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés anonymes qui sont en opposition avec les présents statuts, les articles dix, vingt-neuf, vingt-neufbis, vingt-neufter, vingt-neufquater, trente-quatre, trente-cinq, trente-cinqbis, quarante et un, cinquante-quatre, cinquante-cinq, soixante-troister, soixante-quatre, soixante-quatrequater, septante et un, septante-deux, septante-deuxbis, septante-deuxter, quatre-vingt à cent quatrebis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sont pas applicables à la Société wallonne.

Art. 44. A titre transitoire, jusqu'au 1^{er} janvier 2001, la limite d'âge mentionnée à l'article 14, § 3, reste fixée à septante ans.

Art. 45. Le mandat des membres du comité de coordination des actionnaires, visé à l'article 23 et du comité de gestion financière, visé à l'article 28 est renouvelé en même temps que le mandat des membres du conseil d'administration.

Art. 46. Le comité de coordination des actionnaires, visé à l'article 23, est dissous de plein droit dès lors que chaque province est représentée au sein du conseil d'administration.

Vus et approuvés pour être annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 portant approbation des statuts modifiés de la Société wallonne du Logement et fixant son capital maximum.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2930

[C - 99/27669]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der "Société wallonne du Logement"
(Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) und zur Festlegung ihres Mindestkapitals**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 86, § 3 und § 5;

Aufgrund des Beschlusses der Generalversammlung der "Société wallonne du Logement" vom 10. Mai 1999,
Beschließt:

Artikel 1 - Das Mindestkapital der "Société wallonne du Logement" wird auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF festgelegt.

Art. 2 - Die Satzungen der "Société wallonne du Logement", so wie sie in der Urkunde ihrer Generalversammlung vom 10. Mai 1999 abgeändert worden und nachstehend angeführt sind, werden genehmigt.

Art. 3 - Der Ministerialerlass vom 14. August 1985 zur Bestätigung der Satzungen der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), in seiner durch den Ministerialerlass vom 30. November 1993 und durch den Ministerialerlass vom 16. Oktober 1995 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 10. Mai 1999 wirksam.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

ANLAGE

Satzungen der "Société wallonne du Logement"

KAPITEL I — Gründung - Sitz - Zweck und Dauer der "Société wallonne du Logement"

Artikel 1 - Die "Société wallonne du Logement" ist eine juristische Person öffentlichen Rechts mit Rechtspersönlichkeit, die die Form einer Aktiengesellschaft hat.

Unter Vorbehalt der in Artikel dreiundvierzig enthaltenen Einschränkungen ist sie den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften unterworfen, mit Ausnahme der Bereiche, die durch das Wallonische Wohngesetzbuch und die Satzungen der "Société wallonne du Logement" geregelt werden, ohne dass sie dadurch ihre bürgerrechtliche Eigenschaft verliert.

Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Wallonischen Wohngesetzbuches ist die "Société wallonne du Logement" den sämtlichen Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen, was die in Artikel 1 des genannten Gesetzes angeführten Einrichtungen der Kategorie B betrifft, sowie den Erlassen, die in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedet worden sind, unterworfen.

Ihr Gesellschaftssitz liegt in Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2 - Der Gesellschaftszweck der "Société wallonne du Logement" besteht in dem Folgenden:

1. Sie erteilt den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes die Zulassung, berät sie und kontrolliert sie, und ist damit beauftragt,

— die Tätigkeit und die kohärente Arbeit der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes in allen Gemeinden zu fördern, insbesondere durch die Erstellung des in Artikel 141 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Gesamtprogramms;

— die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zur Zusammenarbeit sowohl miteinander als auch mit anderen lokalen Partnern anzuregen;

— ihnen die notwendigen Mittel zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zur Verfügung zu stellen;

— die Tätigkeit der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes regelmäßig zu bewerten;

— die Anträge und Klagen in Zusammenhang mit den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zu bearbeiten;

— die Einsprüche der Beratungsausschüsse der Mieter und Vermieter zu bearbeiten;

— die Anträge der Mietbewerber um eine von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwaltete Wohnung aufzulisten, und die Initiativen zur Vermeidung mehrfacher Anträge, mindestens auf dem Gebiet einer Gemeinde, zu unterstützen.

2. Sie trägt dazu bei, das Recht auf eine Wohnung in die Praxis umzusetzen, und hat die folgenden Aufgaben:

— Erwerb, Bau, Umgestaltung, Sanierung, Anpassung, Abbruch und Verwaltung der Einzel- oder Gemeinschaftswohnungen, die bestimmten von der Regierung festgelegten technischen und wirtschaftlichen Eigenschaften entsprechen;

— Abtretung und Erwerb von dinglichen Rechten an Einzel- oder Gemeinschaftswohnungen, die bestimmten von der Regierung festgelegten technischen und wirtschaftlichen Eigenschaften entsprechen;

— Bildung der nötigen Grundstücksreserven im Hinblick auf eine harmonische Entfaltung der Wohnverhältnisse; Abtretung dieser Reserven an die zugelassenen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes; Verkauf dieser Reserven parzellenweise oder Gewährung dinglicher Rechte an ihnen, wobei wenn nötig den Begünstigten Dienstbarkeiten in Zusammenhang mit der Erhaltung der äußeren und der funktionellen Gestaltung des Komplexes auferlegt werden;

— Förderung von Initiativen in diesem Sinne bei den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, Koordinierung und Unterstützung der in Zusammenarbeit mit anderen öffentlichen und privaten Partnern geführten Maßnahmen;

— Gewährung von Hypothekendarlehen für den Erwerb, den Bau, die Umgestaltung oder die Sanierung von Wohnungen zugunsten von natürlichen Personen, oder für die Rückzahlung von Hypothekenschulden, und Finanzierung der Lebensversicherungsprämien, die zur Deckung der Darlehensnehmer bestimmt sind;

— Gewährung der in Artikel 54 bis 77 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Beihilfen zugunsten von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

3. Die "Société wallonne du Logement" unterstützt die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die lokalen Behörden und die autonomen Gemeinderegionen durch einen technischen und finanziellen Beistand.

Zu diesem Zweck kann die "Société wallonne du Logement" erlauben, dass die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes mit jeder lokalen Behörde oder autonomen Gemeinderegion, die über einen Gebäudebestand verfügt, Vereinbarungen abschließen, um die Verwaltung und die Instandhaltung dieser Gebäude zu übernehmen.

Die "Société wallonne du Logement" ist dazu berechtigt, an Stelle der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zu treten, wenn diese nicht imstande sind, diese Aufgabe zu erfüllen.

4. Die "Société wallonne du Logement" fördert das Ergreifen von Versuchsmaßnahmen und die Forschung im Bereich des Wohnungswesens.

5. Die "Société wallonne du Logement" schlägt der Regierung neue Politiken vor oder begutachtet Politiken, die insbesondere auf die Verstärkung der Synergien mit der gemeindlichen Politik in Sachen Wohnungswesen und die Partnerschaft der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes mit anderen Beteiligten aus dem öffentlichen oder privaten Sektor und mit dem Bereich der gemeinnützigen Vereine abzielen.

6. Die "Société wallonne du Logement" übt jede andere Aufgabe, die in direktem Zusammenhang mit den in vorliegendem Artikel erwähnten Aufgaben steht, mit der Genehmigung der Regierung aus.

Art. 3 - Die "Société wallonne du Logement" übt ihre in Artikel 2 erwähnten Aufgaben aus unter Einhaltung der Prioritäten und der Leitlinien, die im vorliegenden Gesetzbuch und im zwischen ihr und der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt worden sind.

Art. 4 - Unter Einhaltung des Artikels 91 des Wallonischen Wohngesetzbuches verbürgt die "Société wallonne du Logement" die Rückzahlung der von ihr bewilligten Darlehen durch die Lebensversicherung.

Zu diesem Zweck beteiligt sie sich an der Gründung und der Verwaltung einer Tochtergesellschaft.

Art. 5 - Zur Erfüllung ihrer Aufgaben kann die "Société wallonne du Logement" jedes Grundstück bzw. Gebäude erwerben und vermieten, oder an diesem ein dingliches Recht übertragen.

Die von der "Société wallonne du Logement" gebauten, erworbenen, gemieteten oder vermieteten Gebäude werden hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt.

Die "Société wallonne du Logement" unternimmt selbst oder erlaubt den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, das Folgende zu unternehmen: Ausstattung mit einem Straßen- und Wegenetz, mit Kanalisationen, mit der Straßenbeleuchtung, mit einem Wasserversorgungsnetz, Gestaltung der gemeinsamen Zugänge zu den von ihr oder von der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes erworbenen bzw. gebauten Gebäudekomplexen oder den von ihr eingerichteten Grundstücken, sowie Ausstattung mit Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, die ein integrierender Bestandteil dieses Komplexes sind, oder sie finanziert die Kosten solcher Maßnahmen.

Die "Société wallonne du Logement" ist zur Durchführung der Enteignung eines bebauten bzw. nicht bebauten Immobiliengutes ermächtigt, wenn diese vorher von der Regierung für gemeinnützig erklärt worden ist.

Art. 6 - Mit der Genehmigung der Regierung kann sich die "Société wallonne du Logement" an der Gründung und der Verwaltung von Einrichtungen und Gesellschaften beteiligen, deren Gesellschaftszweck zur Durchführung und Koordinierung der regionalen Politik in Sachen Wohnungswesen beiträgt.

Mit der Genehmigung der Regierung wird die "Société wallonne du Logement" ebenfalls ermächtigt, die Ausgaben dieser Einrichtungen bzw. Gesellschaften zu finanzieren oder vorzufinanzieren, oder ihnen die notwendigen Mittel zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zur Verfügung zu stellen.

Art. 7 - Die "Société wallonne du Logement" besteht ab dem 8. Mai 1985 und die Dauer ihres Bestehens ist unbegrenzt. Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret verkündet werden, das gleichzeitig das Verfahren und die Bedingungen ihrer Liquidation bestimmt.

KAPITEL II — *Gesellschaftskapital — Anleihen und Verpflichtungen — Kapitalanlagen*

Art. 8 - Das Grundkapital der "Société wallonne du Logement" ist auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF festgelegt. Es besteht aus tausend Aktien zu je tausendzweihundertfünfzig BEF.

Diese tausend Aktien werden wie folgt von den Erschienenen gezeichnet:

1. die Wallonische Region: fünfhundertneunundachtzig;
2. die Provinz Hennegau: hundertachtundneunzig;
3. die Provinz Lüttich: neunundneunzig;
4. die Provinz Namur: achtundvierzig;
5. die Provinz Luxemburg: fünfundvierzig;
6. die Provinz Wallonisch-Brabant: einundzwanzig.

Die Erschienen erklären, dass jede gezeichnete Aktie voll und in Geld eingezahlt worden ist, und dass der Betrag dieser Einzahlungen, die sich insgesamt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF belaufen, der "Société wallonne du Logement" zur Verfügung gestanden hat.

Art. 9 - Das Gesellschaftskapital kann mit dem vorherigen Einverständnis der Regierung erhöht werden, indem die Region und die in Artikel 8 der vorliegenden Satzungen erwähnten Provinzen weitere unteilbare Aktien von tausendzweihundertfünfzig BEF zeichnen.

Art. 10 - Der noch ausstehende Betrag der neuen Zeichnungen ist an den vom Verwaltungsrat festgelegten Daten einzuzahlen. Diese Daten müssen den Betreffenden drei Monate im Voraus per Einschreiben mitgeteilt werden.

Art. 11 - Die Aktionäre haften nur bis zu dem Betrag der gezeichneten Aktien für die Verbindlichkeiten der "Société wallonne du Logement".

Art. 12 - Auch wenn die Aktien voll eingezahlt sind, sind sie unveräußerliche Namensaktien.

Art. 13 - Die verfügbaren Mittel der "Société wallonne du Logement" dürfen angelegt werden, um Wertpapiere zu kaufen, die von der Region ausgestellt oder garantiert werden; sie können auch zeitweilig bei den öffentlichen Einrichtungen oder den Banken deponiert werden, die der Verwaltungsrat mit der Genehmigung der Regierung bestimmt, oder dort auf ein laufendes Konto eingezahlt werden.

KAPITEL III — *Verwaltung — Leitung und Aufsicht*

I. Verwaltungsrat

Art. 14 - § 1. Die "Société wallonne du Logement" ist von einem Rat verwaltet, deren dreiundzwanzig Mitglieder vom Wallonischen Regionalrat ernannt und abgesetzt werden:

- sechzehn Verwalter werden auf einer doppelten Liste von der Regierung vorgeschlagen;
- ein Verwalter wird auf einer doppelten Liste von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen;
- sechs Verwalter werden auf einer doppelten Liste vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagen;

§ 2. Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Verwaltungsrat einen Vorsitzenden und drei stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorsitzende und die drei stellvertretenden Vorsitzenden dürfen das Amt eines Vorsitzenden, eines geschäftsführenden Direktors oder eines Verwalters einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes nicht ausüben.

§ 3. Das Mandat des Verwalters läuft von Rechts wegen ab, wenn dessen Inhaber das Alter von siebenundsechzig Jahren erreicht hat. Es dauert sechs Jahre und kann erneuert werden.

Falls ein Verwaltersmandat frei wird, übt der neue bezeichnete Verwalter das Mandat seines Vorgängers bis zu dessen Ende aus.

Die Anzahl der Verwalter, die ihr Mandat mit einem Mandat als Verwalter einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes kumulieren dürfen, ist auf sechs begrenzt.

Das Mandat des Verwalters ist mit der Eigenschaft als Personalmitglied einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes unvereinbar.

§ 4. Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor sitzen im Verwaltungsrat mit beratender Stimme und gewährleisten das Sekretariat der Versammlungen. Für die materielle Durchführung dieser Aufgabe steht ihnen ein Schriftführer zur Seite.

Die Regierungskommissare und der Beobachter sitzen ebenfalls mit beratender Stimme im Verwaltungsrat.

Außerdem sitzt der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes oder, falls er verhindert ist, der Generalinspektor der Abteilung Wohnungswesen im Verwaltungsrat mit beratender Stimme.

§ 5. In seiner Mitte kann der Verwaltungsrat Ausschüsse einrichten.

Art. 15 - Die Verwalter gehen keine persönliche Verpflichtung ein bezüglich der Verbindlichkeiten der "Société wallonne du Logement". Wohl aber tragen sie die Verantwortung für die Ausübung ihres Mandats und die Fehler, die sie bei der Verwaltung begehen, namentlich, wenn sie die Befugnisse überschreiten, die ihnen im Hinblick auf den Gesellschaftszweck und aufgrund vorliegender Satzungen eingeräumt sind.

Art. 16 - Der Verwaltungsrat tagt jedes Mal, wenn es das Interesse der "Société wallonne du Logement" verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert sein sollte, durch einen der stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Der Rat muss zusammentreten, wenn mindestens fünf Verwalter es beantragen. Die Versammlungen finden im Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Den Vorsitz führt der Ratsvorsitzende und, wenn dieser verhindert sein sollte, einer der stellvertretenden Vorsitzenden oder in deren Abwesenheit, der älteste Verwalter.

Art. 17 - Der Rat kann nur tagen und Beschlüsse fassen, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwalter gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

§ 2. Die Verwalter der "Société wallonne du Logement" dürfen den Beratungen nicht beiwohnen, die Angelegenheiten betreffen, an denen sie oder ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben, oder, wenn sie Verwalter sind, wenn ihre Gesellschaft ein direktes Interesse hat.

Dieses Verbot erstreckt sich nicht weiter als die Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad, wenn es um die Vorstellung von Kandidaten, um Ernennungen, um Absetzungen oder um Amtsenthebungen geht.

Die Verwalter dürfen sich nicht, direkt oder indirekt, an Geschäften, die mit der "Société wallonne du Logement" abgeschlossen werden, beteiligen.

Art. 18 - Wenn nach einer ordnungsgemäßen Einberufung nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der nächsten Sitzung, die durch eine zweite Einberufung festgelegt wird, für die Punkte, die zweimal nacheinander auf die Tagesordnung gebracht worden sind, beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Art. 19 - Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden schriftlich niedergelegt und diese Protokolle werden im Gesellschaftssitz aufbewahrt.

Die genehmigten Protokolle werden von dem Vorsitzenden, dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor oder von ihren Vertretern unterschrieben.

Art. 20 - Mit der Genehmigung der Regierung kann die Generalversammlung den Verwaltern eine Vergütung gewähren, die zu je einem Drittel aus einer festen Entlohnung, einer Anwesenheitsmarke und einer Entschädigung für Aufenthaltskosten besteht.

Art. 21 - § 1. Der Verwaltungsrat verfügt über alle zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks nötigen Befugnisse, mit Ausnahme der Befugnisse, die der Generalversammlung vorbehalten sind. Er verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Führung und die Verwaltung der "Société wallonne du Logement".

§ 2. Er fördert die Gründung von Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und erteilt ihnen die Zulassung unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Bedingungen, Kriterien und Modalitäten.

Er genehmigt die Satzungen der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und deren Abänderungen sowie die Auflösung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

§ 3. Er sorgt im Rahmen der Aufsicht, die er über die zugelassenen Gesellschaften führt, für die Einhaltung der Gesetzgebung, der Bestimmungen und der jeweiligen Satzungen sowie für die Wahrung des allgemeinen Interesses.

§ 4. Er behandelt die Anträge und die Beschwerden der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

§ 5. Er behandelt die Einsprüche der beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer.

§ 6. Er entscheidet innerhalb sechzig Tagen über die Einsprüche welche die vom Generaldirektor und vom beigeordneten Generaldirektor gefassten Aufsichtsentschlüsse betreffen.

§ 7. Jedes Jahr legt er die mehrjährigen Investierungsprogramme der "Société wallonne du Logement" der Regierung zur Genehmigung vor.

§ 8. Er erwirbt oder vermietet jedes Grundstück bzw. Gebäude oder überträgt an diesem ein dingliches Recht.

§ 9. Er übt ein Wiederkaufsrecht an den Gebäuden aus, an denen die "Société wallonne du Logement" oder deren zugelassenen Gesellschaften ein dingliches Recht abgetreten haben, wenn diese Gebäude nicht fristgerecht und nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten errichtet worden sind.

§ 10. Er nimmt die Ausgabe, die Aufnahme und die Verwaltung von durch die Wallonische Region verbürgten Anleihen vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung und unter den von ihr festgelegten Bedingungen vor.

Er teilt der Regierung jegliche Auskunft in Zusammenhang mit diesen Anleihen und der Anlage seines Guthabens und der verfügbaren Mittel mit.

Er leistet Sicherheiten als Bürgschaft für die von der "Société wallonne du Logement" eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt die Sicherheiten an, die für ihr gegenüber eingegangene Verbindlichkeiten geleistet werden.

§ 11. Was den Haushalt und die Bücher der "Société wallonne du Logement" betrifft, so erfüllt er die in Artikel 41 aufgeführten Verpflichtungen.

§ 12. Er nimmt alle Beträge und Wertpapiere an, die der "Société wallonne du Logement" zustehen, oder lässt sie durch seine Vertreter einnehmen.

§ 13. Er unterbreitet der Regierung Vorschläge in Bezug auf den Stellenplan und das Statut des Personals, einschließlich der leitenden Beamten.

Er ernennt die Bediensteten, sofern Stellen im Stellenplan zur Verfügung stehen, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes und setzt sie ab. Er legt ihren Lohn, ihr Gehalt, ihre Gratifikation und gegebenenfalls die Höhe ihrer Sicherheitsleistung fest.

§ 14. Er verhandelt und schließt Vergleiche und Schiedsverträge über alle Interessen der "Société wallonne du Logement"; er erteilt die Genehmigung zu gerichtlichen Klagen, er verzichtet auf die dinglichen Rechte, die Vorzugsrechte und die Nichtigkeitsklagen.

§ 15. Er führt Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken im Hinblick auf die Erfüllung seiner Aufgabe durch.

§ 16. Er erteilt den zugelassenen Gesellschaften die Genehmigung, Anleihen aufzunehmen, ihre Immobiliengüter zu veräußern, mit einer Hypothek zu belasten oder die Sicherheiten, die sie besitzen, an Drittpersonen abzutreten.

Er erteilt den zugelassenen Gesellschaften die Genehmigung, Spenden und Vermächtnisse zu erhalten, dingliche Rechte an jedem bebauten bzw. unbebauten Immobiliengut zu erwerben oder zu übertragen, Immobiliengüter zu vermieten oder sie für die Anforderungen ihrer Verwaltung zu verwenden.

§ 17. Er legt spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das betroffene Geschäftsjahr folgt, einen jährlichen Bericht über die Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags vor und leitet ihn innerhalb des folgenden Monats an den Wallonischen Regionalrat weiter.

§ 18. Er unterbreitet der Regierung Vorschläge über Änderungen an Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung er beauftragt ist, seine Begutachtung von schon geltenden oder im Entwurf befindlichen Texten, welche die von der "Société wallonne du Logement" behandelten Angelegenheiten betreffen, und von der in der Zukunft zu führenden Politik.

§ 19. Er nimmt seine Dienstordnung an und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung.

Art. 22 - Der Verwaltungsrat kann auf seine Verantwortung einem oder mehreren seiner Verwalter sowie dem Generaldirektor einen Teil seiner Befugnisse übertragen. Im gemeinsamen Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat verteilen sich der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor die Befugnisse untereinander.

Art. 23 - § 1. Es wird beim Verwaltungsrat ein Koordinierungsausschuss der Aktionäre eingesetzt, der damit beauftragt ist, die Synergien zwischen der Aktion der Provinzen, der Region und der "Société wallonne du Logement" zu verstärken und auf eigene Initiative oder bezüglich der ihr vom Verwaltungsrat unterbreiteten Angelegenheiten ein Gutachten abzugeben.

§ 2. Der Koordinierungsausschuss der Aktionäre hat die folgende Zusammensetzung:

1° ein Vertreter jeder Provinz, die Aktionär ist; dieser Vertreter wird von der Generalversammlung ernannt und abgesetzt;

2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung bezeichnet werden.

§ 3. Wenn eine in § 2, 1° erwähnte Stelle als Mitglied des Ausschusses frei wird, sorgt die Generalversammlung in ihrer nächsten Sitzung dafür, dass sie besetzt wird;

Wer ein in § 2, 1° erwähntes Mitglied vor Ablauf des Mandats dieses Mitglieds, ersetzen soll, beendet das unterbrochene Mandat.

§ 4. Den Mitgliedern dieses Ausschusses wird die gleiche Anwesenheitsmarke gewährt, die den Verwaltern in Anwendung von Artikel 20 gewährt wird.

Die Funktions- und Sekretariatskosten des Ausschusses gehen zu Lasten der "Société wallonne du Logement".

§ 5. Einmal im Jahr erstattet der Ausschuss dem Verwaltungsrat Bericht über seine Tätigkeiten.

II. Leitung

Art. 24 - Die "Société wallonne du Logement" wird von einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, geleitet. Diese werden von der Regierung ernannt, von ihrem Amt zeitweilig enthoben oder abgesetzt. Die Regierung legt deren Anfangsgehalt fest.

Das Amt eines Generaldirektors oder eines beigeordneten Generaldirektors ist mit dem eines Vorsitzenden, eines Verwalters oder eines geschäftsführenden Direktors einer von der "Société wallonne du Logement" zugelassenen Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes unvereinbar.

Bei Abwesenheit des Generaldirektors übt der beigeordnete Generaldirektor sein Amt. Bei Abwesenheit des Letzteren vertritt ihn der ranghöchste Beamte.

Art. 25 - § 1. Zusätzlich zu den Vollmachten, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, sind der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor damit beauftragt, die Beschlüsse des Verwaltungsrates und der Generalversammlung auszuführen, und brauchen dabei Drittpersonen gegenüber nicht den Nachweis einer Sondergenehmigung oder -befugnis vorzubringen.

Sie gewährleisten die tägliche Geschäftsführung und vertreten die "Société wallonne du Logement" in allen hiermit verbundenen Handlungen einschließlich der Rechtshandlungen.

§ 2. Auf eigene Verantwortung können sie Beamten der "Société wallonne du Logement" einen Teil ihrer Befugnisse übertragen, die sich auf die tägliche Verwaltung beziehen.

§ 3. Sie üben das Aufsichtsrecht gegenüber den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes aus, was die in den Artikeln 161, 163, § 1, 1° und 6°, und 164 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches betroffenen Handlungen betrifft.

§ 4. Sie händigen Abschriften und Auszüge der Protokolle des Rates, des Finanzverwaltungsausschusses und der Generalversammlung aus.

Sie unterschreiben alle Schecks, Überweisungen und Quittungen.

§ 5. Sie ordnen die Löschung der Eintragung von Vorzugsrechten oder Hypotheken an, wenn eine Urkunde bestätigt, dass der Schuldner seine Schulden abgetragen hat, und mit der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates ordnen sie die Löschung der Eintragung von Vorzugsrechten oder Hypotheken an, wenn keine Urkunde bestätigt, dass der Schuldner seine Schulden abgetragen hat, der Übertragungen, Pfändungen, Zahlungssperren und aller anderen Hindernisse, ohne das Erlöschen der Forderungen der "Société wallonne du Logement" belegen zu müssen oder Zahlungen nachweisen zu müssen. Auf ihre Verantwortung können sie diese Befugnisse Bediensteten der "Société wallonne du Logement", die den Dienstgrad eines Direktors oder einen höheren Grad bekleiden, übertragen.

§ 6. Sie leiten und überwachen die Bediensteten der "Société wallonne du Logement".

§ 7. Die Rechtshandlungen werden auf ihre Klage und auf ihr Betreiben angeordnet.

Art. 26 - Bei den Sitzungen des Verwaltungsrates übernimmt der Generaldirektor die Arbeit des Schriftführers. Zu diesem Zweck kann ihm ein Bediensteter der "Société wallonne du Logement" zur Seite stehen.

III – Kontrolle und Aufsicht

Art. 27 - § 1. Die Gesellschaft untersteht der Kontrollmacht der Regierung. Diese Kontrolle wird durch zwei Kommissare ausgeübt, die jeweils vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, vorgeschlagen und von der Regierung ernannt werden.

§ 2. Ein von der Regierung bezeichneter Beobachter wird ebenfalls mit der Aufsicht über den Geschäftsführungsvertrag beauftragt.

§ 3. Jedes Halbjahr übermittelt der Beobachter der Regierung einen Bericht über die Ausführung des Geschäftsführungsvertrages durch die "Société wallonne du Logement".

§ 4. Das Amt eines Kommissars oder eines Beobachters darf nicht mit dem eines Vorsitzenden, eines Verwalters oder eines geschäftsführenden Direktors einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes oder auch eines Personalmitglieds der "Société wallonne du Logement" kumuliert werden.

Art. 28 - § 1. Es wird ein Finanzverwaltungsausschuss eingesetzt, mit der folgenden Zusammensetzung:

1° drei vom Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" bezeichnete Verwalter;

2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilungen Finanzverwaltung, Haushalt, Finanzen und Departementsbuchführung, und der Finanzinspektion bezeichnet werden.

3° ein Vertreter des Rechnungshofes;

4° die gemäß Artikel 29 bezeichneten Revisoren;

5° die Kommissare und der Beobachter der Regierung;

6° der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor der "Société wallonne du Logement";

7° zwei Sachverständige in Sachen Haushalt und Finanzen, welche die Provinzen vertreten und von der Regierung auf Vorschlag der Provinzen bezeichnet werden.

8° drei Vertreter der noch nicht gemäß Pos. 7° des vorliegenden Absatzes vertretenen Provinzen, die von diesen Provinzen bezeichnet werden.

§ 2. Der Finanzverwaltungsausschuss wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Schriftführer, die die Protokolle unterzeichnen.

Der Ausschuss kommt quartalsweise zusammen.

Was das Übrige betrifft, so finden Artikel sechzehn, siebzehn, achtzehn und neunzehn der vorliegenden Satzungen auf die Sitzungen des Finanzverwaltungsausschusses mutatis mutandis Anwendung.

§ 3. Der Finanzverwaltungsausschuss gibt auf eigene Initiative oder bezüglich der ihm vom Verwaltungsrat unterbreiteten Angelegenheiten ein Gutachten.

Einmal im Jahre erstattet der Finanzverwaltungsausschuss der Generalversammlung Bericht über seine Tätigkeiten.

Den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Personen wird die gleiche Anwesenheitsmarke gewährt, die den Verwaltern in Anwendung von Artikel 20 gewährt wird.

Art. 29 - Die Regierung bezeichnet bei der "Société wallonne du Logement" einen oder mehrere Revisoren; diese werden unter den Mitgliedern des Instituts der Unternehmensrevisoren ausgesucht.

Die Revisoren werden mit der Kontrolle der Geschäftsbücher und mit der Beglaubigung ihrer Richtigkeit und Wahrhaftigkeit beauftragt.

Sie dürfen an Ort und Stelle in die Buchführungsbücher und -dokumente, in die Korrespondenz, in die Protokolle, in die periodischen Lageberichte und generell in alle Geschäftsbücher Einsicht nehmen. Sie prüfen die Beständigkeit der Güter und Werte, die der Gesellschaft gehören, oder deren Verwaltung von der Gesellschaft ausgeübt wird.

Mindestens einmal im Jahr anlässlich der Anfertigung der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung oder der Jahresrechnung übermitteln die Revisoren der Regierung und den Direktionsorganen der Gesellschaft einen Bericht über den Aktiv- und Passivstand sowie über die Betriebsergebnisse. Sie machen sie ohne Verzögerung auf jede Nachlässigkeit, jede Unregelmäßigkeit und generell auf jede Situation, welche die Zahlungsfähigkeit und die Liquidität der Gesellschaft beeinträchtigen könnte, aufmerksam.

Die Entlohnung der Revisoren geht zu Lasten der "Société wallonne du Logement" und wird von der Generalversammlung festgelegt.

Art. 30 - Die Kommissare der Regierung und der Beobachter der Regierung verfügen über die umfangreichsten Befugnisse für die Ausführung ihrer Aufgabe.

Sie nehmen Kenntnis von jeder für die Ausführung ihrer Aufgabe nützlichen Unterlage.

KAPITEL IV — Generalversammlung

Art. 31 - Die Generalversammlung besteht aus den Aktionären, den Verwaltern, den Kommissaren der Regierung, dem Beobachter der Regierung, dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor.

Nur die Aktionäre dürfen an der Abstimmung teilnehmen.

Jeder Gesellschafter darf sich dort nur von einem einzigen Beauftragten vertreten lassen; dieser verfügt über so viele Stimmen, wie sein Mandant Aktien besitzt. Bei einer Abstimmung darf die Anzahl der Stimmen eines Einzelnen jedoch ein Fünftel der gezeichneten Aktien oder zwei Fünftel der bei der Generalversammlung vertretenen Aktien nicht überschreiten.

Art. 32 - Jedes Jahr findet spätestens am 30. April eine Generalversammlung statt.

Art. 33 - Der Generalversammlung wird der Bericht des Verwaltungsrates übermittelt.

Sie befindet über die Schlussfolgerungen dieser Berichte sowie über den Bilanzentwurf.

Art. 34 - Vorbehaltlich der Genehmigung der Rechnungen durch die Regierung entlastet sie die Verwalter.

Art. 35 - Der Verwaltungsrat kann außerordentliche Generalversammlungen einberufen.

Er muss sie innerhalb dreißig Tage einberufen, wenn Aktionäre, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen.

Art. 36 - Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung und werden den Betreffenden mindestens acht Tage vor der Generalversammlung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Die Generalversammlung kann nur über Punkte entscheiden, die auf der Tagesordnung angegeben sind.

Art. 37 - Der Vorsitz der Generalversammlung wird von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates, oder wenn dieser verhindert ist, von einem der stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

Ein Beauftragter der Aktionäre wird als Stimmenzähler bezeichnet.

Eine Anwesenheitsliste, auf der sowohl die Namen der Aktionäre als auch die Anzahl ihrer Aktien angegeben ist, wird von jedem Vertreter der Aktionäre bei seinem Eintreffen bei der Versammlung unterschrieben.

Art. 38 - Die Generalversammlung ist ordnungsgemäß gebildet, ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien.

Die Beschlüsse werden mit der Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Wenn über Vorschläge abgestimmt werden soll, die Satzungsänderungen bezwecken, tritt die Generalversammlung nur ordnungsgemäß zusammen, wenn die Einberufungen zu dieser Versammlung diesen Gegenstand auch angeben und die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere ordnungsgemäße Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Aktionäre vertreten.

In dem einen wie in dem anderen Fall wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er drei Viertel der abgegebenen Stimmen auf sich vereinen kann.

Jeder Vorschlag zwecks Abänderung der Satzungen muss der Regierung zur Genehmigung unterbreitet werden.

Art. 39 - Die Protokolle der Generalversammlungen werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmenzähler, den Mitgliedern des Verwaltungsrates, wenn sie anwesend sind, vom Generaldirektor und von den Vertretern der Aktionäre, die es beantragen, unterschrieben.

KAPITEL V — Einnahmen, Haushaltspläne — Rechnungen und Bilanzen

Art. 40 - Die Gesellschaft verfügt über die folgenden finanziellen Mittel:

- 1° die Zuschüsse und Kredite, die im regionalen Haushaltsplan eingetragen sind;
- 2° die mit ihren Tätigkeiten verbundenen Einnahmen;
- 3° den Ertrag der Anleihen, zu deren Ausgabe, Aufnahme und Verwaltung sie gemäß Artikel 21, § 10 ermächtigt ist;
- 4° die Spenden und Vermächtnisse.

Art. 41 - § 1. Jährlich stellt der Verwaltungsrat seinen Haushaltsplan auf und legt ihn der Regierung zur Genehmigung vor. Dieser nach Tätigkeitsbereichen aufgliederte Haushaltsplan wird der Regierung bis zum 30. April des Jahres vor dem Haushaltsjahr, worauf er sich bezieht, vorgelegt.

§ 2. Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen verhindert die am ersten Tag des Haushaltsjahres fehlende Zustimmung die Benutzung der im Haushaltsentwurf der Gesellschaft eingetragenen Kredite nicht, außer wenn es sich um neuartige Ausgaben handelt, die im Vorjahreshaushaltsplan nicht vorgesehen waren.

§ 3. Kreditübertragungen zwischen verschiedenen in dem Haushaltsplan der Gesellschaft eingetragenen Bereichen sowie Kreditüberschreitungen für ein und denselben Bereich müssen von der Regierung genehmigt werden.

Wenn die geplanten Kreditüberschreitungen eine finanzielle Beteiligung der Region mit sich bringen, die höher als die in ihrem Haushaltsplan ursprünglich vorgesehene Beteiligung ist, müssen sie zuvor durch die Eintragung eines entsprechenden Kredits in den Ausgabenhaushaltsplan der Region genehmigt werden.

§ 4. Der Verwaltungsrat erarbeitet spätestens für den 30. April des Jahres nach dem berücksichtigten Haushaltsjahr die Rechnungsaufstellung über die Ausführung des Haushaltsplanes sowie eine Bilanz der Aktiva und Passiva am 31. Dezember des berücksichtigten Jahres.

§ 5. Die Bücher der Gesellschaft werden auf Vorschlag des Verwaltungsrates von der Generalversammlung abgeschlossen und von der Regierung genehmigt.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das betroffene Geschäftsjahr folgt, periodische Berichte sowie einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

Art. 42 - Die Gesellschaft darf die überschüssigen Beträge der früheren Haushaltsjahre, die durch die Bewirtschaftung ihrer Kapitaldotationen hervorgebracht wurden, gebrauchen, nachdem sie von der Regierung dazu erlaubt worden ist.

Art. 43 - Unabhängig der Bestimmungen der Gesetze zur Regelung der Aktiengesellschaften, die im Gegensatz zu den vorliegenden Satzungen stehen, finden Artikel zehn, neunundzwanzig, neunundzwanzigbis, neunundzwanzigter, neunundzwanzigquater, vierunddreißig, fünfunddreißig, fünfunddreißigbis, einundvierzig, vierundfünfzig, fünfundfünfzig, dreiundsechzigter, vierundsechzig, vierundsechzigquater, einundsiebzig, zweiundsiebzig, zweiundsiebzigbis, zweiundsiebzigter, achtzigbis, hundertvierbis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften keine Anwendung auf die "Société wallonne du Logement".

Art. 44 - Übergangsweise bleibt die in Artikel 14, § 3 erwähnte Altersgrenze bis zum 1. Januar 2001 auf siebenzig Jahre festgelegt.

Art. 45 - Das Mandat der Mitglieder des in Artikel 23 erwähnten Koordinierungsausschusses der Aktionäre und des in Artikel 28 erwähnten Finanzverwaltungsausschusses wird gleichzeitig mit dem Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrates erneuert.

Art. 46 - Der in Artikel 23 erwähnte Koordinierungsausschuss der Aktionäre wird von Rechts wegen aufgelöst, wenn jede Provinz beim Verwaltungsrat vertreten ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) und zur Festlegung ihres Mindestkapitals beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2930

[C — 99/27669]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van de gewijzigde statuten van de "Société wallonne du Logement"
(Waalse Huisvestingsmaatschappij) en tot vaststelling van haar minimumkapitaal**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 86, §§ 3 en 5;

Gelet op de beslissing van de algemene vergadering van de "Société wallonne du Logement", getroffen op 10 mei 1999,

Besluit :

Artikel 1. Het minimumkapitaal van de "Société wallonne du Logement" wordt bepaald op één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank.

Art. 2. De statuten van de "Société wallonne du Logement", zoals gewijzigd in de akte van haar algemene vergadering van 10 mei 1999 en hierna weergegeven, worden goedgekeurd.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 14 augustus 1985 houdende bekrachtiging van de statuten van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 november 1993 en bij het ministerieel besluit van 16 oktober 1995, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 mei 1999.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

BIJLAGE

Statuten van de "Société wallonne du Logement"

HOOFDSTUK I. — Oprichting — Zetel — Doel en duur van de Maatschappij

Artikel 1. De "Société wallonne du logement" is een publiekrechtelijke rechtspersoon met rechtspersoonlijkheid die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap aanneemt.

Zonder haar burgerlijk karakter te verliezen wordt ze, voor al wat niet in de Waalse Huisvestingscode en in haar statuten is voorzien, beheerst door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, onder voorbehoud van wat hierna in artikel 43 bepaald is.

Onder voorbehoud van de bepalingen van de Waalse Huisvestingscode valt de Maatschappij onder de gezamenlijke bepalingen die vastliggen in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wat betreft de instellingen B bedoeld in artikel 1 van voormelde wet en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Haar zetel is gevestigd te Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2. De Waalse Maatschappij heeft tot doel :

1. De openbare huisvestingsmaatschappijen te erkennen, hen advies te geven en erop toezicht uit te oefenen en wordt belast met de volgende opdrachten :

— de openbare huisvestingsmaatschappijen in alle gemeenten ondernemingszin inblazen en tot een coherente werking aanzetten, o.a. door het uitwerken van het globale programma bedoeld in artikel 141 van de Waalse Huisvestingscode;

— de openbare huisvestingsmaatschappijen aansporen tot samenwerking, zowel onderling als met andere plaatselijke partners;

— die maatschappijen de nodige middelen verschaffen voor de verwezenlijking van hun doel;

— de activiteit van de maatschappijen regelmatig evalueren;

— de aanvragen en klachten betreffende de maatschappijen onderzoeken;

— de beroepen onderzoeken van de adviescomités van huurders en eigenaars;

— de kandidaturen tellen van de huurders van een door een openbare huisvestingsmaatschappij beheerde woning en de initiatieven bevorderen die erop gericht zijn veelvoudige verzoeken te voorkomen, tenminste op het grondgebied van dezelfde gemeente.

2. Aan de uitvoering van het woonrecht mee te werken en wordt belast met de volgende opdrachten :

— de aankoop, de bouw, de herstructurering, de renovatie, de aanpassing, de sloping en het beheer van eengezins- of gemeenschappelijke woningen die voldoen aan door de Regering gestelde technische en economische normen;

— het afstaan of verwerven van zakelijke rechten op eengezins- of gemeenschappelijke woningen die voldoen aan door de Regering gestelde technische en economische normen;

— de aankoop van de nodige gronden met het oog op een harmonische ontwikkeling van het woonklimaat, de wederafstand aan de erkende openbare huisvestingsmaatschappijen, de verkoop per perceel of de toekenning van zakelijke rechten erop, desnoods door de begunstigden verplichtingen op te leggen voor het behoud van het uitzicht en van de functionele inrichting van de groepen;

— het aansporen van de openbare huisvestingsmaatschappijen tot het nemen van initiatieven in die zin, het coördineren en het bevorderen van initiatieven die met andere partners uit de openbare en de privé-sector worden gevoerd;

— de toekenning van hypotheekleningen aan natuurlijke personen voor de aankoop, de bouw, de herstructurering of de renovatie van woningen, of voor de terugbetaling van hypotheekschulden, en de financiering van levensverzekeringspremies die dienen om leners te dekken;

— de verlening van de in artikelen 54 tot 77 bedoelde tegemoetkomingen aan de openbare huisvestingsmaatschappijen;

3. De openbare huisvestingsmaatschappijen, de plaatselijke besturen en de autonome gemeentebedrijven technische en financiële steun te verlenen. Daartoe kan de maatschappij de openbare huisvestingsmaatschappijen ertoe machtigen overeenkomsten te sluiten met elk plaatselijk bestuur of autonoom gemeentebedrijf dat over een pandenbestand beschikt, ten einde het beheer en het onderhoud ervan op zich te nemen.

Ze mag de plaats innemen van de openbare huisvestingsmaatschappijen die niet in staat zijn deze functie uit te oefenen;

4. Experimenten en studies inzake huisvesting te bevorderen;

5. De Regering nieuwe beleidsvormen voor te leggen of haar advies te geven over de beleidsvormen die o.a. gericht zijn op een betere samenwerking met de gemeenten inzake het huisvestingsbeleid en op de bevordering van de samenwerking tussen de openbare huisvestingsmaatschappijen en andere actoren uit de openbare en de privé-sector, alsook uit het verenigingsleven.

6. Elke andere opdracht uit te voeren die rechtstreeks verband houdt met degene die hierboven vermeld staan, mits toestemming van de Regering.

Art. 3. De Maatschappij voert haar in artikel 2 bedoelde opdrachten overeenkomstig de prioritaire doelstellingen en de richtlijnen die vastliggen in het tussen haar en de Regering gesloten beheerscontract.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 91 van de Waalse Huisvestingscode garandeert de maatschappij de terugbetaling van de leningen die ze met de levensverzekering heeft toegestaan.

Daartoe neemt ze deel aan de oprichting en het beheer van een dochtermaatschappij.

Art. 5. Om haar opdrachten uit te voeren kan de maatschappij elk stuk grond of gebouw kopen en verhuren, of er een zakelijk recht op overdragen.

De door de Maatschappij gebouwde, gekochte, gehuurde of te huur aangeboden gebouwen zijn hoofdzakelijk voor huisvesting bestemd.

De Maatschappij voorziet zelf of laat de openbare huisvestingsmaatschappij voorzien in de uitrusting van groepen van gebouwen die ze of de openbare huisvestingsmaatschappijen gekocht of gebouwd hebben of van stukken grond die ze uitgerust hebben, met wegen, rioleringen, openbare verlichting, watervoorziening, gezamenlijke toegangswegen, alsook in de aanleg van installaties van gemeenschappelijk nut die noodzakelijk deel uitmaken van het geheel. Bovendien kan ze de kosten van dergelijke werkzaamheden financieren.

De Maatschappij is bevoegd om een gebouw of ongebouwd onroerend goed te onteigenen waarvan de Regering eerst het algemeen nut heeft vastgesteld.

Art. 6. De Maatschappij kan met de toestemming van de Regering deelnemen aan de oprichting en het beheer van instellingen of vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel bijdraagt tot de uitvoering en de coördinatie van het gewestelijk huisvestingsbeleid.

De maatschappij mag eveneens, mits toelating van de Regering, de uitgaven van voornoemde instellingen of vennootschappen financieren of voorfinancieren of hen de nodige middelen verschaffen voor de verwezenlijking van hun doel.

Art. 7. De duur van de maatschappij is onbepaald en begint te lopen op 8 mei 1985. Haar ontbinding kan slechts bij een decreet uitgesproken worden, waarin de wijze en de voorwaarden van haar vereffening worden bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal — Leningen en obligaties — Beleggingen*

Art. 8. Het aanvankskapitaal van de maatschappij wordt vastgesteld op één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank. Het wordt verdeeld in duizend aandelen van duizend tweehonderd vijftig frank elk.

Deze duizend aandelen worden door de comparanten ingeschreven als volgt :

1. Het Waalse Gewest : vijfhonderd negenentachtig;
2. De provincie Henegouwen : honderd achtennegentig;
3. De provincie Luik : negenennegentig;
4. De provincie Namen : achtenveertig;
5. De provincie Luxemburg : vijfenveertig;
6. De provincie Waals Brabant : éénentwintig.

De comparanten verklaren dat de contante storting van het integrale bedrag van de aandelen heeft plaatsgevonden en dat het bedrag van deze stortingen die samen één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank bedragen, ter beschikking van de maatschappij is gesteld.

Art. 9. Het maatschappelijk kapitaal kan mits voorafgaand akkoord van de Regering verhoogd worden met inschrijvingen op onverdeeldbare aandelen van duizend tweehonderd vijftig frank, die aangegaan worden door het Gewest en door de in artikel 8 van deze statuten vermelde provincies.

Art. 10. Het onbetaalde bedrag van de nieuwe inschrijvingen wordt op de door de Raad van bestuur bepaalde data gestort, mits bij ter post aangetekende brief gegeven opzeggingstermijn van drie maanden.

Art. 11. De aandeelhouders zijn voor de verplichtingen van de maatschappij slechts ten belope van het bedrag van hun inschrijving gehouden.

Art. 12. De zelfs volgestorte aandelen zijn nominatief en onvervreemdbaar.

Art. 13. De beschikbare fondsen van de Waalse maatschappij kunnen gebruikt worden voor de aankoop van de door het Gewest geschapen en gewaarborgde waarden; ze mogen ook voorlopig in deposito gehouden worden of in rekening-courant geplaatst worden in de openbare instellingen of banken die met de goedkeuring van de Regering door de Raad van bestuur worden aangewezen.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur - Directie en toezicht*

I. De Raad van bestuur

Art. 14. § 1. De maatschappij wordt beheerd door een raad bestaande uit 23 leden benoemd en ontslagen door de Waalse Gewestraad :

- zestien bestuurders gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Regering;
- een bestuurder gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;
- zes bestuurders gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest.

§ 2. De Raad van bestuur wijst uit zijn midden een voorzitter en drie ondervoorzitters aan.

De voorzitter en de drie ondervoorzitters mogen de functie van voorzitter, directeur-zaakvoerder of bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij niet uitoefenen.

§ 3. Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege als de titularis ervan de leeftijd van zevenenzestig jaar bereikt. Het geldt zes jaar en is verlengbaar.

Bij vacature van een mandaat van bestuurder voleindigt de nieuwe aangewezen bestuurder het mandaat van zijn voorganger.

Het aantal bestuurders die toegelaten zijn hun mandaat te cumuleren met dat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij, wordt beperkt tot zes.

Het mandaat van bestuurder is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een openbare huisvestingsmaatschappij.

§ 4. De Directeur-generaal en de Adjunct-directeur-generaal hebben zitting met raadgevende stem in de Raad van bestuur en nemen het secretariaat van de vergaderingen waar. Ze worden bijgestaan door een griffier voor de materiële uitvoering van deze opdracht.

De Commissarissen van de Regering en de Waarnemer van de Regering hebben tevens zitting met raadgevende stem in de Raad.

De Directeur-generaal van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of, bij diens verhindering, de inspecteur-generaal van de Afdeling Huisvesting hebben bovendien zitting met raadgevende stem in de Raad.

§ 5. De Raad van bestuur kan uit zijn midden commissies oprichten.

Art. 15. De bestuurders hebben geen persoonlijke verplichting betreffende de verbintenissen van de maatschappij. Ze zijn aansprakelijk voor de uitvoering van hun mandaat en voor de in het beheer begane fouten, met name de overschrijding van de bevoegdheden, zoals blijkt uit het maatschappelijk doel en uit de statuten.

Art. 16. Na bijeenroeping door zijn voorzitter of, bij diens verhindering, door één van de ondervoorzitters vergadert de Raad van bestuur telkens als de belangen van de maatschappij het vereisen.

De raad moet vergaderen wanneer ten minste vijf bestuurders erom verzoeken. De vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op de in de oproepingen vermelde plaats.

Ze worden voorgezeten door de voorzitter van de Raad en, bij diens verhindering, door één van de ondervoorzitters of, in voorkomend geval, door de oudste bestuurder.

Art. 17. § 1. De Raad kan slechts beraadslagen en beslissingen nemen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 2. Het is de bestuurders van de Maatschappij verboden aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij zijzelf of hun bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben, of waarbij hun vennootschap een rechtstreeks belang heeft als ze er bestuurder van zijn.

Dit verbod geldt niet voor bloed- en aanverwanten boven de tweede graad als het gaat om een voordracht van kandidaten, om benoemingen, gedwongen ontslagen of schorsingen.

§ 3. De bestuurders mogen niet deelnemen aan de gunning van opdrachten met de Maatschappij, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks.

Art. 18. Indien het quorum na regelmatige bijeenroeping niet bereikt is, beraadslaagt de Raad op geldige wijze bij de bij de tweede oproeping bepaalde zitting, ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, over de items die twee keer achtereenvolgend op de dagorde zijn voorgekomen.

Art. 19. De beraadslagingen van de Raad van bestuur worden in notulen vermeld, die op de zetel van de maatschappij worden bewaard.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal of door hun vervangers ondertekend.

Art. 20. Mits goedkeuring van de Regering kan de algemene vergadering de bestuurders een vergoeding verlenen die, per derde, bestaat uit een vaste bezoldiging, presentiegeld en verblijfsvergoedingen.

Art. 21. § 1. De Raad van bestuur beschikt over al de voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de maatschappij nodige bevoegdheden, met uitzondering van die bestemd voor de algemene vergadering. Hij bezit de meest uitgebreide bevoegdheden om de maatschappij te beheren en te besturen.

§ 2. Hij bevordert de oprichting van openbare huisvestingsmaatschappijen, erkent ze overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden, criteria en regels.

Hij keurt de statuten van de openbare huisvestingsmaatschappij en de wijziging ervan alsmede de vereffening van de openbare huisvestingsmaatschappijen goed.

§ 3. In het kader van de uitoefening van zijn toezicht op de erkende maatschappijen zorgt hij voor de naleving van de wetgeving, van de reglementering, van hun statuten en van het algemeen belang.

§ 4. Hij behandelt de aanvragen en klachten van de openbare huisvestingsmaatschappijen.

§ 5. Hij behandelt de beroepen van de adviescomités van huurders en eigenaars.

§ 6. Hij spreekt zich binnen zestig dagen uit over de beroepen betreffende de toezichtbeslissingen die genomen zijn door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

§ 7. Hij legt jaarlijks de meerjarige investeringsprogramma's van de maatschappij ter goedkeuring voor aan de Regering.

§ 8. Hij koopt en verhuurt elk terrein of gebouw of draagt er een zakelijk recht op over.

§ 9. Hij oefent een recht van wederinkoop uit op de onroerende goederen waarop de maatschappij of haar erkende maatschappijen een zakelijk recht hebben verleend wanneer deze onroerende goederen niet binnen de voorgeschreven termijnen en volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden zijn gebouwd.

§ 10. Hij wordt door de Regering gemachtigd om

onder de door haar bepaalde voorwaarden door het Gewest gewaarborgde leningen uit te schrijven, aan te gaan of te beheren.

Hij verstrekt de Regering elk gegeven over deze leningen, alsook over de belegging van de tegoeden en beschikbare gelden van de maatschappij.

Hij verstrekt waarborgen tot zekerheid van de aangegane verbintenissen en neemt de waarborgen ter zekerheid van de tegenover haar aangegane verbintenissen aan.

§ 11. Wat de begroting en de rekeningen van de maatschappij betreft, voldoet hij aan de in artikel 41 vermelde verplichtingen.

§ 12. Hij ontvangt alle sommen en waarden die aan de maatschappij toekomen of laat ze door zijn vertegenwoordigers innen.

§ 13. Hij doet de Regering voorstellen inzake de personeelsformatie en het personeelsstatuut, met inbegrip van de leidend ambtenaren.

Hij benoemt de personeelsleden binnen de perken van het aantal in de personeelsformatie beschikbare betrekkingen, schorst ze en ontslaat ze. Hij bepaalt hun loon, wedde, gratificatie en, in voorkomend geval, het bedrag van hun borgsom.

§ 14. Hij handelt, gaat dadingen of compromissen aan betreffende de belangen van de maatschappij, staat alle rechtsvorderingen toe; hij doet afstand van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding.

§ 15. Hij gaat tot onteigeningen ten algemenen nutte over met het oog op de uitvoering van zijn opdracht.

§ 16. Hij machtigt de erkende maatschappijen leningen aan te gaan, hun onroerende goederen te vervreemden, ze te hypothekeren of de waarborgen die ze bezitten, aan derden af te staan.

Hij machtigt de erkende maatschappijen giften en legaten te ontvangen, zakelijke rechten op elk al dan niet bebouwd onroerend goed te verwerven of over te dragen, ze te verhuren of onroerende goederen te bestemmen voor de behoeften van hun bestuur.

§ 17. Hij legt jaarlijks de Regering een evaluatieverslag voor over de uitvoering van het beheerscontract uiterlijk 1 juli van het jaar volgend op het boekjaar waarop het betrekking heeft en maakt het binnen de volgende maand aan de Waalse Gewestraad over.

§ 18. Hij doet de Regering voorstellen i.v.m. wijzigingen in de decreten of besluiten die hij moet toepassen en geeft haar advies over de vigerende of ontworpen teksten betreffende de door de Maatschappij behandelde aangelegenheden, en over de toekomstige beleidsvormen.

§ 19. Hij maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Art. 22. De Raad van bestuur kan onder eigen verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden opdragen aan één of meer van zijn bestuurders alsmede aan de directeur-generaal.

In overeenstemming met de Raad van bestuur verdelen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal de bevoegdheden onder elkaar.

Art. 23. § 1. Er wordt bij de Raad van bestuur een coördinatiecomité van de aandeelhouders ingesteld, dat ermee belast is de samenwerking te ontwikkelen tussen de provincies, het Gewest en de maatschappij en initiatiefadvies of advies over de aangelegenheden die hem door de Raad van bestuur onderworpen zijn, uit te brengen.

§ 2. Het coördinatiecomité van de aandeelhouders is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van elke provincie, aandeelhouder, die door de Algemene vergadering benoemd en ontslagen wordt;

2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die door de Regering aangewezen worden.

§ 3. Bij vacature van een in § 2, 1°, bedoelde betrekking van een lid van het comité voorziet de Algemene vergadering bij haar eerste vergadering in deze vacature.

Degene die een in § 2, 1°, bedoeld lid vóór het verstrijken van het hem toevertrouwde mandaat moet vervangen, voleindigt het onderbroken mandaat.

§ 4. Er wordt aan de leden van dit comité een presentiegeld verleend dat gelijk is aan welk dat overeenkomstig artikel 20 aan de bestuurders verleend wordt.

De werkings- en secretariaatkosten van het comité zijn voor rekening van de maatschappij.

§ 5. Eén keer per jaar brengt het comité de Raad van bestuur verslag uit over zijn activiteiten.

II. Directie

Art. 24. De Waalse maatschappij wordt geleid door een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal. Ze worden door de Regering die hun basisloon vaststelt, benoemd, geschorst of ontslagen.

De ambten van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal zijn onverenigbaar met die van voorzitter, bestuurder of directeur-zaakvoerder van een door de maatschappij erkende openbare huisvestingsmaatschappij.

Bij ontstentenis van de directeur-generaal vervult de adjunct-directeur-generaal zijn functies. Bij ontstentenis van deze laatste wordt hij vervangen door de ambtenaar met de hoogste rang.

Art. 25. § 1. Naast de door de Raad van bestuur bepaalde delegaties zijn de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal belast met de uitvoering van de beslissingen van de Raad van bestuur en van de Algemene vergadering zonder ten opzichte van derden van een machtiging of van een bijzondere bevoegdheid te moeten doen blijken.

Ze zorgen voor het dagelijkse beheer en vertegenwoordigen de maatschappij in alle desbetreffende handelingen, met inbegrip van de gerechtelijke vorderingen.

§ 2. Onder eigen verantwoordelijkheid kunnen ze een deel van hun bevoegdheden betreffende het dagelijkse beheer opdragen aan personeelsleden van de maatschappij.

§ 3. Ze houden toezicht op de openbare huisvestingsmaatschappijen wat betreft de in de artikelen 161, 163, § 1, 1° en 6° en 164 van de Waalse Huisvestingscode bedoelde handelingen.

§ 4. Ze geven de afschriften en uittreksels van de notulen van de Raad, van het Comité voor financieel beheer en van de Algemene vergadering af.

Ze ondertekenen alle cheques, overschrijvingen en kwitanties.

§ 5. Ze verlenen opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen wanneer de akte de bevrijding van de schuldenaar vaststelt en, mits voorafgaande toestemming van de Raad van bestuur, verlenen ze opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen wanneer de akte de bevrijding van de schuldenaar, overschrijvingen, inbeslagnemingen, verzetten en andere beletsels niet vaststelt zonder van de delging van de schuldvorderingen van de maatschappij of van betalingen te moeten doen blijken. Onder eigen verantwoordelijkheid kunnen ze deze bevoegdheden opdragen aan personeelsleden van de maatschappij die met de graad van directeur of met een hogere graad bekleed zijn.

§ 6. Ze leiden en controleren de personeelsleden van de maatschappij.

§ 7. De gerechtelijke vorderingen worden op hun verzoek uitgeoefend.

Art. 26. De directeur-generaal vervult de taak van de griffier bij de zittingen van de Raad van bestuur. Daartoe kan hij worden bijgestaan door een personeelslid van de maatschappij.

III. Toezicht en controle

Art. 27. § 1. De maatschappij is aan de controlebevoegdheid van de Regering onderworpen. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee commissarissen die door de Regering worden benoemd op de voordracht van respectievelijk de Minister van Huisvesting en de Minister van Begroting.

§ 2. Een door de Regering aangewezen waarnemer is ook belast met de opvolging van het beheerscontract.

§ 3. De waarnemer bezorgt de Regering elk semester een verslag over de uitvoering van het beheerscontract door de maatschappij.

§ 4. De ambten van commissaris en waarnemer mogen niet gecumuleerd worden met dat van voorzitter, bestuurder of directeur-zaakvoerder van een openbare huisvestingsmaatschappij, noch met dat van personeelslid van de maatschappij.

Art. 28. § 1. Er wordt een comité voor financieel beheer ingesteld dat bestaat uit :

1° drie bestuurders aangewezen door de Raad van bestuur van de maatschappij;

2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, aangewezen door de Regering binnen de Afdeling Thesaurie, Begroting, Financiën en Departementale Boekhouding en binnen de Inspectie van Financiën;

3° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;

4° de in artikel 29 bedoelde revisoren;

5° de commissarissen en de waarnemer van de Regering;

6° de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van de maatschappij;

7° twee deskundigen inzake begroting en financiën die de provincies vertegenwoordigen en die op de voordracht van de provincies door de Regering worden aangewezen;

8° drie vertegenwoordigers van de krachtens punt 7° van dit lid nog niet vertegenwoordigde provincies, die door deze laatste worden aangewezen.

§ 2. Het comité voor financieel beheer kiest uit zijn midden een voorzitter en een secretaris die de notulen ondertekenen.

Het comité vergadert driemaandelijks.

Bovendien zijn de artikelen 16, 17, 18 en 19 van deze statuten mutatis mutandis van toepassing op de vergaderingen van het comité voor financieel beheer.

§ 3. Het comité voor financieel beheer brengt initiatiefadvies of advies uit over de aangelegenheden die hem door de Raad van bestuur voorgelegd zijn.

Eén keer per jaar brengt het comité voor financieel beheer de Algemene vergadering verslag uit over zijn activiteiten.

Er wordt aan de in § 1 van dit artikel bedoelde personen een presentiegeld verleend dat gelijk is aan welk dat overeenkomstig artikel 20 aan de bestuurders wordt verleend.

Art. 29. De Regering wijst binnen de Waalse maatschappij

één of verscheidene revisoren aan die gekozen worden onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren.

De revisoren moeten de boekhouding controleren en de juistheid en oprechtheid ervan bevestigen.

Ze kunnen ter plaatse inzage nemen van de boeken en boekhoudkundige stukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestandsopgaven en, in het algemeen, van alle geschriften. Ze onderzoeken de samenstelling van de goederen en waarden die de Maatschappij in eigendom heeft of beheert.

De revisoren bezorgen de Regering en de bestuursorganen van de Maatschappij een verslag over de activa en passiva, alsook over de bedrijfsresultaten, ten minste één keer per jaar, bij het opmaken van de balans, de winst- en verliesrekening of de jaarrekening. Ze stellen hen onmiddellijk in kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid en, in het algemeen, van elke toestand die de solvabiliteit en de liquiditeit van de Maatschappij in gevaar brengen.

De bezoldiging van de revisoren die voor rekening is van de Maatschappij wordt bepaald door de Algemene vergadering.

Art. 30. De commissarissen van de Regering en de waarnemer van de Regering hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdracht uit te voeren. Ze nemen inzage van elk stuk dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene vergadering*

Art. 31. De Algemene vergadering bestaat uit de aandeelhouders, de bestuurders, de commissarissen van de Regering, de waarnemer van de Regering, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal.

Alleen de aandeelhouders zijn stemgerechtigd.

Elke vennoot kan zich slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen; deze beschikt over zoveel stemmen als zijn lastgever aandelen bezit. Niemand kan echter aan de stemming deelnemen voor een aantal aandelen dat het vijfde deel van de aandelen waarop wordt ingeschreven of twee vijfde van de bij de Algemene vergadering vertegenwoordigde aandelen overschrijdt.

Art. 32. Jaarlijks wordt uiterlijk 30 april een algemene vergadering van de aandeelhouders gehouden.

Art. 33. De algemene vergadering neemt kennis van het verslag van de Raad van bestuur. Ze beslist over de conclusies van deze verslagen alsmede over het ontwerp van balans.

Art. 34. Onder voorbehoud van de goedkeuring van de rekeningen door de Regering verleent ze kwijting van hun beheer aan de bestuurders.

Art. 35. De Raad van bestuur kan buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

Hij moet ze binnen dertig dagen bijeenroepen op verzoek van aandeelhouders die minstens één vijfde van het kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 36. De oproepingen voor elke algemene vergadering vermelden de agenda en worden minstens 8 dagen vóór de datum van deze vergadering bij ter post aangetekende brief gestuurd.

De vergadering mag slechts over de in de agenda vermelde punten beslissen.

Art. 37. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van bestuur of, in voorkomend geval, door één van de ondervoorzitters.

Een afgevaardigde van de aandeelhouders wordt als stemopnemer aangewezen.

Een presentielijst waarin de namen van de aandeelhouders en hun aantal aandelen worden vermeld, wordt ondertekend door elke vertegenwoordiger van de aandeelhouders bij de opening van de vergadering.

Art. 38. De algemene vergadering wordt regelmatig samengesteld ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Wanneer over voorstellen ter wijziging van de statuten moet worden beraadslaagd, is de vergadering slechts op geldige wijze samengesteld als de oproepingen dit voorwerp vermelden en als de op de vergadering aanwezige leden de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Wordt deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe regelmatige oproeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering op geldige wijze ongeacht de verhouding van het door de aanwezige aandeelhouders vertegenwoordigde kapitaal.

In beide gevallen wordt geen voorstel aangenomen als het de drie vierde van de stemmen niet behaalt.

Elk voorstel tot wijziging van de statuten behoeft de goedkeuring van de Regering.

Art. 39. De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de voorzitters, de stemopnemer, de leden van de Raad van bestuur voor zover ze aanwezig zijn, de directeur-generaal alsmede door de vertegenwoordigers van aandeelhouders die erom verzoeken.

HOOFDSTUK V. — Financiële middelen — Begrotingen — Rekeningen en balansen

Art. 40. De Maatschappij beschikt over de volgende financiële middelen :

1. de in de gewestelijke begroting opgenomen toelagen en kredieten;
2. de middelen die uit haar activiteiten voortkomen;
3. de opbrengst van de leningen die ze mag uitschrijven, aangaan of beheren, volgens de bepalingen van artikel 21, § 10;
4. de giften en legaten.

Art. 41. § 1. De Raad van bestuur maakt jaarlijks zijn begroting op en legt ze ter goedkeuring voor aan de Regering. Deze begroting, die per activiteit wordt opgesplitst, wordt aan de Regering voorgelegd uiterlijk 30 april van het jaar voorafgaand aan het boekjaar waarop ze betrekking heeft.

§ 2. Binnen de door de Regering bepaalde perken, mogen de kredieten waarin het begrotingsontwerp van de Maatschappij voorziet, gebruikt worden als de begroting niet is goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, behalve als het gaat om uitgaven die gegrond zijn op een nieuw beginsel dat niet opgenomen was in de begroting van het voorafgaande jaar.

§ 3. Overdrachten van kredieten tussen activiteiten vereisen de goedkeuring van de Regering, net zoals overschrijdingen van kredieten voor dezelfde activiteit, die in de begroting van de Maatschappij opgenomen zijn.

Vermoedelijke kredietoverschrijdingen die een hogere tegemoetkoming van het Gewest vergen dan die waarin de begroting aanvankelijk voorziet, moeten eerst goedgekeurd worden door een overeenstemmend krediet uit te trekken op de uitgavenbegroting van het Gewest.

§ 4. De Raad van bestuur maakt, uiterlijk 30 april van het jaar na het betrokken boekjaar, de jaarrekening van uitvoering van zijn begroting op, en geeft een overzicht van de activa en passiva op 31 december van het betrokken jaar.

§ 5. De rekeningen van de Maatschappij worden vastgelegd door de algemene vergadering, op voorstel van de Raad van bestuur en goedgekeurd door de Regering.

De Raad van bestuur bezorgt de Regering periodieke toestandsopgaven en een jaarlijks verslag over zijn activiteit, uiterlijk 1 juli van het boekjaar waarop het betrekking heeft.

Art. 42. Met de voorafgaande toestemming van de Regering mag de Raad van bestuur de overschotten van de vorige boekjaren gebruiken, die voortkomen uit de kapitaaldotaties die ze beheert.

Art. 43. Behalve de voorschriften van de wetten die de naamloze vennootschappen beheersen en die in strijd zijn met deze statuten, zijn de artikelen tien, negenentwintig, negenentwintig*bis*, negenentwintig*ter*, negenentwintig*quater*, vierendertig, vijfendertig, vijfendertig*bis*, éenenveertig, vierenvijftig, vijfenvijftig, drieënzestig*ter*, vierenzestig, vierenzestig*quater*, éénenzeventig, tweeënzeventig, tweeënzeventig*bis*, tweeënzeventig*ter*, tachtig tot honderd en vier van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de Waalse maatschappij.

Art. 44. Bij wijze van overgangsmaatregel tot 1 januari 2001 wordt de in artikel 14, § 3, bedoelde leeftijdsgrens beperkt tot zeventig jaar.

Art. 45. Het mandaat van de leden van het in artikel 23 bedoelde coördinatiecomité van de aandeelhouders en van het in artikel 28 bedoelde comité voor financieel beheer wordt vernieuwd op hetzelfde ogenblik als het mandaat van de leden van de Raad van bestuur.

Art. 46. Het in artikel 23 bedoelde coördinatiecomité van de aandeelhouders wordt van rechtswege ontbonden zodra elke provincie binnen de Raad van bestuur wordt vertegenwoordigd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot goedkeuring van de gewijzigde statuten van de "Société wallonne du Logement" en tot vaststelling van haar minimumkapitaal.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2931 [99/31128]

11 MARS 1999. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et à l'Acte final, fait à Bruxelles le 8 décembre 1997 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et l'Acte final, faits à Bruxelles, le 8 décembre 1997, sortiront en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, leur plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites

C. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget de l'Energie et des Relations extérieures

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie
et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,
de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté
publique,

D. GOSUIN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997 - 1998*

Documents du Conseil :

Projet d'ordonnance : A-268/1.

Session ordinaire 1998-1999

Rapport : A-268/2

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 26 février 1999.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2931 [99/31128]

11 MAART 1999. — Ordonnantie houdende instemming met de overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en met de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet

Art. 2. De Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997, zullen wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 maart 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen

C. PICQUE

De Minister van Economie, Financiën,
Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Ruimtelijke Ordening Openbare Werken en Vervoer

H. HASQUIN

De Minister van Openbaar Ambt Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,
Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid

D. GOSUIN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998*

Document van de Raad :

Ontwerp van ordonnantie : A-268/1

Gewone zitting 1998-1999

Verslag : A-268/2

Volledig verslag

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 26 februari 1999.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09925]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 31 août 1999 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Ringelheim, F., de ses fonctions de président du tribunal de commerce de Nivelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[99/09888]

Direction générale des établissements pénitentiaires. — Personnel Désignation

Par arrêté ministériel du 10 août 1999, M. Eddy Hendrickx, conseiller adjoint, est désigné en qualité de secrétaire suppléant pour le rôle néerlandais de la Commission supérieure de défense sociale, en remplacement de M. Rudy Van de Voorde.

[99/09907]

Nominations

Par arrêté ministériel du 16 août 1999, Mme Hilda Deketelaere est nommée membre amovible de la commission administrative des prisons de Louvain.

Par arrêté ministériel du 16 août 1999, M. Petrus Peetroons est nommé membre amovible de la commission administrative des prisons de Louvain.

Par arrêté ministériel du 16 août 1999, M. Georges Haven est nommé vice-président de la commission administrative des prisons de Louvain, jusqu'à la fin de son mandat, en remplacement de M. Jan De Kolver, démissionnaire.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09925]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1999 is aan de heer Ringelheim, F., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van voorzitter van de rechtbank van koophandel te Nijvel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[99/09888]

Directoraat-generaal der strafinrichtingen. — Personeel Aanduiding

Bij ministerieel besluit van 10 augustus 1999 is de heer Eddy Hendrickx, adjunct-adviseur, aangeduid als plaatsvervangend secretaris voor de Nederlandse taalrol van de Hoge Commissie tot bescherming van de maatschappij, ter vervanging van de heer Rudy Van de Voorde.

[99/09907]

Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 16 augustus 1999 is Mevr. Hilda Deketelaere benoemd tot afzetbaar lid van de bestuurscommissie bij de gevangnissen te Leuven.

Bij ministerieel besluit van 16 augustus 1999 is de heer Petrus Peetroons benoemd tot afzetbaar lid van de bestuurscommissie bij de gevangnissen te Leuven.

Bij ministerieel besluit van 16 augustus 1999 is de heer Georges Haven benoemd tot ondervoorzitter van de bestuurscommissie bij de gevangnissen te Leuven, tot het einde van zijn mandaat, ter vervanging van de heer Jan De Kolver, ontslagnemend.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[99/22359]

Fonds des maladies professionnelles. — Personnel Démission honorable

Par arrêté royal du 11 avril 1999, démission honorable de ses fonctions d'administrateur général du Fonds des maladies professionnelles, est accordée à partir du 1er janvier 2000, à M. Quina, Joël.

M. Quina, J. est autorisé à faire valoir ses droits à la pension dans le cadre de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayant droit, et de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[99/22359]

Fonds voor de beroepsziekten. — Personeel Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 11 april 1999, wordt met ingang van 1 januari 2000, aan de heer Quina, Joël eervol ontslag verleend uit zijn ambt van administrateur-generaal van het Fonds voor de beroepsziekten.

De heer Quina, J. wordt ertoe gemachtigd zijn pensioenaanspraken te laten gelden in het raam van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van de personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut en van hun rechthebbenden, en van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregeling.

Het is hem vergund de eretitel van zijn ambt te voeren.

[99/22839]

Institut national d'assurance maladie-invalidité

Comité consultatif en matière de dispensation de soins pour des maladies chroniques et pour des pathologies spécifiques institué auprès du Service des soins de santé. — Nomination du président et membres

Par arrêté royal du 18 juin 1999, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, est nommé en qualité de président dudit Comité pour un terme de six ans, Dr Frühling, Johann.

Par le même arrêté sont nommés membres dudit Comité pour un terme de six ans :

1° en tant que représentants des universités belges :

Dr De Cock, Paul;
Dr Degré, Serge;
Dr De Vos, Martine;
Dr Gillet, Pierre;
Dr Rodenstein, Daniel;
Dr Vandewoude, Maurits;
Dr Velkeniers, Brigitte;

2° en tant que représentants des organisations professionnelles représentatives représentées au Comité de l'assurance parmi les dispensateurs de soins :

Dr Baeyens, Jean-Pierre;
M. Denoo, Philippe;
M. Geys, Ludo;
Mme Haems, Marleen;
M. Martens, Mathieu;
Dr Rossignol, Paulette;
Dr Schreurs, Ferdinand;
Dr Vandermeeren, Philippe;
Dr Vermeylen, Michel;

3° en tant que représentants des organismes assureurs :

Dr Boly, Jacques;
Mme Delecaut, Nicole;
Dr Drabs, Philippe;
Dr Vandermeeren, Ivan;
Dr Van Rompaey, Brigitte;
Dr Vanstechelman, Raphaël;
Mme Van Winckel, Hilde;
Dr Werbrouck, Violetta;
M. Wouters, Gilbert;

4° désigné par le Ministre des Affaires sociales :

Dr Payen, Marie-Christine;

5° désigné par le Ministre de la Santé publique :

Dr Snacken, Jan.

[99/22839]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Comité voor advies inzake de zorgverlening ten aanzien van de chronische ziekten en specifieke aandoeningen ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Benoeming van de voorzitter en leden

Bij koninklijk besluit van 18 juni 1999, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt benoemd in de hoedanigheid van voorzitter van voornoemd Comité voor een termijn van zes jaar, Dr. Frühling, Johann.

Bij hetzelfde besluit worden benoemd tot leden van voornoemd Comité voor een termijn van zes jaar :

1° als vertegenwoordigers van de Belgische universiteiten :

Dr. De Cock, Paul;
Dr. Degré, Serge;
Dr. De Vos, Martine;
Dr. Gillet, Pierre;
Dr. Rodenstein, Daniel;
Dr. Vandewoude, Maurits;
Dr. Velkeniers, Brigitte;

2° als vertegenwoordigers van de in het Verzekeringscomité vertegenwoordigde representatieve beroepsorganisaties die de zorgverleners vertegenwoordigen :

Dr. Baeyens, Jean-Pierre;
de heer Denoo, Philippe;
de heer Geys, Ludo;
Mevr. Haems, Marleen;
de heer Martens, Mathieu;
Dr. Rossignol, Paulette;
Dr. Schreurs, Ferdinand;
Dr. Vandermeeren, Philippe;
Dr. Vermeylen, Michel;

3° als vertegenwoordigers van de verzekeringsinstellingen :

Dr. Boly, Jacques;
Mevr. Delecaut, Nicole;
Dr. Drabs, Philippe;
Dr. Vandermeeren, Ivan;
Dr. Van Rompaey, Brigitte;
Dr. Vanstechelman, Raphaël;
Mevr. Van Winckel, Hilde;
Dr. Werbrouck, Violetta;
de heer Wouters, Gilbert;

4° aangewezen door de Minister van Sociale Zaken :

Dr. Payen, Marie-Christine;

5° aangewezen door de Minister van Volksgezondheid :

Dr. Snacken, Jan.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[99/00623]

Autorisation d'exercer la profession de détective privé en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Refus

Par arrêté ministériel du 6 mai 1999, M. Pierre Gérard, domicilié rue Landuyt 118, à 1440 Braine-le-Château, n'est pas autorisé à exercer la profession de détective privé.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00623]

Vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Weigeringen

Bij ministerieel besluit van 6 mei 1999 wordt de heer Pierre Gerard, wonende te 1440 Braine-le-Château, rue Landuyt 118, niet gemachtigd het beroep van privé-detective, uit te oefenen.

Par arrêté ministériel du 23 juin 1999, l'autorisation à exercer la profession de détective privé accordée à M. Guy Vandeville, ayant son lieu d'établissement sis rue Champ Rodange 93, à 1410 Waterloo, n'est pas renouvelée.

Le présent arrêté produit ses effets le 23 juin 1998.

Par arrêté ministériel du 7 juillet 1999, l'autorisation d'exercer la profession de détective privé n'a pas été accordée aux personnes suivantes :

M. Danny Tuerlinckx, domicilié Zonnestraat 165, à 9100 Sint-Nicolas;

M. Johan, Delvaux, domicilié Nielstraat 16, à 3890 Gingelom;

M. René Vanrossomme, domicilié chemin de Velaine 32, à 5190 Jemeppe-sur-Sambre;

M. Joseph Canivez, domicilié quai de la Bouverie 21, à 4020 Liège;

M. Pascal Legrand, domicilié rue des Epérides 50, à 6820 Florenville;

M. Gianni Bernardillo, domicilié rue des Juifs 65 à 7331 Saint-Ghislain;

M. Alain Marechal, domicilié Bel'Fays 18, à 4052 Chaudfontaine, Bel'Fays 18.

Par arrêté ministériel du 26 juillet 1999, l'autorisation à exercer la profession de détective privé n'a pas été accordée à la personne suivante :

M. René Mathonet, domicilié route de Louveigné 114, à 4052 Chaudfontaine.

Bij ministerieel besluit van 23 juni 1999 wordt de vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen verleend aan de heer Guy Vandeville hebbende zijn vestigingsplaats te 1410 Waterloo, rue Champ Rodange 93, niet vernieuwd.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 juni 1998.

Bij ministerieel besluit van 7 juli 1999 worden de volgende personen niet gemachtigd om het beroep van privé-detective uit te oefenen :

de heer Danny Tuerlinckx, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Zonnestraat 165;

de heer Johan, Delvaux, wonende te 3890 Gingelom, Nielstraat 16;

de heer René Vanrossomme, wonende te 5190 Jemeppe-sur-Sambre, chemin de Velaine 32;

de heer Joseph Canivez, wonende te 4020 Luik, quai de la Bouverie 21;

de heer Pascal Legrand, wonende te 6820 Florenville, rue des Epérides 50;

de heer Gianni Bernardillo, wonende te 7331 Saint-Ghislain, rue des Juifs 65;

de heer Alain Marechal, wonende te 4052 Chaudfontaine, Bel'Fays 18.

Bij ministerieel besluit van 26 juli 1999 wordt de volgende persoon niet gemachtigd om het beroep van privé-detective uit te oefenen :

de heer René Mathonet, wonende te 4052 Chaudfontaine, route de Louveigné 114.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S - C - 99/29147]

4 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française mettant des fréquences à la disposition de la Radio-Télévision belge de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, plus particulièrement son article 37bis;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1992 réglementant la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87.5 MHz - 108 MHz;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995 mettant provisoirement les fréquences nécessaires à la disposition de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 66.078 du 25 avril 1997;

Vu le rapport de l'auditorat du Conseil d'Etat dans le cadre du recours en annulation dirigé par la Communauté flamande contre l'arrêté précité du 10 avril 1995;

Considérant que par cet arrêté, le Gouvernement a mis provisoirement, c'est-à-dire en attendant les coordinations prévues à l'article 2 de l'arrêté royal du 10 janvier 1992, les fréquences suivantes à la disposition de la RTBF :

— la fréquence 89.9 MHz à Bruxelles;

— la fréquence 92.5 MHz à Bruxelles;

— la fréquence 96.4 MHz à Liège;

Considérant que par son arrêt n° 66.078 du 25 avril 1997, le Conseil d'Etat a, à la requête de la Communauté flamande, suspendu l'exécution de cet arrêté, sauf pour ce qui est de l'assignation de fréquence 96.4 MHz à Liège;

Considérant que dans son rapport sur le recours en annulation introduit contre le même arrêté, l'auditorat du Conseil d'Etat conclut à l'annulation de cet arrêté dans son ensemble;

Considérant que la fréquence 89.9 MHz n'a pas été coordonnée;

Considérant qu'en ce qui concerne la fréquence 92.5 MHz à Bruxelles, une demande de coordination a été introduite par la RTBF auprès de l'IBPT le 5 avril 1995;

Considérant que le 5 octobre 1995, l'IBPT a informé la RTBF que la BRTN et la Communauté flamande pouvaient marquer leur accord sur l'attribution de cette Fréquence pour autant que l'émetteur soit limité, dans le secteur 60-80°, à 21 dBW;

Considérant que la RTBF a marqué son accord sur cette restriction et que la fréquence est effectivement utilisée actuellement avec cette diminution;

Considérant que cette dernière ne figure, cependant, pas dans l'arrêté précité du 10 avril 1995;

Considérant qu'en ce qui concerne la fréquence 96.4 MHz à Liège, une demande de coordination a été introduite par la RTBF auprès de l'IBPT le 16 février 1995;

Que cette demande prévoyait une réduction de puissance dans le secteur 300-330° à 29 dBW;

Considérant que le 4 juillet 1995, l'IBPT a informé la RTBF de l'accord de la BRTN et de la Communauté flamande sur la demande de coordination;

Considérant que l'arrêté précité du 10 avril 1995 ne comprend, cependant, pas la réduction de puissance figurant dans la demande de coordination;

Considérant qu'il résulte des observations qui précèdent qu'il y a lieu, pour les trois fréquences, de retirer l'arrêté du 10 avril 1995;

Considérant que les Fréquences 92.5 MHz à Bruxelles et 96.4 MHz à Liège doivent être considérées comme coordonnées avec la BRTN et la Communauté flamande, et ce en fonction des caractéristiques inscrites par la RTBF dans ses demandes de coordination datant respectivement des 5 avril 1995 et 16 février 1995;

Considérant que ces deux Fréquences peuvent, par conséquent, être attribuées à la RTBF en tenant compte des réductions de puissance qui résultent de la demande de coordination;

Vu la délibération du 4 janvier 1999,

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 avril 1995 mettant provisoirement les fréquences nécessaires à la disposition de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, est retiré.

Art. 2. Les deux fréquences suivantes sont mises à la disposition de la Radio-Télévision belge de la Communauté française:

Fréquence	Station	PAR	Hauteur antenne par rapport au sol
92.5 MHz	Bruxelles	500 W,D	100 m.
96.4 MHz	Liège	5.000 W,D	120 m.

Art. 3. Le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 99/291 47]

4 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij frequenties ter beschikking van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" worden gesteld

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op artikel 37bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1992 betreffende de klankradio-omroep in frequentiemodulatie in de band 87.5 MHz-108 MHz;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 waarbij de nodige frequenties voorlopig ter beschikking van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" worden gesteld;

Gelet op het arrest van de Raad van State nr. 66.078 van 25 april 1997;

Gelet op het verslag van het auditoraat van de Raad van State in het kader van het beroep tot nietigverklaring, gericht door de Vlaamse Gemeenschap tegen het bovenvermelde besluit van 10 april 1995;

Overwegende dat de Regering bij dat besluit de hierna volgende frequenties voorlopig - dit is in afwachting van de bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 januari 1992 bedoelde coördinatie - ter beschikking van de RTBF stelde :

- de frequentie 89.9 MHz te Brussel,
- de frequentie 92.5 MHz te Brussel,
- de frequentie 96.4 MHz te Luik;

Overwegende dat de Raad van State, op verzoek van de Vlaamse Gemeenschap, bij zijn arrest nr. 66.078 van 25 april 1997, de uitvoering van dat besluit heeft opgeschort, behalve wat de toewijzing van de frequentie 96.4 MHz te Luik betreft;

Overwegende dat het auditoraat van de Raad van State, in zijn verslag over het beroep tot nietigverklaring dat tegen hetzelfde besluit werd ingediend, tot de conclusie komt dat het besluit in zijn geheel wordt vernietigd;

Overwegende dat de frequentie 89.9 MHz niet werd gecoördineerd;

Overwegende dat een aanvraag tot coördinatie, wat de frequentie 92.5 MHz te Brussel betreft, door de RTBF bij het BIPT op 5 april 1995 werd ingediend;

Overwegende dat het BIPT er de RTBF op 5 oktober 1995 op de hoogte van heeft gebracht dat de BRTN en de Vlaamse Gemeenschap hun toestemming verleenden voor de toewijzing van die frequentie, voor zover de zender, in de sector 60-80°, tot 21 dBW beperkt blijft;

Overwegende dat de RTBF haar toestemming heeft verleend voor die beperking en dat de frequentie thans in de werkelijkheid met die vermindering wordt toegepast;

Overwegende dat deze echter niet in het voormelde besluit van 10 april 1995 voorkomt;

Overwegende dat een aanvraag tot coördinatie, wat de frequentie 96.4 MHz te Luik betreft, door de RTBF bij het BIPT op 16 februari 1995 werd ingediend;

Dat die aanvraag ging over een vermindering van het vermogen tot 29 dBW in de sector 300-330°;

Overwegende dat het BIPT op 4 juli 1995 de RTBF op de hoogte heeft gebracht van de toestemming van de BRTN en de Vlaamse Gemeenschap over de aanvraag tot coördinatie;

Overwegende dat de vermindering van het vermogen die in de aanvraag tot coördinatie voorkomt, echter niet in het bovenvermelde besluit van 10 april 1995 vervat is;

Overwegende dat het besluit van 10 april 1995, op grond van wat hierboven wordt opgemerkt, voor de drie frequenties, dient te worden ingetrokken;

Overwegende dat de frequenties 92.5 MHz te Brussel en 96.4 MHz te Luik als met de BRTN en de Vlaamse Gemeenschap gecoördineerd dienen te worden beschouwd, op grond van de karakteristieken die door de RTBF ingeschreven werden in haar aanvragen tot coördinatie die respectievelijk 5 april 1995 en 16 februari 1995 gedateerd zijn;

Overwegende dat die twee frequenties bijgevolg aan de RTBF kunnen worden toegekend, rekening houdend met de verminderingen van het vermogen die uit de aanvraag tot coördinatie voortvloeien;

Gelet op de beraadslaging van 4 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister belast met het onderwijs en de audiovisuele sector,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 waarbij de nodige frequenties voorlopig ter beschikking van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" worden gesteld, wordt ingetrokken.

Art. 2. De twee volgende frequenties worden ter beschikking van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" gesteld :

Frequentie	Station	ERP	H. ant. grond
92.5 MHz	Brussel	500 W,D	100 m
96.4 MHz	Luik	5.000 W,D	120 m

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister belast met het Onderwijs en de Audiovisuele Sector,
Mevr. L. ONKELINX

[99/29300]

Mises à la retraite

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998, démission honorable de ses fonctions est accordée le 1^{er} juin 1999, à M. Jean-Marie Debatty, directeur général adjoint.

A partir de cette date, l'intéressé est autorisé à faire valoir ses droits à une pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 1998, démission honorable de ses fonctions est accordée le 1^{er} juin 1999, à Mme Eliane Puttaert, attachée principale.

A partir de cette date, l'intéressée est autorisée à faire valoir ses droits à une pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[C - 99/29479]

Nominations

1. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Alain Berger est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

2. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1999, Madame Danielle Delatte est nommée par avancement de grade au grade de Directrice générale adjointe, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

3. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1999, Monsieur Alain Delmarcelle est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

4. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Bernard Goret est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

[99/29300]

Inrustellingen

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998, wordt op 1 juni 1999, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Jean-Marie Debatty, adjunct-directeur-generaal.

Vanaf deze datum wordt de betrokkene ertoe gemachtigd zijn rechten op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 1998, wordt op 1 juni 1999, eervol ontslag uit haar ambt verleend aan Mevr. Eliane Puttaert, eerstaanwezend attaché.

Vanaf deze datum wordt de betrokkene ertoe gemachtigd haar rechten op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van haar ambt te voeren.

[C - 99/29479]

Benoemingen

1. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Alain Berger door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel worden overgezonden.

2. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1999, wordt Mevr. Danielle Delatte door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel worden overgezonden.

3. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1999, wordt de heer Alain Delmarcelle door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel worden overgezonden.

4. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Bernard Goret door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel worden overgezonden.

5. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Marc-Henri Janne est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

6. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Etienne Loeckx est nommé par avancement de grade au grade de Directrice générale adjointe, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

7. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Madame Claudine Louis est nommée par avancement de grade au grade de Directrice générale adjointe, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

8. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1999, Monsieur Marcel Marneffe est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

9. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Jean-Pierre Nossent est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

5. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Marc-Henri Janne door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie : ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

6. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Etienne Loeckx door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

7. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt Mevr. Claudine Louis door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

8. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1999, wordt de heer Marcel Marneffe door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

9. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Jean-Pierre Nossent door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

10. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Marc Quaghebeur est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

11. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 1999, Monsieur Marc Van Riet est nommé par avancement de grade au grade de Directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre cette décision endéans les soixante jours après cette publication. La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles.

10. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Marc Quaghebeur door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie : ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

11. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1999, wordt de heer Marc Van Riet door verhoging in graad tot adjunct-directeur-generaal, categorie: ambtenaar-generaal, op 1 juni 1999 benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan een ondertekend en gedateerd verzoekschrift tegen deze beslissing binnen zestig dagen na de bekendmaking worden ingediend. Het verzoekschrift waarbij de partijen alsook de bestreden akte worden geïdentificeerd en waarbij de feiten en middelen worden uiteengezet, moet bij een ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, worden overgezonden.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[99/31372]

Entreprises de travail. — Autorisations préalables

Par arrêté ministériel du 12 juillet 1999, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. People Interim.

Cette autorisation est valable à partir du 14 mai 1999 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 12 juillet 1999, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. Vivaldi's Interim.

Cette autorisation est valable à partir du 1^{er} mai 1999 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[99/31372]

Uitzendbureaus. — Voorafgaande toelatingen

Bij ministerieel besluit van 12 juli 1999, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. People Interim.

Die toelating is geldig met ingang van 14 mei 1999 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 12 juli 1999, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. Vivaldi's Interim.

Die toelating is geldig met ingang van 1 mei 1999 vóór de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN**ARBITRAGEHOF**

[C - 99/21418]

Arrest nr. 53/99 van 26 mei 1999

Rolnummers 1298 en 1340

In zake: de prejudiciële vragen betreffende het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar en het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar, gesteld door de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters L. De Grève en M. Melchior, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets en H. Coremans, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter L. De Grève, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vragen

a. Bij vonnis van 18 februari 1998 in zake de K.S.C. Oosterzele tegen de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 26 februari 1998, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar (*Belgisch Staatsblad* van 12 september 1996, p. 23905) niet nietig, evenals het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar, in de mate dat :

— het een discriminatie inhoudt tussen de professionele sportbeoefenaars, naargelang het gaat om een sportbeoefenaar die minder verdient dan 41.660 frank per maand, enerzijds, en, anderzijds, een sportbeoefenaar die een hogere vergoeding verdient, laat staan een professionele sportbeoefenaar die zijn sport uitoefent als zelfstandige, ongeacht het bedrag van zijn vergoedingen;

— het een discriminatie inhoudt in de mate het personen op dezelfde wijze behandelt die op een verschillende manier zouden moeten worden behandeld, zijnde sportbeoefenaars die niet de minste vergoeding ontvangen en sportbeoefenaars die een vergoeding van minder dan 41.660 frank per maand ontvangen, terwijl deze identieke behandeling van twee verschillende categorieën personen niet gerechtvaardigd is;

— het onwettig is in de mate dat het de transfer van betaalde sportbeoefenaars betreft en derhalve de relatie van deze laatsten met hun werkgever, terwijl deze materie valt onder de bevoegdheid van de federale overheid, en trouwens werd geregeld in de (federale) wetten van 24 februari 1978 en 3 juli 1978;

— het onwettig is in de mate het onverenigbaar is met de economische en monetaire unie waarop de Belgische Staat - in zijn nieuwe structuur - steunt, doordat het in maatregelen voorziet die enkel een deel van de unie betreffen, voor een activiteit die zich nochtans uitspreidt over gans België en daarenboven een discriminatie inhoudt, nu de deelnemers aan deze nationale activiteit niet op gelijke wijze behandeld worden (overtreding van artikel 11 van de Grondwet) ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1298 van de rol van het Hof.

b. Bij vonnis van 13 mei 1998 in zake de v.z.w. Koninklijke Verbodering Hemiksem en G. Van Steenwinkel tegen de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond en de feitelijke vereniging Voetbalclub Meerhof, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 26 mei 1998, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel een identieke prejudiciële vraag gesteld.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1340 van de rol van het Hof.

II. De feiten en de rechtspleging in de bodemgeschillen**Zaak met rolnummer 1298**

Voor het voetbalseizoen 1996-1997 had K.S.C. Oosterzele spelers aangeworven in het kader van de « S-transferregeling », zoals daarin is voorzien in het reglement van de Koninklijke Belgische Voetbalbond (K.B.V.B.) van 15 maart 1996 inzake « de kosteloze administratieve transfer van amateurs ». Op grond van dat reglement werd K.S.C. Oosterzele voor elke aangeworven speler verplicht tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds voor promotie van het jeugdvoetbal van de K.B.V.B. Omdat K.S.C. Oosterzele weigerde de bijdragen te betalen, stelde de K.B.V.B. de schrapping van de club voor. Op 6 februari 1997 dagvaardde K.S.C. Oosterzele de K.B.V.B. voor de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel. K.S.C. Oosterzele is van oordeel dat de verplichte bijdragen verkapte transfervergoedingen zijn, hetgeen in strijd is met het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar en met het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar. Alvorens over de vordering uitspraak te doen, stelt de Rechtbank van eerste aanleg de hiervoor aangehaalde, door de K.B.V.B. voorgestelde prejudiciële vragen.

Zaak met rolnummer 1340

Voor het voetbalseizoen 1996-1997 had K.V. Hemiksem spelers, waaronder G. Van Steenwinkel, aangeworven in het kader van de « S-transferregeling », zoals daarin is voorzien in het reglement van de Koninklijke Belgische Voetbalbond van 15 maart 1996 inzake « de kosteloze administratieve transfer van amateurs ». Op grond van dat reglement werd K.V. Hemiksem voor elke aangeworven speler verplicht tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds voor promotie van het jeugdvoetbal van de K.B.V.B. Omdat K.V. Hemiksem weigerde de bijdragen te betalen, stelde de K.B.V.B. de schrapping van de club voor. Op 9 januari 1997 dagvaardde K.V. Hemiksem de K.B.V.B. voor de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel. K.V. Hemiksem is van oordeel dat de bijdragen verkapte transfervergoedingen zijn, hetgeen in strijd is met het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar en met het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar. Alvorens over de vordering uitspraak te doen, stelt de Rechtbank van eerste aanleg de hiervoor aangehaalde, door de K.B.V.B. voorgestelde prejudiciële vragen.

III. De rechtspleging voor het Hof

a. De zaak met rolnummer 1298

Bij beschikking van 26 februari 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 24 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1998.

Memories zijn ingediend door :

- de v.z.w. K.S.C. Oosterzele, Scheurbroek 20, 9860 Oosterzele, bij op 8 mei 1998 ter post aangetekende brief;
- de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond, Houba de Strooperlaan 145, 1020 Brussel, bij op 8 mei 1998 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 11 mei 1998 ter post aangetekende brief;
- de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 11 mei 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 19 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 12 juni 1998 ter post aangetekende brief;
- de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond, bij op 19 juni 1998 ter post aangetekende brief;
- de Vlaamse Regering, bij op 19 juni 1998 ter post aangetekende brief.

b. De zaak met rolnummer 1340

Bij beschikking van 26 mei 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de verwijzingsbeslissing is kennisgegeven overeenkomstig artikel 77 van de organieke wet bij op 29 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 1998.

Memories zijn ingediend door :

- de Vlaamse Regering, bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief;
- de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond, bij op 8 juli 1998 ter post aangetekende brief;
- de v.z.w. Koninklijke Verbroedering Hemiksem, K. De Backerstraat 59, 2620 Hemiksem, en G. Van Steenwinkel, Breendonkstraat 300, 2830 Willebroek, bij op 14 juli 1998 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 17 juli 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 7 augustus 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 22 september 1998 ter post aangetekende brief;
- de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond, bij op 25 september 1998 ter post aangetekende brief.

c. De samengevoegde zaken met rolnummers 1298 en 1340

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Bij beschikkingen van 30 juni 1998 en 27 januari 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 26 februari 1999 en 26 augustus 1999.

Bij beschikking van 16 december 1998 heeft het Hof beslist dat de zaak met rolnummer 1340 niet in gereedheid kon worden verklaard en dat de griffier kennisgeving diende te doen van de memorie van antwoord van de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond aan de v.z.w. Koninklijke Verbroedering Hemiksem en G. Van Steenwinkel, die over een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving beschikten om een aanvullende memorie in te dienen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten in de zaak met rolnummer 1340 bij op 17 december 1998 ter post aangetekende brieven.

Er is geen aanvullende memorie ingediend.

Bij beschikking van 10 februari 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 3 maart 1999 nadat het de prejudiciële vragen heeft geherformuleerd zoals bepaald onder B.1.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 februari 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 3 maart 1999 :

- zijn verschenen :
 - . Mr. B. Staelens, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Regering;
 - . Mr. P. Peeters, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
 - . Mr. H. Maris, advocaat bij de balie te Gent, voor de v.z.w. K.S.C. Oosterzele, en *loco* Mr. P. De Foer, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor de v.z.w. Koninklijke Verbroedering Hemiksem en G. Van Steenwinkel;
- hebben de rechters-verslaggevers H. Coremans en L. François verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

IV. *In rechte*

— A —

Ten aanzien van de draagwijdte van de prejudiciële vragen

A.1. K.S.C. Oosterzele verwijst naar arrest nr. 11/98, waarin het Hof naar aanleiding van een beroep van onder meer de Koninklijke Belgische Voetbalbond (K.B.V.B.) reeds over het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar uitspraak heeft gedaan. In zoverre de prejudiciële vragen betrekking hebben op dat decreet, moet artikel 9 van de bijzondere wet op het Arbitragehof worden toegepast.

In zoverre de prejudiciële vragen betrekking hebben op het decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar, moeten zij volgens K.S.C. Oosterzele niet worden onderzocht, nu de bepalingen van dat decreet werden opgeheven door het decreet van 24 juli 1996.

A.2. K.V. Hemiksem en G. Van Steenwinkel verzoeken het Hof « na te gaan of de K.B.V.B. bij de toepassing van het decreet van 24 juli 1996 niet op verregaande wijze de bepalingen van artikel 11 van de Grondwet heeft geschonden ». Zij nemen in hun memorie geen standpunt in met betrekking tot het antwoord op de prejudiciële vragen.

A.3. De K.B.V.B. laat in zijn memorie het decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar buiten beschouwing omdat dit geen bepalingen inzake transfervergoedingen bevat. Hij wenst bovendien niet « de kracht van het door het Arbitragehof gewezen arrest [nr. 11/98] in vraag te stellen ».

De K.B.V.B. stelt niettemin voor de prejudiciële vragen als volgt te herformuleren :

Is het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar strijdig met de Grondwet in zoverre :

- het de bevoegdheid van de federale overheid inzake vrijheid van vereniging miskent;
- het de bevoegdheid van de federale overheid inzake arbeidsrecht miskent;
- het de economische en monetaire unie miskent;
- het artikel 127, § 2, van de Grondwet miskent doordat het toegepast kan worden op gevallen die niet louter op het grondgebied van de Vlaamse Gemeenschap zijn gelokaliseerd;
- het de artikelen 10 en 11 van de Grondwet miskent doordat het zonder redelijke verantwoording van toepassing is op bepaalde categorieën van personen en niet op andere;
- het de artikelen 10 en 11 van de Grondwet miskent doordat het een discriminatie doet ontstaan tussen verenigingen die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en verenigingen die in het Nederlandse taalgebied zijn gevestigd ?

A.4. Volgens de Vlaamse Regering maakt artikel 26 van de bijzondere wet op het Arbitragehof het niet mogelijk bij wijze van prejudiciële vraag te verzoeken of een decreet « niet nietig » zou zijn. Slechts in zoverre de prejudiciële vragen door het Hof zouden worden geherformuleerd, kunnen zij ontvankelijk zijn. Het Hof kan echter het voorwerp van de vraag niet wijzigen, zodat de vraagstelling als onontvankelijk dient te worden afgewezen.

De Vlaamse Regering wijst er bovendien op dat het decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar door artikel 12, 1°, van het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar is opgeheven. Een prejudiciële vraag met betrekking tot een opgeheven decreet is zonder voorwerp. *A fortiori* zijn de gestelde vragen onontvankelijk, nu niet in het minst wordt aangegeven hoe het opgeheven decreet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet respectievelijk de bevoegdheidverdelende regels zou schenden.

De Vlaamse Regering is ten slotte van oordeel dat het arrest nr. 11/98 van het Hof ten aanzien van « de v.z.w. Koninklijke Belgische Voetbalbond (...) gezag van gewijsde heeft, zodat het haar niet toekomt van een prejudiciële vraag misbruik te maken om haar beroep tot vernietiging over te doen ».

A.5. De Ministerraad wijst erop dat het Hof enkel bevoegd is om wetgevende akten te vernietigen in het kader van een beroep tot vernietiging. Een uitspraak over een prejudiciële vraag betreft enkel de verenigbaarheid van de wetgevende akten met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met de bevoegdheidverdelende bepalingen.

De Ministerraad beperkt zijn opmerkingen tot de verenigbaarheid van de in het geding zijnde decreten met de bevoegdheidverdelende bepalingen.

Het verzoek van de K.B.V.B. tot « herformulering » van de prejudiciële vragen moet volgens de Ministerraad worden verworpen in zoverre het strekt tot de toetsing aan de federale bevoegdheid inzake de vrijheid van vereniging en aan artikel 127, § 2, van de Grondwet. Over dit laatste punt heeft het Hof zich uitgesproken in het arrest nr. 11/98 : aangezien het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar zelf geen lokalisatiecriteria bevat, wordt de territoriale toepassingsfeer ervan door artikel 127, § 2, van de Grondwet zelf geregeld en kan het decreet die grondwetsbepaling niet schenden.

Ten aanzien van de eerste prejudiciële vraag

A.6. Zowel het decreet van 25 februari 1975 als het decreet van 24 juli 1996 zijn van toepassing op de niet-professionele sportbeoefenaars. Naar het oordeel van K.S.C. Oosterzele kunnen zij derhalve geen discriminatie onder professionele sportbeoefenaars inhouden. Voor deze laatste gelden de bepalingen van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars. Zowel voor professionele als voor niet-professionele sportbeoefenaars is overigens in een vrijheidsregeling voorzien.

A.7. De K.B.V.B. wijst erop dat het decreet van 24 juli 1996 een groot aantal situaties beoogt : de sportbeoefenaars zonder bezoldiging, de sportbeoefenaars zonder arbeidscontract maar met een bezoldiging van minder dan 520.116 frank per jaar (in 1997), de sportbeoefenaars met arbeidscontract en een bezoldiging van minder dan 520.116 frank per jaar en de zelfstandige sportbeoefenaars ongeacht het bedrag van de bezoldiging. Gelet op dit ruime toepassingsgebied is de uitsluiting van de sportbeoefenaars met een arbeidscontract en een bezoldiging van meer dan 520.116 frank discriminerend. Het decreet behandelt immers vergelijkbare categorieën op verschillende wijze zonder dat daarvoor een redelijke rechtvaardiging bestaat.

A.8. Volgens de Vlaamse Regering is de prejudiciële vraag zinledig en zonder feitelijke grondslag in zoverre zij een discriminatie ontwaart tussen de professionele sportbeoefenaar die een loon verdient dat leidt tot onderwerping aan de wet van 24 februari 1978, en de professionele sportbeoefenaar die minder dan 41.660 frank per maand verdient (in 1996). Laatstgenoemde is immers per definitie een niet-professionele sportbeoefenaar, zodat de categorie van de professionele sportbeoefenaar die minder dan 41.660 frank per maand verdient niet bestaat. Een vergelijking met een niet-bestaande categorie kan niet leiden tot de conclusie dat er schending is van artikel 10 of 11 van de Grondwet.

Het decreet van 24 juli 1996 voorziet bovendien niet in een verschillende behandeling van de sportbeoefenaar die minder dan 41.660 frank per maand verdient en een zelfstandige sportbeoefenaar. Ook te dien aanzien kan er volgens de Vlaamse Regering dus geen sprake zijn van discriminatie.

De sportbeoefenaars die meer verdienen dan het krachtens de wet van 24 februari 1978 bepaalde minimumloon en de andere sportbeoefenaars zijn naar het oordeel van de Vlaamse Regering wezenlijk verschillende categorieën. Voor de eerstgenoemde categorie volstaan immers de europeesrechtelijke bescherming op grond van het Bosman-arrest en de internrechtelijke bescherming op grond van de wet van 24 februari 1978. Het criterium van onderscheid is pertinent omdat het beantwoordt aan de rechtspraak over de werkingssfeer van het voormalige decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar, die de niet-toepasselijkheid van de wet van 24 februari 1978 als onderscheidingscriterium hanteerde. Dat criterium is bovendien het enig mogelijke objectieve criterium aangezien het op een objectieve loongrens steunt, terwijl het criterium van tewerkstelling bij arbeidsovereenkomst op minder precieze en meer betwiste noties als loon en gezag steunt.

A.9. Naar het oordeel van de K.B.V.B. is het vergoedingscriterium weliswaar objectief, maar niet redelijk omdat de vergoeding op verschillende wijzen kan zijn verworven : « als professioneel of als zelfstandige ». Het is niet redelijk een bepaling toe te passen op sportbeoefenaars die geen vergoeding ontvangen, die een kleine vergoeding ontvangen en die een grote vergoeding als zelfstandige ontvangen en ze niet toe te passen op de sportbeoefenaars die een arbeidscontract hebben in de zin van de wet van 24 februari 1978. De enige verantwoording ligt volgens de K.B.V.B. in de bedoeling van de decreetgever om geen inbreuk te plegen op een federale bevoegdheid. Uit het arrest nr. 30/98 blijkt evenwel dat een verschil in behandeling dat door de bevoegdheidsbepalende regels wordt gerechtvaardigd, in strijd kan zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Ten aanzien van de tweede prejudiciële vraag

A.10. Wat de gelijke behandeling betreft van sportbeoefenaars die geen vergoeding ontvangen en sportbeoefenaars die een vergoeding van minder dan 41.660 frank per maand (in 1996) ontvangen, verwijst K.S.C. Oosterzele naar het arrest nr. 11/98.

A.11. Krachtens artikel 127, § 2, van de Grondwet is het decreet van 24 juli 1996 van toepassing in het Nederlandse taalgebied alsmede ten aanzien van de instellingen uit het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap. De K.B.V.B. vraagt zich af hoe moet worden bepaald of een Brusselse sportclub vanwege zijn activiteit uitsluitend tot de Vlaamse Gemeenschap behoort. Hij meent dat dit enkel kan door aan te tonen dat de club in het uitoefenen van de sport uitsluitend op Vlaanderen is gericht. Aangezien het decreet van 24 juli 1996 de clubs benadeelt doordat ze geen transfervergoedingen meer kunnen ontvangen, zullen de Brusselse sportclubs zich tot de andere gemeenschap richten. Aldus worden de in het Nederlandse taalgebied gevestigde sportclubs gediscrimineerd ten aanzien van de in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigde sportclubs doordat zij niet op dezelfde wijze aan het decreet kunnen ontsnappen.

A.12. Ook de tweede prejudiciële vraag is volgens de Vlaamse Regering zinledig aangezien « sportbeoefenaars die niet de minste vergoeding ontvangen » en « sportbeoefenaars die minder dan 41.660 frank per maand ontvangen » tot dezelfde categorie behoren.

Mocht de vraag worden geherformuleerd als vraag of het decreet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt door te voorzien in een gelijke behandeling van alle sportbeoefenaars die niet vallen onder de toepassing van de wet van 24 februari 1978, dan beperkt de Vlaamse Regering zich tot een verwijzing naar de overwegingen B.19 en B.20 van het arrest nr. 11/98.

Ten aanzien van de derde prejudiciële vraag

A.13. Aangezien de decreten van 25 februari 1975 en van 24 juli 1996 de opzegging van het lidmaatschap betreffen en niet van een arbeidsovereenkomst, wordt naar het oordeel van K.S.C. Oosterzele niet geraakt aan de federale bevoegdheid inzake arbeidsrecht. De wetgeving op de arbeidsovereenkomsten geldt naast de in het decreet opgenomen bepalingen.

A.14. De K.B.V.B. is van mening dat de federale bevoegdheid inzake arbeidsrecht het geheel der normen omvat die van toepassing zijn op de individuele en collectieve verhoudingen die ontstaan tussen de werkgevers uit de privé-sector en hen die onder hun gezag werken. De overeenkomst van lidmaatschap behoort tot het arbeidsrecht in zoverre zij de individuele verhoudingen regelt tussen de niet-professionele sportbeoefenaar en de vereniging die hem een vergoeding betaalt in ruil voor zijn sportieve diensten onder het gezag van de vereniging.

De federale overheid is bovendien exclusief bevoegd om de contractuele vrijheid in het arbeidsrecht te waarborgen. Elke decretale maatregel met hetzelfde onderwerp of doel is in strijd met de bevoegdheidsverdeling.

A.15. Mocht het derde onderdeel van de prejudiciële vraag worden geherformuleerd als vraag of het decreet van 24 juli 1996 de bevoegdheidsverdelende regels schendt, dan is de Vlaamse Regering van oordeel dat de vraag berust op een juridisch verkeerde veronderstelling. Er bestaat namelijk geen federale regeling van de transfer van betaalde sportbeoefenaars. De federale overheid is weliswaar bevoegd voor het arbeidsrecht, maar de sportverenigingen hebben een transferregeling uitgewerkt die volledig vreemd is aan het arbeidsrecht en die voorziet in een transfervergoeding bij het einde van de lidmaatschapsovereenkomst. Van een schending van de bevoegdheidsverdelende regels is er volgens de Vlaamse Regering dus geen sprake.

De Grondwetgever en de bijzondere wetgever hebben de volledige bevoegdheid tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de sport, aan de gemeenschappen toegekend. Nu precies de sportverenigingen en -federaties het lidmaatschap en de (on)vrijheid van overgang hebben gereguleerd, zijn de gemeenschappen naar het oordeel van de Vlaamse Regering bevoegd om ter zake in decretale normen te voorzien. Die normen nemen de federale bevoegdheid inzake arbeidsrecht in acht en ruimen bovendien op het aan de decreetgever behorende terrein de belemmeringen op voor de naleving van de federale regels. Indien de mogelijkheid om de lidmaatschapsovereenkomst te beëindigen niet is geregeld, kunnen immers transferreglementeringen ontstaan die de vrijheid om de duur van de arbeidsovereenkomst te bepalen uithollen.

A.16. De Ministerraad verwijst naar het arrest nr. 11/98, waarin het Hof zich naar aanleiding van een beroep tot vernietiging reeds over de verenigbaarheid van het decreet van 24 juli 1996 met de bevoegdheidsverdelende regels heeft uitgesproken. Het Hof ging enkel over tot de vernietiging van artikel 3, § 1, van het decreet in zoverre het betrekking heeft op niet-professionele sportbeoefenaars die met hun sportvereniging verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd, die vervalt op een latere datum dan de einddatum van de overeenkomst van lidmaatschap. Het Hof heeft het beroep voor het overige verworpen, inzonderheid in zoverre het beroep de situatie beoogde waarin een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur werd afgesloten waarvan de einddatum overeenstemt met de datum waarop de overeenkomst van lidmaatschap jaarlijks kan worden opgezegd. Die rechtspraak dient te dezen *mutatis mutandis* te worden toegepast, eveneens ten aanzien van het decreet van 25 februari 1975, dat reeds voorzag in de mogelijkheid om het lidmaatschap voortijdig op te zeggen en op grond waarvan bedingen die de vrije overgang naar een andere club afhankelijk stelden van het betalen van een vergoeding nietig waren.

Het standpunt van de K.B.V.B. miskent volgens de Ministerraad het gezag van gewijsde van het arrest nr. 11/98. Het Hof kwam immers op grond van een onderzoek van de bewoordingen en van de parlementaire voorbereiding van het decreet tot het besluit dat de decreetgever niet de bedoeling heeft gehad enige regeling inzake arbeidsrecht te treffen. De omstandigheid dat geen « expliciet arbeidscontract » voorhanden is, doet aan die vaststelling van het Hof geen afbreuk. Voor de geldigheid van een arbeidsovereenkomst is in beginsel niet vereist dat zij schriftelijk wordt aangegaan. Bij ontstentenis van een geschrift zal het arbeidscontract worden geacht van onbepaalde duur te zijn.

Ten aanzien van de vierde prejudiciële vraag

A.17. Wat de verenigbaarheid met de economische en monetaire unie betreft, verwijst K.S.C. Oosterzele naar de artikelen 127 en volgende van de Grondwet. Wegens de autonomie van gemeenschappen en gewesten kunnen verschillende normen gelden in de verschillende deelgebieden van ons land. Wanneer die verschillende normgeving op grondwettelijke bepalingen steunt, kan zij niet strijdig zijn met artikel 11 van de Grondwet.

A.18. De K.B.V.B. stelt vast dat het decreet van 24 juli 1996 bijzonder nadelige gevolgen heeft voor de sportclubs waarop het van toepassing is doordat zij geen transfervergoedingen meer zullen ontvangen. Dit zal « een verdraaiing van de mededinging tussen de Franstalige en Nederlandstalige clubs met zich meebrengen, hetgeen indruist tegen het principe van economische unie en een monetaire eenheid, terwijl het decreet bestemd is om toegepast te worden op de spelers en verenigingen die deelnemen aan sportieve competities en kampioenschappen die op nationaal niveau worden georganiseerd ».

A.19. Mocht het eerste onderdeel van de vierde prejudiciële vraag worden geherformuleerd als vraag of de bevoegdheidsverdelende regels worden geschonden omdat het decreet van 24 juli 1996 in maatregelen voorziet die enkel een deel van de unie treffen, verwijst de Vlaamse Regering naar de territoriale bevoegdheidsverdeling. De bijzondere wetgever heeft de sport als bevoegdheid aan de gemeenschappen toegewezen, hetgeen impliceert dat de verschillende gemeenschappen in verschillende regels kunnen voorzien.

Mocht het tweede onderdeel van de vierde prejudiciële vraag worden geherformuleerd als vraag of artikel 11 van de Grondwet wordt geschonden, verwijst de Vlaamse Regering naar de rechtspraak van het Hof die « tot in den treure reeds herhaald heeft dat het feit dat verschillende gemeenschappen (of gewesten) in een andere regelgeving voorzien, een evident gevolg is van de staatsvorming, waarin natuurlijk geen schending van artikel 11 van de Grondwet kan worden ontwaard ».

A.20. De Ministerraad wijst erop dat het Hof zich in het arrest nr. 11/98 niet over de verenigbaarheid van het decreet van 24 juli 1996 met de economische en monetaire unie heeft uitgesproken. Het Hof besliste enkel dat bij gebrek aan lokalisatiecriteria in het decreet de territoriale toepassing ervan door artikel 127, § 2, van de Grondwet wordt geregeld. Het decreet kan bijgevolg geen territoriale bevoegdheidsoverschrijding worden verweten.

Met verwijzing naar rechtspraak van het Hof van Justitie stelt de Ministerraad dat het door de Vlaamse Gemeenschap sedert 1975 gevoerde transferbeleid, dat de verplichte betaling van een transfervergoeding of een daarmee gelijk te stellen opleidingsvergoeding onmogelijk maakt, niet in strijd is met de Belgische economische en monetaire unie maar integendeel daaruit voortvloeit, meer bepaald uit het vrije verkeer van personen en diensten, zoals verwoord in artikel 48 van het E.G.-Verdrag. Een transfer afhankelijk stellen van de betaling van een vergoeding is in strijd met dat vrije verkeer. Daaruit volgt dat de vrijheidsregeling voor de al dan niet betaalde of bij arbeidsovereenkomst tewerkgestelde sportbeoefenaars ook zonder decretale regeling bestaat. Voor alle sportbeoefenaars vloeit de vrijheid om zich aan te sluiten bij de vereniging van hun keuze immers voort uit de grondwettelijk en internationaalrechtelijk gewaarborgde vrijheid van vereniging.

— B —

Ten aanzien van het onderwerp van de prejudiciële vragen

B.1. Het Hof heeft bij beschikking van 10 februari 1999 de prejudiciële vragen als volgt geherformuleerd :

« Schenden het decreet van de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar en het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar :

— de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de sportbeoefenaars verschillend behandelen naargelang zij meer of minder dan een bepaald jaarloon ontvangen en naargelang zij al dan niet zelfstandige zijn;

— de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de sportbeoefenaars die geen loon ontvangen en de sportbeoefenaars die minder dan een bepaald jaarloon ontvangen op dezelfde wijze behandelen;

— de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten bepalen, in zoverre die decreten de relatie van de betaalde sportbeoefenaars met hun werkgever regelen;

— het bevoegdheidsvoorbehoud omtrent de economische en monetaire unie, vervat in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en daaruit afgeleid artikel 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de deelnemers aan een nationale sportactiviteit verschillend behandelen ? »

B.2.1. De Vlaamse Regering werpt op dat de prejudiciële vragen met betrekking tot het decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar zonder voorwerp zijn aangezien dat decreet reeds is opgeheven.

B.2.2. Het decreet van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar, dat het decreet van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar opheft, is op 1 januari 1997 in werking getreden.

De feiten die aan de prejudiciële vragen ten grondslag liggen hebben betrekking op het voetbalseizoen 1996-1997.

Het staat aan de rechter die de prejudiciële vraag stelt, uitspraak te doen over de toepasselijkheid van een norm op de zaak die bij hem aanhangig is.

De door de Vlaamse Regering opgeworpen exceptie wordt verworpen.

B.3. Uit de gegevens van de zaak blijkt dat de prejudiciële vragen in wezen betrekking hebben op de zogenaamde « vrijheidsregeling » voor bepaalde sportbeoefenaars en op het daaruit afgeleide verbod van elke vorm van transfervergoeding.

Het Hof beperkt derhalve zijn onderzoek tot de bepalingen van de decreten van 25 februari 1975 en van 24 juli 1996 die betrekking hebben op die regeling en dat verbod.

Ten aanzien van het antwoord op de prejudiciële vragen

B.4. Het onderzoek van de overeenstemming met de bevoegdheidsregels moet het onderzoek van de bestaanbaarheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voorafgaan.

B.5.1. De derde prejudiciële vraag betreft het al dan niet overeenstemmen van beide decreten met de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten bepalen, in zoverre die decreten de relatie van de betaalde sportbeoefenaars met hun werkgever regelen.

B.5.2. De vraag is zonder voorwerp wat de sportbeoefenaars bedoeld in het decreet van 25 februari 1975 betreft : uit de omschrijving van de « niet-betaalde sportbeoefenaar » in artikel 2 van dat decreet volgt dat het decreet niet van toepassing is ten opzichte van sportbeoefenaars die een loon ontvangen zoals bedoeld in de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Dat geldt eveneens wat de sportbeoefenaars betreft die een jaarloon van meer dan 520.116 frank (in 1997) ontvangen : de omschrijving van de « niet-professionele sportbeoefenaar » in artikel 2, 2°, van het decreet van 24 juli 1996 houdt in dat het decreet niet van toepassing is ten opzichte van sportbeoefenaars die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst in het kader van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars.

B.5.3. Wat de « niet-professionele sportbeoefenaars » betreft, die een jaarloon van minder dan 520.116 frank (in 1997) ontvangen, schendt het decreet van 24 juli 1996, om de redenen die worden uiteengezet in het arrest nr. 11/98 van 11 februari 1998, waarin het Hof zich uitspreekt over een beroep tot vernietiging van dat decreet, niet artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, behoudens in zoverre het betrekking heeft op niet-professionele sportbeoefenaars die met hun sportvereniging verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd die vervalt op een latere datum dan de einddatum van de overeenkomst van lidmaatschap. De in het voormelde arrest beslechte rechtspunten kunnen, gelet op artikel 9, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, door de gestelde vraag niet opnieuw in het geding worden gebracht.

B.5.4. De derde prejudiciële vraag behoeft geen antwoord.

B.6.1. De vierde prejudiciële vraag betreft het al dan niet overeenstemmen van het decreet van 25 februari 1975 en van het decreet van 24 juli 1996 met het bevoegdheidsvoorbehoud omtrent de economische unie en de monetaire eenheid, vervat in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en, daaruit afgeleid, met artikel 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de deelnemers aan een nationale sportactiviteit verschillend behandelen.

B.6.2. De vraag is zonder voorwerp wat de niet-betaalde sportbeoefenaars betreft. Sportbeoefening is immers slechts een economische activiteit in zoverre de sportbeoefenaars een werkzaamheid in loondienst uitoefenen of bezoldigde diensten verrichten.

Het Hof dient derhalve enkel te onderzoeken of het decreet van 24 juli 1996, in zoverre het van toepassing is op de niet-professionele sportbeoefenaar die een beperkt loon of een vergoeding ontvangt, het bevoegdheidsvoorbehoud met betrekking tot de economische unie en monetaire eenheid en, daaruit afgeleid, artikel 11 van de Grondwet schendt.

B.6.3. Artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 houdt in dat de gewesten en, gelet op de algemene doelstelling van de bepaling, bij uitbreiding de gemeenschappen, hun bevoegdheden uitoefenen « met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen ».

De gemeenschappen moeten dus met de bevoegdheidsbeperkende bepaling van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet rekening houden.

B.6.4. De bestaanbaarheid van de vrijheidsregeling met het beginsel van de economische unie kan vanuit een dubbele invalshoek worden benaderd.

Voor de sportbeoefenaars betekent het verbod van transfervergoeding of van een daarmee gelijk te stellen opleidingsvergoeding geen schending, maar integendeel een versterking van de vrijheden beschermd door de bepaling van de voornoemde bijzondere wet, vermits het verbod het vrije verkeer van de sportbeoefenaars die lid zijn van een Vlaamse sportvereniging, mogelijk maakt.

Voor de Vlaamse sportverenigingen die aan nationale competities deelnemen houdt het decreet van 24 juli 1996 naar het oordeel van de Koninklijke Belgische Voetbalbond een concurrentieel nadeel in doordat zij geen transfervergoedingen meer zullen ontvangen.

De Koninklijke Belgische Voetbalbond en de voetbalverenigingen streven in hoofdzaak een cultureel en niet een economisch doel na. Zelfs indien zij als economische actoren zouden kunnen worden beschouwd, kan de mogelijke weerslag van de decretaal bepaalde vrijheidsregeling op de economische unie, wanneer zij wordt afgewogen tegen de bijdrage ervan aan het vrije verkeer van sportbeoefenaars en aan het beschermen van de vrijheid van vereniging, neergelegd in artikel 27 van de Grondwet en in artikel 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, niet als onevenredig worden beschouwd.

B.6.5. De vierde prejudiciële vraag moet ontkennend worden beantwoord.

B.7.1. De tweede prejudiciële vraag betreft de bestaanbaarheid van het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 en het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de sportbeoefenaars die geen loon ontvangen en de sportbeoefenaars die minder dan een bepaald jaarloon ontvangen op dezelfde wijze behandelen.

B.7.2. Aangezien het decreet van 25 februari 1975 niet van toepassing is op sportbeoefenaars die een loon ontvangen als bedoeld in de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, mist de vraag grondslag, wat dat decreet betreft.

B.7.3. Het Hof dient derhalve enkel te onderzoeken of het decreet van 24 juli 1996 discrimineert doordat het geen onderscheid maakt tussen de sportbeoefenaars die geen loon ontvangen en de sportbeoefenaars die minder dan een bepaald jaarloon ontvangen.

B.7.4. In het eerdergenoemde arrest nr. 11/98 van 11 februari 1998 heeft het Hof de betwiste identieke behandeling bestaanbaar geacht met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het rechtspunt dat met deze prejudiciële vraag wordt aangebracht is hetzelfde als het rechtspunt dat in de zaak die tot dat arrest heeft geleid als grief werd aangevoerd. Nu dat rechtspunt in dat arrest is beslecht, kan het, gelet op artikel 9, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bij wege van een prejudiciële vraag niet opnieuw in het geding worden gebracht.

B.7.5. De tweede prejudiciële vraag behoeft geen antwoord.

B.8.1. De eerste prejudiciële vraag betreft de bestaanbaarheid van het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 en het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de sportbeoefenaars verschillend behandelen naargelang zij meer of minder dan een bepaald jaarloon ontvangen en naargelang zij al dan niet zelfstandige zijn.

B.8.2. De decreten van 25 februari 1975 en van 24 juli 1996 hebben als doel aan de niet-betaalde, respectievelijk de niet-professionele sportbeoefenaars een statuut te geven « met waarborgen inzake de vrijheid en de rechtszekerheid van de sportbeoefenaars » (*Parl. St.*, Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap, 1974-1975, nr. 54/4, p. 3), « beperkt (...) tot de fundamentele rechten en plichten » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 1995-1996, nr. 342/1, p. 1). Daartoe regelen de decreten het recht van de sportbeoefenaar om de lidmaatschapsovereenkomst met een sportvereniging te beëindigen.

Eenzijds, beperken zij de uitoefening van dat recht tot bepaalde periodes om het normale verloop van de sportcompetities niet te storen. Anderzijds, creëren zij waarborgen voor de behoorlijke uitoefening van dat recht door het opleggen van zwaardere verplichtingen (artikel 8 van het decreet van 25 februari 1975, artikel 4 van het decreet van 24 juli 1996) of de betaling van elke vorm van vergoeding bij het beëindigen van het lidmaatschap (artikel 3, § 2, van het decreet van 24 juli 1996) te verbieden.

B.8.3. Uit de vaststelling van het toepassingsgebied van de decreten volgt een verschil in behandeling van sportbeoefenaars. Het decreet van 25 februari 1975 is niet van toepassing op de sportbeoefenaars die een loon ontvangen; het decreet van 24 juli 1996 is niet van toepassing op de sportbeoefenaars die een jaarloon van meer dan 520.116 frank (in 1997) ontvangen.

B.8.4. Op de vraag waarom het toepassingsgebied van het decreet van 24 juli 1996 niet tot de professionele sportbeoefenaar werd uitgebreid, heeft de minister blijkens de parlementaire voorbereiding geantwoord « dat als er zich een consensus voordoet in de Commissie, deze uitbreiding voor hem geen probleem is. Hij vindt de vraag dan ook zeer logisch en heeft geen tegenargumenten. Toch is hij voorstander om in twee fasen te werken omdat hij ervaren heeft dat voor het voorliggend ontwerp-decreet al een zeer lange weg moest worden afgelegd » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 1995-1996, nr. 342/3, p. 8).

B.8.5. De vrijheid van vereniging, zoals die is gewaarborgd door artikel 27 van de Grondwet en door artikel 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, staat eraan in de weg dat aan de sportbeoefenaar, hetzij onder arbeidsovereenkomst dan wel als zelfstandige, onevenredige verplichtingen worden opgelegd als hij zijn lidmaatschapsovereenkomst met een sportvereniging wenst te beëindigen.

Het enkele feit dat, door het invoeren van de bedoelde vrijheidsregeling, dat recht vooralsnog enkel voor een bepaalde categorie van sportbeoefenaars is geregeld, is niet voldoende om het discriminerend karakter ervan aan te tonen. Wanneer de decreetgever voor bepaalde categorieën van sportbeoefenaars maatregelen neemt tot versterking van de vrijheid van vereniging, dan zou het discriminerend achten van een dergelijk handelen erop neerkomen dat het gelijkheidsbeginsel wordt aangewend als een middel van verzet tegen elke verandering, zij het een vooruitgang die slechts in fasen zou gebeuren.

B.8.6. De eerste prejudiciële vraag moet ontkennend worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

— Het decreet van de Nederlandse Cultuurgemeenschap van 25 februari 1975 tot vaststelling van het statuut van de niet-betaalde sportbeoefenaar en het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1996 tot vaststelling van het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar schenden noch de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die decreten de sportbeoefenaars verschillend behandelen naargelang zij meer of minder dan een bepaald jaarloon ontvangen en naargelang zij al dan niet zelfstandige zijn, noch het bevoegdheidsvoorbehoud omtrent de economische unie en de monetaire eenheid, vervat in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre die decreten de deelnemers aan een nationale sportactiviteit verschillend behandelen.

— Voor het overige behoeven de prejudiciële vragen geen antwoord.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 26 mei 1999.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
L. De Grève.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21418]

Arrêt n° 53/99 du 26 mai 1999

Numéros du rôle : 1298 et 1340

En cause : les questions préjudicielles concernant le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur et le décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, posées par le Tribunal de première instance de Bruxelles.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents L. De Grève et M. Melchior, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets et H. Coremans, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président L. De Grève,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles*

a. Par jugement du 18 février 1998 en cause du « K.S.C. Oosterzele » contre l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 26 février 1998, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« Le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur (*Moniteur belge* du 12 septembre 1996, p. 23905) n'est-il pas nul, au même titre que le décret de la Communauté flamande du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, dans la mesure où :

— il contient une discrimination entre les sportifs professionnels, selon qu'il s'agit d'un sportif qui touche moins de 41.660 francs par mois, d'une part, et, d'autre part, un sportif qui perçoit une indemnisation supérieure, *a fortiori* un sportif professionnel qui exerce son sport en tant qu'indépendant, quel que soit le montant de ses indemnités;

— il contient une discrimination dans la mesure où il traite de la même manière les personnes qui devraient être traitées de manière différente, à savoir les sportifs qui ne perçoivent pas la moindre indemnité et les sportifs qui perçoivent une indemnité inférieure à 41.660 francs par mois, alors que ce traitement identique de deux catégories différentes de personnes n'est pas justifié;

— il est illégal, dans la mesure où il concerne le transfert de sportifs rémunérés et, dès lors, la relation de ces derniers avec leur employeur, alors que cette matière relève de la compétence de l'autorité fédérale et qu'elle a d'ailleurs été réglée dans les lois (fédérales) des 24 février 1978 et 3 juillet 1978;

— il est illégal, dans la mesure où il est incompatible avec l'union économique et monétaire sur laquelle se fonde l'Etat belge — dans sa nouvelle structure — en prévoyant des mesures qui concernent uniquement une partie de l'union, pour une activité qui s'étend pourtant sur l'ensemble de la Belgique et où il contient, de surcroît, une discrimination dès lors que les participants à cette activité nationale ne sont pas traités de manière égale (violation de l'article 11 de la Constitution) ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1298 du rôle de la Cour.

b. Par jugement du 13 mai 1998 en cause de l'a.s.b.l. Koninklijke Verbodering Hemiksem et G. Van Steenwinkel contre l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association et l'association de fait « Voetbalclub Meerhof », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 26 mai 1998, le Tribunal de première instance de Bruxelles a posé une question préjudicielle identique.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1340 du rôle de la Cour.

II. *Les faits et les procédures antérieures**Affaire portant le numéro 1298 du rôle*

Pour la saison de football 1996-1997, le « K.S.C. Oosterzele » avait engagé des joueurs dans le cadre du « régime de transfert S » prévu par le règlement de l'Union royale belge des sociétés de football-association (U.R.B.S.F.A.) du 15 mars 1996 concernant « le transfert administratif gratuit des joueurs amateurs ». Sur la base de ce règlement, le « K.S.C. Oosterzele » a été obligé de payer, pour chaque joueur engagé, une cotisation au Fonds de promotion du football des jeunes de l'U.R.B.S.F.A. Etant donné que le « K.S.C. Oosterzele » refusait de payer les cotisations, l'U.R.B.S.F.A. a proposé la radiation du club. Le 6 février 1997, le « K.S.C. Oosterzele » a assigné l'U.R.B.S.F.A. devant le Tribunal de première instance de Bruxelles. Le « K.S.C. Oosterzele » estime que les cotisations obligatoires sont des indemnités de transfert déguisées, ce qui est contraire au décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur et au décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré. Avant de statuer sur la demande, le Tribunal de première instance pose les questions préjudicielles susvisées, proposées par l'U.R.B.S.F.A.

Affaire portant le numéro 1340 du rôle

Pour la saison de football 1996-1997, la « K.V. Hemiksem » avait engagé des joueurs, parmi lesquels G. Van Steenwinkel, dans le cadre du « régime de transfert S » prévu par le règlement de l'Union royale belge des sociétés de football-association du 15 mars 1996 concernant « le transfert administratif gratuit des joueurs amateurs ». Sur la base de ce règlement, la « K.V. Hemiksem » a été obligée de payer, pour chaque joueur engagé, une cotisation au Fonds de promotion du football des jeunes de l'U.R.B.S.F.A. Etant donné que la « K.V. Hemiksem » refusait de payer les cotisations, l'U.R.B.S.F.A. a proposé la radiation du club. Le 9 janvier 1997, la « K.V. Hemiksem » a assigné l'U.R.B.S.F.A. devant le Tribunal de première instance de Bruxelles. La « K.V. Hemiksem » estime que les cotisations sont des indemnités de transfert déguisées, ce qui est contraire au décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur et au décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré. Avant de statuer sur la demande, le Tribunal de première instance pose les questions préjudicielles susvisées, proposées par l'U.R.B.S.F.A.

III. *La procédure devant la Cour**a. L'affaire portant le numéro 1298 du rôle*

Par ordonnance du 26 février 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 24 mars 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 27 mars 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. K.S.C. Oosterzele, Scheurbroek 20, 9860 Oosterzele, par lettre recommandée à la poste le 8 mai 1998;
- l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, avenue Houba de Strooper 145, 1020 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 8 mai 1998;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 11 mai 1998;
- le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 11 mai 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 mai 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 12 juin 1998;
- l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, par lettre recommandée à la poste le 19 juin 1998;
- le Gouvernement flamand, par lettre recommandée à la poste le 19 juin 1998.

b. L'affaire portant le numéro 1340 du rôle

Par ordonnance du 26 mai 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 29 mai 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 20 juin 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Gouvernement flamand, par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998;
- l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, par lettre recommandée à la poste le 8 juillet 1998;
- l'a.s.b.l. Koninklijke Verbodering Hemiksem, K. De Backerstraat 59, 2620 Hemiksem, et G. Van Steenwinkel, Breendonkstraat 300, 2830 Willebroek, par lettre recommandée à la poste le 14 juillet 1998;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 7 août 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 22 septembre 1998;
- l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, par lettre recommandée à la poste le 25 septembre 1998.

c. Les affaires jointes portant les numéros 1298 et 1340 du rôle

Par ordonnance du 27 mai 1998, la Cour a joint les affaires.

Par ordonnances du 30 juin 1998 et du 27 janvier 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 26 février 1999 et 26 août 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 16 décembre 1998, la Cour a décidé que l'affaire portant le numéro 1340 du rôle ne pouvait pas être déclarée en état et que le greffier devait notifier le mémoire en réponse de l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association à l'a.s.b.l. Koninklijke Verbodering Hemiksem et à G. Van Steenwinkel, qui disposaient d'un délai de trente jours à partir de la notification pour introduire un mémoire complémentaire.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats dans l'affaire portant le numéro 1340 du rôle, par lettres recommandées à la poste le 17 décembre 1998.

Il n'a pas été introduit de mémoire complémentaire.

Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 3 mars 1999 après avoir reformulé les questions préjudicielles ainsi qu'il est indiqué sous B.1.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 11 février 1999.

A l'audience publique du 3 mars 1999 :

- ont comparu :
 - . Me B. Staelens, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;
 - . Me P. Peeters, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
 - . Me H. Maris, avocat au barreau de Gand, pour l'a.s.b.l. K.S.C. Oosterzele, et *loco* Me P. De Foer, avocat au barreau d'Anvers, pour l'a.s.b.l. Koninklijke Verbodering Hemiksem et G. Van Steenwinkel;
- les juges-rapporteurs H. Coremans et L. François ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. En droit

— A —

En ce qui concerne la portée des questions préjudicielles

A.1. Le « K.S.C. Oosterzele » renvoie à l'arrêt n° 11/98, dans lequel la Cour s'était déjà prononcée, à la suite d'un recours émanant, entre autres, de l'Union royale belge des sociétés de football-association (U.R.B.S.F.A.), sur le décret du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur. En tant que les questions préjudicielles portent sur ce décret, il y a lieu d'appliquer l'article 9 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage.

En tant que les questions préjudicielles ont trait au décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, elles ne doivent pas être examinées, estime le « K.S.C. Oosterzele », dès lors que les dispositions de ce décret ont été abrogées par le décret du 24 juillet 1996.

A.2. La « K.V. Hemiksem » et G. Van Steenwinkel demandent à la Cour « de vérifier si, en appliquant le décret du 24 juillet 1996, l'U.R.B.S.F.A. n'a pas ouvertement violé les dispositions de l'article 11 de la Constitution ». Ils ne prennent pas position, dans leur mémoire, quant à la réponse à fournir aux questions préjudicielles.

A.3. Dans son mémoire, l'U.R.B.S.F.A. ne prend pas en considération le décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, au motif qu'il ne comporte pas de dispositions en matière d'indemnités de transfert. En outre, elle ne souhaite pas « mettre en cause la force de l'arrêt (n° 11/98), rendu par la Cour d'arbitrage ».

L'U.R.B.S.F.A. propose néanmoins de reformuler comme suit les questions préjudicielles :

Le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur est-il contraire à la Constitution dans la mesure où il méconnaît :

- la compétence de l'autorité fédérale en matière de liberté d'association;
- la compétence de l'autorité fédérale en matière de droit du travail;
- l'union économique et monétaire;
- l'article 127, § 2, de la Constitution en ce qu'il peut être appliqué à des cas qui ne sont pas purement localisés sur le territoire de la Communauté flamande;
- les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il s'applique sans justification raisonnable à certaines catégories de personnes et non à d'autres;
- les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il fait naître une discrimination entre les associations qui sont établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et celles qui sont établies dans la région de langue néerlandaise ?

A.4. Selon le Gouvernement flamand, l'article 26 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage ne permet pas de demander, au titre de question préjudicielle, si un décret ne serait « pas nul ». Ce n'est qu'en tant que les questions préjudicielles seraient reformulées par la Cour qu'elles pourraient être recevables. La Cour ne peut toutefois modifier l'objet de la question, en sorte qu'il échut de rejeter les questions posées comme étant irrecevables.

Le Gouvernement flamand souligne, en outre, que le décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré a été abrogé par l'article 12, 1°, du décret du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur. Une question préjudicielle portant sur un décret abrogé est sans objet. *A fortiori*, les questions posées sont irrecevables dès lors qu'il n'est aucunement indiqué de quelle manière le décret abrogé violerait respectivement les articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que les règles répartitrices de compétences.

Le Gouvernement flamand estime enfin que l'arrêt n° 11/98 de la Cour a « l'autorité de la chose jugée » à l'égard de « l'a.s.b.l. Union royale belge des sociétés de football-association, (...) » en sorte qu'il ne lui appartient pas de faire mauvais usage d'une question préjudicielle pour refaire son recours en annulation ».

A.5. Le Conseil des ministres souligne que la Cour est uniquement compétente pour annuler des actes législatifs dans le cadre d'un recours en annulation. Statuer sur une question préjudicielle concerne la seule compatibilité des actes législatifs avec les articles 10 et 11 de la Constitution et avec les règles répartitrices de compétences.

Le Conseil des ministres limite ses observations à la compatibilité des décrets en cause avec les dispositions répartitrices de compétences.

Le Conseil des ministres estime qu'il y a lieu de rejeter la demande de l'U.R.B.S.F.A. visant à « reformuler » les questions préjudicielles, en tant qu'elle tend à faire procéder à un contrôle au regard, d'une part, de la compétence fédérale en matière de liberté d'association et, d'autre part, de l'article 127, § 2, de la Constitution. La Cour s'est déjà prononcée sur ce dernier point dans l'arrêt n° 11/98 : puisque le décret du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur ne comporte pas lui-même de critères de localisation, son champ d'application territorial est réglé par l'article 127, § 2, de la Constitution elle-même et le décret ne saurait violer cette disposition constitutionnelle.

En ce qui concerne la première question préjudicielle

A.6. Tant le décret du 25 février 1975 que le décret du 24 juillet 1996 sont d'application aux sportifs amateurs. A l'estime du « K.S.C. Oosterzele », ils ne peuvent donc contenir de discrimination parmi les sportifs professionnels. Pour ces derniers, il y a lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré. Un régime de liberté est du reste prévu aussi bien pour les sportifs professionnels que pour les sportifs amateurs.

A.7. L'U.R.B.S.F.A. souligne que le décret du 24 juillet 1996 vise un grand nombre de situations : les sportifs sans rémunération, les sportifs sans contrat de travail mais percevant une rémunération inférieure à 520.116 francs par an (en 1997), les sportifs liés par un contrat de travail et percevant une rémunération inférieure à 520.116 francs par an et les sportifs indépendants, quel que soit le montant de la rémunération. Eu égard à ce large champ d'application, il est discriminatoire d'exclure les sportifs liés par un contrat de travail et percevant une rémunération supérieure à 520.116 francs. Le décret traite en effet de manière différente des catégories comparables sans qu'existe pour ce faire une justification raisonnable.

A.8. Selon le Gouvernement flamand, la question préjudicielle est dénuée de signification et manque en fait en tant qu'elle discerne une discrimination entre le sportif professionnel percevant une rémunération conduisant à un assujettissement à la loi du 24 février 1978 et le sportif professionnel gagnant moins de 41.660 francs par mois (en 1996). Ce dernier est en effet, par définition, un sportif amateur, en sorte que la catégorie du sportif professionnel gagnant moins de 41.660 francs par mois est inexistante. Une comparaison avec une catégorie inexistante ne saurait faire conclure à une violation des articles 10 ou 11 de la Constitution.

En outre, le décret du 24 juillet 1996 ne prévoit pas de traiter différemment le sportif gagnant moins de 41.660 francs par mois et le sportif indépendant. A l'égard de ce dernier, il ne saurait donc davantage être question de discrimination, estime le Gouvernement flamand.

Pour le Gouvernement flamand, les sportifs qui gagnent plus que la rémunération minimum fixée en vertu de la loi du 24 février 1978 et les autres sportifs sont des catégories essentiellement différentes. En effet, pour la première catégorie nommée, la protection de droit européen fondée sur l'arrêt Bosman et la protection de droit interne fondée sur la loi du 24 février 1978 suffisent. Le critère de distinction est pertinent parce qu'il répond à la jurisprudence concernant le champ d'application de l'ancien décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, qui a utilisé comme critère de distinction la non-applicabilité de la loi du 24 février 1978. Ce critère est, de surcroît, le seul critère objectif possible puisqu'il se fonde sur une limite salariale objective, alors que le critère de l'occupation dans les liens d'un contrat de travail se fonde sur des notions moins précises et davantage contestées, comme la rémunération et l'autorité.

A.9. A l'estime de l'U.R.B.S.F.A., le critère d'indemnisation est certes objectif, mais pas raisonnable, parce que l'indemnité peut s'acquérir de plusieurs manières : « en tant que professionnel ou en tant qu'indépendant ». Il n'est pas raisonnable d'appliquer une disposition aux sportifs qui ne perçoivent pas d'indemnité, qui perçoivent une indemnité modique et qui perçoivent en tant qu'indépendant une indemnité importante et de ne pas l'appliquer aux sportifs qui ont un contrat de travail au sens de la loi du 24 février 1978. La seule justification réside, selon l'U.R.B.S.F.A., dans l'intention du législateur décréteur de ne pas porter atteinte à une compétence fédérale. Il appert toutefois de l'arrêt n° 30/98 qu'une différence de traitement qui est justifiée par les règles de compétence peut être contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

En ce qui concerne la deuxième question préjudicielle

A.10. S'agissant du traitement égal des sportifs qui ne perçoivent pas d'indemnité et des sportifs qui perçoivent une indemnité inférieure à 41.660 francs par mois (en 1996), le « K.S.C. Oosterzele » renvoie à l'arrêt n° 11/98.

A.11. En vertu de l'article 127, § 2, de la Constitution, le décret du 24 juillet 1996 est applicable dans la région de langue néerlandaise ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande. L'U.R.B.S.F.A. se demande comment il faut déterminer si un club sportif bruxellois appartient exclusivement, en raison de ses activités, à la Communauté flamande. Elle estime que cela n'est possible qu'en démontrant que le club est uniquement axé sur la Flandre dans la pratique du sport. Etant donné que le décret du 24 juillet 1996 préjudicie les clubs en ce que ceux-ci ne peuvent plus percevoir d'indemnités de transfert, les clubs sportifs bruxellois s'adresseront à l'autre communauté. Les clubs sportifs établis dans la région de langue néerlandaise sont ainsi discriminés par rapport aux clubs sportifs établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale en ce qu'ils ne peuvent échapper au décret de la même manière.

A.12. A l'estime du Gouvernement flamand, la deuxième question préjudicielle est également dénuée de signification puisque « les sportifs qui ne perçoivent pas la moindre indemnité » et « les sportifs qui perçoivent moins de 41.660 francs par mois » appartiennent à la même catégorie.

Si la question était reformulée comme visant à savoir si le décret viole les articles 10 et 11 de la Constitution en prévoyant un traitement égal de tous les sportifs qui ne tombent pas dans le champ d'application de la loi du 24 février 1978, le Gouvernement flamand se limiterait à renvoyer aux considérants B.19 et B.20 de l'arrêt n° 11/98.

En ce qui concerne la troisième question préjudicielle

A.13. Puisque les décrets des 25 février 1975 et 24 juillet 1996 concernent la résiliation de l'affiliation et non pas d'un contrat de travail, il n'est pas porté atteinte, selon le « K.S.C. Oosterzele », à la compétence fédérale en matière de droit du travail. La législation sur les contrats de travail est d'application parallèlement aux dispositions figurant dans le décret.

A.14. L'U.R.B.S.F.A. estime que la compétence fédérale en matière de droit du travail inclut l'ensemble des normes applicables aux relations individuelles et collectives qui naissent entre les employeurs du secteur privé et les personnes qui travaillent sous leur autorité. Le contrat d'affiliation relève du droit du travail en tant qu'il règle les relations individuelles entre le sportif amateur et l'association qui lui paie une indemnité en échange de ses services sportifs sous l'autorité de l'association.

L'autorité fédérale est, en outre, exclusivement compétente pour garantir la liberté contractuelle dans le droit du travail. Chaque mesure décréteur ayant le même objet ou but est contraire à la répartition des compétences.

A.15. Si la troisième partie de la question préjudicielle était reformulée comme visant à savoir si le décret du 24 juillet 1996 viole les règles répartitrices de compétences, le Gouvernement flamand estimerait que la question se fonde sur une hypothèse juridiquement erronée. Il n'existe en effet aucune réglementation fédérale en matière de transferts de sportifs rémunérés. L'autorité fédérale est certes compétente pour le droit du travail, mais les associations sportives ont élaboré un régime de transferts qui est totalement étranger au droit du travail et qui prévoit une indemnité de transfert à la fin du contrat d'affiliation. Selon le Gouvernement flamand, il n'est donc pas question d'une violation des règles répartitrices de compétences.

Le Constituant et le législateur spécial sont pleinement compétents pour édicter des règles qui sont propres au sport, matière attribuée aux communautés. Dès lors que ce sont précisément les associations et les fédérations sportives qui ont réglementé l'affiliation et la liberté (ou l'absence de liberté) de transfert, les communautés sont, selon le Gouvernement flamand, compétentes pour prévoir des normes décréteurales en la matière. Ces normes respectent la compétence fédérale en matière de droit du travail et débarrassent, en outre, le terrain appartenant au législateur décréteur de ce qui fait obstacle au respect des règles fédérales. En effet, si la possibilité de mettre fin au contrat d'affiliation n'est pas réglée, on peut voir apparaître des réglementations de transfert qui vident de leur substance la liberté de fixation de la durée du contrat de travail.

A.16. Le Conseil des ministres renvoie à l'arrêt n° 11/98, dans lequel la Cour a déjà statué, à la suite d'un recours en annulation, sur la compatibilité du décret du 24 juillet 1996 avec les règles répartitrices de compétences. La Cour a uniquement annulé l'article 3, § 1^{er}, du décret, en tant qu'il concerne les sportifs amateurs liés à leur association sportive par un contrat de travail à durée déterminée dont l'échéance est postérieure à celle du contrat d'affiliation. La Cour a rejeté le recours pour le surplus, en particulier en tant que le recours visait la situation où a été conclu un contrat de travail à durée indéterminée dont l'échéance coïncide avec la date à laquelle le contrat d'affiliation peut annuellement être résilié. Cette jurisprudence doit être appliquée en l'espèce, *mutatis mutandis*, à l'égard du décret du 25 février 1975, qui prévoyait déjà la possibilité de résilier prématurément l'affiliation ainsi que la nullité des clauses qui subordonnaient le libre accès à un autre club au paiement d'une indemnité.

Pour le Conseil des ministres, le point de vue de l'U.R.B.S.F.A. méconnaît l'autorité de la chose jugée de l'arrêt n° 11/98. La Cour était en effet arrivée à la conclusion, sur la base d'un examen de la formulation et des travaux préparatoires du décret, que le législateur décréteur n'avait pas eu l'intention d'adopter une quelconque réglementation en matière de droit du travail. La circonstance qu'il n'y a pas de « contrat de travail explicite » n'altère pas cette constatation de la Cour. Il n'est en principe pas requis, pour la validité d'un contrat de travail, qu'il soit conclu par écrit. En l'absence d'écrit, le contrat de travail sera réputé avoir été conclu pour une durée indéterminée.

En ce qui concerne la quatrième question préjudicielle

A.17. S'agissant de la compatibilité avec l'union économique et monétaire, le « K.S.C. Oosterzele » renvoie aux articles 127 et suivants de la Constitution. En raison de l'autonomie des communautés et des régions, des normes différentes peuvent être appliquées dans les différentes composantes de notre pays. Là où cette législation différente se fonde sur des dispositions constitutionnelles, elle ne saurait être contraire à l'article 11 de la Constitution.

A.18. L'U.R.B.S.F.A. constate que le décret du 24 juillet 1996 a des conséquences particulièrement préjudiciables pour les clubs sportifs auxquels il est applicable en ce qu'ils ne percevront plus d'indemnités de transfert. Cela « entrainera une distorsion de concurrence entre les clubs francophones et néerlandophones, ce qui va à l'encontre du principe de l'union économique et de l'unité monétaire, alors que le décret est destiné à être appliqué aux joueurs et associations qui participent à des compétitions sportives et à des championnats organisés au niveau national ».

A.19. Si la première partie de la quatrième question préjudicielle était reformulée comme visant à savoir si les règles répartitrices de compétences sont violées au motif que le décret du 24 juillet 1996 prévoit des mesures qui ne concernent qu'une partie de l'union, le Gouvernement flamand renverrait à la répartition territoriale des compétences. Le législateur spécial a attribué la compétence du sport aux communautés, ce qui implique que les différentes communautés peuvent prévoir des règles différentes.

Si la deuxième partie de la quatrième question préjudicielle était reformulée comme visant à savoir si l'article 11 de la Constitution est violé, le Gouvernement flamand renverrait à la jurisprudence de la Cour qui « a déjà rappelé à d'innombrables reprises que le fait que des communautés (ou régions) différentes prévoient une autre réglementation est une conséquence évidente de la réforme de l'Etat, qui ne constitue évidemment en rien une violation de l'article 11 de la Constitution ».

A.20. Le Conseil des ministres souligne que dans son arrêt n° 11/98, la Cour ne s'est pas prononcée sur la compatibilité du décret du 24 juillet 1996 avec l'union économique et monétaire. La Cour a seulement décidé qu'en l'absence de critères de localisation dans le décret, son application territoriale est réglée par l'article 127, § 2, de la Constitution. Le décret ne peut donc se voir reprocher un excès de compétence territoriale.

Se référant à la jurisprudence de la Cour de justice, le Conseil des ministres déclare que la politique de transferts menée depuis 1975 par la Communauté flamande, qui rend impossible le paiement obligatoire d'une indemnité de transfert ou d'une indemnité de formation y assimilable, n'est pas contraire à l'union économique et monétaire belge, mais en découle au contraire, et plus précisément de la libre circulation des personnes et des services prévue à l'article 48 du Traité C.E. Subordonner un transfert au paiement d'une indemnité est contraire à cette libre circulation. Il s'ensuit que le régime de liberté pour les sportifs rémunérés ou non ou occupés dans les liens d'un contrat de travail existe également sans réglementation décrétable. Pour tous les sportifs, la liberté de s'affilier à l'association de leur choix découle en effet de la liberté d'association garantie par la Constitution et par le droit international.

— B —

En ce qui concerne l'objet des questions préjudicielles

B.1. Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a reformulé comme suit les questions préjudicielles :

« Le décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré et le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur violent-ils :

— les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent différemment les sportifs selon qu'ils perçoivent plus ou moins qu'une rémunération annuelle déterminée et selon qu'ils sont ou non indépendants;

— les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent de manière identique les sportifs qui ne perçoivent pas de rémunération et les sportifs qui perçoivent moins qu'une rémunération annuelle déterminée;

— les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, en tant que ces décrets règlent la relation des sportifs rémunérés avec leur employeur;

— la réserve de compétence relative à l'union économique et monétaire, contenue à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et en conséquence l'article 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent différemment les participants à une activité sportive nationale ? »

B.2.1. Le Gouvernement flamand objecte que les questions préjudicielles relatives au décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré sont sans objet puisque ce décret a déjà été abrogé.

B.2.2. Le décret du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur, qui abroge le décret du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Les faits qui sont à la base des questions préjudicielles concernent la saison de football 1996-1997.

C'est à la juridiction qui pose la question préjudicielle qu'il appartient de statuer sur l'applicabilité d'une norme à l'affaire dont elle a été saisie.

L'exception soulevée par le Gouvernement flamand est rejetée.

B.3. Les éléments de l'affaire font apparaître que les questions préjudicielles portent en substance sur ce qu'on appelle le « régime de liberté » accordé à certains sportifs ainsi que sur l'interdiction qui en découle de toute forme d'indemnité de transfert.

La Cour limite donc son examen aux dispositions des décrets des 25 février 1975 et 24 juillet 1996 qui ont trait à ce régime et à cette interdiction.

En ce qui concerne la réponse aux questions préjudicielles

B.4. L'examen de la conformité d'une disposition aux règles de compétence doit précéder l'examen de sa compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.5.1. La troisième question préjudicielle concerne la non-conformité éventuelle des deux décrets aux règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, en tant que ces décrets règlent la relation des sportifs rémunérés avec leur employeur.

B.5.2. La question est sans objet pour ce qui concerne les sportifs visés par le décret du 25 février 1975 : il résulte de la définition du « sportif non rémunéré » figurant à l'article 2 de ce décret que ledit décret n'est pas applicable aux sportifs qui perçoivent une rémunération au sens de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Il en est de même en ce qui concerne les sportifs qui perçoivent une rémunération annuelle supérieure à 520.116 francs (en 1997) : la définition du « sportif amateur » à l'article 2, 2°, du décret du 24 juillet 1996 implique que le décret n'est pas applicable aux sportifs qui sont liés par un contrat de travail auquel s'applique la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.

B.5.3. En ce qui concerne les « sportifs amateurs », qui perçoivent une rémunération annuelle inférieure à 520.116 francs (en 1997), le décret du 24 juillet 1996, pour les motifs exposés dans l'arrêt n° 11/98 du 11 février 1998, par lequel la Cour se prononce sur un recours en annulation de ce décret, ne viole pas l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sauf en tant qu'il concerne les sportifs amateurs liés à leur association sportive par un contrat de travail à durée déterminée dont l'échéance est postérieure à celle du contrat d'affiliation. Les points de droit tranchés dans le susdit arrêt ne peuvent, eu égard à l'article 9, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, être remis en cause par la question posée.

B.5.4. La troisième question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

B.6.1. La quatrième question préjudicielle concerne la non-conformité éventuelle du décret du 25 février 1975 et du décret du 24 juillet 1996 à la réserve de compétence en matière d'union économique et d'unité monétaire contenue à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, partant, à l'article 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent différemment les participants à une activité sportive nationale.

B.6.2. La question est sans objet pour ce qui concerne les sportifs non rémunérés. La pratique d'un sport n'est en effet une activité économique qu'en tant que les sportifs exercent une activité salariée ou effectuent des services rémunérés.

La Cour doit donc uniquement examiner si le décret du 24 juillet 1996, en tant qu'il est applicable au sportif amateur qui perçoit une rémunération limitée ou une indemnité, viole la réserve de compétence relative à l'union économique et à l'unité monétaire et, partant, l'article 11 de la Constitution.

B.6.3. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 implique que les régions et, par extension, eu égard à l'objectif général de la disposition, les communautés exercent leurs compétences « dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par ou en vertu de la loi, et par ou en vertu des traités internationaux ».

Les communautés doivent donc tenir compte de la disposition limitative de compétence inscrite à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale.

B.6.4. La compatibilité du régime de liberté avec le principe de l'union économique peut s'examiner d'un double point de vue.

Pour les sportifs, l'interdiction d'indemnité de transfert ou de l'indemnité de formation qui y est assimilable ne signifie pas une violation, mais au contraire un renforcement des libertés protégées par la disposition de la loi spéciale précitée puisque l'interdiction permet la libre circulation des sportifs qui sont membres d'une association sportive flamande.

Pour les associations sportives flamandes qui participent à des compétitions nationales, le décret du 24 juillet 1996 contient, à l'estime de l'Union royale belge des sociétés de football-association, un préjudice concurrentiel en ce qu'elles ne percevront plus d'indemnités de transfert.

L'Union royale belge des sociétés de football-association et les sociétés de football poursuivent un objectif essentiellement culturel et non un objectif économique. A supposer même qu'elles puissent être considérées comme des opérateurs économiques, l'incidence que le régime de liberté établi par le décret peut avoir sur l'union économique ne peut être jugée disproportionnée compte tenu de la contribution que ce régime apporte à la libre circulation des sportifs ainsi qu'à la protection de la liberté d'association inscrite à l'article 27 de la Constitution et à l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.6.5. Il y a lieu de répondre par la négative à la quatrième question préjudicielle.

B.7.1. La deuxième question préjudicielle concerne la compatibilité du décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 et du décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent de manière identique les sportifs qui ne perçoivent pas de rémunération et les sportifs qui perçoivent moins qu'une certaine rémunération annuelle.

B.7.2. Le décret du 25 février 1975 n'étant pas applicable aux sportifs qui perçoivent une rémunération au sens de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, la question est dépourvue de fondement en ce qui le concerne.

B.7.3. La Cour doit donc uniquement examiner si le décret du 24 juillet 1996 crée une discrimination en tant qu'il ne fait pas de distinction entre les sportifs qui ne perçoivent pas de rémunération et les sportifs qui perçoivent une rémunération inférieure à une rémunération annuelle déterminée.

B.7.4. Dans l'arrêt précité n° 11/98 du 11 février 1998, la Cour a estimé que le traitement identique contesté était compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution. Le point de droit qui est soulevé par l'actuelle question préjudicielle est identique à celui qui fut invoqué comme grief dans l'affaire ayant conduit à cet arrêt. Dès lors que ce point de droit a été tranché par ledit arrêt, il ne peut, eu égard à l'article 9, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, être remis en cause à l'occasion d'une question préjudicielle.

B.7.5. La deuxième question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

B.8.1. La première question préjudicielle concerne la compatibilité du décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 et du décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent différemment les sportifs selon qu'ils perçoivent plus ou moins qu'une rémunération annuelle déterminée et selon qu'ils sont ou non indépendants.

B.8.2. Les décrets des 25 février 1975 et 24 juillet 1996 ont pour but de donner aux sportifs non rémunérés et aux sportifs amateurs un statut « comprenant des garanties en matière de liberté et de sécurité juridique des sportifs » (*Doc.*, Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise, 1974-1975, n° 54/4, p. 3), « limité (...) aux droits et obligations fondamentaux » (*Doc.*, Parlement flamand, 1995-1996, n° 342/1, p. 1). A cette fin, les décrets règlent le droit du sportif de mettre fin au contrat d'affiliation le liant à une association sportive.

D'une part, ils limitent l'exercice de ce droit à certaines périodes aux fins de ne pas perturber le déroulement normal des compétitions sportives. D'autre part, ils créent les garanties nécessaires à l'exercice correct de ce droit en imposant des obligations plus contraignantes (article 8 du décret du 25 février 1975, article 4 du décret du 24 juillet 1996) ou en interdisant le paiement de toute forme d'indemnité lors de la cessation de l'affiliation (article 3, § 2, du décret du 24 juillet 1996).

B.8.3. La définition du champ d'application des décrets fait apparaître une différence de traitement entre les sportifs. Le décret du 25 février 1975 n'est pas applicable aux sportifs qui perçoivent une rémunération; le décret du 24 juillet 1996 n'est pas applicable aux sportifs qui perçoivent une rémunération annuelle supérieure à 520.116 francs (en 1997).

B.8.4. A la question de savoir pourquoi le champ d'application du décret du 24 juillet 1996 n'a pas été étendu au sportif professionnel, le ministre a répondu, selon les travaux préparatoires, « que s'il se dégage un consensus à la Commission, cette extension ne pose pour lui aucun problème. Il trouve donc la question fort logique et n'a pas d'arguments à y opposer. Il est malgré tout partisan de travailler en deux phases parce qu'il s'est rendu compte que le chemin à parcourir pour le projet de décret examiné était déjà fort long. » (*Doc.*, Parlement flamand, 1995-1996, n° 342/3, p. 8)

B.8.5. La liberté d'association garantie par les articles 27 de la Constitution et 11 de la Convention européenne des droits de l'homme s'oppose à ce que des contraintes disproportionnées soient imposées au sportif désireux de mettre fin à son contrat d'affiliation avec une association sportive, qu'il soit dans les liens d'un contrat de travail ou qu'il soit indépendant.

Le simple fait que par suite de l'instauration dudit régime de liberté, ce droit n'ait encore été réglé que pour une catégorie déterminée de sportifs n'est pas suffisant pour en démontrer le caractère discriminatoire. Lorsque le législateur décrète des mesures tendant à renforcer la liberté d'association de certaines catégories de sportifs, juger discriminatoire une telle intervention reviendrait à permettre d'utiliser le principe d'égalité pour s'opposer à tout changement, fût-il un progrès, qui ne se réaliserait que par phases.

B.8.6. La première question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

La Cour

dit pour droit :

— Le décret de la Communauté culturelle néerlandaise du 25 février 1975 fixant le statut du sportif amateur non rémunéré et le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1996 fixant le statut du sportif amateur ne violent ni les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant que ces décrets traitent différemment les sportifs selon qu'ils perçoivent plus ou moins qu'une rémunération annuelle déterminée et selon qu'ils sont ou non indépendants, ni la réserve de compétence relative à l'union économique et à l'unité monétaire, contenue à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en tant que ces décrets traitent différemment les participants à une activité sportive nationale.

— Les questions préjudicielles n'appellent pas de réponse pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 26 mai 1999.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

L. De Grève.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C – 99/21418]

Urteil Nr. 53/99 vom 26. Mai 1999

Geschäftsverzeichnisnummern 1298 und 1340

In Sachen: Präjudizielle Fragen in bezug auf das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler und das Dekret der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler, gestellt vom Gericht erster Instanz Brüssel.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden L. De Grève und M. Melchior, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden L. De Grève,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen

a. In seinem Urteil vom 18. Februar 1998 in Sachen des « K.S.C. Oosterzele » gegen die VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond, dessen Ausfertigung am 26. Februar 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Ist das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler (*Belgisches Staatsblatt* vom 12. September 1996, S. 23905) nicht nichtig, ebenso wie das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler, soweit

— es eine Diskriminierung unter Berufssportlern beinhaltet, je nachdem, ob es sich dabei um einen Berufssportler handelt, der weniger als 41.660 Franken im Monat verdient, einerseits, oder um einen Berufssportler, der eine höhere Entlohnung erhält, andererseits, geschweige denn um einen Berufssportler, der seinen Sport als Selbständiger betreibt, ohne Rücksicht auf die Höhe seiner Entlohnung;

— es eine Diskriminierung beinhaltet, insofern es Personen, die unterschiedlich behandelt werden sollten, gleich behandelt, und zwar Sportler, die gar keine Entlohnung erhalten, und Sportler, die eine Entlohnung in Höhe von weniger als 41.660 Franken im Monat erhalten, während diese Gleichbehandlung zweier unterschiedlicher Personenkategorien nicht gerechtfertigt ist;

— es gesetzwidrig ist, insofern es den Transfer entlohnter Sportler und demzufolge deren Verhältnis zu ihrem Arbeitgeber betrifft, während diese Angelegenheit zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehört und übrigens in den (föderalen) Gesetzen vom 24. Februar 1978 und 3. Juli 1978 geregelt wird;

— es gesetzwidrig ist, insofern es mit der Wirtschafts- und Währungsunion, auf der der Belgische Staat — in seiner neuen Struktur — beruht, unvereinbar ist, indem es Maßnahmen, die nur einen Teil der Union betreffen, für eine sich jedoch auf ganz Belgien erstreckende Tätigkeit vorsieht, und außerdem eine Diskriminierung beinhaltet, da die an dieser landesweiten Tätigkeit Beteiligten nicht gleich behandelt werden (Verstoß gegen Artikel 11 der Verfassung)? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1298 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. In seinem Urteil vom 13. Mai 1998 in Sachen der VoE Koninklijke Verbodering Hemiksem und G. Van Steenwinkel gegen die VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond und den faktischen Verein « Voetbalclub Meerhof », dessen Ausfertigung am 26. Mai 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel die gleiche präjudizielle Frage gestellt.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1340 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Sachverhalt und vorhergehende Verfahren

Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1298

Für die Fußballsaison 1996-1997 hatte der « K.S.C. Oosterzele » Spieler angeworben im Rahmen der « S-Transferregelung », wie sie im Reglement des « Koninklijke Belgische Voetbalbond » (K.B.V.B.) vom 15. März 1996 hinsichtlich « des kostenlosen administrativen Transfers nicht-professioneller Spieler » vorgesehen ist. Aufgrund dieses Reglements war der « K.S.C. Oosterzele » verpflichtet, für jeden angeworbenen Spieler einen Beitrag in den Fonds zur Förderung des Jugendfußballs des K.B.V.B. einzuzahlen. Weil der « K.S.C. Oosterzele » die Zahlung der Beiträge verweigerte, schlug der K.B.V.B. die Streichung des Clubs vor. Am 6. Februar 1997 lud der « K.S.C. Oosterzele » den K.B.V.B. vor das Gericht erster Instanz Brüssel. Der « K.S.C. Oosterzele » ist der Auffassung, daß die auferlegten Beiträge verschleierte Transferentschädigungen seien und somit im Widerspruch stünden zum Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler und zum Dekret der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 zur Feststellung der Rechtsstellung der nichtentlohnerten Sportler. Bevor es über die Klage befindet, stellt das Gericht erster Instanz die o.a., vom K.B.V.B. vorgeschlagenen präjudiziellen Fragen.

Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1340

Für die Fußballsaison 1996-1997 hatte der « K.V. Hemiksem » Spieler, u.a. G. Van Steenwinkel, angeworben im Rahmen der « S-Transferregelung », wie sie im Reglement des « Koninklijke Belgische Voetbalbond » vom 15. März 1996 hinsichtlich « des kostenlosen administrativen Transfers nicht-professioneller Spieler » vorgesehen ist. Aufgrund dieses Reglements war der « K.V. Hemiksem » verpflichtet, für jeden angeworbenen Spieler einen Beitrag in den Fonds zur Förderung des Jugendfußballs des K.B.V.B. einzuzahlen. Weil der « K.V. Hemiksem » die Zahlung der Beiträge verweigerte, schlug der K.B.V.B. die Streichung des Clubs vor. Am 9. Januar 1997 lud der « K.V. Hemiksem » den K.B.V.B. vor das Gericht erster Instanz Brüssel. Der « K.V. Hemiksem » ist der Auffassung, daß die Beiträge verschleierte Transferentschädigungen seien und somit im Widerspruch stünden zum Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler und zum Dekret der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnerten Sportler. Bevor es über die Klage befindet, stellt das Gericht erster Instanz die o.a., vom K.B.V.B. vorgeschlagenen präjudiziellen Fragen.

III. Verfahren vor dem Hof

a. Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1298

Durch Anordnung vom 26. Februar 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 24. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. März 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der VoE K.S.C. Oosterzele, Scheurbroek 20, 9860 Oosterzele, mit am 8. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond, Houba de Strooperlaan 145, 1020 Brüssel, mit am 8. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Ministerrat, Wetstraat 16, 1000 Brüssel, mit am 11. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Flämischen Regierung, Martelaarsplein 19, 1000 Brüssel, mit am 11. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 19. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 12. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond, mit am 19. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der Flämischen Regierung, mit am 19. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

a. Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1340

Durch Anordnung vom 26. Mai 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Verweisungsentscheidung wurde gemäß Artikel 77 des organisierenden Gesetzes mit am 29. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Juni 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Flämischen Regierung, mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond, mit am 8. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der VoE Koninklijke Verbodering Hemiksem, K. De Backerstraat 59, 2620 Hemiksem, und G. Van Steenwinkel, Breendonkstraat 300, 2830 Willebroek, mit am 14. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- dem Ministerrat, mit am 17. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 7. August 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von
 — dem Ministerrat, mit am 22. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
 — der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond, mit am 25. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

c. Verbundene Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1298 und 1340

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Durch Anordnungen vom 30. Juni 1998 und 27. Januar 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 26. Februar 1999 bzw. 26. August 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 16. Dezember 1998 hat der Hof beschlossen, daß die Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1340 nicht für verhandlungsreif erklärt werden konnte, und den Kanzler damit beauftragt, die Notifikation des Schriftsatzes der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond an die VoE Koninklijke Verbroedering Hemiksem und an G. Van Steenwinkel zu veranlassen, die innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Notifikation einen Ergänzungsschriftsatz einreichen konnten.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1340 mit am 17. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Es wurden keine Ergänzungsschriftsätze eingereicht.

Durch Anordnung vom 10. Februar 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 3. März 1999 anberaumt, nachdem er die präjudiziellen Fragen wie unter B.1 erwähnt umformuliert hatte.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 3. März 1999

— erschienen

. RA B. Staelens, in Brüssel zugelassen, für die Flämische Regierung,

. RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

. RA H. Maris, in Gent zugelassen, für die VoE K.S.C. Oosterzele, und *loco* RA P. De Foer, in Antwerpen zugelassen, für die VoE Koninklijke Verbroedering Hemiksem und G. Van Steenwinkel,

— haben die referierenden Richter H. Coremans und L. François Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Hinsichtlich der Tragweite der präjudiziellen Fragen

A.1. Der « K.S.C. Oosterzele » verweise auf das Urteil Nr. 11/98, in dem der Hof anlässlich einer u.a. vom « Koninklijke Belgische Voetbalbond » (K.B.V.B.) eingereichten Klage schon über das Dekret vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler befunden habe. Insoweit die präjudiziellen Fragen sich auf dieses Dekret bezögen, müsse Artikel 9 des Sondergesetzes über den Schiedshof angewandt werden.

Insoweit sich die präjudiziellen Fragen auf das Dekret vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler bezögen, müßten sie dem « K.S.C. Oosterzele » zufolge nicht untersucht werden, da die Bestimmungen dieses Dekrets durch das Dekret von 24. Juli 1996 aufgehoben worden seien.

A.2. Der « K.V. Hemiksem » und G. Van Steenwinkel würden den Hof ersuchen « zu untersuchen, ob der K.B.V.B. mit der Anwendung des Dekrets vom 24. Juli 1996 nicht beträchtlich die Bestimmungen von Artikel 11 der Verfassung verletzt hat ». Sie nähmen in ihrem Schriftsatz in bezug auf die auf die präjudizielle Frage zu gebende Antwort keinen Standpunkt ein.

A.3. Der K.B.V.B. lasse in seinem Schriftsatz das Dekret vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler unberücksichtigt, weil dies keine auf Transferentschädigungen sich beziehenden Bestimmungen enthalte. Er wolle zudem auch nicht « die Kraft des durch den Schiedshof erlassenen Urteils (Nr. 11/98) in Frage stellen ».

Der K.B.V.B. schlägt dennoch vor, die präjudiziellen Fragen folgendermaßen neuzuformulieren:

Ist das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler mit der Verfassung unvereinbar, insoweit es

— die Zuständigkeit der Föderalbehörde hinsichtlich der Vereinigungsfreiheit mißachtet;

— die Zuständigkeit der Föderalbehörde hinsichtlich des Arbeitsrechts mißachtet;

— die Wirtschafts- und Währungsunion mißachtet;

— den Artikel 127 § 2 der Verfassung mißachtet, indem es auf Fälle angewandt werden kann, die nicht nur auf dem Gebiet der Flämischen Gemeinschaft lokalisiert sind;

— die Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachtet, indem es ohne angemessene Rechtfertigung auf bestimmte Personenkategorien anwendbar ist und auf andere nicht;

— die Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachtet, indem es eine Diskriminierung entstehen läßt zwischen den Vereinigungen, die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt niedergelassen sind, und jenen, die im niederländischen Sprachgebiet niedergelassen sind?

A.4. Der Flämischen Regierung zufolge ermögliche Artikel 26 des Sondergesetzes über den Schiedshof es nicht, mittels einer präjudiziellen Frage zu fragen, ob ein Dekret « nicht nichtig » sei. Nur insoweit die präjudiziellen Fragen durch den Hof neuformuliert würden, könnten sie zulässig sein. Der Hof könne allerdings den Gegenstand der präjudiziellen Frage nicht ändern, so daß die Fragestellung als unzulässig abgelehnt werden müsse.

Die Flämische Regierung weise außerdem darauf hin, daß das Dekret vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler durch Artikel 12 Nr. 1 des Dekrets vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler aufgehoben worden sei. Eine auf ein aufgehobenes Dekret sich beziehende präjudizielle Frage sei gegenstandslos. *A fortiori* seien die vorgelegten Fragen unzulässig, da nicht im geringsten angegeben werde, auf welche Weise das aufgehobene Dekret gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung bzw. gegen die Zuständigkeitsverteilenden Regeln verstoßen könnte.

Die Flämische Regierung sei schließlich der Auffassung, daß das Urteil Nr. 11/98 des Hofes hinsichtlich « der VoE Koninklijke Belgische Voetbalbond (...) rechtskräftig ist, so daß es ihr nicht zusteht, eine präjudizielle Frage zu mißbrauchen, um wieder ihre Klage auf Nichtigerklärung einzureichen ».

A.5. Der Ministerrat weise darauf hin, daß der Hof nur befugt sei, Gesetzgebungsakte im Rahmen einer Nichtigkeitsklage für nichtig zu erklären. Ein Urteil über eine präjudizielle Frage betreffe nur die Vereinbarkeit der Gesetzgebungsakte mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung und mit den zuständigkeitsverteilenden Bestimmungen.

Der Ministerrat beschränke sich bei seinen Überlegungen auf die Vereinbarkeit der beanstandeten Dekrete mit den zuständigkeitsverteilenden Bestimmungen.

Der Antrag des K.B.V.B. auf « Neuformulierung » der präjudiziellen Fragen müsse dem Ministerrat zufolge abgelehnt werden, insoweit er der Prüfung hinsichtlich der föderalen Zuständigkeit bezüglich der Vereinigungsfreiheit und an anhand von Artikel 127 § 2 der Verfassung diene. Über diesen letzten Punkt habe der Hof im Urteil Nr. 11/98 befunden; da das Dekret vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler selber keine Lokalisierungskriterien enthalte, werde sein territorialer Anwendungsbereich durch Artikel 127 § 2 der Verfassung selbst geregelt und könne das Dekret gegen diese Verfassungsbestimmung nicht verstoßen.

In Hinsicht auf die erste präjudizielle Frage

A.6. Sowohl das Dekret vom 25. Februar 1975 als auch das Dekret vom 24. Juli 1996 seien auf die nicht-professionellen Sportler anwendbar. Der Auffassung des « K.S.C. Oosterzele » zufolge könnten sie deshalb keine Diskriminierung zwischen den Berufssportlern enthalten. Auf letztere seien die Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Februar 1978 über den Arbeitsvertrag für entlohnte Sportler anwendbar. Sowohl für professionelle als auch für nicht-professionelle Sportler sei übrigens eine Freiheitsregelung vorgesehen.

A.7. Der K.B.V.B. weise darauf hin, daß das Dekret vom 24. Juli 1996 auf zahlreiche Situationen abziele: die Berufssportler ohne Entlohnung, die Sportler ohne Arbeitsvertrag, aber mit einer Entlohnung von weniger als 520.116 Franken pro Jahr (1997), die Sportler mit einem Arbeitsvertrag und einer Entlohnung von weniger als 520.116 Franken pro Jahr und die selbständigen Sportler, ungeachtet der Höhe der Entlohnung. In Anbetracht dieses weiten Anwendungsgebiets sei der Ausschluß eines Sportlers mit einem Arbeitsvertrag und einer Entlohnung von mehr als 520.116 Franken diskriminierend. Das Dekret behandle nämlich ohne angemessene Rechtfertigung vergleichbare Kategorien unterschiedlich.

A.8. Der Flämischen Regierung zufolge sei die präjudizielle Frage bedeutungslos und entbehre einer faktischen Grundlage, insoweit sie eine Diskriminierung erkenne zwischen dem Berufssportler, auf den aufgrund seiner Entlohnung das Gesetz vom 24. Februar 1978 anwendbar sei, und dem Berufssportler, der weniger als 41.660 Franken pro Monat verdiene (1996). Letzterer sei nämlich *per definitionem* ein nicht-professioneller Sportler, so daß es die Kategorie des Berufssportlers, der weniger als 41.660 Franken pro Monat verdiene, nicht gebe. Ein Vergleich mit einer nichtbestehenden Kategorie könne nicht zu der Schlußfolgerung führen, daß ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung vorliege.

Die im Dekret vom 24. Juli 1996 vorgesehene Behandlung für den Sportler, der weniger als 41.660 Franken pro Monat verdiene, sei darüber hinaus die gleiche wie die für einen selbständigen Sportler. Auch hinsichtlich des Letztgenannten könne der Flämischen Regierung zufolge von Diskriminierung keine Rede sein.

Die Sportler, deren Entlohnung den kraft des Gesetzes vom 24. Februar 1978 festgelegten Mindestlohn überschreite, und die anderen Sportler seien der Meinung der Flämischen Regierung zufolge wesentlich unterschiedliche Kategorien. Für die erstgenannte Kategorie sei nämlich der Schutz des europäischen Rechts aufgrund des Urteils Bosman und der internrechtliche Schutz aufgrund des Gesetzes vom 24. Februar 1978 ausreichend. Das Unterscheidungskriterium sei sachdienlich, da es der Rechtsprechung über den Anwendungsbereich des früheren Dekrets vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohten Sportler, das mit der Nichtanwendbarkeit des Gesetzes vom 24. Februar 1978 als Unterscheidungskriterium gearbeitet habe, gerecht werde. Dieses Kriterium sei außerdem das einzig mögliche objektive Kriterium, da es auf einer objektiven Lohngrenze beruhe, während das Kriterium der Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags auf eher ungenauen und zweifelhafteren Begriffen, wie z.B. Entlohnung und Weisungsbefugnis, beruhe.

A.9. Der Auffassung des K.B.V.B. zufolge sei das Vergütungskriterium zwar objektiv, aber nicht angemessen, da die Vergütung auf unterschiedliche Weise erhalten werden könne: « als Professioneller oder als Selbständiger ». Es sei nicht angemessen, eine Bestimmung auf Sportler anzuwenden, die keine Vergütung erhalten würden, die eine kleine Vergütung erhalten würden und die eine hohe Vergütung als Selbständige erhalten würden, und sie nicht auf die Sportler anzuwenden, die einen Arbeitsvertrag im Sinne des Gesetzes vom 24. Februar 1978 hätten. Die einzige Rechtfertigung liege dem K.B.V.B. zufolge in der Absicht der Dekretgebers, keine föderale Zuständigkeit zu verletzen. Aus dem Urteil Nr. 30/98 gehe jedoch hervor, daß ein durch die zuständigkeitsbestimmenden Regeln gerechtfertigter Behandlungsunterschied unvereinbar sein könne mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

In Hinsicht auf die zweite präjudizielle Frage

A.10. Hinsichtlich der Gleichbehandlung von Sportlern, die keine Vergütung erhalten würden, und Sportlern, die eine Vergütung von weniger als 41.660 Franken pro Monat (1996) erhalten würden, verweise der « K.S.C. Oosterzele » auf das Urteil Nr. 11/98.

A.11. Kraft Artikel 127 § 2 der Verfassung sei das Dekret vom 24. Juli 1996 sowohl im niederländischen Sprachgebiet anwendbar als auch in bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der Flämischen Gemeinschaft gehörend zu betrachten seien. Der K.B.V.B. frage sich, wie festgelegt werden müsse, ob ein Brüsseler Sportclub aufgrund seiner Tätigkeit ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehöre. Er meine, daß dies nur möglich sei, indem man nachweise, daß der Club bei der Ausübung des Sports ausschließlich auf Flandern ausgerichtet sei. Da das Dekret vom 24. Juli 1996 die Clubs dadurch benachteilige, daß sie keine Transferentschädigungen mehr erhalten könnten, würden die Brüsseler Sportclubs sich an die andere Gemeinschaft richten. Somit würden die im niederländischen Sprachgebiet niedergelassenen Sportclubs hinsichtlich der im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt niedergelassenen Sportclubs dahingehend diskriminiert, daß sie sich nicht auf gleiche Weise dem Dekret entziehen könnten.

A.12. Auch die zweite präjudizielle Frage sei der Flämischen Regierung zufolge bedeutungslos, da « Sportler, die nicht die geringste Vergütung erhalten », und « Sportler, die weniger als 41.660 Franken pro Monat erhalten », derselben Kategorie angehören würden.

Falls die Frage dahingehend neuformuliert würde, ob das Dekret gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, indem es eine Gleichbehandlung aller Sportler vorsehe, die nicht unter die Anwendung des Gesetzes vom 24. Februar 1978 fallen würden, dann würde sich die Flämische Regierung darauf beschränken, auf die Erwägungen B.19 und B.20 des Urteils Nr. 11/98 zu verweisen.

In Hinsicht auf die dritte präjudizielle Frage

A.13. Da die Dekrete vom 25. Februar 1975 und vom 24. Juli 1996 sich auf die Kündigung der Mitgliedschaft und nicht eines Arbeitsvertrags bezögen, werde dem « K.S.C. Oosterzele » zufolge die föderale Zuständigkeit hinsichtlich des Arbeitsrechts nicht beeinträchtigt. Die Gesetzgebung über die Arbeitsverträge gelte parallel zu den im Dekret aufgenommenen Bestimmungen.

A.14. Der K.B.V.B. vertrete die Auffassung, daß die föderale Zuständigkeit hinsichtlich des Arbeitsrechts die Gesamtheit der Normen enthalte, die auf die individuellen und kollektiven Beziehungen zwischen den Arbeitgebern aus dem Privatsektor und den Personen, die unter ihrer Weisungsbefugnis arbeiten würden, anwendbar seien. Der Mitgliedschaftsvertrag gehöre insofern zum Arbeitsrecht, als er die individuellen Beziehungen regle zwischen dem nicht-professionellen Sportler und dem Verein, der ihm für seine sportlichen Leistungen unter der Weisungsbefugnis des Vereins eine Entlohnung zahle.

Die Föderalbehörde sei überdies ausschließlich zuständig, die vertragliche Freiheit im Arbeitsrecht zu gewährleisten. Jede dekretele Maßnahme mit dem gleichen Gegenstand oder Ziel sei unvereinbar mit der Zuständigkeitsverteilung.

A.15. Falls der dritte Teil der präjudiziellen Frage dahingehend neuformuliert werde, ob das Dekret vom 24. Juli 1996 gegen die zuständigkeitsverteilenden Regeln verstoße, dann sei die Flämische Regierung der Auffassung, daß die Frage von einer juristisch falschen Voraussetzung ausgehe. Es gebe nämlich keine föderale Regelung für den Transfer von entlohten Sportlern. Die Föderalbehörde sei zwar für das Arbeitsrecht zuständig, aber die Sportvereine hätten eine Transferregelung ausgearbeitet, die mit dem Arbeitsrecht absolut nichts zu tun habe und bei Beendigung des Mitgliedschaftsvertrags eine Transferentschädigung vorsehe. Von einem Verstoß gegen die zuständigkeitsverteilenden Regeln sei der Flämischen Regierung zufolge somit keine Rede.

Der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber hätten die vollständige Zuständigkeit, spezifische Regeln für den Sport zu erlassen, den Gemeinschaften überlassen. Nun, da exakt die Sportvereine und -verbände die Mitgliedschaft und die Freiheit (oder Unfreiheit) des Wechsels reglementiert hätten, seien die Gemeinschaften nach Ansicht der Flämischen Regierung zuständig, diesbezüglich dekretele Normen vorzusehen. Diese Normen würden die föderale Zuständigkeit hinsichtlich des Arbeitsrechts berücksichtigen und überdies in dem dem Dekretgeber zustehenden Bereich die Hindernisse bei der Einhaltung der föderalen Regeln aus dem Wege räumen. Wenn die Möglichkeit der Beendigung des Mitgliedschaftsvertrags nicht geregelt sei, könnten nämlich Transferreglementierungen entstehen, die die Freiheit bei der Festlegung der Arbeitsvertragsdauer aushöhlen würden.

A.16. Der Ministerrat verweise auf das Urteil Nr. 11/98, in dem der Hof anlässlich einer Nichtigkeitsklage schon über die Vereinbarkeit des Dekrets vom 24. Juli 1996 mit den zuständigkeitsverteilenden Regeln befunden habe. Der Hof habe nur die Nichtigkeitsklärung von Artikel 3 § 1 des Dekrets vorgenommen, insoweit er sich auf nicht-professionelle Sportler beziehe, die mit ihrem Sportverein durch einen befristeten Arbeitsvertrag verbunden seien, der zu einem späteren Zeitpunkt auslaufe als der Mitgliedschaftsvertrag. Der Hof habe die Klage im übrigen abgewiesen, insbesondere insoweit die Klage auf die Situation abgezielt habe, in der ein unbefristeter Arbeitsvertrag abgeschlossen worden sei, dessen Ablaufdatum mit dem Datum zusammenfalle, zu dem der Mitgliedschaftsvertrag jährlich gekündigt werden könne. Diese Rechtsprechung müsse im vorliegenden Fall *mutatis mutandis* angewandt werden, auch hinsichtlich des Dekrets vom 25. Februar 1975, das schon die Möglichkeit vorgesehen habe, die Mitgliedschaft vorzeitig zu kündigen und aufgrund dessen die Bedingungen, die den freien Wechsel zu einem anderen Club von der Zahlung einer Entschädigung abhängig gemacht hätten, nichtig gewesen seien.

Der Standpunkt des K.B.V.B. mißachte dem Ministerrat zufolge die Rechtskraft des Urteils Nr. 11/98. Der Hof sei nämlich aufgrund einer Untersuchung des Wortlauts und der Vorarbeiten zu diesem Dekret zu der Schlußfolgerung gekommen, daß der Dekretgeber nicht die Absicht gehabt habe, irgendeine das Arbeitsrecht betreffende Regelung zu erlassen. Der Umstand, daß kein « expliziter Arbeitsvertrag » vorhanden sei, beeinträchtige diese Feststellung des Hofes nicht. Für die Gültigkeit eines Arbeitsvertrags sei grundsätzlich keine schriftliche Vereinbarung erforderlich. In Ermangelung einer schriftlichen Vereinbarung werde der Arbeitsvertrag als unbefristet eingestuft.

In Hinsicht auf die vierte präjudizielle Frage

A.17. Hinsichtlich der Vereinbarkeit mit der Wirtschafts- und Währungsunion verweise der « K.S.C. Oosterzele » auf die Artikel 127 ff. der Verfassung. Wegen der Autonomie der Gemeinschaften und Regionen könnten in den verschiedenen Teilgebieten unseres Landes unterschiedliche Normen gelten. Wenn die unterschiedliche Normengebung auf verfassungsmäßigen Bestimmungen beruhe, könne sie nicht unvereinbar sein mit Artikel 11 der Verfassung.

A.18. Der K.B.V.B. stelle fest, daß das Dekret vom 24. Juli 1996 besonders nachteilige Folgen habe für die unter seine Anwendung fallenden Sportclubs, da sie keine Transferentschädigungen mehr erhalten würden. Dies werde « eine Verzerrung des Wettbewerbs zwischen den frankophonen und den niederländischsprachigen Clubs nach sich ziehen, was gegen das Prinzip von Wirtschaftsunion und Währungseinheit verstößt, während die Bestimmung des Dekrets darin besteht, auf die Spieler und Vereine angewandt zu werden, die an auf nationaler Ebene organisierten Sportwettkämpfen und Meisterschaften teilnehmen ».

A.19. Falls der erste Teil der vierten präjudiziellen Frage dahingehend neuformuliert würde, ob die zuständigkeitsverteilenden Regeln dadurch verletzt würden, daß das Dekret vom 24. Juli 1996 Maßnahmen vorsehe, die sich nur auf einen Teil der Union bezögen, würde die Flämische Regierung auf die territoriale Zuständigkeitsverteilung verweisen. Der Sondergesetzgeber habe den Sport als Zuständigkeit den Gemeinschaften überlassen, was impliziere, daß durch die verschiedenen Gemeinschaften unterschiedliche Regeln erlassen werden könnten.

Falls der zweite Teil der vierten präjudiziellen Frage dahingehend neuformuliert würde, ob gegen Artikel 11 der Verfassung verstoßen werde, würde die Flämische Regierung auf die Rechtsprechung des Hofes verweisen, der « bis zum Überdruß schon wiederholt hat, daß die Tatsache, daß verschiedene Gemeinschaften (oder Regionen) eine andere Regelung vorsehen, eine evidente Folge der Staatsreform ist, worin natürlich kein Verstoß gegen Artikel 11 der Verfassung gesehen werden kann ».

A.20. Der Ministerrat weise darauf hin, daß der Hof im Urteil Nr. 11/98 nicht über die Vereinbarkeit des Dekrets vom 24. Juli 1996 mit der Wirtschafts- und Währungsunion befunden habe. Der Hof habe nur entschieden, daß in Ermangelung von Lokalisierungskriterien im Dekret dessen territoriale Anwendung durch Artikel 127 § 2 der Verfassung geregelt werde. Dem Dekret könne somit keine territoriale Zuständigkeitsüberschreitung zur Last gelegt werden.

Unter Hinweis auf die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes sage der Ministerrat, daß die durch die Flämische Gemeinschaft seit 1975 geführte Transferpolitik, mit der die obligatorische Leistung einer Transferentschädigung oder einer entsprechenden Ausbildungsfinanzierung unmöglich gemacht werde, nicht unvereinbar sei mit der belgischen Wirtschafts- und Währungsunion, sondern im Gegenteil sich daraus ergebe, d.h. aus dem freien Personen- und Dienstleistungsverkehr, wie er in Artikel 48 des EG-Vertrags festgelegt sei. Daraus ergebe sich, daß die

Freiheitsregelung für die entlohnten bzw. nichtentlohnten oder mittels Arbeitsvertrags beschäftigten Sportler auch ohne dekretale Regelung bestehe. Für alle Sportler ergebe sich nämlich die Freiheit, sich einem Verein ihrer Wahl anzuschließen, aus der verfassungsmäßig und völkerrechtlich garantierten Vereinigungsfreiheit.

— B —

In Hinsicht auf den Gegenstand der präjudiziellen Fragen

B.1. Der Hof hat mittels Anordnung vom 10. Februar 1999 die präjudiziellen Fragen folgendermaßen neuformuliert:

« Verstoßen das Dekret des Kulturrats für die Niederländische Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler und das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler gegen

— die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Sportler unterschiedlich behandeln, je nachdem, ob sie mehr oder weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten, und je nachdem, ob sie selbständig sind oder nicht;

— die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Sportler, die keinen Lohn erhalten, und die Sportler, die weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten, auf gleiche Weise behandeln;

— die Regeln, die die jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festlegen, insoweit diese Dekrete die Beziehung zwischen den entlohnten Sportlern und ihrem Arbeitgeber regeln;

— den Zuständigkeitsvorbehalt bezüglich der Wirtschafts- und Währungsunion, formuliert in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und demzufolge gegen Artikel 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Teilnehmer an einer nationalen Sporttätigkeit unterschiedlich behandeln ? »

B.2.1. Die Flämische Regierung wendet ein, daß die präjudiziellen Fragen bezüglich des Dekrets vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler gegenstandslos seien, da das Dekret schon aufgehoben worden sei.

B.2.2. Das Dekret vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler, das das Dekret vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohnten Sportler aufhebt, ist am 1. Januar 1997 in Kraft getreten.

Die den präjudiziellen Fragen zugrunde liegenden Fakten beziehen sich auf die Fußballsaison 1996-1997.

Es ist Aufgabe des Richters, der die präjudizielle Frage stellt, über die Anwendbarkeit einer Norm auf eine bei ihm anhängige Rechtssache zu befinden.

Die von der Flämischen Regierung erhobene Einrede wird abgewiesen.

B.3. Aus den Gegebenheiten der Rechtssache geht hervor, daß die präjudiziellen Fragen sich im wesentlichen auf die sogenannte « Freiheitsregelung » für bestimmte Sportler beziehen und auf das daraus abgeleitete Verbot einer wie auch immer gearteten Transferentschädigung.

Der Hof beschränkt deshalb seine Untersuchung auf die Bestimmungen der Dekrete vom 25. Februar 1975 und vom 24. Juli 1996, die sich auf diese Regelung und dieses Verbot beziehen.

In Hinsicht auf die Antwort auf die präjudiziellen Fragen

B.4. Der Untersuchung der Vereinbarkeit einer Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung muß die Untersuchung ihrer Übereinstimmung mit den Zuständigkeitsregeln vorangehen.

B.5.1. Die dritte präjudizielle Frage bezieht sich auf die Frage, ob beide Dekrete mit den Regeln, die die jeweilige Zuständigkeit des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festlegen, übereinstimmen oder nicht, insoweit diese Dekrete die Beziehung der entlohnten Sportler zu ihrem Arbeitgeber regeln.

B.5.2. Die Frage ist hinsichtlich der Sportler, auf die sich das Dekret vom 25. Februar 1975 bezieht, gegenstandslos, denn aus der Definition des « nichtentlohnten Sportlers » in Artikel 2 dieses Dekrets geht hervor, daß das Dekret nicht auf die Sportler anwendbar ist, die einen Lohn im Sinne des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz des Lohnes der Arbeitnehmer erhalten.

Dies gilt ebenfalls hinsichtlich der Sportler, die einen Jahreslohn von mehr als 520.116 Franken (1997) erhalten, denn die Definition des « nicht-professionellen Sportlers » in Artikel 2 Nr. 2 des Dekrets vom 24. Juli 1996 beinhaltet, daß das Dekret nicht auf die Sportler anwendbar ist, die durch einen Arbeitsvertrag im Rahmen des Gesetzes vom 24. Februar 1978 über den Arbeitsvertrag für entlohnte Sportler gebunden sind.

B.5.3. Hinsichtlich der « nicht-professionellen Sportler », die einen Jahreslohn von weniger als 520.116 Franken (1997) erhalten, verstößt das Dekret vom 24. Juli 1996 aus Gründen, die im Urteil Nr. 11/98 vom 11. Februar 1998 — in dem der Hof über eine Klage auf Nichtigerklärung dieses Dekrets befindet — dargelegt werden, nur insoweit gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 12 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, als es sich auf nicht-professionelle Sportler bezieht, die mit ihrem Sportverein durch einen befristeten Arbeitsvertrag verbunden sind, der später als der Mitgliedschaftsvertrag ausläuft. In Anbetracht von Artikel 9 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof kann die vorgelegte Frage nicht dazu führen, daß die im obengenannten Urteil beigelegten Rechtsfragen erneut zur Diskussion stehen.

B.5.4. Die dritte präjudizielle Frage bedarf keiner Antwort.

B.6.1. Die vierte präjudizielle Frage bezieht sich darauf, ob die Dekrete vom 25. Februar 1975 und vom 24. Juli 1996 mit dem in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Zuständigkeitsvorbehalt bezüglich der Wirtschaftsunion und der Währungseinheit und — daraus abgeleitet — mit Artikel 11 der Verfassung übereinstimmen oder nicht, insoweit diese Dekrete die Teilnehmer an einer nationalen Sporttätigkeit unterschiedlich behandeln.

B.6.2. Die Frage ist bezüglich der nichtentlohnten Sportler gegenstandslos. Sportausübung ist nämlich nur insofern eine wirtschaftliche Tätigkeit, als die Sportler einer entlohnten Beschäftigung nachgehen oder entlohnte Dienstleistungen erbringen.

Der Hof muß deshalb nur untersuchen, ob das Dekret vom 24. Juli 1996, insoweit es auf den nicht-professionellen Sportler anwendbar ist, der einen begrenzten Lohn oder eine Vergütung erhält, gegen den Zuständigkeitsvorbehalt bezüglich der Wirtschaftsunion und der Währungseinheit und, daraus abgeleitet, gegen Artikel 11 der Verfassung verstößt.

B.6.3. Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 beinhaltet, daß die Regionen und, in Anbetracht der allgemeinen Zielsetzung der Bestimmung, durch Ausdehnung die Gemeinschaften ihre Zuständigkeiten ausüben « unter Beachtung der Grundsätze des freien Verkehrs von Personen, Gütern, Dienstleistungen und Kapitalien, der Handels- und Gewerbefreiheit sowie des allgemeinen normativen Rahmens der Wirtschafts- und Währungsunion, so wie diese durch das Gesetz oder kraft desselben und durch die internationalen Verträge oder kraft derselben festgelegt worden sind ».

Die Gemeinschaften müssen somit die zuständigkeitseinschränkende Bestimmung von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes berücksichtigen.

B.6.4. Die Vereinbarkeit der Freiheitsregelung mit dem Grundsatz der Wirtschaftsunion kann von zwei Standpunkten aus untersucht werden.

Für die Sportler kommt das Verbot einer Transferentschädigung oder einer damit gleichzusetzenden Ausbildungsentschädigung keinem Verstoß gleich, sondern im Gegenteil einer Verstärkung der durch die Bestimmung des obengenannten Sondergesetzes geschützten Freiheiten, da das Verbot den freien Verkehr der Sportler, die einem flämischen Sportverein angehören, ermöglicht.

Für die flämischen Sportvereine, die an nationalen Wettkämpfen teilnehmen, beinhaltet das Dekret vom 24. Juli 1996 nach Auffassung des « Koninklijke Belgische Voetbalbond » einen Wettbewerbsnachteil, da sie keine Transferentschädigungen mehr erhalten werden.

Der « Koninklijke Belgische Voetbalbond » und die Fußballvereine sind hauptsächlich kulturell und nicht wirtschaftlich orientiert. Selbst wenn sie als Wirtschaftsteilnehmer eingestuft werden könnten, kann die mögliche Auswirkung der dekretal festgelegten Freiheitsregelung auf die Wirtschaftsunion, wenn man sie gegen ihren Beitrag zum freien Verkehr von Sportlern und zu dem in Artikel 27 der Verfassung und in Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention festgelegten Schutz der Vereinigungsfreiheit abwägt, nicht als unverhältnismäßig angesehen werden.

B.6.5. Die vierte präjudizielle Frage muß verneinend beantwortet werden.

B.7.1. Die zweite präjudizielle Frage betrifft die Vereinbarkeit des Dekrets der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 und des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Sportler, die keinen Lohn erhalten, und die Sportler, die weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten, auf gleiche Weise behandeln.

B.7.2. Da das Dekret vom 25. Februar 1975 nicht anwendbar ist auf Sportler, die einen Lohn im Sinne des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz des Lohnes der Arbeitnehmer erhalten, entbehrt die Frage, was dieses Dekret angeht, einer Grundlage.

B.7.3. Der Hof muß deshalb nur untersuchen, ob das Dekret vom 24. Juli 1996 eine Diskriminierung einführt, indem es keinen Unterschied vornimmt zwischen den Sportlern, die keinen Lohn erhalten, und den Sportlern, die weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten.

B.7.4. Im o.a. Urteil Nr. 11/98 vom 11. Februar 1998 hat der Hof die beanstandete identische Behandlung dahingehend beurteilt, daß sie mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist. Die mit dieser präjudiziellen Frage vorgetragene Rechtsfrage ist dieselbe wie die, die in der dem Urteil zugrunde liegenden Rechtssache als Beschwerdegund angeführt wurde. Nun, da diese Rechtsfrage in diesem Urteil beigelegt wurde, kann über sie in Anbetracht von Artikel 9 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof auf dem Wege einer präjudiziellen Frage nicht wieder verhandelt werden.

B.7.5. Die zweite präjudizielle Frage bedarf keiner Antwort.

B.8.1. Die erste präjudizielle Frage bezieht sich auf die Vereinbarkeit des Dekrets der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 und des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Sportler unterschiedlich behandeln, je nachdem, ob sie mehr oder weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten und je nachdem, ob sie selbständig sind oder nicht.

B.8.2. Die Dekrete vom 25. Februar 1975 und vom 24. Juli 1996 zielen darauf ab, den nichtentlohnten bzw. nicht-professionellen Sportlern eine Rechtsstellung zu verschaffen « mit Garantien « mit Garantien hinsichtlich der Freiheit und der Rechtssicherheit der Sportler » (*Dok.*, Kulturrat für die Niederländische Kulturgemeinschaft, 1974-1975, Nr. 54/4, S. 3), « begrenzt (...) auf die grundlegenden Rechte und Pflichten » (*Dok.*, Flämisches Parlament, 1995-1996, Nr. 342/1, S. 1). Dazu regeln die Dekrete das Recht des Sportlers, den mit einem Sportverein abgeschlossenen Mitgliedschaftsvertrag zu kündigen.

Einerseits beschränken sie die Wahrnehmung dieses Rechts auf bestimmte Perioden, um den normalen Ablauf der Sportwettkämpfe nicht zu behindern. Andererseits schaffen sie Garantien für die korrekte Ausübung dieses Rechts, indem sie schwerere Verpflichtungen (Artikel 8 des Dekrets vom 25. Februar 1975, Artikel 4 des Dekrets vom 24. Juli 1996) auferlegen oder die Zahlung einer jeden Form von Entschädigung bei Beendigung der Mitgliedschaft (Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 24. Juli 1996) verbieten.

B.8.3. Die Definition des Anwendungsbereichs der Dekrete führt zu einem Behandlungsunterschied bei den Sportlern. Das Dekret vom 25. Februar 1975 ist nicht anwendbar auf die Sportler, die einen Lohn erhalten; das Dekret vom 24. Juli 1996 ist nicht anwendbar auf Sportler, die einen Jahreslohn von mehr als 520.116 Franken (1997) erhalten.

B.8.4. Auf die Frage, warum der Anwendungsbereich des Dekrets vom 24. Juli 1996 nicht auf die Berufssportler ausgedehnt wurde, hat der Minister den Vorarbeiten zufolge geantwortet, « daß im Falle eines Konsenses in der Kommission diese Ausdehnung für ihn kein Problem darstellt. Er findet die Frage denn auch sehr logisch und hat keine Gegenargumente. Dennoch befürwortet er es, in zwei Phasen zu arbeiten, weil er erfahren hat, daß für den vorliegenden Dekretsentwurf schon ein sehr langer Weg zurückgelegt werden mußte » (*Dok.*, Flämisches Parlament, 1995-1996, Nr. 342/3, S. 8).

B.8.5. Als Folge der durch Artikel 27 der Verfassung und durch Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleisteten Vereinigungsfreiheit können dem Sportler weder im Rahmen eines Arbeitsvertrags noch als Selbständigem unangemessene Verpflichtungen auferlegt werden, wenn er seinen Mitgliedschaftsvertrag mit einem Sportverein kündigen möchte.

Einzig die Tatsache, daß durch das Einführen der genannten Freiheitsregelung dieses Recht vorläufig nur für eine bestimmte Kategorie von Sportlern geregelt worden ist, reicht als Nachweis für ihren diskriminierenden Charakter nicht aus. Wenn der Dekretgeber für bestimmte Kategorien von Sportlern Maßnahmen zur Verstärkung der Vereinigungsfreiheit ergreift, dann liefe die Einstufung einer solchen Handlung als diskriminierend darauf hinaus, daß der Gleichheitsgrundsatz als Mittel zum Widerstand gegen jede — wenn auch fortschrittliche — Veränderung eingesetzt werden kann, die nur schrittweise erfolgen würde.

B.8.6. Die erste präjudizielle Frage muß verneinend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

— Das Dekret der Niederländischen Kulturgemeinschaft vom 25. Februar 1975 zur Festlegung der Rechtsstellung der nichtentlohten Sportler und das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1996 zur Festlegung der Rechtsstellung der nicht-professionellen Sportler verstoßen weder gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit diese Dekrete die Sportler unterschiedlich behandeln, je nachdem, ob sie mehr oder weniger als einen bestimmten Jahreslohn erhalten, und je nachdem, ob sie selbständig sind oder nicht, noch verstoßen sie gegen den in Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen formulierten Zuständigkeitsvorbehalt bezüglich der Wirtschaftsunion und der Währungseinheit, insoweit diese Dekrete die Teilnehmer an einer nationalen Sporttätigkeit unterschiedlich behandeln.

— Im übrigen bedürfen die präjudiziellen Fragen keiner Antwort.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 26. Mai 1999.

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) L. De Grève.

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21430]

Arrest nr. 72/99 van 17 juni 1999

Rolnummer 1638

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 4, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gesteld door de Arbeidsrechtbank te Antwerpen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters L. De Grève en M. Melchior, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter L. De Grève, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag*

Bij vonnis van 2 maart 1999 in zake P. Van Riel tegen de n.v. R.V.S. Verzekeringen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 9 maart 1999, heeft de Arbeidsrechtbank te Antwerpen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is artikel 4, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, in overeenstemming met de in de artikelen 10 en 11 van de gecoördineerde Grondwet verankerde beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre dat het ertoe leidt dat een arbeidsovereenkomst van een bediende beantwoordend aan de definitie van de arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordigers, doch werkzaam in een verzekeringsmaatschappij, verschillend wordt behandeld van de overige handelsvertegenwoordigers ? »

II. *De rechtspleging voor het Hof*

Bij beschikking van 9 maart 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 31 maart 1999 hebben de rechters-verslaggevers M. Bossuyt en R. Henneuse, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet, voor het Hof verslag uitgebracht en gesteld dat zij van oordeel zijn dat de procedure door een arrest van onmiddellijk antwoord kan worden afgedaan.

Overeenkomstig artikel 72, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de partijen in het bodemgeschil kennisgegeven bij op 8 april 1999 ter post aangetekende brieven.

De n.v. R.V.S. Verzekeringen, met maatschappelijke zetel te 1140 Brussel, Henri Matisselaan 16, heeft bij op 23 april 1999 ter post aangetekende brief een memorie met verantwoording ingediend.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Conclusies van de rechters-verslaggevers

A.1. De rechters-verslaggevers hebben in hun conclusies geoordeeld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof voor te stellen de zaak af te doen met een arrest van onmiddellijk antwoord.

Memorie met verantwoording van de n.v. R.V.S. Verzekeringen

A.2. De tussenkomen partij betoogt dat de persoon om wiens ontslag het geschil ten gronde voor de Arbeidsrechtbank gaat, niet werkt in ondergeschikt verband, doch een zelfstandige verzekeringstussenpersoon is, die onder de toepassing valt van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen.

Ze voert bovendien ter rechtvaardiging van artikel 4 van de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978 aan dat ook in de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst de verzekeringssector werd uitgesloten.

— B —

B.1.1. Bij vonnis van 2 maart 1999 heeft de Arbeidsrechtbank te Antwerpen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is artikel 4, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, in overeenstemming met de in de artikelen 10 en 11 van de gecoördineerde Grondwet verankerde beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie in zoverre dat het ertoe leidt dat een arbeidsovereenkomst van een bediende beantwoordend aan de definitie van de arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordigers, doch werkzaam in een verzekeringsmaatschappij, verschillend wordt behandeld van de overige handelsvertegenwoordigers ? »

B.1.2. In haar memorie met verantwoording heeft de tussenkomende partij bezwaren geuit naar aanleiding van de conclusies van de rechters-verslaggevers waarbij het Hof werd voorgesteld een arrest van onmiddellijk antwoord te wijzen, omdat zij van oordeel waren dat de redenering uiteengezet in het arrest van het Hof nr. 20/98 van 18 februari 1998 ook kan gelden in onderhavig geval. De geuite bezwaren (A.2) komen evenwel neer op een wijziging van de prejudiciële vraag geformuleerd door de verwijzende rechter, wat de partijen niet toekomt. Het Hof merkt bovendien op dat de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst (*Belgisch Staatsblad*, 2 juni 1999) de verzekeringssector niet meer uitsluit.

B.2.1. Artikel 4, eerste en tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten luidt :

« De arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordigers is een overeenkomst waarbij een werknemer, de handelsvertegenwoordiger, zich verbindt tegen loon cliënteel op te sporen en te bezoeken met het oog op het onderhandelen over en het sluiten van zaken, verzekeringen uitgezonderd, onder het gezag, voor rekening en in naam van een of meer opdrachtgevers.

Niettegenstaande elke uitdrukkelijke bepaling van de overeenkomst of bij het stilzwijgen ervan wordt de overeenkomst gesloten tussen opdrachtgever en tussenpersoon, welke ook de benaming zij, beschouwd als een arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordigers, tenzij het tegendeel wordt bewezen. »

B.2.2. Overeenkomstig artikel 87 van dezelfde wet wordt de arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordigers in bovenvermelde zin beheerst door, enerzijds, de bepalingen van titel III van de wet van 3 juli 1978, die de arbeidsovereenkomst voor bedienden regelt (artikel 86 uitgezonderd) en, anderzijds, de specifieke bepalingen inzake handelsvertegenwoordiging, vervat in titel IV (de artikelen 88 tot 107) van dezelfde wet.

B.2.3. Uit de combinatie van de vermelde bepalingen volgt dat voor de werknemer wiens arbeidsovereenkomst beantwoordt aan de in artikel 4, eerste lid, vervatte definitie, doch die werkzaam is in de verzekeringssector, enkel de algemene regels inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden van toepassing zijn, indien hij werkt onder het gezag van een of meer opdrachtgevers. In tegenstelling tot de handelsvertegenwoordigers in de andere sectoren, kan hij zich niet beroepen op de beschermende maatregelen van de artikelen 88 tot 107.

B.3.1. De sector van de verzekeringen wordt uitgesloten uit de regeling inzake handelsvertegenwoordiging sinds de wet van 30 juli 1963 tot instelling van het statuut der handelsvertegenwoordigers.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de initiatiefnemers van die wet oordeelden dat er « een grondige reden [was] om de contracten van de verzekeringsagenten bij de contracten van handelsvertegenwoordiging in te delen ». Dit zou echter vergen « dat men vooraf een scherp onderscheid [zou dienen] te maken tussen de zelfstandige en de niet-zelfstandige verzekeringsagent, wat een lang en moeilijk werk schijnt te zijn ».

Om de aanneming van een algemene regeling inzake handelsvertegenwoordiging niet nodeloos te vertragen, werd daarom voor de verzekeringssector een afzonderlijk wetgevend initiatief in het vooruitzicht gesteld (*Parl. St.*, Senaat, 1962-1963, nr. 185, Verslag, *Pasin.*, 1963, pp. 785-786).

B.3.2. Het Hof stelt vast dat, meer dan dertig jaar na de totstandkoming van de wet van 30 juli 1963, nog steeds geen wettelijke regeling werd uitgevaardigd die de bedienden in de verzekeringssector beantwoordend aan de definitie van handelsvertegenwoordiger een juridische bescherming biedt, die vergelijkbaar is met die voor handelsvertegenwoordigers, zoals vervat in de arbeidsovereenkomstenwet.

B.4. De wetgever vermocht redelijkerwijze te oordelen dat, wegens de eigen kenmerken van de verzekeringssector, het vermoeden waarin artikel 4, tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 voorziet en dat afwijkt van het gemeen recht, niet dient te worden uitgebreid tot die sector. De rechter bij wie een geding aanhangig wordt gemaakt moet bijgevolg nagaan of de werknemer aantoont dat hij door een arbeidsovereenkomst aan zijn werkgever is gebonden. Een dergelijk verschil in behandeling, ten opzichte van de handelsvertegenwoordigers die in de andere sectoren werkzaam zijn, is redelijkerwijze verantwoord door het bijzondere probleem gesteld, in de verzekeringssector, door de afbakening van de categorie van de zelfstandigen en die van de bedienden.

B.5. Daarentegen blijkt niet uit de parlementaire voorbereiding aangehaald in B.3.1 — en het Hof ziet al evenmin — dat aanvaardbare motieven zouden kunnen verantwoorden dat de wettelijke bescherming, die aan de handelsvertegenwoordiger wordt toegekend, zou worden geweigerd aan de werknemer die het bewijs heeft geleverd dat hij onder het gezag van een werkgever in de verzekeringssector werkt en die aantoont dat zijn situatie overeenstemt met die van de in de wet gedefinieerde handelsvertegenwoordiger.

Daaruit volgt dat artikel 4, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt in de mate zoals aangegeven in het beschikkende gedeelte.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 4, eerste lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het de artikelen 88 tot 107 van die wet niet-toepasselijk maakt op de bediende die aantoont dat hij door een arbeidsovereenkomst verbonden is met een werkgever in de sector van de verzekeringen en dat zijn situatie overeenstemt met de wettelijke definitie van de handelsvertegenwoordiger.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 juni 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

L. De Grève.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21430]

Arrêt n° 72/99 du 17 juin 1999

Numéro du rôle : 1638

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, posée par le Tribunal du travail d'Anvers.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents L. De Grève et M. Melchior, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président L. De Grève,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la question préjudicielle

Par jugement du 2 mars 1999 en cause de P. Van Riel contre la s.a. R.V.S. Assurances, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 9 mars 1999, le Tribunal du travail d'Anvers a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est-il conforme aux principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution coordonnée en ce qu'il aboutit à ce qu'un employé dont le contrat de travail répond à la définition du contrat de travail de représentant de commerce mais qui opère dans une entreprise d'assurances est traité de manière différente des autres représentants de commerce ? »

II. La procédure devant la Cour

Par ordonnance du 9 mars 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 31 mars 1999, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale précitée, les juges-rapporteurs M. Bossuyt et R. Henneuse ont fait rapport devant la Cour de ce qu'ils estimaient qu'il pourrait être mis fin à la procédure par un arrêt de réponse immédiate.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées aux parties dans l'instance principale conformément à l'article 72, alinéa 2, de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 8 avril 1999.

La s.a. R.V.S. Assurances, ayant son siège social à 1140 Bruxelles, avenue Henri Matisse 16, a introduit un mémoire justificatif par lettre recommandée à la poste le 23 avril 1999.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. En droit

— A —

Conclusions des juges-rapporteurs

A.1. Dans leurs conclusions, les juges-rapporteurs ont estimé qu'ils pouvaient être amenés à proposer à la Cour de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt de réponse immédiate.

Mémoire justificatif de la s.a. RVS Assurances

A.2. La partie intervenante soutient que la personne dont le licenciement fait l'objet de l'instance principale devant le Tribunal du travail ne travaille pas dans un lien de subordination, mais qu'elle est un intermédiaire d'assurances indépendant, qui entre dans le champ d'application de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances.

Afin de justifier l'article 4 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, elle soutient en outre que la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale exclut également le secteur des assurances.

— B —

B.1.1. Par jugement du 2 mars 1999, le Tribunal du travail d'Anvers a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est-il conforme aux principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution coordonnée en ce qu'il aboutit à ce qu'un employé dont le contrat de travail répond à la définition du contrat de travail de représentant de commerce mais qui opère dans une entreprise d'assurances est traité de manière différente des autres représentants de commerce ? »

B.1.2. Dans son mémoire justificatif, la partie intervenante critique les conclusions des juges-rapporteurs, qui ont proposé à la Cour de rendre un arrêt de réponse immédiate, estimant que le raisonnement exposé dans l'arrêt de la Cour n° 20/98 du 18 février 1998 vaut également en l'espèce. Les critiques formulées (A.2) reviennent toutefois à modifier la question préjudicielle formulée par le juge *a quo*, ce qui n'appartient pas aux parties. La Cour observe de surcroît que la loi du 4 mai 1999 modifiant la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale (*Moniteur belge*, 2 juin 1999) n'exclut plus le secteur des assurances.

B.2.1. L'article 4, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail énonce :

« Le contrat de travail de représentant de commerce est le contrat par lequel un travailleur, le représentant de commerce, s'engage contre rémunération à prospecter et visiter une clientèle en vue de la négociation ou la conclusion d'affaires, hormis les assurances, sous l'autorité, pour le compte et au nom d'un ou de plusieurs commettants.

Nonobstant toute stipulation expresse du contrat ou en son silence, le contrat conclu entre commettant et intermédiaire, quelle qu'en soit la dénomination, est réputé jusqu'à preuve du contraire un contrat de travail de représentant de commerce. »

B.2.2. Conformément à l'article 87 de la même loi, le contrat de travail de représentant de commerce au sens indiqué ci-dessus est régi, d'une part, par les dispositions du titre III de la loi du 3 juillet 1978 qui règle le contrat de travail des employés (l'article 86 excepté) et, d'autre part, par les dispositions spécifiques relatives aux représentants de commerce figurant au titre IV (les articles 88 à 107) de la même loi.

B.2.3. Il résulte de la combinaison des dispositions précitées que le travailleur dont le contrat de travail répond à la définition donnée à l'article 4, alinéa 1^{er}, mais qui opère dans le secteur des assurances, se voit uniquement appliquer les règles générales en matière de contrat de travail d'employé, s'il exerce une activité professionnelle sous l'autorité d'un ou de plusieurs commettants. Contrairement aux représentants de commerce dans les autres secteurs, il ne peut invoquer les mesures de protection des articles 88 à 107.

B.3.1. Le secteur des assurances a été exclu du régime des représentants de commerce dès la loi du 30 juillet 1963 fixant le statut de ces représentants.

Il ressort des travaux préparatoires que les auteurs de cette loi ont estimé qu'il y avait « une raison substantielle pour ranger les contrats des agents d'assurance parmi les contrats de la représentation commerciale ». Pour ce faire, il fallait toutefois au préalable « tracer nettement la frontière entre les agents d'assurance indépendants et dépendants, tâche apparemment longue et malaisée ».

Afin de ne pas retarder inutilement l'adoption d'une réglementation générale de la représentation commerciale, il fut donc prévu qu'une initiative parlementaire distincte serait prise pour le secteur des assurances (*Doc. parl.*, Sénat, 1962-1963, n° 185, rapport, *Pasin.*, 1963, pp. 785-786).

B.3.2. La Cour constate que plus de trente ans après l'adoption de la loi du 30 juillet 1963, il n'existe toujours aucune réglementation légale offrant aux employés du secteur des assurances dont le contrat répond à la définition de celui de représentant de commerce une protection juridique qui soit comparable à la protection inscrite au profit des représentants de commerce dans la loi relative aux contrats de travail.

B.4. Le législateur a pu raisonnablement estimer qu'en raison des caractéristiques propres au secteur des assurances, il n'y a pas lieu d'étendre à ce secteur la présomption dérogatoire au droit commun prévue par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1978. Le juge saisi d'un litige doit par conséquent vérifier si le travailleur démontre qu'il est lié à son employeur par un contrat de travail. Une telle différence de traitement, par rapport aux représentants de commerce opérant dans les autres secteurs, est raisonnablement justifiée par le problème particulier que pose, dans le secteur des assurances, la délimitation de la catégorie des indépendants et de celle des employés.

B.5. Par contre, il n'apparaît pas des travaux préparatoires cités au B.3.1 - et la Cour n'aperçoit pas davantage - que des motifs admissibles puissent justifier que la protection légale accordée au représentant de commerce soit refusée au travailleur qui a fait la preuve qu'il travaille sous l'autorité d'un employeur dans le secteur des assurances et qui démontre que sa situation correspond à celle du représentant de commerce défini par la loi.

Il s'ensuit que l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 viole les articles 10 et 11 de la Constitution, dans la mesure indiquée au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il rend les articles 88 à 107 de cette loi inapplicables à l'employé qui démontre qu'il est lié par un contrat de travail à un employeur dans le secteur des assurances et que sa situation correspond à la définition légale du représentant de commerce.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 juin 1999.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

L. De Grève.

ÜBERSETZUNG
SCHIEDSHOF

[C - 99/21430]

Urteil Nr. 72/99 vom 17. Juni 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1638

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge, gestellt vom Arbeitsgericht Antwerpen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden L. De Grève und M. Melchior, und den Richtern H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden L. De Grève, verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Frage*

In seinem Urteil vom 2. März 1999 in Sachen P. Van Riel gegen die R.V.S. Versicherungen AG, dessen Ausfertigung am 9. März 1999 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Antwerpen folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Ist Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vereinbar mit den in den Artikeln 10 und 11 der koordinierten Verfassung verankerten Grundsätzen der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots, soweit er dazu führt, daß ein Angestellter, dessen Arbeitsvertrag der Definition des Handelsvertretervertrags entspricht, der aber in einer Versicherungsgesellschaft tätig ist, im Vergleich zu den übrigen Handelsvertretern unterschiedlich behandelt wird? »

III. *Verfahren vor dem Hof*

Durch Anordnung vom 9. März 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 31. März 1999 haben die referierenden Richter M. Bossuyt und R. Henneuse gemäß Artikel 72 Absatz 1 des vorgenannten Sondergesetzes vor dem Hof Bericht erstattet und geurteilt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem Hof vorzuschlagen, das Verfahren mit einem in unverzüglicher Beantwortung zu verkündenden Urteil zu beenden.

Gemäß Artikel 72 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter den Parteien im Grundstreit mit am 8. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die R.V.S. Versicherungen AG, mit Gesellschaftssitz in 1140 Brüssel, Henri Matisselaan 16, hat mit am 23. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

Schlußfolgerungen der referierenden Richter

A.1. Die referierenden Richter haben in ihren Schlußfolgerungen geurteilt, daß sie veranlaßt werden könnten, dem Hof vorzuschlagen, die Rechtssache mit einem Urteil in unverzüglicher Beantwortung zu beenden.

Begründungsschriftsatz der R.V.S. Versicherungen AG

A.2. Die intervenierende Partei hebe hervor, daß die Person, deren Entlassung Gegenstand des Verfahrens zur Hauptsache vor dem Arbeitsgericht sei, nicht in einem untergeordneten Arbeitsverhältnis beschäftigt sei, sondern ein selbständiger Versicherungsvermittler sei, auf den das Gesetz vom 27. März 1995 über die Versicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen anwendbar sei.

Sie führe außerdem zur Rechtfertigung von Artikel 4 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge an, daß auch in Gesetz vom 13. April 1995 über den Handelsagenturvertrag das Versicherungswesen ausgeschlossen worden sei.

— B —

B.1.1. Mit dem Urteil vom 2. März 1999 hat das Arbeitsgericht Antwerpen folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Ist Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vereinbar mit den in den Artikeln 10 und 11 der koordinierten Verfassung verankerten Grundsätzen der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots, soweit er dazu führt, daß ein Angestellter, dessen Arbeitsvertrag der Definition des Handelsvertretervertrags entspricht, der aber in einer Versicherungsgesellschaft tätig ist, im Vergleich zu den übrigen Handelsvertretern unterschiedlich behandelt wird? »

B.1.2. In ihrem Begründungsschriftsatz hat die intervenierende Partei die Schlußfolgerungen der referierenden Richter kritisiert, in denen dem Hof vorgeschlagen wurde, ein Urteil in unverzüglicher Beantwortung zu erlassen, da sie der Auffassung waren, daß die im Urteil des Hofes Nr. 20/98 vom 18. Februar 1998 dargelegte Begründung auch für den vorliegenden Fall gelten kann. Die geäußerte Kritik (A.2) läuft jedoch auf eine Änderung der von dem Verweisungsrichter formulierten präjudiziellen Frage hinaus, was den Parteien nicht zusteht. Der Hof erwähnt außerdem, daß das Gesetz vom 4. Mai 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 13. April 1995 über den Handelsagenturvertrag (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Juni 1999) das Versicherungswesen nicht mehr ausschließt.

B.2.1. Artikel 4 Absätze 1 und 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge lautet:

« Der Arbeitsvertrag für Handelsvertreter ist ein Vertrag, durch den sich ein Arbeitnehmer als Handelsvertreter gegen Entlohnung dazu verpflichtet, unter der Autorität, für Rechnung und im Namen eines oder mehrerer Auftraggeber und im Hinblick auf die Vermittlung oder das Abschließen von Geschäften mit Ausnahme von Versicherungen, eine Kundschaft zu gewinnen und zu besuchen.

Ungeachtet jeglicher ausdrücklichen Vertragsbestimmung oder bei Nichtvorhandensein einer solchen Bestimmung gilt der zwischen dem Auftraggeber und dem Vermittler abgeschlossene Vertrag unabhängig von seiner Bezeichnung und bis zur Vorlage des Gegenbeweises als ein Arbeitsvertrag für Handelsvertreter. »

B.2.2. Entsprechend Artikel 87 desselben Gesetzes unterliegt der Arbeitsvertrag für Handelsvertreter im oben genannten Sinn einerseits den Bestimmungen des Titels III des Gesetzes vom 3. Juli 1978, der den Arbeitsvertrag für Angestellte regelt (mit Ausnahme von Artikel 86), und andererseits den spezifischen Bestimmungen bezüglich der Handelsvertretung, die in Titel IV (Artikel 88 bis 107) desselben Gesetzes enthalten sind.

B.2.3. Aus der Kombination der genannten Bestimmungen ergibt sich, daß für den Arbeitnehmer, dessen Arbeitsvertrag der in Artikel 4 Absatz 1 enthaltenen Definition entspricht, der aber im Versicherungswesen arbeitet, nur die allgemeinen Regeln bezüglich des Arbeitsvertrags für Angestellte anwendbar sind, wenn er unter der Autorität eines oder mehrerer Auftraggeber arbeitet. Im Gegensatz zu den Handelsvertretern auf den anderen Gebieten kann er sich nicht auf die Schutzmaßnahmen der Artikel 88 bis 107 berufen.

B.3.1. Das Versicherungswesen wird seit dem Gesetz vom 30. Juli 1963 zur Festlegung der Rechtsstellung der Handelsvertreter aus der Regelung bezüglich der Handelsvertretung ausgeschlossen.

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß die Initiatoren dieses Gesetzes urteilten, daß es an sich « einen triftigen Grund (gibt), die Verträge der Versicherungsagenten bei den Verträgen der Handelsvertreter einzuordnen ». Dafür sei es allerdings erforderlich, « vorher deutlich zwischen dem selbständigen und dem nichtselbständigen Versicherungsagenten zu unterscheiden, anscheinend eine langwierige und schwierige Aufgabe ».

Um die Annahme einer allgemeinen Regelung bezüglich der Handelsvertretung nicht unnötig zu verzögern, wurde deshalb für das Versicherungswesen eine gesonderte gesetzgebende Initiative in Aussicht gestellt (*Parl. Dok.*, Senat, 1962-1963, Nr. 185, Bericht, Pasin., 1963, SS. 785-786).

B.3.2. Der Hof konstatiert, daß mehr als dreißig Jahre nach dem Zustandekommen des Gesetzes vom 30. Juli 1963 immer noch keine gesetzliche Regelung ausgearbeitet wurde, die den Angestellten im Versicherungswesen, deren Vertrag der Definition des Vertrags eines Handelsvertreters entspricht, juristischen Schutz bietet, der mit dem im Gesetz über die Arbeitsverträge enthaltenen Schutz der Handelsvertreter zu vergleichen wäre.

B.4. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise urteilen, daß die in Artikel 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 vorgesehene und von allgemeinem Recht abweichende Vermutung wegen der dem Versicherungswesen eigenen Merkmale nicht auf dieses Gebiet ausgedehnt werden muß. Der Richter, bei dem ein Rechtsstreit anhängig gemacht wird, muß demnach untersuchen, ob der Arbeitnehmer nachweist, daß er durch einen Arbeitsvertrag an seinen Arbeitgeber gebunden ist. Ein solcher Behandlungsunterschied hinsichtlich der auf anderen Gebieten beschäftigten Handelsvertreter ist wegen des besonderen Problems, das sich im Versicherungswesen wegen der Abgrenzung der Kategorie der Selbständigen und der der Angestellten stellt, angemessen gerechtfertigt.

B.5.1. Hingegen geht aus den unter B.3.1 zitierten Vorarbeiten nicht hervor — und dem Hof ist ebensowenig ersichtlich —, daß akzeptable Gründe rechtfertigen könnten, daß der den Handelsvertretern zugestandene Rechtsschutz dem Arbeitnehmer verweigert werden könnte, der den Nachweis erbracht hat, daß er unter der Autorität eines Arbeitgebers im Versicherungswesen arbeitet und daß seine Situation identisch ist mit der des im Gesetz definierten Handelsvertreters.

Daraus ergibt sich, daß Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 die Artikel 10 und 11 der Verfassung in dem im Tenor angegebenen Maße verletzt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit er die Artikel 88 bis 107 dieses Gesetzes für nicht anwendbar auf den Angestellten erklärt, der nachweist, daß er durch einen Arbeitsvertrag an einen Arbeitgeber des Versicherungswesens gebunden ist und daß seine Situation mit der gesetzlichen Definition des Handelsvertreters übereinstimmt.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Juni 1999.

Der Kanzler,

(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,

(gez.) L. De Greve.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09926]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— président du tribunal de commerce de Nivelles.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09926]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— voorzitter van de rechtbank van koophandel te Nijvel;

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelzaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

MINISTERE DES FINANCES

[99/03189]

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)

Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :
Commune de Floreffe, 1^{re} division

Terrains de 2 a 25 ca, cadastrés section F, n^{os} 62/02 et 116/02, joignant les consorts Namèche et la société « Ferme du Bois Sacré » (zone d'habitat à caractère rural).

Prix : 15 000 francs, outre les frais (12,5 % du prix pour enregistrement + 8 000 F provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tél. 081/72 76 81).

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :
Ville de Dinant — 6e division — Thynes

Parcelle de terrain cadastrée section C, sans numéro, d'une contenance de 35 a 52 ca.

Joignants : la Société immobilière de Thynes et la Région wallonne. Le bien est situé en zone agricole et est libre d'occupation.

Prix : F 65 000, outre les frais (12,5 % du prix pour enregistrement + 8 000 F provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tél. : 081/72 76 90).

La Région wallonne et l'Etat belge se proposent de vendre de gré à gré :

Ville de Charleroi (ex Jumet)

Rue Dewerpe 66, maison et jardin, d'une contenance de 3 a 59 ca, cadastrés ou l'ayant été, section C, n° 832 S et partie sans numéro, tenant ou ayant tenu à la rue Dewerpe, à la rue du Cerisier et à Ditroia-Tissino, Claudio ou représentants.

Plan de secteur de Charleroi (planche 46/8) : zone d'habitat.

Prix : F 750 000 ou 18 592,01 euros, outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert 1er 4, bte 12, à 6000 Charleroi (tél : 071/31 22 10 — ext. 235).

Référence : V.52011/453 et V.52034/024/GL.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[99/03189]

Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingoederen)

Bekendmaking gedaan in uitvoering der wet van 31 mei 1923

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :
Gemeente Floreffe, 1^e afdeling

Percelen grond gekadastraerd sectie F, nrs. 62/02 en 116/02, met een oppervlakte van 2 a 25 ca, palende aan de medebelanghebbenden Namèche en de maatschappij « Ferme du Bois Sacré » (woongebied met een landelijk karakter).

Prijs : 15 000 frank, buiten de kosten (12,5 % registratie + 8 000 F voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren en hogere aanboden dienen binnen de maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. 081/72 76 81).

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :
Stad Dinant — 6e divisie — Thynes

Perceel grond, gekadastraerd sectie C, zonder nummer, groot 35 a 52 ca.

Grenzende aan Société immobilière de Thynes en het Waalse Gewest. Het goed is in agrarisch gebied gelegen en is vrij van gebruik.

Prijs : F 65 000, buiten de kosten (12,5 % registratie + F 8 000 voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren en hogere aanbiedingen dienen binnen de maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. : 081/72 76 90).

Het Waalse Gewest en de Belgische Staat zijn voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Charleroi (vroeger Jumet)

Straat « Dewerpe » 66, een huis en tuin, voor een oppervlakte van 3 a 59 ca, gekadastraerd of het geweest zijnde wijk C, nr. 832 S en deel zonder nummer, palende of bepaald hebbende aan de straat « Dewerpe », aan de straat « du Cerisier », en aan Ditroia-Tissino, Claudio, of vertegenwoordigers.

Gewestplan van Charleroi (plaat 46/8) : woongebied.

Prijs : F 750 000 of 18 592,01 euros, buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen de maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert 1er 4, bus 12, 19e verdieping (tel : 071/31 22 10 — uitbr. 235).

Verwijzing : V.52011/453 en V.52034/024/GL.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C - 99/36081]

27 JULI 1999. — Omzendbrief betreffende vrijetijdsbesteding van personen met een handicap

Aan de organisaties die vrijetijdsbesteding van personen met een handicap ontwikkelen, begeleiden en bevorderen

Op 10 november 1998 keurde de Vlaamse regering bij besluit de voorwaarden en modaliteiten goed volgens dewelke het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap (Vlaams Fonds) subsidies aan organisaties kan toekennen met het oog op het ontwikkelen, begeleiden en bevorderen van een aangepaste vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap.

Artikel 4, § 3, van voormeld besluit stipuleert « dat vanaf het werkingsjaar 2000 een jaarlijkse subsidieaanvraag ingediend moet worden bij het Vlaams Fonds, en dit uiterlijk op 30 september van het jaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarop de subsidie betrekking heeft ».

De aanvragen voor begrotingsjaar 2000 moeten dus ingediend worden vóór 1 oktober 1999. Zij moeten gericht zijn tot de wnd. administrateur-generaal van het Vlaams Fonds, de heer Laurent Bursens. Om ontvankelijk te zijn moeten deze aanvragen bovendien aangetekend verzonden worden en moeten zij op een geïkt aanvraagformulier geformuleerd worden. Dergelijk aanvraagformulier kunt u schriftelijk opvragen bij de Stafdienst van het Vlaams Fonds, Sterrenkundelaan 30, 1210 Brussel, of telefonisch op toestelnummer (02)225.85.17.

OPGELET :

Omdat voor de organisaties die voor het begrotingsjaar 1999 een subsidie ontvingen de erkenningsperiode loopt over juli 1999 — juli 2000, loopt de nieuwe aanvraag uitzonderlijk over de periode augustus 2000 — 31 december 2000;

Voor de overige organisaties die een aanvraag indienen om erkend te worden als vrijetijdsorganisatie voor personen met een handicap loopt de aanvraag over het kalenderjaar 2000.

Ik vestig in het bijzonder uw aandacht op volgende bijkomende voorwaarden waaraan deze aanvragen moeten voldoen :

1) De werking van voormelde organisaties dient aan volgende kenmerken te voldoen :

1. zich richten tot personen met een handicap zoals beschreven in artikel 2 van het decreet van 27 juni 1990 tot oprichting van het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap;

2. zich prioritair richten tot die personen met een handicap die in het thuismilieu verblijven;

3. beschikken over voldoende deskundigheid in het werken met personen met een handicap;

4. op een actieve wijze de verantwoordelijkheid op zich nemen voor de uitbouw van de vrijetijdsbesteding voor personen met een handicap voor het geheel van een welomschreven regio;

5. zich richten tot verschillende doelgroepen van personen met een handicap;

6. een ruime waaier van activiteiten aanbieden die :

- uitgaan van de wensen van de deelnemers en aansluiten bij hun leefwereld;

- een continu en permanent karakter vertonen en plaatsvinden 's avonds, in het weekend en tijdens de vakantieperiodes :

- in het kader van een inclusief beleid zoveel mogelijk gericht zijn op of gebruik maken van het gewone vrijetijdsaanbod;

7. in hoofdzaak werken met vrijwilligers die onder meer instaan voor de organisatie en begeleiding van de activiteiten voor de personen met een handicap;

8. beschikken over beroepskrachten die een ondersteunende en voorwaardenscheppende rol vervullen ten opzichte van bovenvermelde vrijwilligers.

2) Een subsidie kan enkel toegekend worden aan instanties die opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of aan afdelingen van die instanties.

3) Elke aanvraag voor subsidies houdt in dat :

1°. een verantwoording wordt gegeven voor de activiteiten waarvoor de subsidie wordt aangevraagd :

a. het structureel en inhoudelijk karakter wordt aangegeven;

b. de maatschappelijke meerwaarde wordt aangegeven;

c. er wordt vermeld hoe deze activiteit aansluit bij en/of verschilt van eventuele andere activiteiten van de aanvrager;

d. er wordt opgegeven welke middelen ingezet zullen worden inzake :

- personeel, zowel wat betreft hun aantal als hun kwalificaties;

- verbruiksgoederen;

- infrastructuur of andere duurzame goederen;

e. de personen, verenigingen of instanties worden vermeld waarmee eventueel een samenwerkingsverband zal worden opgezet;

f. de onderlinge afspraken over onder meer de uitvoering en de financiering van de activiteiten worden meegedeeld in geval van een samenwerkingsverband;

g. er wordt uiteengezet volgens welke methode gewerkt zal worden;

- h. criteria worden opgegeven voor de proces- en resultaatsbeoordeling van de beoogde doelstellingen;
i. de regio waarop men zich richt.

Elk van bovengenoemde rubrieken dient in de aanvraag aan bod te komen.

2°. een begroting wordt ingediend, met opgave van alle uitgaven en inkomsten waarbij ook andere financieringsbronnen waarop de aanvrager beroep kan doen, vermeld worden. Enkel kosten die niet op een andere wijze vergoed worden, komen in aanmerking.

LET WEL : u hebt de keuze om deze begrotingsgegevens uit te drukken in hetzij EURO, hetzij in Belgische frank.

4) Tenslotte dienen zowel de aanvrager (naam, rechtsvorm, kopie van de statuten) als de uitvoerders van het project duidelijk identificeerbaar te zijn.

OPGELET : de organisaties die het Vlaams Fonds voor begrotingsjaar 1999 en/of 1998 erkende dienen eveneens voormelde aanvraagprocedure te volgen ! De erkenning als vrijetijdsorganisatie voor personen met een handicap wordt geenszins automatisch verlengd.

Op basis van de ingediende aanvragen moet het Vlaams Fonds komen tot een voorstel van te erkennen vrijetijdsorganisaties in Vlaanderen die zich richten tot personen met een handicap, waarbij rekening gehouden wordt met :

1. een evenwichtige regionale spreiding binnen elke provincie;
2. de afstemming op mogelijke andere activiteiten en andere subsidies, waarbij de dubbele subsidiëring vermeden wordt;
3. de mate waarin voldaan wordt aan bovenvermelde voorwaarden.

De Raad van Bestuur wijst de erkende organisaties aan en kent de basistoelage van 750.000 frank toe. Het ministerieel besluit van 11 juni 1999 bepaalt de criteria en voorwaarden waaraan de erkende organisaties moeten voldoen om aanvullende toelagen te kunnen genieten.

Het Vlaams Fonds trekt hiervoor 40.570.000 frank uit op haar begroting 2000; dit evenwel, onder voorbehoud van goedkeuring van de ontwerpbegroting 2000 van het Vlaams Fonds door de Vlaamse regering.

Bij goedkeuring van de aanvraag ontvangen de betreffende organisaties een voorschot van 90 % van de toegekende subsidie. Het saldo van 10 % wordt uitbetaald na oplevering van het door de administratie goedgekeurde eindrapport op het einde van het betreffende werkingsjaar.

L. BURSENS,
wnd Administrateur-generaal.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C - 99/19740]

Réunion publique des commissions

Commissions réunies de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture et de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

Jeudi 9 septembre 1999

1. Interpellations jointes :

— Interpellation n° 6 de Mme Frieda Brepoels au Premier Ministre, sur "l'évolution de la crise de la dioxine et la confusion qui résulte de l'attitude du Gouvernement".

— Interpellation n° 7 de M. Stefaan De Clerck au Premier Ministre et à la Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "les récentes péripéties dans le traitement de la crise de la dioxine".

— Interpellation n° 8 de M. Gerolf Annemans au Premier Ministre, sur "les récentes prises de position du Gouvernement face à la crise de la dioxine et leurs répercussions".

2. Interpellation n° 9 de Mme Frieda Brepoels au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "les analyses des aliments de la firme Dossche de Zolder".

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 99/19740]

Openbare commissievergadering

Verenigde Commissies voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw en voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

Donderdag 9 september 1999

1. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 6 van Mevr. Frieda Brepoels tot de Eerste Minister, over "de ontwikkelingen in de dioxinecrisis en de verwarring die de Regering hierrond scheidt".

— Interpellatie nr. 7 van de heer Stefaan De Clerck tot de Eerste Minister en tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de recente ontwikkelingen bij de afhandeling van de dioxinecrisis".

— Interpellatie nr. 8 van de heer Gerolf Annemans tot de Eerste Minister, over "de recente aanpak van de dioxinecrisis en de gevolgen hiervan".

2. Interpellatie nr. 9 van Mevr. Frieda Brepoels tot de Minister van Landbouw en Middenstand, over "de analyses van de voeders Dossche in Zolder".

Avis divers Verschillende berichten

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Wingene

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Wingene maakt bekend dat een openbaar onderzoek wordt ingesteld betreffende het ontwerp tot opmaak wijziging/uitbreiding van het bijzonder plan van aanleg « Ambachtelijke Zone Yoobeek ».

Het dossier van het ontwerp, omvattend de bestaande toestand, het bestemmingsplan, de memorie van toelichting en stedenbouwkundige voorschriften, ligt ter inzage op het gemeentesecretariaat, elke werkdag van 8 u. 30 m. tot 12 uur en van 13 tot 17 uur, dit vanaf 15 september 1999 tot en met 15 oktober 1999.

Binnen deze termijn van dertig dagen kunnen mondelinge, zowel als schriftelijke bezwaren worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen van en te 8750 Wingene. (23812)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**B.W. Promo, société anonyme,
chaussée Bara 68, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 71819

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social le 17 septembre 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Application éventuelle de l'article 60 L.C.S.C. 2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 1999. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions. Nominations. Ratifications. Se conformer aux statuts. (23759)

**Société coopérative Immobilière d'Erbisœul,
rue de la Verrerie 2, 7050 Erbisœul**

Les coopérateurs sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire de la S.C. Immobilière d'Erbisœul qui se tiendra le vendredi 17 septembre 1999, à 17 h 30 m, au Club House du Royal Golf Club du Hainaut, rue de la Verrerie 2, à 7050 Erbisœul, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du collège des liquidateurs.
2. Approbation des comptes de liquidation au 31 décembre 1998.

3. Décharge aux liquidateurs.

Les comptes sont à la disposition des coopérateurs qui souhaiteraient les consulter au siège de la société dans les bureaux du R.G.C.H. (23760)

**Sebardine, société anonyme,
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 septembre 1999, à 10 h 30 m, au square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion.
2. Approbation des comptes arrêtés au 30 juin 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (23761)

**Fiwep, société anonyme,
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 602671 – T.V.A. 457.848.908

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 septembre 1999, à 11 heures, au square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes arrêtés au 30 juin 1999.
2. Lecture et approbation du rapport de gestion.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (23762)

**Preval, société anonyme,
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 603136

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 septembre 1999, à 11 heures, au square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes arrêtés au 30 juin 1999.
2. Lecture et approbation du rapport de gestion.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (23763)

**Floralice, société anonyme,
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 septembre 1999, à 11 h 30 m, au square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion.
2. Approbation des comptes arrêtés au 30 juin 1999.

3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (23764)

**Bosfin, société anonyme,
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 17 septembre 1999, à 11 heures, au square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion.
2. Approbation des comptes arrêtés au 30 juin 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (23765)

**Fremoluc, naamloze vennootschap,
Arnaud Fraiteurlaan 28, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 557668 – BTW 446.881.176

Buitengewone algemene vergadering op 26 juli 1999, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Benoeming van een bestuurder. 2. Diversen. (23766)

**VCFS, naamloze vennootschap,
Elf Novemberlaan 76, bus 32, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 622269 – BTW 458.645.494

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 17 uur.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekening inclusief resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia. (23751)

**Immo Kieviet, naamloze vennootschap,
Kollegestraat 38, bus 2, 2440 Geel**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Turnhout, nr. 56446

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 17 uur. — Agenda: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (23752)

**Pauly Paint, naamloze vennootschap,
steenweg op Leopoldsburg 37, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 35583 – BTW 406.884.613

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 15 uur. — Agenda: Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en commissaris-revisor. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (23753)

**PR.I.C., naamloze vennootschap,
Anemoonstraat 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 62429 – BTW 437.305.395

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 16 uur. — Agenda: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (23754)

**Sequoia Invest, naamloze vennootschap,
Metropoolstraat 33, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 290027

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 16 uur. — Agenda: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (23755)

**Voss International, naamloze vennootschap,
Bosduivenlaan 9, 1950 Kraainem**

H.R. Brussel 556312 – BTW 446.643.428

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 september 1999, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (23756)

**Trans F, société anonyme,
route de Banneux 125, 4870 Fraipont**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 17 septembre 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.

3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (23757)

**Le Charlemagne, société anonyme,
rue de Meuse 30, 5540 Waulsort**

R.C. Dinant 38736

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 17 septembre 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (23758)

**Geroconstruct, société anonyme,
rue Aviateur Huens 27, 1330 Rixensart**

R.C. Nivelles 62012 – T.V.A. 425.327.776

Assemblée générale ordinaire le 25 septembre 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination administrateurs et renouvellement des pouvoirs. (23813)

**Bouwonderneming Peeters en zoon, naamloze vennootschap,
Leopoldslei 209, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 299873 — BTW 436.947.287

De Heren en Dames aandeelhouders (en houders van aandelen, die het kapitaal niet vertegenwoordigen) worden verzocht deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering van de vennootschap, die zal gehouden worden op dinsdag 21 september 1999, om 9.00 uur, op het kantoor van notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen-Deurne, Cruyslei, 88. Indien tijdens deze vergadering zou blijken dat onvoldoende aandeelhouders aanwezig of vertegenwoordigd zijn om geldig te beraadslagen, zal een tweede vergadering belegd worden op donderdag 30 september 1999 om 9.00 uur op zelfde plaats. — Dagorde : 1. Kapitaalverhoging met één miljoen vijftienduizend vierhonderd drieënnegentig Belgische frank door incorporatie van reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in Euro. 3. Wijziging van het maatschappelijk boekjaar en van de datum der jaarvergadering. 4. Overgangsbepalingen. 5. Wijziging van de artikelen 5, 23 en 33 der statuten. 6. Coördinatie van de statuten. 7. Ontslag en benoeming van bestuurders en gedelegeerd bestuurder. 8. Machten. Om deel te nemen aan deze vergadering, worden de aandeelhouders verzocht, overeenkomstig artikel 29 van de statuten, hun aandelen aan toonder 5 volledige dagen voor de vergadering op de zetel van de vennootschap neer te leggen.

(47989)

De raad van bestuur.

**Dicotex, naamloze vennootschap,
Grote Heerweg 118, 8791 Beveren-Leie**

H.R. Kortrijk 138516 — BTW 458.399.828

Jaarvergadering op 18/09/99 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/03/1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (47990)

**Aboro, naamloze vennootschap,
Acacialaan 5, 3110 Rotselaar**

H.R. Leuven 70257 — BTW 432.111.442

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 20 september 1999, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83204)

**Aksamit, naamloze vennootschap,
P.P. Rubensplein 7, 8800 Roeselare (Rumbeke)**

H.R. Kortrijk 136059 — BTW 455.599.991

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 18 september 1999, om 19 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening op 31 maart 1999.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei.

(83205)

De raad van bestuur.

**M.J. De Bosscher « Ansoldinga »,
commanditaire vennootschap op aandelen,
Witherenstraat 14, 1800 Vilvoorde**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brussel, nr. 2219

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 18 september 1999, te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. De aandeelhouders worden verzocht conform naar de statuten te handelen. De neerlegging van de aandelen dient te gebeuren op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1999; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Allerlei. (83206)

**Buxus, naamloze vennootschap,
Min. Liebaertlaan 1, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 122425 — BTW 441.809.363

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 18 september 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31 maart 1999.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen.
6. Diverse.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen.

(83207)

**C & L, naamloze vennootschap,
Kiliaanstraat 43, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 68910 — BTW 441.520.442

Algemene vergadering op 18 september 1999, om 15 uur.

Agenda :

- Verslag van de raad van bestuur.
- Goedkeuring van de jaarrekening van 30 juni 1999.
- Bestemming van het resultaat.
- Kwijting aan de bestuurders.
- Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83208)

**Immo Cnudde, naamloze vennootschap,
Karreweg 149, 9770 Kruishoutem**

H.R. Oudenaarde H/41524

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 18 september 1999, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83209)

**De Cock H. Matrijzen, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 414, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 587699 — BTW 454.165.084

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 18 september 1999, te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (83210)

**Flen Pharman, in het kort : « FLEN », naamloze vennootschap,
Handelslei 210, 2980 Sint-Antonius-Zoersel**

H.R. Antwerpen 263355 — BTW 433.949.690

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, te Sint-Antonius-Zoersel, op 18 september 1999, om 17 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag. (83211)

**Vanhees Metalen, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 60, 2400 Mol**

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal gehouden worden op 18 september 1999, om 10 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening per 31 maart 1999.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldiging.
5. Allerlei. (83212)

**Katootje, naamloze vennootschap,
Kruisbaan 89, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 76994 — BTW 454.251.097

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 18 september 1999, te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (83213)

**Firma Lichtenknecker Optics, naamloze vennootschap,
Grote Broomstraat 21, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 35118 — BTW 412.870.503

Gewone vergadering op zaterdag 18 september 1999, te 15 uur, ten sociale zetel, Grote Broomstraat 21.

Agenda: 1. Verslag van bestuur- en toezichtraad. 2. Goedkeuring sociale rekeningen. 3. Kwijting aan bestuurders en toezichters. 4. Statutaire benoemingen.

Zich gedragen volgens artikel 25 der standregelen. (83214)

**Perfero, naamloze vennootschap,
Moorseelsesteenweg 22, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 127655 — BTW 448.210.769

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 18 september 1999, om 19 uur.

Agenda :

1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 Venn. W.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 maart 1999.
4. Bezoldigingen bestuurders.
5. Resultaatbestemming.
6. Kwijting bestuurders.
7. Benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Om geldig afwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden. Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (83215)

De raad van bestuur.

**De Preester & zoon, naamloze vennootschap,
Kortrijkstraat 99-101, 9790 Wortegem-Petegem**

BTW 461.855.701
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal worden gehouden op 18 september 1999, om 15 uur.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1999.
3. Goedkeuring van de vooropgestelde winstverdeling per 31/03/1999.
4. Decharge aan de raad van bestuur.
5. Diverse. (83216)

**Firma Jos Ruland, naamloze vennootschap,
Kuringensteinweg 44, te Hasselt**

H.R. Hasselt 11786 — BTW 401.343.735
—

Gewone vergadering op zaterdag 18 september 1999, te 14 uur, ten sociale zetel, Kuringensteinweg 44.

Agenda : 1. Verslag van bestuur- en toezichtraad. 2. Goedkeuring sociale rekeningen. 3. Kwijting aan bestuurders en toezichters. 4. Ontslagen en benoemingen.

Zich gedragen volgens artikel 25 der standregelen. (83217)

**Starbo, naamloze vennootschap,
Reepstraat 113, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 44234 — BTW 430.312.190
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op zaterdag 18 september 1999, op de zetel, om 10 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar art. 22 van de statuten. (83218)

**Veruma, naamloze vennootschap,
Vierhoevenstraat 55, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 323404 — BTW 454.470.140
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 18 september 1999, om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (83219)

**Daveco, naamloze vennootschap,
Oostendsebaan 24, 8470 Gistel**

H.R. Oostende 46046 — BTW 439.629.437
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal doorgaan op zaterdag 18 september 1999, om 17 uur, ten kantore notaris Denys, Leopoldstraat 45, te Zwevegem.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening 31/03/99.
2. Aanwending resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Beslissing inzake art. 103 & 104 der vennootschapswet.
5. Aanpassing statuten aan de reparatiewet.
6. Kapitaalsverhoging om het kapitaal af te ronden naar 150.000 EURO via inbreng in speciën, en zonder creatie van nieuwe aandelen. (83220)

**Veldblomme, naamloze vennootschap,
Talpendreef 2, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 36216 — BTW 455.288.504
—

Aangezien het quorum op de eerste buitengewone algemene vergadering niet bereikt werd, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot de tweede buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 17 september 1999, om 14 uur, op het kantoor van notaris Mergaert, C., Bruggestraat 35, 8840 Staden.

Agenda :

1. Verlenging van het boekjaar.
2. Kapitaalsverhoging.
3. Aanpassing van de statuten om u in overeenstemming te brengen met de huidige van kracht zijnde wetgeving ter zake. (83221)

**Administration publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Commune de Koekelberg

La commune de Koekelberg :

recrute en constitue une réserve de recrutement de (m/f) : auxiliaires de police;

recrute pour la crèche communale (m/f) : un directeur-infirmier gradué contractuel (prolongation de l'appel du 28 juillet 1999).

Candidatures à envoyer, par lettre recommandée, au collège des bourgmestres et échevins de et à 1081 Bruxelles, place H. Vanhuffel 6, pour le 25 septembre 1999 au plus tard.

Renseignements : 02/412 14 60. (23767)

Gemeente Koekelberg

Het gemeentebestuur van Koekelberg werft aan en stelt een wervingsexamen samen van (m/v) : hulppolitieagenten.

Kandidaturen per aangetekende brief te versturen naar het college van burgemeester en schepenen van en te 1081 Brussel, H. Vanhuffelplein 6, uiterlijk op 25 september 1999.

Inlichtingen : 02/412 14 60. (23767)

Stad Dendermonde

De stad Dendermonde organiseert examens voor de aanwerving van volgende betrekkingen met het oog op een statutaire benoeming en het aanleggen van een wervingsreserve met een geldigheidsduur van drie jaar :

1 beleidscoördinator :

— houder zijn van een diploma op universitair niveau;

1 personeelsconsulent :

— houder zijn van een diploma licentiaat psychologie;

1 ambtenaar personeelszaken :

— houder zijn van een diploma op universitair niveau, met een optie specialisatie of aanvullende opleiding personeelsbeleid;

1 diensthoofd ingenieur (uitvoeringsdiensten) :

— houder zijn van een diploma HO2C, industrieel ingenieur bouw-
kunde;

1 preventieadviseur :

— houder zijn van een diploma HO2C, industrieel ingenieur;

— houder zijn van het brevet niveau 1;

1 dienstleider (bibliotheek) :

— houder zijn van een diploma HOKT/HO1C en houder zijn van een eindexamen uitgereikt door een erkende instelling voor bibliotheekwetenschappen;

1 bouwkundige wegen en waterlopen :

— houder zijn van een diploma HO1C : graduaat bouwkunde;

1 bouwkundige gebouwen :

— houder zijn van een diploma HO1C : graduaat bouwkunde;

2 hoofdinspecteurs van politie 1^e klasse :

— houder zijn van de graad van hoofdinspecteur eerste klasse, hoofdinspecteur van politie of hoofdveldwachter; of, bij ontstentenis van een kandidaat met een van deze graden, bekleed zijn met de graad van inspecteur van politie; of, bij ontstentenis van een kandidaat bekleed met de graad van inspecteur van politie, bekleed zijn met de graad van politieagent of veldwachter. Voor de titularissen van de graad van politieagent of veldwachter ten minste 9 jaar anciënniteit tellen bij de gemeentepolitie;

— houder zijn van het brevet van officier van gemeentepolitie (K.B. 25 juni 1991) of van het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie (K.B. 12 april 1965) of van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings (K.B. 13 juli 1989);

— lid zijn van een gemeentelijk politiekorps;

1 boekhouder :

— houder zijn van een diploma graduaat boekhouden;

1 informaticus :

— houder zijn van een diploma graduaat informatica of een evenwaardig diploma inzake informaticaopleiding;

1 administratief medewerker politiediensten :

— houder zijn van een diploma, getuigschrift/attest van hoger secundair onderwijs of secundair onderwijs van de derde graad of gelijkgesteld onderwijs;

1 technisch medewerker ruimtelijke ordening, stedenbouw :

— houder zijn van een diploma, getuigschrift/attest van hoger secundair onderwijs of secundair onderwijs van de derde graad of gelijkgesteld onderwijs;

1 theater-technicus (technisch medewerker) belgica :

— houder zijn van een diploma, getuigschrift/attest van hoger secundair onderwijs of secundair onderwijs van de derde graad of gelijkgesteld onderwijs;

1 deeltijds stadsbeiaardier (868 uur per jaar) :

— houder zijn van een diploma van beiaardier.

Algemene toelatingsvoorwaarden :

1. burger zijn van de Europese Unie;

2. minstens 18 jaar oud zijn op 30 september 1999;

3. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

4. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

5. voor de mannelijke kandidaten, in regel zijn met de voorschriften op de dienstplichtwet;

6. lichamelijk geschikt zijn;

7. slagen voor een vergelijkend examen;

8. de gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken zijn van toepassing.

Voor de bibliotheekbetrekkingen moeten de vereiste beroepsdiploma's of -getuigschriften in het Nederlands behaald zijn.

Specifieke toelatingsvoorwaarden politie :

de leden van de gemeentepolitie moeten Belg zijn;

een lichaamsgestalte hebben van minimum 1,63 cm zonder schoeisel; niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen.

De betrekkingen zijn toegankelijk voor mannelijke en vrouwelijke kandidaten.

Heeft u interesse ? Stuur dan uiterlijk op 30 september 1999 (datum poststempel) uw eigenhandig geschreven kandidaatstelling, vergezeld van :

— een uitgebreid *curriculum vitae* en recente pasfoto;

— een door het gemeentebestuur van uw woonplaats voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma en eventueel attest of brevet

bij aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen der stad Dendermonde.

De bereidheid tot het verrichten van avond- en weekendwerk dient bij de kandidaatstelling te worden vermeld.

Een gedetailleerde brochure met uitgebreide functiebeschrijving wordt op eenvoudig verzoek aan de kandidaten toegezonden.

Aanvullende inlichtingen kunnen bekomen worden op de persoonsdienst van de stad Dendermonde, Administratief Centrum, Franz Courtensstraat 11, 9200 Dendermonde, tel. 052/22 08 00. (23769)

Université de Liège**Recrutement de techniciens**

Un concours en langue française sera organisé en vue du recrutement de techniciens pour les services scientifiques et l'administration centrale de l'Université de Liège et de la constitution d'une réserve de recrutement.

Conditions d'admission :

— être Belge ou citoyen de la Communauté européenne;

— être de conduite irréprochable;

— jouir des droits civils et politiques;

— être en possession d'un diplôme de l'enseignement technique secondaire supérieur.

Dépôt des candidatures :

Les demandes de participation doivent parvenir sur papier libre et par la voie postale exclusivement à M. l'administrateur Léopold Bragard, Université de Liège, place du 20 Août 7, à 4000 Liège, pour le mercredi 15 septembre 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Aucune candidature tardive ne sera acceptée.

Elles doivent indiquer avec précision le ou les emplois postulé(s) et être accompagnées de toutes les pièces requises, à savoir :

- *curriculum vitae* et photo récente;
- extrait d'acte de naissance;
- certificat de nationalité, bonnes conduite, vie et mœurs de moins d'un mois de date et revêtu de la mention « destiné à une administration publique »;
- copie légalisée du diplôme requis (ou attestation de réussite).

Remarque :

Les candidats sont tenus de préciser dans leur candidature ou dans toute correspondance ultérieure la ou les option(s) choisie(s) en indiquant les références ci-après :

2083 orientation chimie-biochimie;

2084 orientation électricité-électronique;

2085 orientation électricité-mécanique.

Pour tous renseignements complémentaires à propos des formalités administratives, les candidats sont priés de s'adresser à l'Administration des Ressources humaines, place du 20-Août 7, à 4000 Liège (tél. 04/366 53 30).

Rémunération :

Echelle 202X (traitement mensuel brut indexé BEF 54 737).

Matières d'examens (*)

A. Epreuves générales :		
— Questionnaire à choix multiples destiné à tester les aptitudes numériques et le raisonnement		Ecrit 20 points
— Notions d'anglais technique (traduction)		Ecrit 10 points
— Notions élémentaires d'informatique (utilisation des logiciels courants)		Ecrit 10 points
B. Epreuve au choix des candidats (1) :		
Orientation chimie-biochimie	Orientation électricité-électronique	Orientation électricité-mécanique
— Connaissance du niveau du diplôme requis en chimie générale chimie organique chimie analytique chimie physique chimie minérale Ecrit 10 points	— Connaissance du niveau du diplôme requis en électricité électromagnétisme électronique générale (analogie et digitale) électronique de puissance régulation thermique instrumentation microélectronique informatique Ecrit 20 points	— Connaissance du niveau du diplôme requis en électricité physique, hydraulique, métrologie dessin industriel résistance des matériaux mécanique Ecrit 20 points
— Une ou plusieurs des matières suivantes au choix radiochimie analyse des médicaments spectroscopie métallographie, photographie biochimie Ecrit 10 points		
C. Epreuve pratique : 20 points — Manipulations en laboratoire selon l'orientation choisie		
D. Epreuve oral : 20 points — Epreuve en conversation destinée à évaluer la motivation du candidat et ses aptitudes à occuper l'emploi		

(1) Voir remarque ci-dessus.

(*) L'ordre des épreuves indiqué au tableau ci-dessus ne préjuge nullement de celui qui sera retenu par les membres du jury au moment de l'examen. (23768)

Gemeente Oostkamp

Bij het gemeentebestuur van Oostkamp zijn volgende functies te begeben :

2 geschoolde arbeiders wegendienst (voetpaden) - statutair D1-D3

2 arbeiders groendienst (onderhoud plantsoenen) - statutair E1-E3

1 arbeider wegendienst (signalisatie en feestelijkheden) - contractueel E1-E2

Voornaamste toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

1. minimum achttien jaar oud zijn;
2. aan de dienstplichtwetten voldoen;
3. slagen voor het aanwervingsexamen.

Bijzondere aanwervingsvoorwaarden voor geschoold arbeider :

houder zijn van een diploma na minstens drie jaar lager secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld.

Wervingsreserve :

er wordt voorzien in de aanleg van een wervingsreserve geldig voor drie jaar.

Kandidaturen moeten ingediend worden uiterlijk op 20 september 1999 (postdatum), en aangetekend verstuurd worden t.a.v. het schepencollege, A.C. Beukenpark, Kapellestraat 19, 8020 Oostkamp.

Bovendien moet de kandidatuur vergezeld zijn van een *curriculum vitae*, een (voor eensluidend verklaard) afschrift van het diploma (alleen voor geschoold arbeider), en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat niet ouder mag zijn dan drie maanden.

Inlichtingen, functiebeschrijving en examenprogramma: personeelsdienst, Kapellestraat 19, 8020 Oostkamp, tel.: 050/83 31 02 of 83 31 03. (23770)

Economische Hogeschool Sint-Aloysius

Vacature voltijds doctor-assistent/assistent algemene economie

Taakinhoud :

voltijdse lesopdracht algemene economie (micro- en macro-economie) in de eerste en tweede kandidatuur handelswetenschappen en handelsingenieur;

begeleiden van eindwerken van studenten;

actieve deelname aan de activiteiten en ontwikkeling van nieuwe initiatieven binnen de vakgroep Algemene Economie;

uitvoeren van projectmatig wetenschappelijk onderzoek in het kader van het vakdomein algemene economie.

Profiel :

in het bezit zijn van een diploma van doctor in de economische of toegepaste economische wetenschappen;

kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van licentiaat in de economie of de toegepaste economie, licentiaat in de handelswetenschappen of handelsingenieur kunnen eveneens in aanmerking worden genomen indien zij een doctoraal proefschrift voorbereiden dat zich thans in de eindfase bevindt;

beschikken over uitstekende didactische kwaliteiten. Doceerervaring op het vlak van algemene economie en in het bezit van het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs strekt tot aanbeveling.

Beschikbaarheid en statuut :

beschikbaarheid voor de hogeschool overeenkomstig de gangbare arbeidsduurregeling (38 uur per week voor een voltijdse betrekking);

inschaling in het onderwijzend kader als doctor-assistent met ingang van 1 oktober 1999, voor zover de kandidaat in het bezit is van het diploma van doctor in de economie of algemene economie. Inschaling in het onderwijzend kader als assistent ingeval de kandidaat slechts in het bezit is van het diploma van licentiaat.

Kandidaatstelling :

Geïnteresseerde kandidaten dienen een eigenhandig geschreven sollicitatiebrief en een uitgebreid *curriculum vitae* (op het daartoe bestemde sollicitatieformulier) te bezorgen aan de dienst personeel en planning, lokaal 5116, Stormstraat 2, 1000 Brussel, ten laatste op 24 september 1999.

Het sollicitatieformulier kan aangevraagd worden na telefonische of schriftelijke aanvraag bij de dienst personeel en planning, tel.: 02/210 13 16, fax: 02/210 13 04. (23771)

Hogeschool voor Economisch en Grafisch Onderwijs

De Hogeschool voor Economisch en Grafisch Onderwijs stelt vacant met ingang van 1 oktober 1999 :

Departement Grafische Bedrijven: een vacant ambt onderwijzend personeel, praktijklector grafische vormgeving, 100 %, in tijdelijk verband.

De kandidaten moeten minimaal houder zijn van een diploma grauaat (1 cyclus onderwijs) grafische vormgeving of van een diploma functionele grafiek.

Onderwijs- en praktijkervaring strekken tot aanbeveling.

Centrale diensten: een vacant ambt administratief en technisch personeel (ATP), B11, 100 %, in tijdelijk verband, met als opdracht communicatiebeheerder van de hogeschool. De kandidaten moeten houder zijn van het diploma van gegradueerde in communicatiebeheer of van gegradueerde in communicatiemanagement en ten minste twee jaar ervaring hebben in een gelijkaardige functie in een bedrijf of organisatie.

Centrale diensten: een vacant ambt administratief en technisch personeel (ATP), A 21, in tijdelijk verband met als opdracht secretaris van het algemeen beleid. De kandidaten moeten houder zijn van het diploma van licentiaat en zij moeten minimum vijf jaar ervaring bewijzen als wetenschappelijk medewerker (uitvoeren of begeleiden van projecten, of onderzoekswerk verrichten of beleidsvoorbereidend werk verrichten).

Geïnteresseerden kunnen zich tegen uiterlijk 10 september kandidaat stellen bij aangetekend schrijven, vergezeld van een *curriculum vitae* en van de afschriften van de behaalde bekwaamheidsbewijzen, t.a.v. de algemeen directeur, Jeanne Leniere, Sint-Pietersnieuwstraat 160, 9000 Gent. Poststempel geldt als bewijs.

De selectie gebeurt op basis van de evaluatie van de kandidatuurstelling en het *curriculum vitae*, gevolgd door selectie-interviews met de selectiecommissie en functiespecifieke proeven (o.a. proefles voor onderwijsambten).

Verdere informatie over deze vacature alsook het wervingsreglement zijn te bekomen bij de algemeen directeur. (23772)

LUC-Diepenbeek

Het Limburgs Universitair Centrum stelt volgend voltijds mandaat (3x2) bij het academisch assiterend personeel (m/v) vacant :

Assistent-rechten (mandaat ER/99/02).

Onderwijstaken :

diverse praktijksessies betreffende « inleiding tot het recht », « handelsrecht », « ondernemingsrecht » en « sociaal recht »;

begeleiden van eindverhandelingen (met juridische aspecten).

Onderzoekstaken :

voorbereiden van een doctoraat, dat juridisch-economisch dient geörienteerd te zijn.

Een diploma van licentiaat rechten, bij voorkeur met een aanvullende economische opleiding (licentiaat economie of MBA), wordt vereist.

Bijkomende inlichtingen: Prof. dr. G. Heeren, tel.: 011/26 87 56, e-mail: georges.heeren@luc.ac.be

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel.: 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 24 september 1999 op dit adres dienen toe te komen. (23773)

In het kader van het project EVIO (Ecologisch verantwoord produceren door innovatieve oppervlaktebehandeling) - deelproject: gespreide kennisproductie en kennisoverdracht - is in ITEO volgend tijdelijk mandaat vacant:

Navorser (m/v) (mandaat MMC/99/07).

Profiel: jonge sociaal-wetenschappelijke opgeleide onderzoeksmedewerker met uitgesproken communicatievaardigheid; onderzoekservaring en -inzichten betreffende kennismanagement in en om innoverende bedrijven.

Voorkeur gaat naar onderzoeker met de ambitie om dit onderzoeksproject te benutten in een ruimer onderzoeksinitiatief (doctoraatsproject).

Bijkomende inlichtingen: Prof. dr. André Faché, tel.: 011/26 86 61 - 02/452 94 63, e-mail: andre.fache@luc.ac.be, andre.fache@skynet.be

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, tel.: 011/26 80 03, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 24 september 1999 op dit adres dienen toe te komen. (23774)

Binnen de onderzoeksgroep Organische en Polymere Scheikunde worden volgende tijdelijke mandaten vacant gesteld, met een looptijd van één of twee jaar:

Navorser-scheikunde (m/v) (mandaat SBG/99/28).

Diplomavereiste: licentiaat of doctor in de wetenschappen, groep scheikunde of bioingenieur met geschikte ervaring. Ervaring in organische en/of polymere scheikunde, GPC of spectroscopische (NMR) analyse van polymeren wordt op prijs gesteld.

Tevens wordt de aanwerving voorzien van personeel in het ATP kader om werkzaam te zijn in het onderzoek en dit eveneens voor één of twee jaar.

Technisch logistiek medewerker scheikunde (m/v).

Diplomavereisten: industrieel ingenieur scheikunde of biochemie, graduaat met scheikundige achtergrond. Ervaring in organische en/of polymere scheikunde, GPC of spectroscopische (NMR) analyse van polymeren wordt op prijs gesteld.

Deze aanwervingen gebeuren in het kader van BRITE-EURAM projecten of projecten binnen het vijfde kaderprogramma van de EU. De aangemelde kandidaten worden tevens opgenomen in een meer algemene wervingsreserve voor het lopende jaar.

De wervingen worden voorzien november 1999/februari 2000.

Bijkomende inlichtingen: Prof. dr. Dirk Vanderzande, tel.: 011/26 83 21, e-mail: dirk.vanderzande@luc.ac.be

U kan zich kandidaat stellen met formulieren die op aanvraag kunnen bekomen worden bij het rectoraat (navorser), tel.: 011/26 80 03, of personeelsdienst (technisch logistiek medewerker), tel.: 011/26 80 80, van het Limburgs Universitair Centrum, Universitaire Campus, gebouw D, 3590 Diepenbeek, en die, ingevuld, uiterlijk op vrijdag 24 september 1999 op dit adres dienen toe te komen. (23775)

Katholieke Vlaamse Hogeschool Antwerpen

De Katholieke Vlaamse Hogeschool Antwerpen heeft voor het academiejaar 1999-2000 volgende vacante betrekking:

Departement Vertalers-Tolken

A. In de categorie onderwijzend personeel:

Referentienummer: KVH/VT/99-00/OP/5

Deeltijds assistent Spaans (m/v), native speaker, met een opdracht volume van 50 %.

Periode van aanstelling: van 20 september 1999 tot en met 16 september 2001 (verlengbaar).

Profiel: de kandidaten dienen in het bezit te zijn van een diploma van licentiaat in de romaanse filologie (specialisatie Spaans), licentiaat vertaler of licentiaat tolk of een buitenlands diploma dat krachtens de wet of het decreet of met toepassing van de Europese richtlijnen als gelijkwaardig erkend is. Kennis van het Nederlands is vereist.

Belast met: de basis cursus Spaans in de 1e cyclus;

vertaalcolleges (Nederlands-Spaans) in de 1e en 2e cyclus; mondelinge oefeningen in de 2e cyclus.

Kandidatuurstellingen:

Schriftelijke, gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* en vermelding van referentienummer dienen uiterlijk vrijdag 10 september 1999 toe te komen op volgend adres: Katholieke Vlaamse Hogeschool, de heer Philippe Michiels, algemeen directeur, Jozef De Bomstraat 11, 2018 Antwerpen. (23776)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Désignation d'administrateur provisoire

Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Boussu

Par ordonnance de M. le juge de paix Marc Bouillon du canton de Boussu, en date du 26 août 1999, le nommé Wauthy, Louis, né à Frameries le 17 octobre 1915, domicilié à Wasmes, rue de la Marcasse 17, mais se trouvant actuellement à 7333 Tertre, rue Royale 50, au Home « Les Aulnois », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Wauthy, Marie, logopède, domicilié à 7340 Wasmes, rue de la Marcasse 23-25.

Boussu, le 31 août 1999.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé)
N. Dufrasne. (65495)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix suppléant du huitième canton de Bruxelles, en date du 19 août 1999, le nommé Rousseau, Marcel, né à Isnes le 8 août 1925, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, Centre de Réadaptation, Heysel-Brugmann, rue du Heysel 3, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Me Van Rampelberg, Greta, avocate, domiciliée à 1780 Wemmel, avenue de Limburg Stirum 192.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (65496)

Justice de paix du canton de Comines

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Comines, en date du 29 juillet 1999, Me Marie-Paule Dauchy, avocate, à Comines, rue du Faubourg 1, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de M. Henri Loones, né à Wormhout (France) le 11 janvier 1953, résidant au home L'Orée du Bois, rue du Gheer 56, à Warneton.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) F. Brysse. (65497)

Justice de paix du canton de Hamoir

Suite à la requête déposée le 20 août 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir, rendue le 26 août 1999, Mme Deleuze, Marie-Thérèse, veuve de Lardot, Yvan, née le 7 mars 1947, domiciliée rue de Logne 46, à 4181 Filot, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Goijen-Corroy, Marianne, avocat, domiciliée rue de l'Ourthe 58, à 4171 Poulseur.

Pour extrait conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Simon, Maryse. (65498)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 30 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, rendue le 18 août 1999, Mme Martin, Christiane, née à Léglise le 29 mars 1945, domiciliée rue des Eburons 58, à 4000 Liège, résidant au C.H.P. du Petit Bourgogne, rue Professeur Mahaim 84, à 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Dembour, François, avocat, domicilié rue Sainte-Véronique 27, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (65499)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 29 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 16 août 1999, M. Richlich, Albert, né le 26 décembre 1912, domicilié En Grande Foxhalle 137, 4040 Herstal, résidant à la Clinique Le Péri, Montagne Sainte-Walburge 4bis, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Franken, Alain, avocat, domicilié rue de l'Yser 286, 4430 Ans.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (65500)

Suite à la requête déposée le 16 août 1999, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 24 août 1999, M. Cloes, Jean, né à Villers-le-Bouillet le 17 décembre 1955, domicilié rue Mabiet 10, 4530 Villers-le-Bouillet, résidant à l'Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Clignet, Jean-Claude, domicilié boulevard de l'Est 4, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (65501)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 12 août 1999, la nommée Janssens, Marie, née à Molenbeek-Saint-Jean le 7 mars 1919, résidant actuellement à Molenbeek-Saint-Jean, rue de la Mélopée 50, Résidence La Toque d'Argent, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, avenue de Roovere, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Gerin, Marcel, prépensionné, domicilié à Anderlecht, rue Victor Rauter 4C.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Peter Dhondt. (65502)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, en date du 27 août 1999, la nommée Palmeri, Benjamina, née à Haine-Saint-Paul le 28 juillet 1960, célibataire, sans profession, résidant actuellement à l'Hôpital psychiatrique « Le Chêne aux Haies », sis à 7000 Mons, chemin du Chêne-aux-Haies 24, étant domiciliée à 1480 Tubize, rue Ripainoise 93, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Xavier Maindiaux, avocat, à 7000 Mons, rue de la Terre du Prince 17.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Bellemans. (65503)

Justice de paix du canton de Saint-Hubert

Suite à la requête déposée le 19 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Hubert, rendue le 30 août 1999, M. Clacens, Jean, né à Mesnil-Eglise le 4 décembre 1939, résidant et domicilié au Home « Le Marcassin », rue Coémont 15, 6870 Arville, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de M. José Clacens, préretraité, domicilié rue de Clinchamps 43, à 5020 Malonne.

Pour extrait conforme : la greffière adjointe déléguée, (signé) Dethier, Danièle. (65504)

Vrederecht van het vijfde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vijfde kanton Gent, verleend op 26 augustus 1999, werd Soens, Elza Adolphina, geboren te Gent op 8 december 1918, gepensioneerde, weduwe van Vandersteene, Julianus, gedomicilieerd en verblijvende in het rust- en verzorgingstehuis Ter Hovingen te 9050 Gent (Gentbrugge), Kliniekstraat 29, wegens haar gezondheidstoestand, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Laurent Balcaen, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rudy Van de Wynkele, hoofdgriffier. (65505)

Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 24 augustus 1999, werd Deruyck, Marie, geboren te Rekkem op 27 maart 1909, verblijvende in het rusthuis « De Plataan », Meensesteenweg 74, te 8870 Izegem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Casier, Rosina, geboren te Izegem op 22 oktober 1933, gepensioneerde, wonende te 8870 Izegem, Blekerijstraat 186.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (65506)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 24 augustus 1999, werd Desmedt, Elisabeth, geboren te Sint-Eloois-Winkel op 21 januari 1916, gedomicilieerd te 8880 Ledegem (Sint-Eloois-Winkel), Rollegem-Kapelsestraat 48, doch thans verblijvende in 't Pandje, Roeselaarsestraat 291, te 8870 Izegem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanhie, Liliane, gepensioneerde, geboren op 23 maart 1939, wonende te 8880 Ledegem (Sint-Eloois-Winkel), Kapelstraat 39.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (65507)

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 24 augustus 1999, werd Viaene, Anna, geboren op 7 augustus 1913, verblijvende in het rusthuis « De Plataan », niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Patrick Verhamme, advocaat, te 8770 Ingelmunster, Oostrozebekestraat 51.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) F. Duthoo. (65508)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 25 augustus 1999, werd Vanhie, Henri, geboren te Sint-Eloois-Winkel op 24 december 1912, thans verblijvende in 't Pandje, Roeselaarsestraat 291, te 8870 Izegem, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vanhie, Liliane, gepensioneerde, geboren op 23 maart 1939, wonende te 8880 Ledegem (Sint-Eloois-Winkel), Kapelstraat 39.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) F. Duthoo. (65509)

Vredegerecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 30 augustus 1999, werd De Molenaer, Amandine, geboren te Sint-Niklaas op 23 augustus 1906, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Kalkstraat 81, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. De Schrijver, Christophe, advocaat, Dr. A. Verdurmenstraat 5, 9100 Sint-Niklaas.

Sint-Niklaas, 30 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (65510)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 30 augustus 1999, werd Van Eynde, Guido, geboren te Sint-Niklaas op 16 juli 1960, wonende te 9100 Sint-Niklaas, August Nobelstraat 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. De Schrijver, Christophe, advocaat, te 9100 Sint-Niklaas, Dr. A. Verdurmenstraat 5.

Sint-Niklaas, 30 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (65511)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 30 augustus 1999, werd Vermeulen, Christina, geboren op 25 oktober 1955, wonende te 9111 Belsele, Nauwstraat 1, verblijvende in A.P.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 94, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 30 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (65512)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 30 augustus 1999, werd De Witte, Nele, geboren te Lokeren op 25 april 1975, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Brouwershof 41, verblijvende in A.P.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 30 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (65513)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 30 augustus 1999, werd Vanhavere, Francisca, geboren te Sint-Niklaas op 22 juni 1913, wonende en verblijvende in R.V.T. De Plataan, Hospitaalstraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vanhoeuwegen, Marcel, wonende te 2060 Antwerpen, Rotterdamstraat 32.

Sint-Niklaas, 30 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (65514)

Vredegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 23 augustus 1999, werd Buekers, Maria, geboren te Schulen op 8 februari 1914, gepensioneerde, gedomicilieerd in het rusthuis Sint-Jozef te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), Kloosterstraat 26, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Peeters, Willy, geboren te Schulen op 12 januari 1943, gepensioneerde, wonende te 3540 Herk-de-Stad, Lindestraat 33.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 3 augustus 1999.

Sint-Truiden, 24 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (65515)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 26 augustus 1999, werd Peeters, Eddy, geboren te Bree op 27 juni 1963, wonende te 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Ramakers, Els, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 328.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 augustus 1999.

Sint-Truiden, 26 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (65516)

Vredegerecht van het kanton Tongeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tongeren, verleend op 31 augustus 1999, werd Hoex, Jeanne Gertrude, geboren te Hasselt op 8 december 1905, gepensioneerde, wonende te 3700 Tongeren, Leopoldwal 13, opgenomen in de instelling Afdeling Geriatrie, Hazelereik 51, te 3700 Tongeren, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Coemans, Bart, advocaat, wonende te 3840 Hoepertingen, Bergstraat 38.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 20 augustus 1999.

Tongeren, 31 augustus 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Eddy Vandendyck. (65517)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 29 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 1^{er} septembre 1999, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 12 janvier 1999 et publiée au *Moniteur belge* du 26 janvier 1999, à l'égard de Mme Lenoir, Marie-Louise, née à Graty le 25 décembre 1914, domiciliée rue du Bourrelleur 30, 7050 Masnuy-Saint-Jean (Jurbise), cette personne étant décédée, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Pichueque, Sylviane, avocate, dont les bureaux sont sis rue de la Fraide 9, 7033 Cuesmes.

Pour extrait conforme : le greffier en chef f.f., (signé) Collet, Claude. (65518)

Suite à la requête déposée le 29 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 1^{er} septembre 1999, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 25 mars 1998 et publiée au *Moniteur belge* du 8 avril 1998, à l'égard de Mme Fromont, Marie-Oméline, née à Hazelhurst (Pennsylvanie) le 7 décembre 1907, veuve de Franciszek Lubots, domiciliée rue des Préeles 22, 7012 Jemappes, mais résidant au Home Ambroise Paré, rue de la Cure d'Air 19, 7021 Havré, cette personne étant décédée, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Pichueque, Sylviane, avocate, dont les bureaux sont sis rue de la Fraide 9, 7033 Cuesmes.

Pour extrait conforme : le greffier en chef f.f., (signé) Collet, Claude. (65519)

Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg, en date du 1^{er} septembre 1999, il a été mis fin à la mission de Schmits, Pierre, avocat, à 4800 Verviers, rue des Déportés 79, en sa qualité d'administrateur provisoire de Vanaschen, Victor, né à Eupen le 16 décembre 1954, domicilié à 4720 La Calamine, Bruchstrasse 10, cette personne étant à nouveau capable de gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Deblond, épouse Alfred Sieberath. (65520)

Vrederegerecht van het kanton Diest

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 26 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het mandaat van de voorlopige bewindvoerder van Mr. Marc Decat, advocaat, kantoorhoudende te 3290 Diest, Overstraat 49, over Geraerts, Olivier, geboren te Hasselt op 16 november 1951, verblijvende voorheen te 3550 Heusden-Zolder, Sint-Franciscusziekenhuis, kamer 129, doch thans verblijvende te 3800 Sint-Truiden, Koekenstraat 19, gedomicilieerd te 3470 Kortenaeken, Heidebosstraat 6, en werd vastgesteld dat de beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 29 maart 1999 (R.V. nr. 99 B 43 - rep. nr. 738/99) ophoudt uitwerking te hebben.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (65521)

Vrederegerecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 26 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Vanbevere, Julia, geboren te Leuven op 18 februari 1912, gedomicilieerd en verblijvende in Ter Meeren, Wolfshaegen 186, 3040 Huldenberg (ambtshalve ingevolge overlijden te Huldenberg op 20 juli 1999).

Leuven, 26 augustus 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65522)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 27 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Kuyl, Agnes, geboren te Heverlee op 15 juli 1928, gedomicilieerd Bergstraat 4, 3020 Herent, verblijvende in De Wingerd, Noormannenstraat 68, 3000 Leuven (ambtshalve ingevolge overlijden te Leuven op 31 juli 1999).

Leuven, 27 augustus 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65523)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 26 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Taes, Lodewijk, geboren te Binkom op 31 mei 1913, gedomicilieerd Tiensesteenweg 115, 3211 Lubbeek, verblijvende in het Rustoord Betlehem, Wilselsesteenweg 70, 3020 Herent (ambtshalve ingevolge overlijden te Herent op 28 juli 1999).

Leuven, 26 augustus 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65524)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 26 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Fierens, Marie, geboren te Sint-Joost-ten-Node op 8 september 1913, gedomicilieerd en verblijvende Fred. Lintstraat 33, 3000 Leuven, (ambtshalve ingevolge overlijden te Leuven op 3 augustus 1999).

Leuven, 26 augustus 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65525)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 26 augustus 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Bourgeois, Ida, geboren te Brussel op 16 juli 1912, gedomicilieerd en verblijvende Puccinistraat 22, 1070 Anderlecht (ambtshalve ingevolge overlijden te Anderlecht op 9 augustus 1999).

Leuven, 26 augustus 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (65526)

Vrederegerecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 31 augustus 1999, werd Vossen, Heinrich, geboren te Eindhoven op 15 oktober 1942, wonende te 1540 Herne, Lindenstraat 3, app. 7, opnieuw in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren vanaf 15 september 1999, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier, op 23 februari 1999 (R.V. 99B192-Rep.R. 1109/1999, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 1999, blz. 6988,

en onder nr. 61230), waarbij Vossen, Jozef, wonende te 1570 Tollembeek, Flieterkouter 40, aangesteld werd tot voorlopige bewindvoerder, ophoudt uitwerking te hebben op die datum.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Peeters, Annika. (65527)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Dinant

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le lundi trente août, par-devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal :

Mme Véronique Durant, employée, domiciliée à Dinant, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Florennes le 29 juillet 1999, et qui restera annexée au présent acte comme mandataire de :

Praile, carol, ouvrière d'entretien, née à Rosières le 18 mai 1956, veuve en premières noces de Thierry Mauen, veuve en secondes noces de M. Francis Lauvaux, domiciliée à 5620 Florennes, rue des Ecoles 14, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs, domiciliés avec elle :

Lauvaux, Jessyca, née à Namur le 11 mai 1982;

Lauvaux, Mickaël, né à Namur le 29 mars 1988, domiciliés avec leur mère.

Laquelle comparante faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix suppléant du canton de Florennes en date du 20 juillet 1999, et dont extrait conformera restera annexé au présent acte, nous a déclaré, au nom de sa mandante préqualifiée, agissant elle-même pour ses enfants mineurs préqualifiés, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur dévolue par le décès de Robe, Laure Claire Marie, née à Flavion le 4 février 1910, en son vivant pensionnée, divorcée de Henrion, Jean, demeurant et domiciliée à Florennes, rue Degrange 2, et décédée à Florennes en date du 19 février 1999.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; V. Durant.

Pour copie conforme délivrée à Mme Carol Praile, à Florennes: le greffier en chef, (signé) Georgette Feret. (23777)

Tribunal de première instance de Nivelles

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le vingt-trois août, au greffe du tribunal de première instance de Nivelles, province de Brabant Wallon, a comparu :

Mme Baudot, Martine Chantal Patricia, de nationalité belge, née à Watermael-Boitsfort le 20 mars 1960, domiciliée à 1410 Waterloo, avenue Marengo 5, bte 18, agissant en nom personnel et en sa qualité de mère et tutrice légale de ses deux enfants mineurs, autorisée à agir suite au conseil de famille du 1^{er} juin 1999 par-devant M. le juge de paix du canton de Nivelles.

Les deux enfants mineurs étant :

Claeys, Jonathan Pascal Paul, né à Bruxelles le 25 juillet 1985;

Claeys, Joffrey René Simon, né à Bruxelles le 8 mai 1990, tous deux domiciliés à la même adresse que leur mère et tutrice légale.

Laquelle comparante, s'exprimant en français, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Claeys, Jean Louis, né à Schaerbeek le 30 décembre 1955, de son vivant domicilié à Waterloo, chaussée Bara 371, et décédé le 4 mars 1999 à La Hulpe.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

(Signatures illisibles.) (23778)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le premier septembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Meckers, Andrée, née à Montegnée le 29 janvier 1937, domiciliée à Ans, rue Florent Pirotte 9;

Missa, Alain, né à Waremme le 24 août 1955, domicilié à Ans, rue Florent Pirotte 11,

lesquels comparants ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Missa, Marcel, né à Ans le 29 novembre 1931, de son vivant domicilié à Liège, rue Saint-Gilles 345/16, et décédé le 6 août 1999 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me Patrick Picard, notaire à Alleur, rue L. Dewonck 171.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible.) (23779)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-1386 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 31 août 1999, M. De Genst, Jean, domicilié à 1070 Bruxelles, place Martin Luther King 5, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 12 août 1999, et donnée par M. Verbist, Joannes Albertus, né à Perk le 25 avril 1915, domicilié à 7080 Frameries, rue Bois Bourdon 16, a déclaré, pour et au nom de son mandant, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Willems, Guilielmus Josephus, né à Perk le 20 mai 1911, de son vivant domicilié à Steenokkerzeel, Vanheylenstraat 14, et décédé le 27 septembre 1996 à Steenokkerzeel.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Maselis, Paul, notaire à 1030 Bruxelles, square François Riga 37

Bruxelles, le 31 août 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (23780)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 31 augustus 1999, heeft Van Leemput, Elza Leonia, geboren te Wilrijk op 6 oktober 1931, wonende te 2200 Herentals, Peerdsbosstraat 1/8/A, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Lanckpaep, Joanna Julia, geboren te Antwerpen op 4 augustus 1897, in leven laatst wonende te 2530 Boechout, R.V.T. Sint-Mathildis, Sportveldenlaan 29, en overleden te Boechout op 9 maart 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van Mr. De Daele, Luc, advocaat te 2018 Antwerpen, Van Eycklei 5.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden, te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 31 augustus 1999.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (23781)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 31 augustus 1999, heeft :

Bequet, Anne Marie Theresia H., geboren te Antwerpen op 14 augustus 1963, wonende te 2900 Schoten, Sint-Benedictusdreef 10, handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettige beheerster, over de persoon en de goederen van de minderjarige kinderen :

Sol, Melissa Paulina Willy, geboren te Antwerpen, district Merksem, op 13 juni 1989;

Sol, Robrecht Jozef Paula, geboren te Antwerpen, district Merksem, op 13 juni 1991,

beiden wonende bij hun moeder,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Bequet, Jozef Paula Alfons, geboren te Lier op 4 juni 1937, in leven laatst wonende te 2900 Schoten, Lusthofdreef 60, en overleden te Wuustwezel op 12 september 1998.

Er wordt woonstkeuze gedaan bij Mevr. Bequet, Anne Marie, Sint-Benedictusdreef 10, 2900 Schoten.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 31 augustus 1999.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (23782)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 31 augustus 1999, heeft :

1. De Boever, Els Christine Louis, geboren te Deinze op 8 oktober 1966, wonende te 9000 Gent, Coupure 456, handelend in eigen naam;

2. De Boever, Barbara Annie Lucie, geboren te Deinze op 2 oktober 1970, wonende te 9000 Gent, Koning Albertlaan 69, handelend in eigen naam;

3. De Boever, Herman Paul Eugene Avien, geboren te Gent op 14 augustus 1939, wonende te 9000 Gent, Coupure 87, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Boever, Bart, geboren te Deinze op 21 september 1965, in leven laatst wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, Dorpsstraat 43, en overleden te Gent op 27 juli 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Christof Gheeraert, notaris te 9031 Gent (Drongen), Antoon Catriestraat 3.

Gent, 31 augustus 1999.

De griffier, (get.) M.R. Bourdeaud'hui. (23783)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 31 augustus 1999 der rechtbank van koophandel van Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd een voorlopige opschorting van betaling toegekend voor een periode eindigend op 15 december 1999, aan Van den Abeele, Krist, tuinaanlegger, handeldrijvende onder de benaming « Krist en Annick Tuinaanleg », wonende te Sint-Niklaas, Hoogkamerstraat 29, H.R. Sint-Niklaas 52086.

Commissaris in opschorting : Mr. Herman Willems, advocaat te Sint-Niklaas, Tereken 91.

De schuldeisers worden opgeroepen aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, uiterlijk op 22 oktober 1999.

Uitspraak over een eventuele definitieve opschorting : donderdag 25 november 1999, te 9 u. 15 m., ter zitting van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel van Dendermonde, zittinghoudende in haar afdeling te Sint-Niklaas, Kazernestraat 12.

Sint-Niklaas, 31 augustus 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Quintelier. (23784)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 25 augustus 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van C.V.B.A. Averaf, met zetel te 3090 Overijse, Bergstraat 2, H.R. Brussel 479690, BTW 428.788.104, en met als voornaamste handelsactiviteit : afhaling en vervoer van afval.

Rechter-commissaris : Paul De Smedt.

Curator : Mr. Stijn Vanschoubroek, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 6 oktober 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Stijn Vanschoubroek. (23785)

Bij vonnis d.d. 25 augustus 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Mevr. Proost, Alida, wonende te 1840 Londerzeel, Blokstraat 42, H.R. Brussel 467949, BTW 745.097.778, en met als voornaamste handelsactiviteit : informatica onder de benaming Proost Computer Supplies.

Rechter-commissaris : Francis Walschot.

Curator : Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 6 oktober 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (23786)

Tribunal de commerce de Charleroi

La chambre des vacations du tribunal de commerce de Charleroi, par jugement en date du 31 août 1999, a déclaré, sur aveu, la faillite de M. Bruno Willame, entrepreneur en zinguerie, domicilié à 6560 Erquelettes, rue du Moulin 36, R.C. Charleroi 193488, T.V.A. 716.483.312.

Le même jugement dispose comme suit :

Juge-commissaire : M. Roland Lemaitre.

Curateur : Me Halbrechq, Jean, avocat à 6540 Lobbes, rue de l'Abbaye 26.

Date provisoire de cessation des paiements : 30 août 1999.

Déclarations de créances à déposer avant le 21 septembre 1999 au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel, 6000 Charleroi.

Procès-verbal de vérification des créances : le 19 octobre 1999, à 8 h 15 m.

Huissier-commis : Me Jean-François Demine.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbrechq.
(Pro deo) (23787)

Par jugement de ce 2 septembre 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Aqua-Jardin, chaussée de Charleroi 452, à 6061 Montignies-sur-Sambre, R.C. Charleroi 191804, T.V.A. 461.657.543.

Le tribunal a fixé provisoirement la date de cessation des paiements au 1^{er} septembre 1999.

Les créanciers sont avisés de ce que :

Les créances doivent être déclarées avant le 28 septembre 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 26 octobre 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce.

Le tribunal a désigné en qualité de :

Juge-commissaire : M. A. Troch.

Curateur : Me Xavier Born, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Devreux 28.

Le curateur, (signé) X. Born. (Pro deo) (23788)

Par jugement du 1^{er} septembre 1999 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a été déclarée la faillite, sur aveu, de M. Jean Legrand, né à Montignies-sur-Sambre le 3 août 1943, et domicilié à Marcinelle, rue Ernest Charles 13/21, R.C. Charleroi 2282.

Activité principale : import/export et ensuite chauffeur indépendant.

Juge-commissaire : M. Troch.

Curateur : Me Ph. Cuvelier, avocat à 6530 Thuin, place Albert I^{er} 6.

Date provisoire de cessation des paiements : le 17 août 1999.

Déclaration des créances au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le 21 septembre 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi le 19 octobre 1999, à 8 h 30 m, du matin.

Gratuité ordonnée par jugement du 1^{er} septembre 1999.

Le curateur, (signé) Me Ph. Cuvelier. (23789)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 1^{er} septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.C.R.L. Quantex Consulting, en liquidation, ayant son siège social à 4020 Liège, place Saint-Pholien 1/6, R.C. Liège 180168, T.V.A. 447.289.962.

Activité principale : réalisation d'audit opérationnel des entreprises et des organismes publics, conception, élaboration et mise en place de systèmes de gestion, élaboration et mise en application de programmes d'amélioration de la rentabilité des entreprises.

Date du début de l'activité commerciale le 23 avril 1992.

Juge-commissaire : M. Jimmy Bollekens.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 12 octobre 1999, de 10 à 11 heures, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 7 octobre 1999 au plus tard, au greffe du tribunal de commerce.

Le curateur, (signé) Me P. Henfling, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (23791)

Par jugement du 1^{er} septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Venbel, ayant son siège social rue Guillaume d'Orange 168, 4100 Seraing, R.C. Liège 192067, T.V.A. 452.865.878.

Activité principale : bureau d'étude, de conseil et de gestion dans le domaine de l'environnement, bureau d'étude, d'organisation et de conseil en matière financière, commerciale, fiscale ou sociale, bureau d'études industrielles, fabrication de machines motrices et hydrauliques, importation et exportation de marchandises multiples.

Date du début de l'activité commerciale le 1^{er} mars 1994.

Juge-commissaire : M. Jacques Philippart.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 12 octobre 1999, de 10 à 11 heures, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 7 octobre 1999 au plus tard, au greffe du tribunal de commerce.

Le curateur, (signé) Me Michel Mersch, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (Pro deo) (23792)

Par jugement rendu le 2 septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.C. Chiz Boq, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, rue du Stalon 9, R.C. Liège 168507, pour l'exploitation d'un restaurant-traiteur, T.V.A. 434.682.041. Dernier délai pour le dépôt des déclarations de créances : le 2 octobre 1999. Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 12 octobre 1999, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, 1^{er} étage, place Saint-Lambert, à 4000 Liège.

Juge-commissaire : M. Bernard Nils.

Les curateurs, (signé) Gaétane Foxhal, avocat, place Foguette 20, 4051 Vaux-sous-Chèvremont; André Pauquay, avocat, avenue Rogier 28, bte 02/1, 4000 Liège. (23793)

Tribunal de commerce de Namur

Le 31 août 1999, le tribunal de commerce de Namur a prononcé la faillite d'Acina Holding S.A., dont le siège social est sis à 5004 Bouge, chaussée de Louvain 480, y exploitant une entreprise de constructions métalliques, affaires immobilières, R.C. Namur 64086, T.V.A. 445.818.631. Le même jugement reporte à titre provisoire à la date du 31 août 1999 l'époque de la cessation des paiements. Ce jugement désigné aux fonctions de curateur Me Françoise Chauvaux, avocat à 5002 Saint-Servais, route de Gembloux 12, et appelle aux fonctions de juge-commissaire M. Collot, Maurice. Les créances doivent être produites au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, à 5000 Namur, dans les trente jours du prononcé du jugement déclaratif de faillite. La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 28 octobre 1999, à 10 heures, au palais de justice de Namur, salle du tribunal de commerce, 1^{er} étage.

Le curateur, (signé) F. Chauvaux. (23794)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du tribunal de commerce de Mons en date du 24 août 1999, a été déclarée la faillite de M. Degrelle, Philippe, né à Hornu le 25 mai 1954, ayant été domicilié rue Laurent 1/1, à 7333 Tertre, et actuellement rue François André 212, à 7390 Quaregnon, ayant exercé un commerce de technicien et informatique à Tertre, rue Laurent 1/1, R.C. Bruxelles 463672, radié le 16 août 1999, T.V.A. 664.066.651.

Date de cessation des paiements : le 24 août 1999.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, dont les bureaux sont rue du Rossignol 6, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 23 septembre 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au tribunal de commerce de Mons le 20 octobre 1999, à 9 heures.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille.
(Pro deo) (23795)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 31 augustus 1999, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard : Vanhees, Christiaan Ida Jozef, geboren te Hasselt op 14 november 1951, wonende en handeldrijvende te Bilzen, Eikenlaan 27, H.R. Tongeren 59382, drankgelegenheid en feestzaal.

Tijdstip van staking van betalingen : 30 augustus 1999.

De curatoren : Mrs. E. Vanbergen & S. Wissels, advocaten te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 30 september 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : op 4 oktober 1999, om 10 uur, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22.

Voor eensluidend uittreksel : Mrs E. Vanbergen; S. Wissels, curatoren.
(Pro deo) (23796)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Faillissement : Van Overloop, Martine, wonende en handeldrijvende te 9220 Hamme, Kerkstraat 13, onder de benaming « Het Truffeltje », H.R. Dendermonde 49915, als kleinhandel in geschenkartikelen en confiserie, BTW 646.512.029.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, d.d. 1 september 1999, werd voornoemde, op bekentenis, failliet verklaard, en werd de datum van staking van betalen bepaald op 1 augustus 1999.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer M. Tackaert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 8 oktober 1999, te 9 u. 10 m., in de gehoorzaal der rechtbank van koophandel van Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.
(Pro deo) (23797)

Faillissement : Marwan Textiel, met zetel te 9220 Hamme, Geemstraat 80, H.R. Dendermonde 50684, als groothandel in tweedehandskledij, BTW 449.724.761.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, d.d. 2 september 1999, werd voornoemde, op bekentenis, failliet verklaard, en werd de datum van staking van betalen bepaald op 20 augustus 1999.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer M. Tackaert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 8 oktober 1999, te 9 u. 15 m., in de gehoorzaal der rechtbank van koophandel van Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.
(Pro deo) (23798)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 30 augustus 1999 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, op aangifte, in staat van faillissement verklaard, B.V.B.A. M.T.B. Trucks & Parts, met zetel te 8930 Menen, Moeskroenstraat 270, H.R. Kortrijk 131941, met als werkzaamheid : groothandel in tweedehandswagens, motorvoertuigen, onderdelen en toebehoren voor motorvoertuigen, vrachtwagens en aanhangwagens; depannagedienst en tussenpersoon in de handel, BTW 452.049.395.

Rechter-commissaris : de heer Johan Bral, rechter in handelszaken, in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Frank Heffinck, advocaat te 8501 Kortrijk (Bissegem), Meensesteenweg 347.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op datum van het faillietvonnis.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 20 september 1999.

Sluiting proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op woensdag 13 oktober 1999, te 10 uur, ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Frank Heffinck.
(23799)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 31 augustus 1999, op bekentenis, vakantiekamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : Dabelux B.V.B.A., groot- en kleinhandel, evenals fabricatie van meubelen, meubileringsartikelen en meubileringsstoffen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9900 Eeklo, Euerardstraat 58, H.R. Gent 116807, BTW 415.000.147.

Rechter-commissaris : de heer Richard Aerts.

Datum staking der betalingen : 31 augustus 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 28 september 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 12 oktober 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Jan Temmerman, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Martensstraat 16.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Y. Bils. (23800)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête du 30 août 1999, M. Yves Ghislain Jean De Smet, ardoisier, né à Treignes le 26 décembre 1955, divorcé en premières noces de Nicole Cherrier, et son épouse, Mme Pascale Christiane Andrée Gotiaux, coiffeuse, née à La Taillette (France) le 13 août 1963, divorcée en premières noces de Benoît Chopplet, demeurant en domiciliés ensemble à Olloy-sur-Viroin, rue de la Champagne 29, mariés sous le régime légal de communauté à défaut d'avoir établi préalablement de contrat de mariage, ont introduit devant le tribunal de première instance séant à Dinant, une requête en homologation de la modification de leur patrimoine commun sans que le régime matrimonial ne soit modifié.

(Signé) Vincent Dandoy, notaire. (23801)

Volgens vonnis uitgesproken op 27 juli 1999 door de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Demuynck, Karel Henri Lucien, zelfstandige, geboren te Hasselt op 21 maart 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Macken, Véronique Marie Nelly Josephine Reiny, tandarts, geboren te Diest op 18 augustus 1967, samenwonende te 3520 Zonhoven, Teutseweg 3, verleden voor notaris Marc Duriau, te Diest, op 4 juni 1999, gehomologeerd.

Voor de verzoekers, (get.) Marc Duriau, notaris. (23802)

Bij verzoekschrift van 1 september 1999 hebben de echtgenoten, Jan Felix Florimond Goossens, vertegenwoordiger, en Nathalie Ann Jeanne Françoise Elsen, bediende, samen gehuisvest te Leuven (Kessel-Lo), Martelarenlaan 169, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven de homologatie gevraagd van het wijzigend huwelijkscontract, opgemaakt bij akte van notaris Hugo Kuijpers, te Leuven (Heverlee), op 1 september 1999.

(Get.) H. Kuijpers, notaris. (23803)

Ingevolge vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op 22 juni 1999, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Marc Honorez, te Tienen, op 18 december 1998, houdende wijziging der huwelijksvoorwaarden der echtgenoten, Filip Marcel Clement Renaerts, arbeider, geboren te Sint-Truiden op 14 mei 1970, en Nadia Eleonore Jules Laurence Vanmechelen, bediende, geboren te Sint-Truiden op 14 november 1967, samenwonende te 3800 Sint-Truiden, Tumulusstraat 13.

In deze akte hebben de echtgenoten verklaard het wettelijk stelsel te behouden en heeft Mevr. Vanmechelen verklaard in de gemeenschap te brengen het volgend onroerend goed, haar persoonlijk toebehorend: stad Sint-Truiden, afdeling Aalst, een woonhuis, Tumulusstraat 13.

(Get.) M. Honorez, notaris. (23804)

Ingevolge vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Leuven op 28 juni 1999, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Marc Honorez, te Tienen, op 21 december 1998, houdende wijziging der huwelijksvoorwaarden der echtgenoten, Elie François Julien Pitschon, zaakvoerder, geboren te Tienen op 11 juli 1951, en Amina Emtil, verkoopster, geboren te Meknès (Marokko) op 26 maart 1964, samenwonende te 3300 Tienen (Oplinter), Kumbaan 101.

In deze akte hebben de echtgenoten verklaard over te gaan van het wettelijk stelsel naar het stelsel der scheiding van goederen.

(Get.) M. Honorez, notaris. (23805)

Bij vonnis van de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 17 juni 1999, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Luc Wylleman, te Evergem (Sleidinge), op 22 december 1998, inhoudende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, de heer Kris Louis Marie Roete, bakker, en Mevr. Els Maria Yvonne Vermeulen, helpster, samenwonende te Evergem (Sleidinge), Wurmstraat 22, houdende inbreng door de echtgenote van een eigendom in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Annelies Wylleman, notaris. (23806)

Bij verzoekschrift van 13 augustus 1999 hebben de echtgenoten, de heer Ongena, Bart Frans Juliette, handelaar, geboren te Aalst op 9 mei 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Van Bulck, Kristine Roza Jozefa, meewerkende echtgenote, geboren te Reet op 12 december 1966, samenwonende te Aartselaar, Boomsesteenweg 21, voor de burgerlijke

rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, beperkt tot de wijziging van het gemeenschappelijk vermogen, verleden voor notaris Fabienne Fevery, te Gent, op 17 augustus 1999.

Voor de echtgenoten Ongena-Van Bulck, (get.) Fabienne Fevery, notaris. (23807)

Bij verzoekschrift van 22 juli 1999 hebben de heer Frans Adelia Vaningelgem, gepensioneerd, geboren te Ruisbroek op 28 december 1934, en zijn echtgenote, Mevr. Magdalena De Wachter, huisvrouw, geboren te Bornem op 1 maart 1934, samenwonende te Bornem, Sint-Amanssesteenweg 102, bus 1, aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen de homologatie gevraagd van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Ann De Block, te Sint-Amans, op 22 juli 1999, bestaande uit een inbreng door de heer Frans Vaningelgem van een onroerend goed in de huwgemeenschap.

Voor de verzoekers, (get.) Ann De Block, notaris. (23808)

Bij verzoekschrift d.d. 1 september 1999 hebben de heer Hoefs, Alfons Erik, staatsbediende, en zijn echtgenote, Mevr. Dooms, Karine Ernestine, bediende, samenwonende te Aalst (Baarddegem), Kapellestraat 13, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de homologatie gevraagd van een akte wijziging huwelijkscontract, verleden voor notaris Christian Peërs, te Aalst (Erembodegem), d.d. 1 september 1999.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten Hoefs-Dooms verzocht hun huidige wettelijk stelsel van gemeenschap te vervangen door het stelsel der zuivere scheiding van goederen.

Aalst (Erembodegem), 2 september 1999.

Namens de echtelieden Alfons Hoefs-Dooms, (get.) Christian Peërs, notaris. (23809)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par décision du tribunal civil de Liège du 25 août 1999, Me Jean-Jacques Germeau, avocat, juge suppléant, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège, a été désigné en qualité de curateur à la succession réputée vacante de Mme Louis, Aline Marie Emilie Laure, née à Tilleur le 17 août 1930, de son vivant domiciliée à Sclessin, rue de l'Hippodrome 170, et décédée à Liège le 11 janvier 1999. Les créanciers sont invités à envoyer leur déclaration de créance au curateur endéans les trois mois.

(Signé) Jean-Jacques Germeau, avocat. (23810)

Tribunal de première instance de Nivelles

Par ordonnance rendue le 29 juin 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me J.-L. Sorel, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1470 Baisy-Thy, place d'Hattain 46, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de M. Daniel Beeckmans, né à Clabecq le 21 janvier 1946, domicilié à Tubize, rue des Déportés 131, et décédé à Anderlecht le 3 mai 1990.

Nivelles, le 30 août 1999.

Le greffier en chef faisant fonction, (signé) L. Degraeve. (23811)